

THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs*



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LES DOUANES

EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Jeudi 8 décembre 1910, à 3 heures*

PAR

**G. HILAIRE-MAMIE**

Docteur en Droit

Vérificateur-adjoint de première classe des douanes,  
Ancien chef du bureau principal des douanes à la Côte d'Ivoire  
Avocat

---

*Président : M. LESEUR, professeur*  
*Suffragants { MM. CHÉNON, professeur*  
*PERREAU, professeur*

---

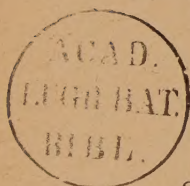
PARIS

**JOUBE & C<sup>ie</sup>, Editeurs**

*15, rue Racine, 15*

---

1910







# LES DOUANES

EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

---

## ORGANISATION DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Situation des diverses colonies du groupe avant le décret du 18 octobre 1904. — Étapes créées par les divers décrets antérieurs. — L'union douanière établie par le décret du 18 octobre 1904.

---

Le décret du 18 octobre 1904 a resserré les liens qui existaient déjà entre les diverses colonies de l'Afrique occidentale française et a fortifié les pouvoirs attribués au gouverneur général de ces possessions. Faisant suite aux décrets du 17 décembre 1891, du 10 mars 1893, du 16 juin 1895, du 25 septembre 1896, du 17 octobre 1899 et du 1<sup>er</sup> octobre 1903, il a marqué un point important de l'évolution accomplie dans l'organisation de ces territoires ; il a consacré, pour ainsi dire, l'œuvre entreprise de donner la vraie cohésion aux éléments du groupe, de former un tout homogène au point de vue politique et financier, et d'établir une seule responsabilité vis-à-vis du Département.

A la vérité, l'œuvre de concentration n'est pas résultée de chacun des décrets énumérés plus haut. Quelques-

uns ont été une pure abrogation des précédents et ont montré une préférence pour l'autonomie. L'unité de vue semble avoir fait parfois défaut au Pavillon de Flore sur la conception de la meilleure organisation des colonies de l'Afrique occidentale française. Mais à tout considérer, les diverses mesures intervenues depuis 1891 ont constitué dans l'ensemble une progression lente et sûre qui a abouti à l'important décret du 18 octobre 1903, véritable assise de l'organisation actuelle.

Le décret du 17 décembre 1891 avait donné une organisation aux possessions françaises de la côte occidentale d'Afrique comprises entre la Guinée portugaise et le Lagos, sous la dénomination de Guinée française et dépendances, et avait prévu un gouverneur pour l'ensemble de ces territoires ayant sous ses ordres un secrétaire général pour la Guinée, un résident pour la Côte d'Ivoire, un lieutenant-gouverneur pour le Golfe de Bénin. C'était un embryon d'organisation répondant à la faible étendue de notre domination dans ces pays. C'était aussi un réel progrès sur l'état antérieur. On ne doit pas oublier, en effet, que notre domination avait été précédemment bien précaire. L'acte fondamental dont les principes essentiels n'ont pas cessé de présider dans l'Afrique occidentale française à l'exercice de la puissance publique est l'ordonnance du 7 septembre 1840 qui avait réuni dans l'organisme commun du Sénégal et dépendances, les établissements épars, déjà créés sur le littoral depuis le cap Blanc jusqu'au golfe de Guinée. L'influence française n'était donc qu'à ses débuts.

Le décret du 10 mars 1893 avait érigé en colonies distinctes la Guinée française, la Côte d'Ivoire et le Bénin. La mesure s'imposait. Non explorés, presque inoccupés,



ces pays avaient, aux environs de 1893, besoin de toute leur autonomie administrative et financière pour conquérir sur l'Interland commun, se développer normalement et obtenir un commencement de mise en valeur.

Le décret du 16 juin 1895 avait essayé de réaliser l'idée conçue déjà au ministère des Colonies, d'instituer un gouvernement général de l'Afrique occidentale française s'étendant sur le Sénégal, la Guinée française, le Soudan et la Côte d'Ivoire. Cette concentration était justifiée, disait-on « par la nécessité de donner à ce groupement une direction supérieure qui, à l'écart de conceptions particularistes, devait achever l'unification politique et hâter le progrès économique de nos diverses possessions ». Mais bien que ce décret exceptât le Dahomey de cette confédération, plaçât le Sénégal sous l'autorité immédiate du gouvernement général et laissât à chacune des colonies du groupe son autonomie politique et financière, la mesure parut hâtive. Les liens créés officiellement se relâchèrent dans la pratique, et le décret du 25 septembre 1896 ne tarda pas à détacher la Côte d'Ivoire de cette confédération.

Avec le décret du 17 octobre 1899 fut reprise et menée suivant un même plan l'œuvre de concentration. Le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1902 augmenta l'autorité du gouverneur général en lui donnant des moyens d'action directs et en faisant de lui le dépositaire des pouvoirs de la République dans les colonies et territoires de l'Afrique occidentale française.

Le décret du 18 octobre 1904 est la dernière étape de ces transformations successives. Il a définitivement assuré l'indépendance de la direction et du contrôle général qui constituent les attributions essentielles du



gouverneur général en déchargeant celui-ci de l'administration spéciale et directe des vastes territoires composant la Sénégambie-Niger. Il a créé un budget général de l'Afrique occidentale française et a permis ainsi au gouverneur général de pourvoir aux dépenses d'intérêt commun et de représenter réellement la personnalité civile de l'Afrique occidentale française.

Aux termes de ce dernier décret, il n'y a plus désormais au regard de l'extérieur qu'une seule grande possession désignée sous le nom de l'Afrique occidentale française. Le Sénégal, le Haut-Sénégal et Niger, la Guinée-Française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Mauritanie, ne constituent plus que de simples divisions territoriales ayant un certain intérêt au point de vue local, mais ne conservant plus d'existence propre.

La conséquence directe de cette importante réorganisation administrative, le corollaire logique du décret du 18 octobre 1904, a été l'établissement d'une union douanière entre toutes les colonies de l'Afrique occidentale française. Cet établissement d'union douanière a répondu d'ailleurs à deux ordres de préoccupations : 1<sup>o</sup> la création d'une communauté d'intérêts, d'une vie commerciale commune entre les possessions du groupe ; 2<sup>o</sup> la nécessité d'assurer des ressources propres à ce vaste et nouveau gouvernement.

L'union douanière, résultant de l'unification des tarifications des marchandises à leur importation dans les colonies de l'Afrique occidentale française, considérées comme un seul pays, et à leur exportation de ces mêmes colonies, dans la mesure toutefois où les conventions internationales le permettent, est sortie du décret du 14 avril 1905.



Antérieurement au décret du 18 octobre 1904, chaque colonie du groupe formait une unité économique isolée. Ayant son budget propre, elle était maîtresse de toutes ses recettes et les affectait aux seules dépenses nécessitées par les besoins locaux. Les produits des taxes douanières constituaient ses principales ressources. Il en résultait que les autres colonies-sœurs étaient assimilées aux pays extérieurs et acquittaient les mêmes droits que ceux-ci, à l'importation et à l'exportation. Chacune de ces colonies percevait des droits suivant un tarif qui lui était particulier et les plus grandes différences existaient entre ces diverses tarifications. Ces différences pour la plupart, ne se justifiaient pas, bien entendu, par des raisons économiques ; elles s'expliquaient seulement par ce fait que les tarifications dont il s'agit avaient été conçues isolément, sans entente préalable avec les autres colonies. Il en résultait encore que la direction à imprimer au service des douanes dans chacune de ces colonies appartenait presque exclusivement à l'administration locale.

A cet état de rivalités économiques s'est substitué un état d'ensemble et de solidarité. Le décret du 18 octobre 1904 dispose, en effet, que le gouverneur général établit en conseil de gouvernement les tarifs à l'entrée et à la sortie dans toute l'étendue de l'Afrique Occidentale Française.

On verra plus loin qu'il n'a pas été cependant possible de pousser jusqu'à sa dernière limite l'esprit d'unification et que le législateur a été contraint, dans l'élaboration des nouveaux tarifs, de laisser subsister quelques-unes de ces tarifications différentielles qui distinguaient les colonies du groupe.



## POUVOIRS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Attributions des lieutenants gouverneurs et des inspecteurs des affaires administratives en matière de douane. — Rôle des chefs de service. — Nécessité de la création d'une direction technique douanière à Dakar.

---

Les questions de réorganisation du gouvernement de l'Afrique occidentale française, de création d'un budget général, d'établissement d'une union douanière amènent, par voie de conséquence, à traiter d'une façon générale des pouvoirs attribués aux diverses administrations locales relativement au service des douanes, en Afrique occidentale française. Cette question délicate des pouvoirs, en raison de la nécessité de donner dès à présent une vue d'ensemble, ne peut être qu'effleurée dans ce chapitre. C'est au fur et à mesure des questions soulevées dans les diverses parties de ce traité, qu'on pourra faire ressortir les différences existant entre le régime ancien et le régime nouveau, et préciser la situation qui a été faite définitivement aux lieutenants-gouverneurs en matière de douane. C'est surtout dans les chapitres consacrés à la réglementation du service, au tarif, au personnel, qu'on pourra exposer amplement. Il y a donc lieu de se borner ici à un simple aperçu qui donnera néanmoins une idée suffisante de l'étendue des



attributions laissées en cette matière aux lieutenants-gouverneurs.

Il a été dit, au chapitre précédent, qu'antérieurement au décret du 18 octobre 1904, la direction à imprimer au service des douanes appartenait presque exclusivement à l'administration locale. Les modifications profondes apportées à la vieille organisation ont été particulièrement sensibles en ce qui concerne la douane. Si l'extension, l'affermissement plutôt, des pouvoirs du gouverneur général a eu comme contre-partie une restriction des pouvoirs des lieutenants-gouverneurs en toutes matières, c'est surtout dans ce domaine des douanes que les administrations locales devaient voir leur autonomie diminuer. Cette direction d'autrefois s'est transformée en un simple contrôle. Il n'en pouvait être d'ailleurs autrement. Énumérant les différents pouvoirs du gouverneur général, les articles 3, 4, 6 du décret du 18 octobre 1904 disent : « Il organise les services à l'exception de ceux qui sont régis par les actes de l'autorité métropolitaine ; il règle leurs attributions ; il nomme à toutes les fonctions civiles, à l'exception des emplois de lieutenants-gouverneurs, de secrétaires généraux, de magistrats, de directeurs du contrôle et des services généraux, d'administrateurs et de ceux dont la nomination est réservée à l'autorité métropolitaine par des actes organiques. Pour ces divers emplois, les nominations se font sur sa présentation. »

Le mode de nomination des comptables du Trésor reste soumis aux dispositions spéciales qui les régissent.

Le gouverneur général peut déléguer aux lieutenants-

gouverneurs, par décision spéciale et limitative et sous sa responsabilité, son droit de nomination.

Les colonies composant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française possèdent leur autonomie administrative et financière, dans les conditions déterminées ci-après : « Elles sont administrées chacune sous la haute autorité du gouverneur général par un gouverneur des colonies portant le titre de lieutenant-gouverneur et assisté par un secrétaire général. »

L'article 7, qui détermine la nature des dépenses et des recettes constituant le budget général, est plus spécial à la douane. Il est en quelque sorte le fondement, la raison d'être de toute la nouvelle organisation douanière. Il est ainsi conçu :

Les dépenses d'intérêt commun à l'Afrique occidentale française sont inscrites à un budget général arrêté en Conseil de gouvernement par le gouverneur général et approuvé par décret rendu sur la proposition du ministre des Colonies.

Ce budget pourvoit aux dépenses :

- 1<sup>o</sup> Du gouvernement général et des services généraux ;
- 2<sup>o</sup> Du service de la Dette ;
- 3<sup>o</sup> De l'inspection mobile des colonies ;
- 4<sup>o</sup> Des contributions à verser à la métropole ;
- 5<sup>o</sup> Du service de la justice française ;
- 6<sup>o</sup> Des travaux publics d'intérêt général dont la nomenclature est arrêtée chaque année par le gouverneur général en Conseil de gouvernement et approuvée par le ministre des Colonies ;
- 7<sup>o</sup> Et aux frais de perception des recettes attribuées au budget général.

Il est alimenté : 1<sup>o</sup> par les recettes propres aux services mis à sa charge ; 2<sup>o</sup> par le produit des droits de toute nature



à l'exception des droits d'octroi communaux, perçus à l'entrée et à la sortie dans toute l'étendue de l'Afrique occidentale française sur les marchandises et sur les navires. Le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception de ces droits seront à l'avenir établis par le gouverneur général en Conseil de gouvernement et approuvé par décret en Conseil d'État.

Le budget général peut, en outre, recevoir des contributions des budgets des diverses colonies de l'Afrique occidentale française ou leur attribuer des subventions. Le montant de ces contributions et subventions est annuellement fixé par le gouverneur général en Conseil de gouvernement et arrêté par l'acte portant approbation des budgets. »

De tout ceci, il ressort clairement (les instructions et les circulaires postérieures du gouvernement général l'ont d'ailleurs suffisamment souligné) que les lieutenants-gouverneurs n'administrent que par simple délégation du gouverneur général. Les pouvoirs que les premiers tenaient de l'ordonnance organique du 7 septembre 1840 ou d'autres actes, ont été modifiés. Ils ne peuvent prendre des arrêtés que pour régler des matières de détail et doivent laisser au gouverneur général le soin de prendre des dispositions pour organiser des branches de service ou apporter des modifications à la législation en vigueur. Depuis 1902, même, il n'est pas permis, par exemple, aux lieutenants-gouverneurs, sans référer au gouverneur général et obtenir à l'avance l'approbation de celui-ci, de prendre des arrêtés réglementant le commerce du caoutchouc, le fonctionnement des agences spéciales, la répartition des remises de douane, d'ouvrir des crédits provisoires ou supplémentaires au budget de l'exercice en cours. Cependant, une assez large initiative leur a été laissée. La circulaire du

24 janvier 1905, adressée aux lieutenants-gouverneurs des colonies du groupe, et relative à l'application du décret du 18 octobre 1904, est très explicite sur certains points. Elle contient notamment les prescriptions suivantes :

« En ce qui concerne les tarifs des droits de douanes, vous êtes particulièrement qualifié pour me signaler toute mesure de nature à intéresser la vie économique des régions que vous administrez. Je me propose, d'ailleurs, toutes les fois qu'aucune question de principe, qu'aucune circonstance de fait n'y feront obstacle, de consulter les divers organismes locaux sur les modifications apportées aux tarifs. Les mercuriales, bien que désormais arrêtées par moi en commission permanente du Conseil du gouvernement, continueront à être revisées comme par le passé, par une commission locale et délibérées en conseil d'administration de la colonie avant de m'être transmises dans les premiers jours du dernier mois du trimestre qui précède leur mise en vigueur.

Afin d'observer, dans la plus large mesure, le principe d'autonomie des colonies et de donner au commerce local toutes les facilités pour régler ses affaires sur place, et, bien que les recettes du gouvernement général puissent en être affectées, j'ai décidé que vous auriez qualité par délégation du gouverneur général, pour approuver en conseil d'administration toutes les transactions en matière de droits qui pourraient vous être présentées par le service de la douane. Par contre, toute affaire qui ne pourrait se clore par la voie transactionnelle et qui deviendrait litigieuse devrait m'être déférée avant qu'aucune instance soit introduite devant les tribunaux par l'autorité locale, sous réserve, bien entendu, des mesures conservatoires urgentes à prendre... »

Enfin les instructions suivantes sont encore à relever au point de vue spécial du service des douanes :



Gorée, le 3 janvier 1905,

*Le Gouverneur Général de l'Afrique occidentale  
française officier de la Légion d'honneur, à  
Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de...*

Mon attention a été appelée par diverses questions de douanes dont j'ai été saisi directement, sur la nécessité de vous faire connaître l'esprit dans lequel j'estime qu'il y a lieu d'appliquer le décret du 18 octobre 1904, en ce qui concerne particulièrement les douanes.

En créant un budget général de l'Afrique occidentale française et en lui affectant comme ressources le produit des droits perçus à l'entrée et à la sortie dans toute l'étendue de notre Ouest-Africain sur les marchandises et sur les navires, cet acte n'a pas modifié vos attributions en ce qui a trait aux questions de douanes.

Sans doute, il appartient au gouvernement général, dans l'exercice de son droit de contrôle et de haute direction, d'examiner celles de ces affaires qui soulèvent des questions de principe ou pourraient intéresser l'ensemble de nos possessions. Mais sauf la réserve que vous aurez à me saisir des affaires qui vous paraîtront revêtir ce caractère, les questions de douanes rentrent toujours dans vos attributions.

C'est ainsi, par exemple, qu'en ce qui concerne les mercuriales, le tableau en est arrêté pour chaque colonie, en Conseil de gouvernement général, mais vous avez toujours qualité pour faire procéder par la commission permanente de revision d'abord, puis par votre conseil privé, au travail de revision des valeurs destinées à servir de base à la liquidation des droits de douanes.

C'est sur le vu des procès-verbaux des travaux de cette commission et de délibération de votre conseil privé que le

tableau des mercuriales est fixé au Conseil de gouvernement.

Dans cet esprit, vos pouvoirs, en matière douanière, ne seront pas atteints, mais simplement maintenus dans les limites du contrôle réservé au gouvernement général.

*Signé:* E. ROUME

On verra, par la suite, que le souci, à Dakar, de réaliser l'unification des droits perçus dans les différentes colonies du groupe, l'a emporté sur le scrupule de laisser de réels pouvoirs en matière de mercuriales aux lieutenants-gouverneurs. Dans la pratique, il est rarement tenu compte en Conseil de gouvernement, des valeurs proposées par les administrations locales. L'objectif est, en effet, l'intérêt général. La circulaire n° 57 du gouverneur général en date du 5 mars 1908 que nous aurons plus tard l'occasion d'analyser, contient ce passage caractéristique :

« En ce qui concerné les évaluations proposées, je ne puis que vous rappeler les termes de ma circulaire du 9 novembre dernier, n° 215, qui attirait votre attention sur la nécessité de fixer, pour chaque catégorie de marchandises, sa valeur commerciale réelle. L'adoption de valeurs fictivement majorées ou diminuées pour des considérations d'ordre local, est, en effet, contraire au but poursuivi par l'administration lors de la préparation du décret du 14 avril 1905 qui vise essentiellement l'unification des droits perçus dans nos différentes colonies. Il ne serait d'ailleurs pas équitable que les commerçants de ports français voisins, qui dès maintenant sont en concurrence sur le marché de l'interland commun, bénéficient dans l'une des colonies d'un avantage résultant uniquement d'une quotation arbitrairement minorée des valeurs



mercuriales. Je dois donc signaler, d'autre part, qu'il y aurait intérêt à fixer une valeur mercuriale pour tous les articles qui peuvent être facilement évalués d'après leurs poids. »

En dehors donc de la réglementation des matières de détail, tout se résume, pour les chefs des colonies du groupe, à des questions de surveillance du fonctionnement des services généraux et de propositions en vue de modifications à apporter à telle organisation. En matière de douane, l'appréciation du lieutenant-gouverneur s'exerce surtout quand il s'agit de valeurs mercuriales à établir ou de transactions contentieuses à approuver en conseil d'administration.

Une inquiétude s'éveille à la lecture de ces dispositions. On se demande si cette limitation des attributions du lieutenant-gouverneur n'a pas été faite au profit des chefs des services des douanes. Non pas qu'un texte quelconque ait consacré un pouvoir à ceux-ci depuis la promulgation du décret du 18 octobre 1904 ; mais on inclinerait à croire que concentrer la direction à Dakar et ne laisser que le contrôle de la marche du service des douanes aux lieutenants-gouverneurs, reviendrait, dans la pratique, à accorder trop de liberté dans leurs gestions aux chefs de service, à leur créer une sorte d'indépendance, même technique, vis-à-vis des chefs des colonies ; car l'éloignement de Dakar rendrait tant soit peu illusoire une direction effective par le bureau économique du gouvernement général, et par suite de la création d'un budget général dont les revenus sont constitués principalement par les recettes de douanes, les questions d'application de tarif, de classement de marchandises, les questions de conten-

tieux, de matériel, de personnel des douanes qui méritent parfois de recevoir des solutions rapides, deviendraient peu à peu indifférentes, étrangères au lieutenant-gouverneur, qui continuerait à ne donner toute sa sollicitude qu'à son budget local et finirait par se désintéresser de tout service sur lequel il n'aurait pas une action définitive.

Cette crainte s'est manifestée déjà. On a estimé que les chefs de service, vérificateurs de première, de deuxième et même de troisième classe, officiers subalternes assimilés (à part toutefois le chef de service au Sénégal, qui a suivi l'examen de l'inspection et qui a rang d'officier supérieur), n'étaient pas préparés à ce rôle prépondérant. On a demandé parfois que les pouvoirs des lieutenants-gouverneurs fussent élargis dans la pratique.

Mais cette crainte, ces préoccupations sont exagérées, et même injustifiées. La plupart de ces chefs de service sont des hommes de valeur qui ont acquis la science de leur métier par une longue pratique. Ils n'ont rien recueilli du fait de la transformation des pouvoirs des lieutenants-gouverneurs. Dans cette transmission au gouvernement général du haut contrôle de la direction, dans l'exercice même de ces pouvoirs, aucun émiettement ne s'est produit qui fût susceptible de leur échoir. La physionomie nouvelle qu'a prise la marche du service des douanes dans les cinq colonies du groupe, est ce qu'a voulu simplement l'organisation sortie du décret du 18 octobre 1904.

En ce qui concerne les questions d'application du tarif, questions techniques par excellence, on verra au chapitre qui traite de ce sujet, que les propositions des



chefs de service sont soumises à l'appréciation du gouverneur général qui, seul, statue. L'intermédiaire du lieutenant-gouverneur n'est ici justifié que pour une transmission toute matérielle et afin de satisfaire aux exigences des règlements hiérarchiques.

La question de contentieux doit être envisagée selon qu'il s'agit d'une affaire peu importante terminée par une faible transaction ou d'une autre qui demande, soit l'exécution du jugement, soit l'arrêt des poursuites par une transaction relativement élevée. Dans le premier cas, la compétence du lieutenant-gouverneur, qui s'exerce au sein du conseil d'administration, est définitive. Dans le second, l'attache du gouverneur général est indispensable. Celui-ci s'est réservé la tractation des affaires contentieuses d'une certaine importance.

Le matériel des douanes est tout à fait dans les mains du lieutenant-gouverneur. Sous ce rapport, rien n'a été presque changé. On conçoit que le lieutenant-gouverneur, qui est sous-ordonnateur du budget général dans sa colonie, est bien qualifié pour faire exécuter les dépenses qu'il propose lui-même au Conseil de gouvernement.

La question du personnel est plus complexe. Elle sera traitée avec tout le développement désirable dans la partie réservée à cet effet. On peut cependant dire dès à présent, que, par suite de la survivance; dans quelques colonies, des principes établis par les ordonnances royales des 27 novembre 1816 et 15 octobre 1829, principes qui faisaient du chef de service des douanes le délégué de l'administration métropolitaine, les pouvoirs qui sont restés dans les mains des vérificateurs des douanes sur le personnel placé sous leurs ordres

(bureaux et brigades), sont excessifs et ne sont justifiés par rien. Ils jurent avec toutes les garanties obtenues depuis une dizaine d'années par les agents de toutes catégories des divers services publics. Mais ce caractère excessif ne devrait être ici envisagé que sous le rapport de la diminution d'autorité qui en résulte pour les lieutenants-gouverneurs. Au point de vue des nominations et mutations dans le personnel, ce pouvoir de faire ne laissait pas de frapper les organes de contrôle et de surveillance (gouverneurs locaux). Ceux-ci furent calmés en apprenant que ces pouvoirs du chef du service des douanes ne constituent, en fait, qu'une fiction administrative. N'étant pas ordonnateur du budget et ne pouvant engager aucune dépense, l'agent des douanes, chef de service, ne peut rien sans l'assentiment préalable du lieutenant-gouverneur. Cette explication des pouvoirs par une simple fiction administrative, ne fait que déplacer la question sans la résoudre. On voit que ces pouvoirs sont excessifs, surtout au regard des agents subordonnés qui peuvent être victimes d'abus. La collaboration du chef de la colonie et du chef du service des douanes aux nominations et mutations, constituera-t-elle un avantage pour le personnel subordonné ? Il serait préférable, peut-être, de fixer cet accord par un texte. En tout cas, tout est à faire aux colonies dans l'intérêt des agents des douanes qui n'ont même pas la garantie du tableau d'avancement, qui n'ont même pas la perspective d'avancer à l'ancienneté.

Quant à la gestion en général du chef du service des douanes, elle doit être l'objet de nombreux rapports périodiques qui permettront au lieutenant-gouverneur de relever et de signaler presque aussitôt les défauts-



lances constatées et qui feront de la direction de Dakar quelque chose d'efficace.

Le manque de clarté et de précision dans cette répartition des pouvoirs saute aux yeux évidemment. C'est inextricable ! Aucune ligne de démarcation ne montre d'une façon bien nette où commence et où finit l'autorité du lieutenant-gouverneur en matière de douane, et jusqu'à quel point il peut agir au lieu et place du gouverneur général. La crainte des divergences de vues avec le bureau économique de Dakar paralyse bien souvent l'initiative des administrations locales. Le chef de service, lui-même, à la faveur de cette obscurité, loin des pouvoirs compétents et près d'un chef-lieu qui n'a pas de spécialisation douanière, n'est-il pas tenté de s'arroger un rôle de directeur et de trancher des questions d'ordre général ?

D'autre part, à Dakar même, se fait sentir depuis long temps le besoin d'un service spécial centralisant toutes les matières de douane dans les cinq colonies du groupe, et ayant une entière responsabilité technique vis-à-vis du gouverneur général. Cette direction de douanes préconisée ici, aurait à sa tête un homme de carrière auquel seraient délégués réellement les pouvoirs de l'administration métropolitaine pour ce qui concerne le personnel. Dans ces conditions, l'unité de direction avec la responsabilité correspondante, la compétence et les garanties données aux agents subordonnés, serait réalisée et ce serait le parachèvement de l'œuvre ébauchée par le décret du 14 avril 1905. A une centralisation de recettes correspond la nécessité d'une centralisation effective de l'organe chargé de recouvrer ses recettes.

Jusqu'en ces derniers temps, l'organisation actuelle,

avec ses défectuosités et ses incertitudes inévitables, pouvait s'expliquer. Il s'agissait, depuis l'application du décret du 18 octobre 1904, d'apporter quelque mesure dans la concentration de l'autorité, dans la transformation des pouvoirs énumérés dans ce chapitre et de procéder avec ménagement, avec tâtonnement. Mais aujourd'hui, l'œuvre a pris corps et l'organisme a montré dans ses rouages les avantages et les vices de son fonctionnement.

Il conviendrait donc de créer à Dakar, comme cela a été fait pour les travaux publics et les services financiers, un organe propre de douane, une direction indépendante du bureau des affaires économiques. Cette création serait justifiée par les intérêts considérables en jeu, par les produits constituant les principaux revenus du budget, clef de voûte de tout l'édifice.

Et la conclusion de cet exposé s'indique toute seule ; c'est la reconnaissance du service des douanes en Afrique occidentale française comme un des services généraux représentés à titre permanent au Conseil de gouvernement, et par voie de conséquence, la disposition additionnelle à apporter au décret du 3 octobre 1908 dont la teneur suit :

Paris, le 3 octobre 1908.

Les décrets du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général et du conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française, mentionnent les directeurs et chefs de services généraux comme devant faire partie de l'assemblée locale chargée d'assister le gouverneur général dans la préparation de certains de ses actes administratifs.

Il importait, en effet, d'assurer à ce haut fonctionnaire la plus complète indépendance dans la direction et le contrôle

général qui constituent ses attributions essentielles, en lui permettant de s'entourer de conseillers techniques à l'abri de toute influence locale.

Toutefois, afin de maintenir les différents organes de notre grande possession africaine dans les limites des attributions définies par les actes précités, en laissant à chacune des colonies qui composent le gouvernement général son autonomie administrative et financière, prévue par l'article 6 du premier de ces décrets, il m'a paru indispensable de déterminer *les services généraux* et de préciser le rôle exact des fonctionnaires techniques placés auprès du gouverneur général.

C'est dans ce but que j'ai fait préparer et que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction, le projet de décret ici annexé.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,  
chargé de l'intérim du ministère des colonies,

Gaston DOUMERGUE

Le Président de la République française ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général et le Conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française ;

Sur le rapport du ministre des Colonies ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les services généraux de l'Afrique occidentale française, dont les chefs sont appelés à faire partie du Conseil de gouvernement à titre permanent en vertu des articles 1 et 7 du décret du 18 octobre 1904, sont :

Le service général des travaux publics et le service général de la santé publique ;



Les fonctionnaires ou officiers chargés, sous la haute autorité du gouverneur général, du contrôle de ces deux services portent le titre d'inspecteur.

ART. 2. — Les fonctionnaires appartenant à d'autres services et attachés aux bureaux du gouvernement général à titre de conseillers techniques peuvent, ainsi que les chefs de service visés à l'article 3 du décret précité du 18 octobre 1904, être appelés en Conseil du gouvernement avec voix consultative, lorsqu'il s'y traite des affaires de leur compétence.

ART. 3. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des Colonies.

Fait à Rambouillet, le 3 octobre 1908,

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République.

Le ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts, chargé de l'intérim du ministère des colonies,

Gaston DOUMERGUE.

A la suite de la création d'un corps d'inspecteurs des affaires administratives chargés de contrôler les actes des administrateurs des colonies dans les différentes régions et de recueillir les desiderata des populations indigènes, la question s'est posée de savoir quelles seraient les attributions de ces inspecteurs des affaires administratives vis-à-vis du service dans les circonscriptions douanières. On sait que les inspecteurs sont de vrais chefs politiques chargés par le gouverneur général d'une mission permanente dans les colonies du groupe, et tandis que l'administrateur, représentant du gouverneur, tout en étant le supérieur hiérarchique

des agents en fonction dans un cercle, n'a pas qualité pour s'ingérer dans la partie technique d'un service, l'inspecteur peut recevoir mission du gouverneur (mais dans ce cas seulement) de porter sa vérification sur un point spécial de ce service.

Ces réserves mêmes permettent de fixer les attributions des inspecteurs des affaires administratives en matière de douane. Il convient de dire que le service des douanes ne doit pas se libérer, dans ce cas, des prescriptions des règlements généraux, ni des principes essentiels qui dominent les rapports de ce service avec ceux qui lui sont étrangers. Ces principes interdisent aux agents assermentés des douanes de communiquer les registres de douane aux tiers non munis d'un pouvoir précis et spécial du chef de la colonie ou d'un ordre du parquet. Ces règlements généraux ne reconnaissent aux chefs politiques qu'un droit de contrôle général s'exerçant sur le matériel, les immeubles, la conduite, la moralité, la façon de servir et le rapport des agents avec le public ainsi qu'il appert de la circulaire même du gouverneur général en date du 10 juin 1903. La partie technique du service qui résulte de l'application de nombreuses circulaires, de nombreuses réglementations exigeant pour son exécution une expérience douanière approfondie et une préparation spéciale, doit forcément échapper, à moins d'un cas majeur, à tout contrôle politique.

---

DE LA PROMULGATION DES TEXTES  
DE DOUANE  
EN AFRIQUE OCCIDENTALE

THÉORIE ET APPLICATIONS

---

La question de promulgation des textes douaniers est d'un si haut intérêt en Afrique occidentale française, qu'il est nécessaire d'en faire état au début même de ce traité, comme il convient d'ailleurs puisqu'elle prime toutes les autres questions et qu'elle est la condition *sine qua non* de l'application de toute législation.

En France, la promulgation des lois et décrets résulte de leur insertion au *Journal officiel*, ou au *Bulletin des lois* lorsqu'ils n'ont pas été publiés au *Journal officiel* (Décret du 5 novembre 1870, art. premier).

Les lois et décrets insérés au *Journal officiel* sont exécutoires : à Paris, un jour franc (c'est-à-dire un jour entier) après la promulgation, et partout ailleurs, dans l'étendue de chaque arrondissement, un jour franc après que le *Journal officiel* qui les contient est parvenu au chef-lieu de cet arrondissement (même décret, art. 2.).

Les lois et décrets qui ne sont insérés qu'au *Bulletin des lois* sont exécutoires dans les délais déterminés par l'article premier du Code civil et par l'ordonnance du



27 novembre 1816 combinés, c'est-à-dire un jour après celui de la promulgation dans le département où siège le gouverneur ou un jour après que le *Bulletin des lois* aura été reçu de l'imprimerie royale (ou nationale) par le ministre de la Justice, lequel constatera sur un registre, l'époque de la réception ; et pour chacun des autres départements, après l'expiration du même délai, augmenté d'autant de jours qu'il y aura de fois dix myriamètres (environ 20 lieues anciennes) entre la ville où la promulgation en aura été faite et le chef-lieu de chaque département.

Aux colonies, le mode de promulgation est un peu plus compliqué. Les lois et décrets relatifs aux colonies, bien que promulguées dans la métropole par le Président de la République et publiés dans le *Journal officiel de la République Française* ou dans le *Bulletin des lois*, ne sont pas, par cela seul, exécutoires dans la colonie. Il faut, dit le professeur Girault, une seconde promulgation et une publication spéciale faite par le gouverneur dans la colonie. La promulgation par le gouverneur ne peut pas remplacer celle faite par le chef de l'État, qui reste exigée ; elle se superpose simplement à cette première promulgation tout en n'étant pas moins nécessaire. La simple insertion de la loi ou du décret au *Journal officiel de la colonie* ne saurait en tenir lieu. Il faut un acte de promulgation manifestant d'une façon indiscutable la volonté du gouverneur de rendre la loi ou le décret applicable à la colonie. Il reste d'ailleurs, bien entendu, que le gouverneur n'a pas plus que le chef de l'État lui-même, le droit de modifier le texte qu'il promulgue. Il est douteux qu'il puisse rectifier une erreur matérielle qui s'y serait glissée (Girault, *Législa-*

*tion coloniale*). La question de promulgation comporte spécialement pour l'Afrique occidentale française différents points de vue. On peut se demander :

1° Qui a qualité pour promulguer en Afrique occidentale ;

2° Quelle est la règle relative au délai d'exécution adoptée par le gouvernement de l'Afrique occidentale française, après avoir recherché quel était, antérieurement à l'organisation du gouvernement général, ce délai pour chaque colonie ;

3° Comment l'exécution de cette règle peut être entendue dans les diverses circonscriptions de l'Afrique occidentale française ;

4° Quels sont les cas d'exception au principe du délai d'exécution et quel est le pouvoir du gouverneur général quand il s'agit dans ces cas d'urgence d'abréger les délais pour rendre exécutoire une disposition législative ;

5° S'il n'y a pas certains cas exceptionnels dans lesquels un acte législatif ou réglementaire peut être applicable aux colonies sans y avoir été promulgué, ni même expressément étendu (Application en matière de douane).

Le gouverneur général étant le dépositaire des pouvoirs de la République dans les colonies et territoires qui forment le gouvernement de l'Afrique occidentale française, et ayant la suprême autorité, est le seul qualifié pour promulguer, en Afrique occidentale, les lois et décrets, les arrêtés ministériels, et publier ses propres arrêtés qui réglementent les matières prévues au décret du 18 octobre 1904. Les arrêtés réglementant les matières de détails pris par le lieutenant-gouverneur et publiés

dans les journaux officiels des colonies du groupe, ne sont, bien entendu, que des dispositions locales, instructions intérieures agissant dans une sphère donnée.

Et ici la doctrine et la jurisprudence sont parfaitement d'accord.

Au cours d'une action dirigée par le ministère public contre le sieur Astic, au Sénégal, pour exercice illégal de l'art dentaire et à propos de la légalité de la promulgation de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, que contestait l'inculpé, le tribunal correctionnel de Saint-Louis, dans son jugement du 7 avril 1904, la Cour d'appel de l'Afrique occidentale française dans son arrêt du 10 juin 1904, la Cour de cassation dans son arrêt du 1905, se sont trouvés unanimes dans les considérants suivants :

Attendu que, si aux termes de l'article 50, § I de l'ordonnance du 7 septembre 1840, le gouverneur promulgue les lois, ordonnances, etc..., cette disposition ne saurait aujourd'hui s'appliquer aux gouverneurs des colonies composant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française réorganisé par le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1902, qui, en son article 2, déclare que « le gouverneur général détient les pouvoirs de la République » dans les colonies qui forment son gouvernement général; que cet article 50, § I, a évidemment été abrogé par l'article 9 du décret précité, en ce qu'il a de contraire audit décret; qu'on ne saurait en effet expliquer que le droit de promulgation, qui est incontestablement l'un des pouvoirs de la République, ne soit détenu par M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, seul représentant direct du chef de l'État; que ce droit ne peut lui être contesté sous le prétexte qu'aux termes de l'article 6 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1902, il n'a pas l'adminis-



tration directe de toutes les colonies comprises dans son gouvernement général ;

Que, si chacune des colonies de l'Afrique occidentale française conserve son autonomie administrative et financière, il n'en est pas moins vrai qu'elles restent toutes essentiellement soumises à son autorité exclusive, et que les gouverneurs de ces différentes colonies sont placés sous ses ordres directs ; que le pouvoir qu'a M. le gouverneur général de promulguer les lois et décrets, émanant du pouvoir central, dans toute l'étendue de son gouvernement général, ne saurait exclure le droit qu'ont les gouverneurs des colonies, qui y sont rattachées, d'y prendre et publier tels arrêtés qu'ils jugent utiles, tout comme il appartient en France aux préfets de prendre tels arrêtés concernant les départements qu'ils administrent ;

Que le droit d'administration, dans les conditions sus-énoncées ne saurait nécessairement impliquer le droit de promulgation qui doit essentiellement appartenir, aux colonies, au représentant direct du chef de l'État ;

Que, si la jurisprudence de la Cour de cassation est d'avis que les lois et décrets, même déjà promulgués en France et publiés dans une colonie, ne soient exécutoires que si cette publication est précédée d'un arrêté de promulgation pris par le gouverneur de cette colonie, cette décision ne doit incontestablement s'entendre qu'au cas où le gouverneur de cette colonie n'y est placé sous aucune autorité supérieure et détient à lui seul les pouvoirs de la République.

Il s'ensuit donc que la publication des lois par feuilles officielles des colonies du groupe, des arrêtés de promulgation et de réglementation pris par le gouverneur général, ne vaut que comme reproduction et non comme acte original dont la date déterminerait le point de départ du délai d'exécution. L'intérêt pratique de cette

distinction réside dans l'obligation de se référer à la date de la publication, à Dakar, du *Journal Officiel* de l'Afrique occidentale française ou à celle de l'arrivée de ce journal au chef-lieu d'une colonie visée, pour calculer le délai après lequel une disposition législative devient exécutoire, à défaut d'une date d'exécution fixée dans le texte ; et non dans l'obligation de se rapporter à la publication du *Journal officiel* de ladite colonie. Une deuxième conséquence de cette distinction veut que l'omission, dans la feuille officielle d'une colonie du groupe, de la publication d'un texte qui a été régulièrement promulgué dans le *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française, n'empêche pas que ce texte ait force de loi dans l'étendue de cette colonie. Enfin, en cas de contradiction entre les textes reproduits, c'est toujours à celui de Dakar qu'il faut se rapporter lors même que l'erreur, quelquefois matérielle, serait manifestement du côté de celui-ci.

La règle relative au délai d'exécution est contenue entièrement pour le gouvernement de l'Afrique occidentale française dans l'article 3 du décret du 15 janvier 1853, ainsi conçu :

Les lois, décrets et arrêtés promulgués dans les colonies seront exécutoires : 1<sup>o</sup> au chef-lieu, le jour de leur publication dans le *Journal officiel* ; 2<sup>o</sup> pour les autres localités, dans les délais qui seront déterminés proportionnellement aux distances par les arrêtés du gouvernement.

Dans les établissements coloniaux où il n'existe pas d'imprimerie, ni de journaux, la promulgation sera soumise au mode déterminé par les gouverneurs ou commandants desdits établissements.

Cette règle vise le groupe de l'Afrique occidentale française aussi bien que les autres possessions françaises.

Appliquée sans la disposition complémentaire laissée à l'initiative des gouverneurs et relative à la fixation des délais pour les localités autres que le chef-lieu, elle devient une source de contestations. On remarque, en effet, que ce décret disposant pour toutes les colonies en général, ne donne de date ferme d'exécution que pour le chef-lieu.

Antérieurement au décret du 18 octobre 1904, c'est-à-dire avant la constitution du groupe, les colonies agissant séparément n'avaient pris aucune disposition pour combler la lacune. Le recueil des textes appliqués au Sénégal contient l'arrêté du 25 avril 1867 qui est inopérant et insuffisant. Il prévoit simplement un délai de deux mois pour les établissements situés au sud de la Casamance.

C'est la législation du Sénégal qui, dans la plupart des cas, a été appliquée par voie d'extension à ces autres colonies. On comprend donc l'intérêt qu'il y a de recourir à l'élaboration d'un texte qui fixerait l'esprit sur le mode définitif d'exécution des lois, décrets, et arrêtés promulgués dans l'Afrique occidentale française. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse que depuis que le gouvernement de l'Afrique occidentale française a absorbé la personnalité des possessions du groupe, il s'agit d'interpréter à nouveau le § I de l'article 3 du décret du 15 janvier 1853 et de donner un sens légal aux termes de chefs-lieux d'arrondissements et de provinces, afin de mettre en harmonie les dénominations à créer avec les territoires visés ; car juridiquement parlant, Dakar est-il la capitale du gouvernement



de l'Afrique occidentale française, tandis que Saint Louis, Conakry, Bamakou, Bingerville, Porto-Novo, restent-ils des chefs-lieux ; ou bien Dakar n'est-il qu'un chef-lieu principal ? Les colonies du groupe, doivent-elles, en souvenir de leur ancienne importance, recevoir le titre de provinces, ou bien, en vertu de la concentration poussée dans ses conséquences, la dénomination d'arrondissements ?

Autant de points à envisager dans la rédaction de ce texte spécial qui détruira ce nid à procès existant actuellement dans le maquis de la promulgation.

L'Indo-Chine a su obvier à toutes les difficultés de ce genre en provoquant du Pouvoir central le décret du 1<sup>er</sup> février 1902 relatif à la promulgation des actes officiels et dont l'article premier est ainsi conçu :

Les lois et décrets promulgués en Indo-Chine et les arrêtés des autorités locales sont exécutoires : 1<sup>o</sup> Dans les villes constituées en municipalités, un jour franc après la réception à la mairie du *Journal officiel de la colonie* ; 2<sup>o</sup> Dans les provinces, deux jours francs après la réception du *Journal officiel* au chef-lieu de la province.

Une pareille règle évite, en effet, à chaque promulgation d'un texte de douane, comme pour ce qui a lieu lors d'un changement de tarif, ou à une publication de mercuriale, de prendre des dispositions spéciales d'exécution variant avec chaque circonscription douanière.

Dans la pratique, les tarifs et mercuriales publiés par le journal de l'Afrique occidentale française, deviennent exécutoires dans les différentes localités de l'Afrique occidentale française, un jour franc après l'arrivée de cette feuille officielle dans ces localités. Il n'est pas

question des journaux officiels locaux. Mais, c'est bien gros de périls comme conséquence et bien insuffisant comme mesure.

Qui a qualité pour décider que la localité a été touchée par le *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et quel est le mode de publicité ? Cela n'a pas été prévu. Et si réellement, comme cela est très vraisemblable, étant donnée la rareté du *Journal officiel* dans les colonies du groupe, ladite feuille officielle ne parvient pas partout ? A moins d'une disposition spéciale prévue par arrêté du gouverneur général, le fisc sera mal venu d'appliquer, par exemple, un relèvement de droits. Et voilà des intérêts compromis ; ici encore, on sent la nécessité de l'intervention d'un texte rigoureux.

Le décret de 1859 a-t-il enlevé aux gouverneurs le droit qui leur appartenait auparavant de rendre une loi ou un décret immédiatement exécutoire en cas d'urgence ? Évidemment non (1). En matière de droit commun, la Cour de cassation s'est prononcée pour la négative par deux arrêts du 30 novembre 1864 (2). Le gouverneur doit toutefois dans ce cas : 1° déclarer l'urgence par un arrêté spécial ; 2° prescrire des mesures de publicité exceptionnelles. Le décret du 1<sup>er</sup> février 1908, concernant l'Indo-Chine notamment, autorise le gouverneur général, soit à abréger les délais en cas d'urgence, soit à les prolonger chaque fois que les circonstances l'exigent (3).

---

1. Voir Girault, *Législation coloniale*.

2. D. 1865, 1, 186 et 188.

3. Cpr. pour la métropole, ordonnance du 27 novembre 1816, article 4 et ordonnance du 18 janvier 1817. — Girault, *loc. cit.*, t. I, p. 391.

C'est en vertu de ces dispositions que les préfets en matière de douane, prennent un arrêté par lequel ils ordonnent que les lois et décrets seront imprimés et affichés partout où besoin sera. Ces lois et décrets sont alors exécutoires à compter du jour de la publication faite dans cette forme.

Aux colonies, c'est surtout en matière de douane que les gouverneurs, après avoir satisfait aux conditions énumérées plus haut par Girault, se conforment, comme raison écrite ou comme texte promulgué, à cette ordonnance du 18 janvier 1817 qui ne serait pas applicable sans une promulgation certaine hors de la métropole. Mais la jurisprudence de la Cour de cassation, on vient de le voir, reconnaît ce pouvoir aux gouverneurs.

En cas d'urgence, l'arrêté qui a promulgué à Dakar tel décret, par exemple, relevant des droits de douane, peut être transmis télégraphiquement par l'intermédiaire des lieutenants-gouverneurs aux divers bureaux de douane qui l'affichent. Cette affiche qui constitue un mode exceptionnel de publicité prévu, détermine un point de départ de l'exécution.

Ce détail d'application mériterait d'être légalisé en s'incorporant au décret qui fixerait le mode de promulgation et qui a été préconisé dans le corps de ce chapitre.

La règle relative au délai nécessaire pour rendre exécutoire une disposition législative ou réglementaire ayant été examinée avec tous les cas d'exception qui peuvent modifier ce délai, il convient de revenir à la question de la promulgation proprement dite et d'en envisager le côté pratique qui est la limitation du domaine législatif et réglementaire aux colonies en général et de recher-



cher, en l'espèce, la limitation de ce domaine en Afrique occidentale française et en matière de douane.

Un principe est acquis, c'est celui de l'applicabilité définitive de tout texte qui a été l'objet d'une promulgation régulière dans une colonie. Mais il y a, en outre, certains cas dans lesquels un acte législatif ou réglementaire peut être applicable aux colonies sans jamais y avoir été promulgué, ni même expressément étendu.

En dehors des textes régulièrement promulgués, le juge ou l'administrateur sont quelquefois tenus de se reporter à des textes qui n'ont pas force de loi dans le territoire visé. On sait, par exemple, que tout territoire, même étranger, occupé momentanément par les armes françaises, est réputé, au point de vue de l'application de la loi pénale, territoire français. Les tribunaux français sont compétents, même dans le cas de simple occupation (1).

Cette solution a été étendue au cas d'une mission pénétrant dans un but pacifique sur un territoire insuffisamment délimité (2). Certaines catégories de citoyens, tels que les militaires, les marins, les membres de la Légion d'honneur, les fonctionnaires sous « un certain rapport », les douaniers, par exemple, emportent avec eux aux colonies les statuts qui régissent le corps auquel ils appartiennent en France. A un autre point de vue, la Cour de cassation a considéré, à plusieurs reprises, comme étant en vigueur aux colonies certains actes antérieurs à 1814 qui avaient toujours été suivis en fait

---

1. Cass. crim., 19 juillet 1865. D. 65. I. 500. 501 ; 23 juin 1865. D. 65. I. 501 ; 24 août 1865. D. I. 501. 502.

2. Cass., 13 septembre 1906.

depuis cette époque, ou qui avaient servi de base à des actes postérieurs régulièrement promulgués (1).

Pour les expliquer, dit Girault, « il faut observer qu'elles visent des textes datant de la période révolutionnaire. La Cour suprême suppose que ces textes ont dû être promulgués autrefois et que si on ne peut pas rapporter aujourd'hui la preuve directe de la promulgation, la faute en est imputable à la guerre civile, puis à l'occupation étrangère qui n'ont pas permis de constater régulièrement cette promulgation non prouvée. »

Arrêt de la Cour de cassation (2):

L'Administration des Douanes et ses subrogés peuvent exercer au Sénégal le privilège qui leur est accordé par la loi du 22 août 1791. On ne saurait leur opposer que la loi de 1791 n'a pas été promulguée dans la colonie, car s'ils ne rapportent pas les actes mêmes de la promulgation, ce qui, suivant les constatations des juges du fait, s'explique par la dispersion réitérée des archives coloniales résultant des faits de guerre, ils prouvent la promulgation à l'aide d'actes officiels, et notamment des arrêtés des 16 mai 1822, 28 août 1824, établissant que la loi de 1791 a toujours été appliquée dans la colonie et que c'est en vertu de ses dispositions qu'y est faite l'organisation du service des douanes (Arr. crim. du 21 sept. 1850. O. P. 1. 350).

Rejet, au rapport de M. le Conseiller Masse et conformé-

---

1. Cass., 21 septembre 1850. D. 1850. 1. 335. — Cass., 18 février 1878. D. 1878. 1. 129. — Cass., 6 janvier 1898. *Journal de droit criminel*, 1888, p. 155.

2. Extrait de la *Gazette des Tribunaux*, n° du 20 février 1878, 21 septembre 1850. D. P. 50. 1. 350.

ment aux conclusions de M. le Premier Avocat Général Charrins, du pourvoi formé par le syndic de la faillite Numa Sabrié contre un arrêt de la Cour d'appel de Saint-Louis du 10 décembre 1875, rendu entre lui et les sieurs Dalmas, Laporte et Dell'Adamino. Plaidant : M<sup>e</sup> Chambarand, avocat.

Voici au surplus un article très intéressant intitulé : la Loi aux Colonies, détaché de la *Dépêche coloniale*, qui vient justifier la thèse de promulgation.

#### LA LOI AUX COLONIES

La question de savoir si une loi ou un décret sont légalement en vigueur dans telle ou telle colonie a déjà suscité d'innombrables controverses et fait couler bien de l'encre.

Après avoir elle-même longtemps flotté entre les théories en présence, la Cour de cassation a fini, on se le rappelle, par comprendre la nécessité de s'arrêter à un système fixe.

Les seuls textes qu'elle consente maintenant à considérer comme régulièrement applicables sont ceux que les gouverneurs ont pris soin de promulguer formellement par des arrêtés spéciaux publiés au *Journal officiel* local. Il n'est, d'ailleurs, pas nécessaire que cet *Officiel* reproduise intégralement la teneur du décret promulgué. L'arrêté de promulgation suffit.

En thèse générale, donc, rien ne peut dispenser dorénavant les gouverneurs de ces arrêtés préalables. Voilà du moins pour le présent et pour l'avenir, sauf nouveau changement de front peu souhaitable.



Reste, il est vrai, le passé. Et ici il est plus délicat de s'en tenir à une solution trop absolue, étant donné le trouble que ne manquerait pas de jeter dans les affaires la remise en discussion de certains textes que leur insuffisance de promulgation, dans quelques-unes de nos possessions, n'a pas empêché d'y appliquer couramment depuis de nombreuses années.

L'embarras des tribunaux locaux s'explique à merveille à leur égard et c'est ainsi que, tout récemment encore, dans un arrêt en date du 18 mai dernier, la cour de Nouméa, consultée sur l'application à la Nouvelle-Calédonie des décrets des 27 janvier 1855 et 14 juin 1890 réglementant la curatelle des successions vacantes par les receveurs d'enregistrement, insérait les considérants typiques suivants :

Attendu qu'il est de jurisprudence que doit être réputée promulguée régulièrement dans une colonie une disposition législative qui y a été constamment suivie et à laquelle se réfèrent d'autres dispositions législatives régulièrement promulguées ;

Qu'il a été jugé spécialement pour la Nouvelle-Calédonie, le 29 juin 1888, par la cour suprême, que la publication n'était pas nécessaire pour que la promulgation des lois fût régulière ;

Qu'à bien plus forte raison, une publication faite antérieurement d'un texte toujours régulièrement suivi et appliqué pendant vingt années par l'administration et par les citoyens peut être considérée comme suffisante, et que juger le contraire serait frapper d'invalidité tous les actes d'un service public qui fonctionne presque depuis l'origine de la colonie : ce qu'un tribunal ne doit se résigner à faire que lorsqu'il est contraint par une jurisprudence absolument certaine et constante, ou par un texte formel.

Il est évident que tout cela est un peu élastique et assez contestable en pure doctrine. Comme l'observe fort justement le *Recueil de législation et jurisprudence coloniales* de Dareste et Appert, ce n'est que très exceptionnellement et à raison de circonstances très particulières qu'on peut réputer promulguée régulièrement dans une colonie, une disposition qui y a toujours été appliquée. Mais l'incurie des premiers gouverneurs a créé dans notre droit colonial un tel gâchis que, pour essayer d'en sortir au mieux, les magistrats se voient bien souvent obligés de transiger avec la rigueur des principes.

Au fond, on ne peut guère les en blâmer quand on suit d'aussi près que nous le faisons dans ces colonnes la difficulté de leur tâche.

M<sup>e</sup> ROTUREAU-LAUNAY.

C'est sur ces données qu'on se base pour affirmer la légalité de l'application au Sénégal des lois douanières métropolitaines remontant à l'époque révolutionnaire. La promulgation de la loi de 1791 et des suivantes sur les douanes métropolitaines est censée y avoir été faite et n'est plus contestée. Il en est notamment encore de même pour toutes les lois douanières métropolitaines rendues sous l'empire de la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1794) et jusqu'à la Constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799). Pendant cette période, il avait expressément disposé que toutes lois votées en France étaient, de droit, applicables aux colonies. Mais la condition indispensable de l'applicabilité était que la possession fût française à cette époque. Et c'était le cas pour le Sénégal (Dislère).

De tout ce qui précède et en vertu d'une longue jurisprudence, on peut déduire que les lois douanières établies en France jusqu'en 1814, ou plus exactement jusqu'au 28 mai 1819 (date de l'arrêté qui a ouvert au Sénégal le *Bulletin des lois, ordonnances et arrêtés*, dit *Code du Sénégal et dépendances*), constituent légalement la base du service des douanes dans cette particulière colonie, et ces lois, on peut toujours y référer lorsqu'elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions législatives plus récentes et régulièrement promulguées au Sénégal. Ces lois, pour la plupart, ont été rappelées dans l'arrêté local, mais régulier du 29 septembre 1828, qui a codifié une réglementation douanière pour le Sénégal et dépendances, modifié par celui du 29 juin 1865 encore en vigueur et complété par le décret du 23 novembre 1899.

*Quid* pour les autres possessions du groupe, constituées en unités administratives à une date relativement récente?

Il serait logique qu'elles suivissent jusqu'au décret du 1<sup>er</sup> avril 1889, les destinées du Sénégal proprement dit et que les textes promulgués et appliqués dans cette dernière colonie le fussent dans les territoires de la côte occidentale qui seraient déjà acquis à la France avant 1814, territoires cependant épars à cette époque, mais appelés à se développer et à devenir les vastes colonies d'aujourd'hui.

Mais le Haut-Sénégal et Niger (l'ancien Soudan) n'eut sa première mission confiée au général Galiéni qu'en 1880, et c'est à cette époque que la colonne Borgnis-Desbordes inaugura, dans cette contrée, les expéditions militaires dites du Soudan.



La Guinée française (anciennement Rivières du Sud) ne connut très faiblement la domination française qu'en 1828. On sait que la première des rivières occupées par la France au sud de la Gambie, fut à cette époque, la Casamance. Il fallut triompher de la résistance des indigènes, les Féloupes et les Balantas ; et c'est seulement en 1882 que fut assurée la soumission des souverains.

Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, c'est en 1842 que Bouët-Villaumez, au nom de la France, acheta aux indigènes, Assinie et Grand-Bassam ; et c'est en juillet 1845 que furent signés des traités analogues avec les maîtres du Grand et du Petit Béréby, de Tabou, Basha, Sassandra et Rio-Fresco. Enfin, pour le Dahomey (anciens établissements du golfe de Bénin), bien qu'en 1786, le capitaine Landolphe y fondât une factorerie, la France n'y prit pas pied. Ce n'est qu'en 1851 que pour surveiller l'exécution de la convention internationale qui défendait la traite des noirs, elle occupa d'abord quelques points de la côte et acheta ensuite (1857) le Grand Popo.

Dans ces conditions, pour reconnaître dans ces quatre dernières colonies la légalité de l'application des textes douaniers métropolitains, il faudrait, à défaut d'une promulgation expresse, étendre à toutes ces possessions rattachées dans leur embryon au Sénégal jusqu'en 1889, la jurisprudence de la Cour de cassation qui a donné à la conquête de l'Algérie un effet rétroactif de promulgation, ou plutôt celle concernant Madagascar, et dispenser l'administration du Sénégal des actes d'extension de textes qu'elle aurait dû faire au fur et à mesure de la prise de possession du territoire dont il s'agit. Mais cette jurisprudence ne s'est affirmée jusqu'ici que pour l'Algé-

rie et pour Madagascar. Si elle est déniée aux textes douaniers, appliqués en ce moment à la Guinée, au Haut-Sénégal et Niger, à la Côte d'Ivoire et au Dahomey, il faut avoir le courage de le dire, tout est à faire dans les deux premières colonies, et à refaire dans les deux autres.

Il est de jurisprudence, en effet, qu'en Algérie, les lois métropolitaines antérieures à la conquête y sont devenues applicables par le seul fait de cet événement et sans promulgation spéciale. Pour ce qui concerne Madagascar, ont été considérées comme promulguées *in globo*, toutes les lois métropolitaines antérieures au 8 mai 1896, date où a été publié, dans cette colonie, l'arrêt du résident général portant promulgation du décret du 28 décembre 1895 qui consacrait cette situation (1).

Mais est-il bien nécessaire, par analogie avec ce qui a été fait pour l'Algérie ou pour Madagascar, d'appliquer à ces anciennes rattachées du Sénégal, la théorie relative à la promulgation *ipso facto* ou *in globo* ? Il semble qu'en aucun moment la question ne se soit posée à l'administration locale de faire étendre par un décret spécial, aux territoires successivement rattachés au Sénégal, les textes douaniers en vigueur dans cette dernière colonie. C'est, en effet, insensiblement que la tâche d'huile s'est répandue. Le gouverneur du Sénégal avait pour devoir, au fur et à mesure de la pénétration dans l'intérieur, d'élargir seulement les cadres de ses services et d'en assurer le fonctionnement par voie de délégation jusqu'en 1889. On n'a vu donc, dans les ter-

---

1. Girault, *Législation coloniale*.

ritoires nouveaux conquis, qu'un prolongement de la colonie du Sénégal. C'est d'ailleurs conforme à la théorie de la zone d'influence en matière de droit international.

Le décret du 1<sup>er</sup> avril 1889 qui a réglé l'organisation politique et administrative des Rivières du Sud, des établissements français de la Côte d'Or et des établissements français du golfe de Bénin est conforme à cette théorie. Il charge spécialement le lieutenant-gouverneur du Sénégal de l'administration des Rivières du Sud et dépendances, et décide qu'il exercera sur ces territoires les pouvoirs politiques, administratifs et financiers dévolus au gouverneur du Sénégal par les décrets et règlements en vigueur et notamment par l'ordonnance organique du Sénégal du 7 septembre 1840.

On se trouve donc en présence d'une promulgation *in globo*. Ce n'est que ce décret qu'on peut invoquer pour justifier l'application régulière de la législation douanière métropolitaine, dans les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, le Sénégal excepté.

#### DÉCRET DU 1<sup>er</sup> AOUT 1889

*Réglant l'organisation politique et administrative des  
Rivières du Sud, des établissements français  
de la Côte d'Or et des établissements français du  
Golfe de Bénin.*

LE PRÉSIDENT,  
sur le rapport du Président du Conseil, etc...  
vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Le lieutenant-gouverneur du Sénégal

est spécialement chargé de l'administration des Rivières du Sud. Les territoires placés sous son autorité s'étendent des limites de la Guinée portugaise à celles de la colonie anglaise de Sierra-Léone.

ART. 2. — Le lieutenant-gouverneur correspond directement avec le sous-secrétaire d'État des colonies pour les diverses parties du service ; toutefois, il doit adresser au gouverneur du Sénégal copie de ses rapports politiques et le tenir régulièrement au courant de tous les faits se rattachant à la situation générale de la colonie.

ART. 3. — Le lieutenant-gouverneur exerce, dans les Rivières du Sud, les pouvoirs politiques, administratifs et financiers dévolus au gouverneur du Sénégal par les décrets et règlements en vigueur et notamment par l'ordonnance organique du Sénégal du 7 septembre 1840.

ART. 4. — L'administration des établissements français de la Côte d'Or est confiée à un représentant du gouvernement portant le titre de résident, choisi dans le corps des administrateurs et qui est placé sous l'autorité du lieutenant-gouverneur des Rivières du Sud, etc. . . . .

ART. 13. — L'administration des établissements français du golfe de Bénin est confiée à un représentant du gouvernement portant le titre de résident, choisi dans le corps des administrateurs et qui est placé sous l'autorité du lieutenant-gouverneur des Rivières du Sud, etc...

ART. 15. — La nouvelle organisation des Rivières du Sud, de la Côte d'Or, des établissements du golfe de Bénin, entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1910.

Il ressort d'ailleurs de toutes les dispositions prises tant par la métropole que par l'administration locale, que le Sénégal et les établissements de la Côte occidentale ont toujours formé un seul territoire au point de vue



réglementation douanière et que les décisions métropolitaines particulières relatives au tarif prises à l'égard des colonies naissantes devaient être appliquées par les soins du Sénégal. (Décret du 26 février 1859, qui, en rattachant l'île de Gorée au gouvernement du Sénégal, place les établissements de la Côte d'Or sous la même direction administrative. — Décret du 12 septembre 1868 relatif au régime commercial des établissements français de la Côte d'Or et du Gabon, promulgué au Sénégal. — Arrêté local du 2 janvier 1879 rendant applicables à la Mellacorée et à ses habitants les dispositions du décret du 19 février 1868 qui soumet à une taxe *ad valorem*, les produits coloniaux exportés des dépendances de Gorée, comprenant la côte située entre le Cap Vert et la pointe Sangomar, et des rivières du Saloun, de la Casamance, du Rio-Nunez, du Rio-Pongo et de la Mellacorée. — Arrêté local du 30 janvier 1880 déterminant les obligations à remplir par tout capitaine d'un bâtiment entrant dans le Rio-Nunez. — Dépêche ministérielle du 1<sup>er</sup> avril 1886 adressée pour exécution à l'administration du Sénégal sur l'organisation des Postes de la pointe Saint-Georges et Fristao, afin de maintenir les droits de la France dans ces parages. — Arrêté du gouverneur du Sénégal, en date du 17 octobre 1889, promulguant au Sénégal le décret du 3 septembre 1889 établissant des droits de douane sur les marchandises étrangères importées dans les établissements français à la Côte d'Or, de Grand-Lahou à Assinie.) C'est M. Albert, alors chef du service des Douanes au Sénégal, en ce moment, contrôleur de 1<sup>re</sup> classe à la Guadeloupe, qui avait été chargé de l'application de ces taxes et de l'inauguration du service dans cette région de la Côte d'Ivoire.

Ce qui intéresse donc le plus dans cette étude, c'est la jurisprudence relative à l'applicabilité de nombreux règlements et lois douanières, non-promulguées dans toute l'étendue de l'Afrique occidentale française.

Dans ce qui constitue l'arsenal de la douane pour ces territoires, il y a lieu de distinguer : 1<sup>o</sup> les textes régulièrement promulgués ; 2<sup>o</sup> les textes non-expressement promulgués, mais simplement étendus et qui sont des références à des décrets réguliers ; 3<sup>o</sup> les lois et décrets relatifs au service des douanes, non-promulgués, mais constituant les principes généraux qui consacrent l'exercice de ce service et auxquels on peut se reporter comme raison écrite.

Les textes de la première catégorie sont peu nombreux. On verra, au chapitre de la réglementation des douanes, ce qu'était cette législation pour chaque colonie séparément, avant la dernière organisation du gouvernement général et la réalisation de l'union douanière, et ce qu'elle est aujourd'hui.

Depuis le décret du 30 janvier 1867 qui, pris en application de l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, a décidé que dans les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, l'assiette, le tarif, les règles de perception et le mode de poursuites des droits de douane, doivent être réglés par décrets ; tout arrêté disposant en pareille matière est illégal et à plus forte raison une référence, dans cet arrêté, aux lois et décrets de douane non-promulgués dans une colonie. Il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter.

Mais lorsque ce rappel des lois et décrets en vigueur dans la métropole est fait dans un décret régulier, on peut se demander jusqu'à quel point on est lié par les

textes non-promulgués et rappelés incidemment dans une disposition légale. Le décret du 26 janvier 1897, qui réglemente le service des douanes à la Côte d'Ivoire, n'ayant pu naturellement fixer la matière sur tous les points, dit dans son article 112 :

Pour tous les cas non prévus au présent décret, la douane se conformera aux lois et règlements en vigueur dans la métropole.

Le décret du 28 septembre 1897, réglementant le fonctionnement du service des douanes au Dahomey, semble être calqué sur celui de la Côte d'Ivoire. Il dit dans son article 120 :

Pour tous les cas non-prévus au présent décret, la douane se conformera aux lois et règlements en vigueur dans la métropole.

En vertu de cette disposition, l'administration de la colonie de la Côte-d'Ivoire, poursuivant un déclarant qui avait contrevenu à un règlement de douane non-prévu dans le décret du 26 janvier 1897, mais inséré dans le code métropolitain de douane, s'est vu débouter de sa demande par un arrêt de la Cour d'appel de l'Afrique occidentale française, en date du 15 décembre 1905. *La Cour, dans son arrêt, a estimé que le texte de l'article 112 donne une énonciation trop vague pour être considérée comme une promulgation régulière.* L'administration s'en tint là. Il eût été peut-être préférable d'épuiser les juridictions et d'obtenir de la Cour de cassation une jurisprudence qui fixât les esprits sur la valabilité des textes réglementant actuellement tout le

service des douanes. en Afrique occidentale française. Cependant, il semble qu'il n'y a pas de doute à cet égard.

La Cour de cassation n'a presque pas varié dans sa jurisprudence en matière de promulgation. Elle exige une promulgation régulière (1).

Si, dans un acte régulier, il y a référence à certains articles d'une loi non-promulguée dans la colonie, il faut dans cet acte la désignation de ces articles spéciaux et il n'y a de régularité de promulgation que pour ces articles seulement (Dislère).

Beaucoup de juristes coloniaux ont encore à la mémoire la divergence de vues qui s'est élevée entre le Conseil d'État et la Cour de cassation, au lendemain du vote de la loi du 11 janvier 1892. La section des finances du Conseil d'État avait émis, le 17 janvier 1893, l'avis que l'article 17 de la loi du 11 janvier 1892 avait supprimé la faculté conférée aux conseils généraux des colonies par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 et le décret du 11 août suivant, de fixer, sauf approbation par décret, les règles d'assiette et de perception des droits de douane. Et les considérants qui précédaient cet avis, admettaient que les tarifs de douane de la métropole étendus aux colonies y emportaient, *ipso facto*, toutes les règles en vigueur en France sur l'assiette et les règles de perception de ces droits parce que, disait le Conseil d'État :

---

1. Cassation, 27 décembre 1884, 11 février 1887, 9 novembre 1889, 2 mars 1893, 15 avril 1894, 16 mai 1895.



L'autorité qui a qualité pour fixer les règles de perception d'un impôt, est également compétente pour établir les pénalités à appliquer aux contrevenants à ces règles et les peines en vigueur en France étaient ainsi devenues applicables aux colonies.

La Cour de cassation, dans son arrêt du 27 avril 1894, n'a pas été de cet avis, et il a fallu, en conformité des articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, rendre le décret du 16 février 1895, qui a rendu applicable, dans les colonies soumises seulement au tarif métropolitain, toutes les lois douanières comportant des pénalités et qui en a ordonné la promulgation dans chacune des colonies où la loi du 11 janvier 1892 est applicable.

Cependant la reproduction suivante du dispositif d'un arrêté de la Cour de cassation, en date du 3 juin 1908, rassure sur une espèce qui offrait quelque analogie avec l'affaire jugée par la Cour d'appel de l'Afrique occidentale française.

Le Code de commerce ayant été promulgué au Sénégal, les articles 642 et 643 dudit Code sont devenus obligatoires dans cette colonie et, par là-même, l'article 437 du Code de procédure civile qui est de ceux qui sont considérés comme inséparables du Code de commerce. D'où il suit que ce dernier article, reproduisant, au sujet de l'énonciation des motifs dans l'acte d'opposition, la prescription impérative édictée par l'article 161 du même Code, est lui-même applicable au Sénégal avec la sanction de nullité qu'il reçoit dans la législation métropolitaine. Par suite, est frappée de nullité l'opposition au jugement par défaut qui n'est pas conforme à cette règle, et cela aussi bien en matière commerciale qu'en

matière civile. (Chavanel contre Amadou N' Doye). Ainsi statue, par cassation d'un arrêt, la Cour d'appel de l'Afrique occidentale française du 6 mai 1904.

Bien que la Côte d'Ivoire et le Dahomey, comme la Guinée française, soient en tant qu'unités administratives, d'un âge peu avancé et de constitution récente, on pourrait invoquer pour eux, comme cela est de droit pour le Sénégal auquel ils ont été rattachés jusqu'en 1889, le bénéfice de l'application *ipso facto* ou *in globo* de toutes les lois douanières métropolitaines, puisque, d'après Dislère,

La législation d'un pays français est constante et ne se modifie pas par suite des changements qu'il peut subir dans ses circonscriptions administratives.

Mais, pour cela, il faudrait admettre la thèse de l'extension de promulgation développée plus haut.

Les décrets des 26 janvier 1897 et 28 septembre 1897 spéciaux à la Côte d'Ivoire et au Dahomey, semblent méconnaître cette théorie.

Il est manifeste que l'unité de vues a manqué chez les différents administrateurs qui se sont succédé à la Côte d'Ivoire et au Dahomey, à la suite du détachement du Sénégal de ces deux possessions. Tandis qu'au lendemain de la séparation, lorsque ces colonies commençaient à voler de leurs propres ailes, les gouverneurs se souvenaient que parties intégrantes du Sénégal au point de vue douanier, la Côte d'Ivoire et le Dahomey devaient conserver la même réglementation basée sur les lois douanières de la Révolution et de l'Empire, de

1791 à 1815 et même jusqu'en 1819, les nouveaux gouverneurs s'inspirant de conceptions différentes, entreprenaient une réglementation de toutes pièces qu'ils proposaient au département sans attendre même que les lois de la métropole fussent abrogées ou reconnues inapplicables par le Conseil d'État. Cette inspiration eût pu être heureuse si, dans l'élaboration des nouveaux textes, on avait respecté les principes généraux du droit. Car de deux choses l'une : ou la jurisprudence qui veut que les lois métropolitaines douanières soient d'une application légale en Guinée, à la Côte d'Ivoire et au Dahomey, est juste et solide, ou bien elle est fausse ou insuffisamment consacrée. Si elle est juste et solide, point n'était besoin de rédiger une nouvelle réglementation ; il fallait tout simplement codifier dans un arrêté, comme l'a fait le Sénégal, les lois métropolitaines douanières en vigueur dans ces colonies, en y ajoutant des éléments de détail, d'organisation et d'exécution qui ne seraient pas modificatives de ces lois ou bien prendre un décret additionnel qui, tenant compte de la situation des colonies et de l'état des habitants, ferait des références, mais d'une façon expresse et avec désignation des articles, aux lois douanières votées depuis 1819 dans la métropole.

Si cette jurisprudence est fausse ou insuffisamment consacrée, il y avait lieu, en effet, de réglementer de toutes pièces, mais il fallait faire quelque chose de complet, prévoir tous les détails d'exécution de service, introduire dans la nouvelle législation douanière toute la réglementation minutieuse de la métropole, avec tempéraments, bien entendu, et en s'inspirant des circonstances locales ; ou bien élaborer un décret d'ordre

général avec références précises comme l'a fait le décret du 16 février 1895, pour les colonies où le tarif métropolitain est applicable.

Avec le système de réglementation douanière par voie de référence métropolitaine insuffisante, c'est l'incertitude qui règne avec toutes les réserves et les timidités qu'elle comporte. C'est la légalité de la base de notre législation douanière contestée. Et concluant comme dans le chapitre précédent qui préconise la fixation des attributions douanières et la reconnaissance d'un service général à Dakar, il faut reconnaître la nécessité de la rédaction d'un décret réglementant le service et comportant les pénalités, le tout formant le code douanier de l'Afrique occidentale française.

---



## RÉGLEMENTATION DU SERVICE DES DOUANES EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

---

### RÉGLEMENTATION ANTÉRIEURE A 1904 DANS LES DIVERSES COLONIES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

APERÇU SOMMAIRE. — Dispositions législatives concernant chacune des colonies du groupe. — Pouvoirs des anciens gouverneurs en matière de taxes; en matière d'arrêtés fixant l'assiette, la perception et le mode de poursuite des taxes et contributions publiques. — Droits de douane, droits d'octroi, droits de consommation. — Similitude de ces droits. — Jurisprudence de la Cour de cassation.

Loi du 11 janvier 1892. — Droits de douane, droits d'octroi, droits de consommation. — Séparation des colonies en deux groupes. — Non-assimilation douanière des colonies de l'Afrique occidentale française.

Décret du 14 avril 1905.

Tarifs. — Droits d'entrée. — Droits de sortie. — Surtaxes. — Zones différentes. — Situation spéciale de quelques régions de l'Afrique occidentale française. — Considérations sur l'application éventuelle en Afrique occidentale française du régime commercial établi par la loi du 11 janvier 1892. — Statistiques.

Le développement donné au chapitre de la promulgation simplifie beaucoup le présent chapitre qui doit traiter à son début de la réglementation antérieure à 1904 dans les diverses colonies de l'Afrique occidentale française. On sait déjà ce qu'était autrefois cette réglementation dans chacune des colonies du groupe.

Il n'est pas nécessaire, dans ce rapide relevé, de mentionner tous les actes législatifs, lois, décrets, ordonnances, arrêtés qui ont apporté des changements de tarifs dans les diverses possessions de l'Afrique occidentale française. Établis dans le but de protéger le commerce métropolitain ou de favoriser les exportations locales, ces actes n'ont pas toujours entraîné comme conséquence une réglementation douanière comme l'a fait la loi du 11 janvier 1892. Quelques-uns cependant montrent bien le lien qui rattachait, au point de vue douanier, le Sénégal à la métropole et justifiait le pacte colonial. Il en ressort aussi que les lois métropolitaines étaient presque automatiquement appliquées au Sénégal.

On peut se borner à une courte énumération :

L'arrêt du conseil du 30 août 1784 sur la répartition des amendes et confiscation en matière de douane qui a été promulgué par l'avis du 15 octobre 1823 ;

La décision royale du 7 janvier 1822 portant établissement d'un entrepôt à l'île de Gorée ;

Les lois des 2 et 3 juillet 1836 sur les tarifs qui ont été promulguées par l'arrêté local du 30 août 1836 ;

L'arrêté du 27 janvier 1876 sur le mode de déclaration et de liquidation des droits de douane et d'octroi relativement aux objets importés par les services publics (Instructions données par les régisseurs de l'administration des douanes, le 28 mars 1796 et par le directeur général le 2 juillet 1807) ;

L'arrêté du 11 novembre 1843 portant promulgation d'une ordonnance du roi en date du 24 juillet 1843 qui proroge les ordonnances des 18 et 26 juin, 13 août, 14 octobre et 10 décembre 1842 en matière de tarif ;

L'arrêté du 18 octobre 1844 promulguant l'ordonnance royale du 3 septembre 1844 qui, entre autres modifications aux tarifs des douanes métropolitaines, apporte une réduction dans le taux des droits d'entrée à percevoir en France sur les divers bois originaires du Sénégal et dépendances. Cette ordonnance prescrit l'application à certaines importations au Sénégal des mêmes tarifs visant les mêmes importations en France.

« *Au Sénégal*, le régime douanier a été longtemps fixé par les décrets des 8 février 1852 et 31 janvier 1855. La perception des droits à l'importation au Sénégal paraît remonter à 1798 ; une lettre du ministre de la Marine et des Colonies du 29 ventôse an X, adressée au sieur Mayrac, négociant à Bordeaux, parle d'un droit de 10 o/o d'importation ; il semble que ce droit ait été établi peu de temps auparavant. D'après les décrets de 1852 et 1855, les marchandises françaises étaient admises au taux de 2 o/o ; certaines marchandises étrangères étaient admises au même taux, quand elles arrivaient des ports et entrepôts français. Les navires étrangers payaient, à l'entrée, un droit supplémentaire de 4 francs par tonne. L'exportation était autorisée uniquement par pavillon français pour la France seule et ses colonies. Gorée était considérée comme entrepôt. Un décret du 24 décembre 1864 permettait l'introduction par tout pavillon à Saint-Louis et à Gorée des marchandises de toute nature et de toute provenance, et leur accordait pendant un an le bénéfice de l'entrepôt fictif ; ce décret maintenait l'interdiction, toujours conservée depuis, de l'accès du fleuve au-dessus de Saint-Louis, aux navires étrangers, il n'y avait que des droits d'importation.

« Des décrets successifs des 19 janvier 1868, 20 juin 1872,

20 janvier 1879, maintinrent ces principes, mais transformèrent peu à peu les droits. A Saint-Louis et dans le premier arrondissement, il y eut des droits à l'importation ; dans le second arrondissement, au contraire, comprenant des factoreries où la surveillance est beaucoup plus difficile, on préféra établir des droits d'exportation.

« On revint plus tard au régime unique des droits à l'importation :

« Enfin, le décret du 22 mars 1880 établit la liberté du commerce des gommés ( le seul qui fût encore réservé) sur tout le fleuve du Sénégal. Les personnes de nationalité française furent toutefois seules admises à prendre part à ce commerce (Dislère). »

Au Sénégal, la réglementation douanière est légale et complète. Ce sont les actes douaniers antérieurs à 1814 qui ont servi de base à toutes les dispositions postérieures régulièrement prises ou promulguées. L'arrêté local réglementaire du 29 septembre 1828, le premier en date, a été pris en exécution des instructions contenues dans les dépêches du 20 mars 1823, 22 mai 1823 et 21 mars 1828 du ministre de la Marine et des Colonies, qui prescrivait diverses mesures relatives aux saisies en matière de douane. Il s'agissait de *réunir en un seul acte toutes les dispositions qui déterminent les faits de contrebande et le mode de poursuite ainsi que celles qui prononcent des pénalités* ; l'arrêté local réglementaire du 22 septembre 1843 qui devait remplacer celui du 29 septembre 1828, ne tarda pas à être rapporté.

L'arrêté du 29 juin 1865, le plus important des arrêtés réglementaires, est encore en vigueur au Sénégal. Il



codifie tous les textes métropolitains applicables dans cette colonie. Ce sont des références régulières. Les considérants de cet acte sont ainsi conçus :

Nous, Gouverneur du Sénégal et dépendances,

Vu l'article 51 de l'ordonnance royale du 7 septembre 1840 et l'ordonnance du 26 avril 1845 ;

Vu les arrêtés des 15 février et 28 août 1824, 28 septembre 1825, 29 septembre 1828, 1<sup>er</sup> et 17 juillet 1838, 10 août 1849, 16 avril 1850, 21 juin 1858 et 30 novembre 1854 ;

Considérant que l'ordonnance royale du 14 février 1858, promulgation du Code d'instruction criminelle, les lois des 17 avril 1852 et 16 décembre 1848, sur la contrainte par corps et le décret impérial du 24 décembre 1864, ont successivement modifié les arrêtés qui règlent le service des douanes ;

Qu'il y a lieu, par suite, tout en maintenant expressément les règles anciennes qui n'ont pas cessé d'être en vigueur, d'éliminer de la législation locale les dispositions abrogées ;

Sur le rapport de l'ordonnateur, agissant de concert avec le chef du service judiciaire, etc...

Voir le décret du 29 juin 1865.

---

## HAUT-SÉNÉGAL ET NIGER

---

Le Haut-Sénégal et Niger, dont la formation remonte à 1904, ou plus exactement aux divers décrets des 17 octobre 1899, 20 décembre 1900, 1<sup>er</sup> octobre 1902, mais avec d'autres dénominations et des modifications dans sa circonscription, n'a pas, et pour cause, de réglementation antérieure à 1904.

Considéré toujours comme l'hinterland du Sénégal dont il a été en grande partie détaché, il n'avait pas été jusqu'en 1899 l'objet d'une administration propre et ne pouvait justifier une réglementation particulière. C'est l'application de la thèse de prolongement du Sénégal, qui a été exposée dans le chapitre précédent. Les dispositions douanières, qui ont été le plus souvent appliquées dans cette région, sont celles relatives au décret du 11 juillet 1887, organisant l'entrepôt fictif au Sénégal. Il apparaît clairement que les lois douanières métropolitaines n'ont pas cessé d'y être applicables comme dans la circonscription du Sénégal proprement dit. Cette région faisait partie de l'hinterland du Sénégal et de la Guinée et, à cet égard, participait de leur administration :

Une dépêche ministérielle du 4 juin 1883 approuve la décision du gouverneur du Sénégal, relative à l'exoné-

ration des droits sur le matériel introduit dans le Haut-Fleuve du Sénégal.

Une dépêche ministérielle du 12 août 1898, prescrit qu'aucun droit ne sera perçu sur les produits exportés du Soudan en Guinée, que les caravanes prenant cette route ne seront astreintes à aucun dépôt de garantie, et que les taxes d'Oussourou seront supprimées pour les marchandises provenant de la Guinée française.

L'arrêté du 15 octobre 1907, qui est actuellement en vigueur dans cette colonie, se fonde d'ailleurs sur les lois métropolitaines, tout comme au Sénégal. Il est modifié par l'arrêté du 20 juillet 1909.

Ils sont ainsi conçus :

#### ARRÊTÉ

*Portant création d'un bureau des douanes à Kayes*

*(Haut-Sénégal, Niger)*

Le Gouverneur général par intérim de l'A.O.F, officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'A.O.F ;

Vu le décret du 14 avril 1905, établissant les tarifs des droits d'entrée et de sortie ;

Vu l'arrêté des Consuls du 26 ventôse an VIII, article premier ;

Vu les lois métropolitaines des 22 août 1791, 8 floréal an XI, 21 avril 1818, 17 mai 1826 et 9 février 1832 et le décret du 11 juillet 1887, organisant l'entrepôt fictif au Sénégal,

#### ARRÊTE :

Article premier. — Un bureau des douanes est créé à Kayes (Haut-Sénégal-Niger) et ouvert à toutes les opéra-

tions d'entrée et de sortie, d'entrepôt et de transit et à la liquidation de tous droits et de taxes dont la perception est assurée par la douane en Afrique occidentale.

Les Chambres de commerce du Haut-Sénégal et Niger devront verser, à titre de contribution aux frais de perception, une subvention annuelle. Cette subvention, fixée provisoirement à 5.000 francs, sera versée par le budget local en attendant que les Chambres de commerce disposent des ressources nécessaires.

Art. 2. — Un magasin spécial pourra être mis à la disposition du commerce et constitué en entrepôt réel par arrêté du lieutenant-gouverneur. Son usage donnera lieu, provisoirement, à la perception des taxes de magasinage en vigueur au Sénégal jusqu'à l'établissement d'un tarif unique pour les droits de cette nature en Afrique occidentale française.

Art. 3. — Les marchandises sujettes au droit d'importation pourront être constituées en entrepôt fictif. La jouissance de cette faculté sera accordée individuellement aux négociants qui en feront la demande par arrêté du lieutenant-gouverneur.

Les règlements en vigueur dans la métropole quant à l'acceptation des soumissions cautionnées et aux fonctionnements des entrepôts réels et fictifs seront observés pour l'entrepôt de Kayes.

Art. 4. — La perception des droits aura lieu conformément à la réglementation en vigueur en Afrique occidentale.

Toutefois, le chef du bureau des douanes opérera directement pour le compte du Trésor, l'encaissement des sommes dues pour le montant de ces recettes sera versé toutes les semaines au Trésor. Le crédit des droits pourra être accordé dans les mêmes conditions qu'au Sénégal, l'intérêt du retard étant acquis au budget général.

Art. 5. — Les marchandises importées directement à



Kayes des pays extérieurs par navire de haute mer feront l'objet d'une déclaration sommaire à Saint-Louis et transiteront par le Sénégal sous escorte de la douane. Le plombage par capacité sera aussi appliqué chaque fois que cela sera possible. En aucun cas le mélange à bord, dans une même cale, de marchandises d'importation n'ayant pas acquitté les droits et de marchandises prises à la consommation dans un des ports du Sénégal, ne sera toléré.

Art. 6. — Les marchandises prises en entrepôt, à Saint-Louis et à Dakar, pourront être dirigées sur Kayes en mutation d'entrepôt, sous le couvert d'un acquit dûment cautionné comportant un délai de décharge de mois au maximum. Ces colis seront en outre plombés par colis ou par capacité et escortés par les agents des douanes si l'importance des envois nécessite une surveillance spéciale.

Les marchandises arrivant à Kayes autrement qu'en importation par transit du Sénégal ou en mutation d'entrepôt sont réputées prises à la consommation du Sénégal et exemptées de toute formalité de douanes.

Art. 7. — Les marchandises exportées de Kayes pour les pays autres que ceux de l'A.O.F. pourront faire l'objet d'une déclaration de sortie définitive et acquitter, s'il y a lieu, les droits de sortie dans ce bureau.

Elles seront accompagnées d'un passavant justifiant de la liquidation des droits et de la reprise de ces marchandises en statistique, et ce passavant sera remis à la douane de Saint-Louis lors de l'expédition du navire.

Art. 8. — Le bureau de Kayes établira dans la forme prévue pour les statistiques douanières, le relevé :

1° Des marchandises d'importation soumises aux droits ou admises en entrepôt, à l'exclusion de celles qui sont réputées prises à la consommation au Sénégal ;

2° Les marchandises ayant fait l'objet de déclaration d'exportation à destination des pays extérieurs.

Ce bureau pourra, en outre, être chargé de centraliser les

relevés sommaires des échanges commerciaux opérés dans l'intérieur du pays et de ceux qui se font dans les frontières non-gardées par la douane.

Art. 9. — L'effectif des agents des douanes en service à Kayes sera fixé par le tableau de répartition du personnel annexé au budget général.

A titre provisoire, les pouvoirs attribués aux chefs de service des douanes, notamment par les ordonnances des 27 novembre 1816 et 30 janvier 1822, seront exercées directement par le lieutenant-gouverneur.

Art. 10. — Les lieutenants-gouverneurs du Sénégal et du Haut-Sénégal et Niger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* de l'A.O.F. et aux journaux officiels des colonies du gouvernement général.

Dakar, le 15 octobre 1907.

W. PONTY

#### ARRÊTÉ DU 20 JUILLET 1909

*Modifiant les articles 5 et 6 de l'arrêté du 15 octobre 1907  
portant création d'un service des douanes à Kayes*

Le Gouverneur général, etc...

#### ARRÊTE :

Article premier. — Les articles 5 et 6 de l'arrêté sus-visé du 15 octobre 1907 sont modifiés comme il suit :

« Art. 5. — Les marchandises importées directement à Kayes des pays extérieurs par bateau de haute mer feront l'objet d'une déclaration sommaire à Saint-Louis et transiteront par le Sénégal sous une escorte de la douane dont les frais incomberont au navire. Le plombage par capacité sera appliqué sauf impossibilité laissée à l'appréciation de la

douane. Dans le cas où un navire embarquerait dans un port du Sénégal des marchandises prises à la consommation, celles-ci ne devront pas être mélangées avec les marchandises non-dédouanées, elles seront autant que possible embarquées dans des cales différentes. Si les circonstances obligent à les placer dans une même cale, elles seront séparées les unes des autres par des nattes-prélarts, panneaux en bois, etc...

» Les marchandises provenant de la consommation ne formeront qu'un seul lot dans une même cale et devront être débarquées ensemble avant ou après les marchandises non-dédouanées.

» Art. 6. — Les marchandises prises en entrepôt à Saint-Louis et à Dakar pourront être dirigées sur Kayes en mutation d'entrepôt par tous bateaux sous le couvert d'un acquit, dûment cautionné, comportant un délai de décharge de deux mois au maximum.

» Le transport sera effectué sous plombage et sous escorte des agents des douanes dans les mêmes conditions que pour les navires de haute mer.

» Par exception aux précédentes dispositions, les marchandises d'entrepôt seront dispensées, sur la demande des intéressés, des formalités du plombage et de l'escorte, et pourront être admises à voyager dans les mêmes cales que les marchandises prises à la consommation, mais dans ces différents cas, les expéditeurs et destinataires ne pourront se prévaloir des avaries survenues en cours de route pour obtenir des dégrèvements à l'arrivée et la perception des droits sera toujours faite sous les espèces, qualités, quantités et valeurs constituées à la sortie des entrepôts de Saint-Louis et Dakar. »

Art. 2. — Les lieutenants-gouverneurs du Sénégal et du Haut-Sénégal et Niger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Signé :* WILLIAM PONTY

## LA MAURITANIE

---

La Mauritanie qui n'est encore organisée ni au point de vue de ses limites, ni au point de vue administratif et que l'on peut considérer comme une sorte de zone de transition, n'a pas encore de constitution douanière.

Aucap Blanc, il a été cependant créé un poste de douane dirigé par un employé du service sédentaire en vue des opérations de pêcheries dans la baie d'Arguin et des importations de marchandises que ces opérations peuvent éventuellement provoquer. C'est plutôt un poste de surveillance qui s'inspire des instructions générales. Il est évident que la nécessité d'une réglementation se fait sentir sur ce point.

### CIRCULAIRE

*du Gouverneur général, relative au fonctionnement  
des pêcheries*

L'organisation de pêcheries à la baie du Lévrier se poursuit dans d'excellentes conditions. De nombreuses demandes m'ont été adressées, par des sociétés et par des particuliers, à l'effet d'obtenir des concessions de terrains pour y établir des industries de sécherie et de préparation de poissons. Ces industriels, et déjà des tentatives ont été faites dans ce sens, comptent pouvoir trouver dans nos colonies



d'Afrique d'importants débouchés pour les produits de leurs usines. C'est pourquoi il m'a paru nécessaire ; afin de les renseigner, de fixer dès à présent le régime qui devra être appliqué, à l'entrée en Afrique occidentale française, aux poissons ainsi pêchés et préparés à la baie du Lévrier. M'inspirant de l'esprit du décret du 14 avril 1905, lequel a réalisé une sorte d'union douanière entre les diverses colonies de l'Afrique occidentale française, j'ai décidé que le régime des produits dont il s'agit serait établi de la manière suivante :

1° Tout le poisson pêché sur les côtes de Mauritanie et préparé à la baie du Lévrier ou en un point quelconque du territoire de l'Afrique occidentale française entrera en franchise complète dans tout le gouvernement général ;

2° Le sel français ou étranger qui aura servi à la préparation de ce poisson sera considéré comme nationalisé en passant par la baie du Lévrier ou un autre point de l'Afrique occidentale française et entrera également en franchise sur tout le territoire ;

3° Pendant la durée des six mois accordés aux sociétés de pêche concessionnaires pour s'installer au cap Blanc, et à partir de la date de la notification de l'arrêté de concession, par mesure de faveur spéciale, les poissons pêchés par un bateau quelconque avec équipage de fortune et préparés en pays étrangers (Las Palmas par exemple) paieront seulement un droit d'entrée de 5 o/o au lieu de 12 o/o ainsi que le sel ayant servi à leur préparation.

Passé ce délai de six mois, si l'exploitation continue dans les mêmes conditions, le droit de 12 o/o sera rigoureusement appliqué à l'entrée en Afrique occidentale française ;

4° Pour jouir de la franchise totale, les produits préparés devront être accompagnés d'un certificat d'origine délivré par le résident des établissements de la baie du Lévrier ou l'autorité locale en général. Ce certificat devra faire connaître le nom du bateau pêcheur et celui de son capitaine.

Ce dernier devra faire coter et parapher son livre de bord, conformément au Code de commerce, par le résident ou l'autorité locale et signer une déclaration constatant que son équipage est constitué suivant la loi française;

5° Pendant les six mois accordés aux sociétés pour s'installer à la baie du Lévrier, le droit réduit de 5 o/o sera accordé aux poissons et au sel étranger qui a servi à les préparer en dehors de France ou de l'Afrique occidentale française (Las Palmas par exemple) au vu d'un certificat d'origine délivré par le représentant de la France au lieu de la préparation (consul ou agent consulaire).

Passé ce délai de six mois, le certificat d'origine devra être délivré par le résident de la baie du Lévrier, c'est-à-dire que l'installation au cap Blanc devra être un fait accompli.

*Signé : E. ROUME*

---

## GUINÉE FRANÇAISE

---

Le sort de la Guinée française a toujours été entièrement lié à celui du Sénégal, et cela est vrai pour la réglementation et le régime douanier plus que pour autre chose. Il a été rappelé précédemment : 1° l'arrêté du 2 janvier 1879 du gouverneur du Sénégal, qui rendait applicables à la Mellacorée et à ses habitants les dispositions du décret du 19 février 1868 soumettant à une taxe *ad valorem* les produits exportés par les points suivants : Rio-Nunez, Rio-Pongo, Mellacorée ; 2° l'arrêté du 30 janvier 1880 du gouverneur du Sénégal déterminant les obligations à remplir par tout capitaine d'un bâtiment entrant dans le Rio-Nunez.

Plus tard, lorsque la Guinée française fut détachée du Sénégal, le département se chargea de déterminer pour elle, particulièrement, son régime de douane, mais ce régime seulement : exemple, le décret du 27 mai 1892. Mais, en ce qui concerne les instructions générales, la réglementation et le fonctionnement du service des douanes, l'administration locale, dans ses circulaires des 11 juin et 2 août 1892, n'a eu qu'à rappeler quelques dispositions empruntées à la législation du Sénégal, c'est-à-dire à la législation métropolitaine, dispositions qui constituent le fondement de ce service à la Guinée française.

*Application des règlements de douane*

En vue d'assurer au Trésor la rentrée des taxes et droits perçus dans la colonie et de faciliter la surveillance du service des douanes, le secrétaire général me charge de vous rappeler que les règlements généraux en vigueur dans la colonie prescrivent de procéder de la manière suivante pour les opérations de débarquement et d'embarquement.

*Débarquement.* — Tout capitaine de navire français ou étranger doit, dans les deux myriamètres des côtes, être muni d'un manifeste par lui signé, et le déposer au bureau des douanes dans les vingt-quatre heures de l'arrivée (loi du 4 germinal an II, tit. II, art. 1<sup>er</sup>).

Les opérations de débarquement pourraient commencer lorsque le manifeste sera déposé au bureau des douanes. Les négociants devront alors fournir une déclaration de détail des marchandises qu'ils voudront débarquer ; en échange de cette déclaration, le service délivrera un permis de débarquement où le numéro de la déclaration sera rappelé, et assurera la surveillance de cette opération (loi du 22 août 1791, tit. II, art. 13, et du 4 germinal an II, tit. VI, art. 1<sup>er</sup>).

Toutefois, pour ne pas entraver la marche des paquebots appartenant aux compagnies de navigation établies sur la ligne, des permis provisoires pourront être délivrés avant la présentation en douane du manifeste ou de la déclaration de détail.

*Embarquement.* — Les mêmes formalités sont indispensables pour les opérations d'embarquement. Lorsque le bateau qui doit charger sera en rade, et au fur et à mesure de leurs besoins, les négociants établiront des déclarations d'embarquement qu'ils voudront bien déposer en douane, le service délivrera alors le permis d'embarquement afférent



à chaque déclaration et s'assurera de l'exactitude de ces déclarations (loi du 22 août 1791, tit. II, art. 13 du 18 floréal an XI, art. 74 du 29 juillet 1822, art. 13).

Lorsque la cargaison sera complète, le capitaine du navire établira son manifeste général, en ayant soin d'y consigner toutes les marchandises embarquées avec marques des colis, poids et valeurs de ces marchandises. La loi du 4 germinal an II, article 2, et celle du 22 août 1791, titre II, article 4 et titre XIII, article 20, punissent sévèrement toute omission ou différence constatée au manifeste général. Le but que nous poursuivons étant de faciliter les transactions commerciales, tout en sauvegardant les intérêts du Trésor. Je vous serais bien reconnaissant, Messieurs, de nous aider de votre bon vouloir dans notre service.

Conakry, le 10 juin 1892.

Approuvé,  
Le secrétaire général,  
Signé :

COUSTURIER.

Le chef de service des douanes,

Signé :

STEFANINI.

---

## COTE D'IVOIRE

---

La Côte d'Ivoire, anciennement dénommée Côte-d'Or, une des plus récentes colonies du groupe, a subi de nombreuses transformations administratives. Jusqu'au décret du 1<sup>er</sup> avril 1889, elle a suivi les destinées du Sénégal dont elle constituait une dépendance tout comme la Guinée française ou rivières du Sud. Voir les décrets cités dans le chapitre précédent.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 1889, elle fit partie des territoires des rivières du Sud, établissements de la Côte-d'Or et du golfe de Bénin, dont l'administration fut confiée à un lieutenant-gouverneur du Sénégal placé sous l'autorité du gouverneur au Sénégal.

Le décret du 17 décembre 1891 sépara définitivement de l'administration du Sénégal celle des trois colonies embryonnaires, et sous la dénomination nouvelle de Guinée française et dépendances, classées parmi les colonies du premier groupe énumérées par l'article 4 du décret du 2 février 1890, il désigna ces territoires dont l'administration fut confiée à un gouverneur ne relevant que du Département. Ayant à sa tête un secrétaire général, la Côte d'Ivoire restait sous la haute autorité d'un gouverneur résidant à Conakry.

Le décret du 10 mars 1893 émancipa définitivement

la Côte d'Ivoire. Jusqu'à cette date, c'est le Sénégal ou la Guinée française qui avait l'initiative des propositions de taxes douanières à soumettre au département pour la Côte d'Ivoire : Projet d'un régime de douane en 1869. Tentative, en 1886, d'une perception de taxes d'importation à Grand-Bassam et à Assinie. Décret du 3 septembre 1889 pris en exécution de l'article 3 de l'arrangement anglo-français du 10 août 1889 instituant un tarif applicable à Assinie et à Grand-Lahou sur les marchandises étrangères. Un erratum paru au *Journal officiel* de la République française du 17 novembre 1889, préliminaire du décret du 17 décembre 1895, déclara que ce tarif s'appliquait aux marchandises sans distinction de provenance. Cet erratum avait été provoqué par une réclamation de la Grande-Bretagne contre les droits qui frappaient à l'importation les marchandises anglaises. La Grande-Bretagne fondait sa réclamation sur l'interprétation de la Convention franco-anglaise du 10 août 1889. Cette Convention prévoyait bien un tarif douanier, mais pas un tarif qui protégeât les articles français au détriment des articles anglais et qui n'élévât pas, par ses droits élevés sur la frontière ouest, une digue contre l'infiltration éventuelle des marchandises de la Côte d'Ivoire en Gold Coast. « L'acquiescement anglais aux démarcations de frontière fixées par le traité avait été, dit la réclamation, subordonné à ce traitement de faveur ». Ci-après la principale clause de cet arrangement :

GRANDE-BRETAGNE

ET  
FRANCE

*Arrangement relatif à la délimitation de leurs possessions respectives sur la côte occidentale d'Afrique, signé à Paris, le 10 août 1889.*

Art. 3, § 3, p. 202. — L'acquiescement du gouvernement anglais aux lignes de démarcation ci-dessus mentionnées demeure subordonné à l'adoption par le gouvernement français, d'un projet de tarif douanier à établir à Assinie, dans lequel les droits sur les alcools ne seraient pas inférieurs à 40 francs l'hectolitre pour les alcools et liqueurs de traite titrant moins de 25 degrés, à 60 francs l'hectolitre pour les alcools de 25 à 49 degrés, et de 100 francs l'hectolitre pour les alcools à 50 degrés et au-dessus.

Les droits sur le tabac en feuilles et fabriqué ne seraient pas inférieurs à 80 centimes le kilo.

Les tissus seraient soumis à un droit de 15 o/o *ad valorem*.

Les ratifications ont été échangées le 12 mars 1890.

Enfin, le décret du 26 janvier 1897 voulut préciser ou réformer la législation en vigueur, mais reste, pour le moins, incomplet sur bien des points.

Voir ledit décret.

A partir du 10 mars 1893, la Côte d'Ivoire a l'initiative de ces taxes. C'est un arrêté local du 18 septembre 1893 qui créa les premiers droits de consommation perçus à la Côte des grains, c'est-à-dire de Grand-Lahou à la rive gauche du Cavally sur toutes marchandises importées.

Le décret du 11 août 1897 institua : 1° des droits de



douane qui devaient frapper toutes les marchandises étrangères à l'exception des marchandises anglaises, conformément à la convention du 10 août 1889; 2° des droits de consommation atteignant les marchandises de toute provenance consommées dans la colonie, importées, récoltées ou fabriquées. Mais, dans l'intérêt du Trésor, certaines taxes minima (sur l'alcool, les liqueurs de traite, le tabac, les tissus) prévues à titre de douane furent incorporées, non pas aux droits de douane, mais aux taxes de consommation afin de pouvoir frapper indifféremment marchandises étrangères, anglaises, françaises, et ainsi fournir plus de recettes au Trésor.

Survint la convention dite du Niger, signée à Paris le 14 juin 1898 qui assure pour trente ans aux sujets et protégés britanniques, aux citoyens et protégés français dans tout le bassin du Niger (possessions françaises et anglaises) le même traitement pour tout ce qui concerne la navigation fluviale, le commerce, le régime douanier et fiscal et les taxes de toute nature.

Ci-après la principale clause de cette convention :

Art. 9 de la convention signée à Paris, le 14 juin 1898. — A l'intérieur des limites tracées sur la carte n° 5 annexée au présent protocole, les sujets britanniques et protégés britanniques, les citoyens français et protégés français, pour leurs personnes comme pour leurs biens, les marchandises et produits naturels ou fabriqués de la Grande-Bretagne et de la France, de leurs colonies, possessions et protectorats respectifs, jouiront pendant trente années à partir de l'échange des ratifications de la convention mentionnée à l'article 5 du même traitement pour tout ce qui concerne la navigation fluviale, le commerce, le régime douanier et fiscal et les taxes de toute nature.

Sous cette réserve chacune des deux puissances contractantes conservera la liberté de régler sur son territoire et à sa convenance le régime douanier et fiscal et les taxes de toute nature.

Dans le cas où aucune des puissances contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance du terme précité de trente années son intention de faire cesser les effets du présent article, il continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des puissances contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les délégués soussignés ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 juin 1898.

*Signé :* Martin GOSSELIN,  
William ERCRET,  
René LECOMTE,  
G. BINGER.

En conformité de cet acte, un arrêté local du 19 juin 1899, qui devait plus tard être transformé en décret, mais qui ne l'a jamais été, abrogea (mesure osée) les taxes prévues par le décret du 11 août 1897 et y substitua une taxe unique de consommation devant frapper les marchandises ou produits de toute origine et de toute provenance, consommés dans la colonie de la Côte d'Ivoire, qu'ils fussent importés, récoltés ou fabriqués.

Voilà pour le régime douanier jusqu'à l'unification des droits ou établissements de l'union douanière en Afrique occidentale française.

Mais, en ce qui concerne les instructions générales, la réglementation et le fonctionnement du service des douanes, l'administration locale à ses débuts rappela dans ses circulaires au personnel des douanes, comme

il a été dit au chapitre précédent, la législation douanière en vigueur au Sénégal, c'est-à-dire la législation métropolitaine qui constituait comme dans les autres colonies du groupe, à cette époque, le fondement de ce service à la Côte d'Ivoire.

---

## LE DAHOMEY

---

L'historique des transformations administratives de la Côte d'Ivoire est aussi celui du Dahomey, ancien Bénin. Leur destinée se confond. Sous la désignation de dépendances, il a été, comme la Côte d'Ivoire, rattaché au Sénégal jusqu'en 1889 et doit sa complète autonomie administrative au décret du 10 mars 1893. Jusqu'en 1889, les textes douaniers, les tarifs, établis pour la Côte d'Ivoire, l'étaient également pour le Dahomey. Les dispositions suivantes se lurent à la situation particulière de ce pays en voie de conquête.

Ce fut d'abord le Sénégal qui, par son arrêté du 26 juillet 1887, promulgua le décret du 28 mai 1887, approuvant la convention du 25 mai 1887 passée pour deux ans, renouvelable entre la France et l'Allemagne, relativement à l'établissement d'un régime douanier unique dans les possessions sur la Côte des Esclaves des deux États.

Cette convention fut renouvelée deux ans après. Elle fut approuvée par le décret du 6 février 1890, celui-ci promulgué dans la colonie par l'arrêté local du Dahomey du 5 mars 1890 qui établit les taxes communes aux deux possessions.



En voici les principales lignes :

ARRANGEMENT :

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. l'empereur d'Allemagne, voulant assurer le développement des relations commerciales dans les provinces des deux États situés sur la Côte des Esclaves, entre les possessions anglaises de la Côte d'Or à l'ouest et le Dahomey à l'est,

Ont décidé de renouveler l'arrangement du 25 mai 1887 relatif à l'établissement, sur ces deux territoires, d'un régime de douanes commun et ont arrêté, à cet effet, les dispositions suivantes :

Article premier. — Les possessions françaises et allemandes sur la Côte des Esclaves formeront un territoire douanier unique, sans ligne de douane séparative, en sorte que les mêmes droits y seront perçus et les marchandises qui les auront acquittés sur l'un des territoires pourront être introduites dans l'autre sans avoir à supporter de nouvelles taxes.

Les marchandises taxées furent : le genièvre, le rhum, le tabac, la poudre, les fusils, le sel.

Tous les autres furent admis en franchise.

La durée de ce régime devait être d'une année, renouvelable.

Cette convention fut dénoncée le 22 décembre 1892.

Les tarifs institués furent nombreux et se succédèrent rapidement.

Le décret du 1<sup>er</sup> avril 1890 portait établissement d'un régime douanier dans les territoires de Kotonou, de Porto-Novo et dans les territoires placés sous le protectorat de la France à l'est de Grand-Popo. Celui du

18 du même mois ne tardait pas à créer les postes de Toché et d'Aguégué.

L'arrêté local du 2 mai 1890 répartissait le personnel des douanes dans les postes de Kotonou, de Porto-Novo, de Grand-Popo et Agoué.

Un autre arrêté du 18 avril, pris dans l'intérêt du commerce, suspendait jusqu'au 1<sup>er</sup> mai l'application du régime créé par l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril.

Arrêté du 9 avril 1892, portant création dans les établissements du Bénin d'une taxe de consommation sur les spiritueux.

Arrêté du 5 décembre 1892, créant des bureaux de douane à Wydah, à Avrékété et à Godomey-Plage.

Deux zones distinctes, créées au point de vue douanier, furent consacrées par l'arrêté du 3 décembre 1892 lors de la Déclaration solennelle d'annexion de même date des territoires de Wydah, de Savi, d'Avrékété, de Godomey et d'Abomey-Kalusi. Ces nouveaux territoires n'avaient pas, en effet, été compris dans l'arrangement franco-allemand du 25 mai 1887. Les marchandises introduites dans cette dernière région ne pouvaient pas être l'objet de la même taxation créée dans la partie ouest au profit de l'Allemagne. La première zone, s'étendant du méridien, passant par la pointe ouest de l'île Bayol jusqu'à la rivière Ahémé, à l'est, fut régie par les arrêtés des 5 mars 1890 et 9 avril 1892. La deuxième zone s'étendant de la rivière Ahémé à l'ouest jusqu'à la frontière franco-anglaise du Lagos, à l'est de Porto-Novo fut régie par les arrêtés des 1<sup>er</sup> avril 1890 et 9 avril 1892. Aucune marchandise importée à la consommation dans l'une de ces zones ne pouvait être réexportée dans l'autre sous passavant ou acquit à caution.

Mais, à la suite de la dénonciation de la convention franco-allemande, l'arrêté du 15 mars 1893 intervint pour unifier les taxes dans toute l'étendue de la colonie.

Voilà pour le régime douanier jusqu'à l'établissement, par le décret du 14 avril 1903, de l'union douanière en Afrique occidentale française.

Mais en ce qui concerne les instructions générales, la réglementation et le fonctionnement du service des douanes, l'administration locale, à ses débuts, rappela dans ses avis au public et même par un arrêté, comme il a été dit au chapitre précédent, la législation douanière en vigueur au Sénégal, c'est-à-dire la législation métropolitaine qui constituait comme dans les autres colonies du groupe, à cette époque, le fondement du service au Dahomey.

La réglementation douanière est rappelée par un avis inséré au *Journal officiel* du 13 avril 1890 du Dahomey, prescrivant les formalités douanières en cas de chargement, de déchargement des navires et se basant sur les lois des 6 et 22 août 1791, 4 germinal an II.

Le *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mai 1890 contient de nouveau, sous la forme d'un avis du gouverneur, certifié conforme aux observations préliminaires du tarif officiel des douanes métropolitaines, une réglementation sur les déclarations et vérifications des marchandises en douane.

Celui du 15 mai 1890 insère encore les dispositions spéciales aux importations par mer, rappelle les pénalités que peuvent encourir les délinquants, souligne les textes qu'il déclare extraire des lois métropolitaines (22 août 1791, loi du 4 germinal, an II, 27 mai 1817).

Un arrêté local du 22 décembre 1892 se retranchant

derrière une décision présidentielle du 10 avril 1892, déclare étendus, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1893, aux territoires récemment annexés, les lois, ordonnances, règlements de la métropole en vigueur dans les établissements du golfe de Bénin et tous arrêtés locaux réglant les matières d'administration et de police.

Un arrêté du 29 juillet 1895 réglemente les formalités de douane dans les ports de mer de la colonie et traite de la question d'outillage. Il déclare dans son article 13 que les contraventions aux dispositions dudit arrêté tomberont, en tant que pénalités pécuniaires, sous l'application des lois et règlements généraux des douanes françaises.

Enfin le décret du 28 septembre 1897, promulgué par l'arrêté local du 27 décembre 1898, voulut, comme celui de la Côte d'Ivoire, préciser ou réformer la législation en vigueur. Comme lui, il ne se soucia pas de l'applicabilité ou de l'inapplicabilité des lois douanières métropolitaines; il n'attendit pas une abrogation régulière des lois que le Dahomey avait si souvent appliquées.

En tous cas, il reste pour le moins incomplet comme celui de la Côte d'Ivoire sur bien des points.

Voir ledit décret :



Textes des dispositions spéciales qui réglementent le  
service des Douanes dans quelques colonies du Groupe

ARRÊTÉ

*Portant règlement d'exécution sur le service des douanes  
(Sénégal) dans la colonie*

Saint-Louis, le 29 juin 1865.

Nous, Gouverneur du Sénégal et dépendances,

Vu, etc.

Article premier. — Le service des douanes est réglé dans la colonie par les dispositions dont la teneur suit :

Art. II. — Tout capitaine devra, dans les vingt-quatre heures de son arrivée et sous peine d'une amende de 100 francs, déposer à la douane, ses papiers de bord et son manifeste.

Art. III. — Les droits sur les marchandises qui ne seront pas portées sur le tableau des prix (aujourd'hui 25 o/o) courants sont liquidés sur l'appréciation des acquits à caution augmentés de 30 o/o, ou, à défaut, sur celle des factures produites qui seront soumises à la même augmentation.

Art. IV. — Les marchandises provenant de sauvetage seront reçues à Saint-Louis, après déclaration et à la charge par le propriétaire d'en payer les droits, au taux du tarif en vigueur dans la colonie.

Toute tentative d'introduction frauduleuse en contravention au paragraphe précédent, est punie conformément aux dispositions des articles 7, 8, 9 et 10 ci-dessous.

Art. V. — Le trésorier payeur est autorisé à recevoir le paiement des droits d'entrée en billets à ordre.

Les billets ne dépassant pas le terme de six mois, le délai court du jour de la mise en consommation de la marchandise.

Ils ne sont admis en paiement que pour des droits excédant 300 francs.

Ils énoncent qu'ils ont pour cause l'acquittement des droits

de douane, ils sont souscrits, cautionnés ou endossés par des négociants d'une solvabilité notoire et domiciliés dans la résidence du trésorier, ou même par un plus grand nombre si le trésorier l'exige.

Le trésorier est responsable du paiement des billets à ordre qu'il a reçus en dédommagement de cette responsabilité, il lui est alloué par les débiteurs une remise de 1 0/0 du montant du crédit, sans qu'il puisse exiger et même recevoir une somme plus forte.

Art. VI. — Le permis de débarquement est accordé sur le vu d'une soumission suffisamment cautionnée.

La durée du crédit pour la liquidation des droits est limitée à trente jours qui courent du jour de la date de la déclaration.

La soumission est signée par le redevable du droit et par deux cautions qui s'engagent solidairement avec lui. La remise à payer au trésorier par les débiteurs est fixée à 1/4 0/0 du montant des droits liquides.

Art. VII (art. 1, 2, 3, arrêté du 28 sept. 1829). — Toute introduction frauduleuse de marchandise d'une valeur au-dessus de 100 francs, suivant le tarif, constitue le délit de contrebande.

Pour ce fait, le délinquant est traduit devant le tribunal correctionnel, lequel indépendamment de la confiscation des objets de contrebande et des moyens de transport, prononce une amende de 500 francs, quand la valeur des objets n'excède pas cette somme, et dans le cas contraire, une amende égale à la valeur de l'objet.

Si la valeur de la marchandise est au-dessous de 100 fr., la confiscation en est opérée par décision administrative.

Art. VIII (art. 4 de l'arrêté précité). — Si l'importation frauduleuse a été faite avec attroupement et port d'armes, elle entraînera :

1° La confiscation des marchandises et des moyens de transport ;

2° Une amende solidaire de 1.000 francs, si la valeur des objets confisqués n'excède pas cette somme, ou double de la valeur des objets confisqués si cette valeur excède 1.000 fr. ;

3° Un emprisonnement qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder trois ans. Le tout sans préjudice des peines plus graves prononcées par le Code pénal dans le cas de rébellion.

Art. IX (art. 5 de l'arrêté précité). — L'exportation des produits sans déclaration à la douane constitue également la contrebande et donne ouverture à l'application de la peine énoncée à l'article 7 ci-dessus.

Art. X (art. 6 de l'arrêté précité). — Les propriétaires des marchandises ou des moyens de transports saisis sont responsables civilement du fait de leurs agents : capitaines de navires, maîtres, patrons, matelots et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens.

Art. XI. — Deux préposés de l'administration des douanes, deux employés du gouvernement, civils ou militaires ou deux habitants du Sénégal, suffisent pour constater les contraventions.

Art. XII (art. 8 de l'arrêté précité). — Ceux qui procéderont aux saisies conduiront ou feront conduire immédiatement les objets saisis au bureau de la douane et ils y rédigeront leur procès-verbal sur-le-champ.

Il sera agi de même à l'égard des moyens de transport autres que les bâtiments de mer, ceux-ci seront conduits devant le poste.

Art. XIII. — Les procès-verbaux énonceront la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en aura été faite au prévenu, les noms, qualité et demeure du saisissant, l'espèce, poids ou nombre des objets saisis, la présence de la partie ou la sommation qui lui aura été faite d'y assister, le nom, la qualité du gardien auquel l'objet saisi aura été remis, le lieu de la rédaction du procès-verbal et l'heure de sa clôture.

Art. XIV (art. 10 de l'arrêté précité). — Dans le cas où le

motif de la saisie portera sur le faux ou l'altération des expéditions, le procès-verbal énoncera le genre de faux, les altérations ou les surcharges.

Lesdites expéditions signées et paraphées par les saisis-sants, *ne varietur*, seront annexées au procès-verbal qui contiendra sommation faite à la partie de les signer et sa réponse.

Art. XV (art. 11 de l'arrêté précité). — Il sera offert main-lévé par l'administration des douanes souscaution solvable, ou en consignnant la valeur des marchandises saisies, ainsi que des moyens de transport.

Cette offre ainsi que la réponse de la partie sera mention-née au procès-verbal.

Art. XVI (art. 12 de l'arrêté précité). — Si le prévenu est présent, le procès-verbal énoncera qu'il lui a été donné lec-ture dudit procès-verbal, qu'il a été interpellé de le signer et qu'il en a de suite reçu copie avec citation à comparaître dans les trois jours devant le tribunal correctionnel.

Si le prévenu est absent, copie du procès-verbal sera affi-chée à la porte du bureau des douanes.

La citation lui sera donnée à son domicile, et à défaut d'un domicile certain, à celui du maire.

Art. XVII (art. 13 de l'arrêté précité). — Lorsqu'il y aura lieu à saisir dans une maison, les agents de l'administration des douanes devront requérir l'assistance d'un juge ou du maire de la ville.

Le procès-verbal qui relatera la description des marchan-dises sera rédigé sur le lieu de la saisie, en présence du fonc-tionnaire requis pour assister à la visite et mentionnera que cette formalité a été remplie.

Ces saisies ne pourront, en aucun cas, être effectuées pen-dant la nuit, c'est-à-dire de 6 heures du soir à 6 heures du matin.

Les marchandises ne seront pas déplacées pourvu que la partie donne caution solvable pour leur valeur.



Si la partie ne fournit pas caution, les marchandises seront transportées au bureau de la douane.

Art. XVIII (article 14 de l'arrêté précité). — A l'égard des saisies faites sur les bâtiments de mer pontés, lorsque le déchargement ne pourra avoir lieu de suite, les saisissants apposeront les scellés sur les ferrements et écoutes des bâtiments.

Le procès-verbal qui sera dressé au fur et à mesure du déchargement fera mention du nombre des marques et numéros des ballots, caisses et tonneaux.

La description en détail ne sera faite qu'au bureau, en présence de la partie ou après sommation d'y assister.

Il lui sera donné copie à chaque vacation.

L'apposition des scellés sur les portes ou d'un plomb ou cachet sur les caisses ou ballots aura lieu toutes les fois que la continuation de la description sera renvoyée à une autre séance.

Les procès-verbaux de saisie seront affirmés par deux saisissants au moins devant le président du tribunal dans le délai donné ou prévu pour comparaître.

L'affirmation énoncera qu'il a été donné aux affirmants lecture du procès-verbal.

Art. XIX (art. 16 de l'arrêté précité). — Les procès-verbaux ainsi rédigés et affirmés, lorsqu'ils auront été faits par les préposés des douanes ou tous autres employés du gouvernement, civils ou militaires, seront crus jusqu'à inscription de faux.

Le tribunal ne pourra admettre entre lesdits rapports, ni la preuve par l'omission des formalités prescrites par les articles précédents, à moins que le vice de forme signalé par le saisi ne soit reconnu lui porter préjudice.

A l'égard des procès-verbaux dressés par des personnes qui n'appartiennent pas au service, le tribunal pourra admettre entre lesdits rapports la preuve par témoins.

(Art. 17 de l'arrêté précité). — Les procès-verbaux, après

avoir été affirmés et enregistrés, seront transmis par le directeur de la douane au ministère public qui lui donnera immédiatement suite devant le tribunal correctionnel.

Néanmoins l'administration de la douane poursuivra en son nom la condamnation.

Art. XX (art. 18 de l'arrêté précité). — Au jour indiqué pour la comparution le tribunal entendra la partie, soit par elle-même, soit par son fondé de pouvoir et sera tenu de rendre immédiatement son jugement.

Si les circonstances de la saisie nécessitent un délai, ce délai ne pourra excéder trois jours, et dans ce cas, le jugement de renvoi pourra autoriser la vente des marchandises sujettes à déperissement ainsi que celles des moyens de transport.

La partie saisie, et tout intervenant, seront tenus lors de leur comparution de faire élection de domicile dans la ville où siège le tribunal.

Tous actes de procédure subséquents à l'administration des douanes ou du ministère public pourront être faits au domicile élu.

Art. XXI (art. 19 de l'arrêté précité). — Il est expressément défendu aux juges :

1<sup>o</sup> De donner mainlevée provisoire des marchandises ou des moyens de transport saisis sous d'autres conditions que celles établies par l'article 17 ci-dessus ;

2<sup>o</sup> D'excuser les délinquants sur l'intention ;

3<sup>o</sup> De modérer les droits, confiscations et amendes.

Art. XXII (art. 18 de l'arrêté précité). — L'amende déterminée par les articles 7 et 8 ci-dessus étant proportionnelle à la valeur des objets saisis, la valeur sera réglée avant le jugement par experts convenus de gré à gré entre l'administration et la partie ou nommés d'office par le tribunal.

Art. XXIII (art. 22 de l'arrêté précité). — Lorsqu'il y aura de la part de l'administration appel du jugement rendu en faveur des prévenus, la mainlevée des saisies ne sera don-

née qu'au préalable à ceux au profit desquels lesdits jugements auront été rendus où qu'ils n'aient donné bonne et suffisante caution de la valeur.

Art. XXIV (art. 23 de l'arrêté précité). — Dans le cas où, à raison d'un vice de forme, il y aura lieu, pour le tribunal, d'annuler un rapport ou procès-verbal portant saisie d'objets introduits frauduleusement et lorsqu'il aura été reconnu, par l'aveu de la partie ou par experts, que les objets saisis sont de la classe de ceux soumis à des droits dont la fraude tendait à éluder le paiement, le tribunal devra en prononcer séance tenante la confiscation mais sans que la confiscation s'étende aux moyens de transport ni qu'il puisse être prononcé d'amende.

Art. XXV (art. 24 de l'arrêté précité). — Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un procès-verbal sera tenu d'en faire la déclaration par écrit en personne ou par un fondé de pouvoir spécial, au plus tard à l'audience indiquée par la sommation de comparaître devant le tribunal qui doit connaître de la contravention.

Il devra, dans les trois jours suivants, faire au greffe dudit tribunal le dépôt des moyens de faux et des noms et qualités des témoins qu'il voudra faire entendre, le tout à peine de déchéance de l'inscription de faux.

Art. XXVI (art. 25 de l'arrêté précité). — Il sera sursis au jugement de la contravention jusqu'après le jugement sur l'inscription de faux, et, néanmoins, le tribunal pourra ordonner la vente des marchandises sujettes à déperissement ainsi que celles des moyens de transport.

Art. XXVII (art. 27, 28 et 30 de l'arrêté précité). — Les condamnations contre plusieurs personnes pour un même fait de fraude sont solidaires tant pour la restitution du prix des marchandises confisquées dont la remise provisoire n'aurait été faite que pour l'amende et les dépens.

Les jugements portant confiscation seront exécutés par corps, tant contre la partie condamnée que contre la caution.

Les objets saisis ne pourront être revendiqués par les propriétaires, ni le prix, qu'il soit consigné ou non-réclamé par aucun créancier même privilégié, sauf recours contre les auteurs de la fraude.

Art. XXVIII (art. 31 de l'arrêté précité). — Dès que le jugement sera devenu exécutoire, les objets saisis seront vendus publiquement à la diligence de l'administration des douanes qui en annoncera la vente par affiches apposées cinq jours à l'avance, au greffe, à la porte des bureaux de l'administration et à celle de l'hôtel du gouvernement.

Art. XXIX (art. 32 et 33 de l'arrêté précité). — Tout préposé des douanes qui serait convaincu d'avoir sciemment favorisé la contrebande, ou d'avoir reçu, cet effet, quelque récompense, gratification ou présent, sera puni des peines prononcées par le Code pénal.

Tout négociant ou commissionnaire qui aura été impliqué, soit par son propre fait, soit par celui de ses agents dans un jugement rendu en matière de contrebande pourra, indépendamment des peines portées par les articles précédents, être privé, par un arrêté spécial du gouverneur, de tout crédit pour le paiement des droits de douanes.

Art. XXX (art. 34 de l'arrêté précité). — L'administration des douanes est autorisée à transiger sur les procès relatifs aux faits de contrebande soit avant, soit après le jugement.

Toute transaction mettra à la charge de la partie le paiement de tous les frais faits jusqu'au jour où elle aura été approuvée.

La faculté de transiger est interdite :

1° Lorsque le rapport des saisissants relatera des voies de fait par les prévenus contre eux ;

2° Lorsque l'introduction frauduleuse aura été faite ou tentée avec les circonstances prévues par l'article 8 ci-dessus ;

Art. XXXI (art. 35 de l'arrêté précité). — Les transactions arrêtées par le directeur de la douane ne seront exécutées.



toires que lorsqu'elles auront été approuvées par le gouverneur en conseil.

Elles seront ensuite communiquées au ministère public, dans le cas où il y aurait un commencement d'instruction.

Art. XXXII (art. 36 de l'arrêté précité). — Toute personne qui s'opposera à l'exercice des préposés des douanes sera condamnée à une amende de 500 francs.

Dans le cas où il y aurait voies de fait, les auteurs seront déférés au ministère public qui demandera contre eux l'application des peines prononcées par le Code pénal.

Art. XXXIII. — Les agents du service des douanes prêteront devant le tribunal de première instance, le serment voulu par la Constitution et celui prescrit par l'article 12 de la loi du 2 août 1791.

Ce serment sera valable pour tout le temps où l'employé restera en exercice dans la colonie.

La prestation de ce serment sera inscrite par le greffier, à la suite de la commission délivrée au préposé et enregistrée.

Art. XXXIV. — Le prix des objets confisqués et l'amende ou le montant de la transaction seront répartis entre les employés des douanes et autres saisissants conformément aux dispositions métropolitaines suivies dans la colonie.

Art. XXXV. — Toutes dispositions contenues dans les arrêtés et décisions antérieures, et qui seraient contraires aux présentes sont et demeurent abrogées.

Celles de l'arrêté du 28 septembre 1829 qui sont expressément maintenues sont indiquées par les numéros des articles de cet arrêté.

Art. XXXVI. — L'ordonnateur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

*Signé :* PINET-LAPRADE

|                      |                                 |
|----------------------|---------------------------------|
| L'ordonnateur :      | Le chef du service judiciaire : |
| S.-O. GILBERT-PIERRE | S.-F. CARRÈRE                   |

ARRÊTÉ DU 16 JANVIER 1900

*Promulguant dans la colonie le décret du 23 novembre 1899, déterminant les pénalités applicables au Sénégal, en cas de fausse déclaration en douane de quantité et de valeur.*

L'inspecteur général des colonies, gouverneur général de l'Afrique occidentale française officier de Légion d'honneur.

Vu l'article 50 de l'ordonnance organique du 7 septembre 1840, ensemble du décret du 16 juin 1895 constituant un point général de l'Afrique occidentale française ;

Vu le télégramme ministériel du 15 janvier 1900.

ARRÊTÉ :

Article premier. — Est promulgué dans les colonies du Sénégal et dépendances le décret du 23 novembre 1899, déterminant, etc...

*Rapport au Président de la République suivi d'un décret déterminant, etc...*

Monsieur le Président, la législation douanière du Sénégal, ne prévoit et ne punit pas la fausse déclaration portant sur la valeur ou la quantité de la marchandise imposable ;

Cette lacune présente une réelle importance, car elle laisse aujourd'hui dépourvues de toute sanction des infractions dont le développement commercial de la colonie ne peut qu'accroître la fréquence et la gravité.

Pour obvier à cette situation, j'ai préparé sur le désir que m'en a exprimé M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale française et j'ai l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-joint, destiné à rendre applicables, au Sénégal, les pénalités prévues en France pour les fausses déclarations de poids, de mesure et de valeur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies :

*Signé* : ALBERT DECRAIS

Le Président de la République :

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

Sur le rapport du ministre des colonies,

**A DÉCRÉTÉ :**

Article premier. — Dans la colonie du Sénégal et dépendances, lorsque les marchandises présentées en douane excéderont de plus de 5 o/o le poids, le nombre ou la mesure déclarés, l'excédent sera assujetti au paiement d'un quadruple droit.

Art. 2. — Si la déclaration se trouve fausse dans la valeur et si le droit auquel on se soustrairait par cette fausse déclaration s'élève à 12 francs ou au-dessus, les marchandises faussement déclarées seront confisquées et celui qui aura fait la fausse déclaration sera condamné à une amende de 100 francs. Si le droit est inférieur à 12 francs, il n'y aura pas lieu à confiscation, mais seulement à la condamnation de ladite amende de 100 francs, pour sûreté de laquelle la marchandise sera retenue.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 23 novembre 1899,

*Signé* : ÉMILE LOUBET

Pour le Président de la République  
le ministre des Colonies,

ALBERT DECRAIS

## ARRÊTÉ

*Promulguant le décret du 26 janvier 1897, réglementant le fonctionnement du service des douanes à la Côte d'Ivoire.*

LE GOUVERNEUR DE LA CÔTE D'IVOIRE,

Vu l'article 50 de l'ordonnance organique du Sénégal du 7 septembre 1840, rendu applicable à la Côte d'Ivoire par décret du 10 mars 1893 ;

Vu la dépêche ministérielle du 20 février 1897,

ARRÊTE :

Article premier. — Est promulgué dans la colonie de la Côte d'Ivoire le décret du 26 janvier 1897 réglementant le fonctionnement du service des douanes à la Côte d'Ivoire.

Art. 2. — Le secrétaire général et le juge de paix à compétence étendue seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Grand-Bassam, le 6 avril 1897.

Le Secrétaire général  
chargé de l'expédition des Affaires,

A. BONHOURS

## DÉCRET

(26 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 11 mai 1892 portant organisation du service de la justice dans la colonie de la Guinée française et dépendances :

Sur la proposition du ministre des Colonies,



DÉCRÈTE :

Le fonctionnement du service des douanes dans la colonie de la Côte d'Ivoire est réglementé par les dispositions qui suivent :

CHAPITRE PREMIER

Des importations et des exportations

---

TITRE PREMIER. — RÈGLES GÉNÉRALES

Section première. — *Des importations*

Article premier. — Aucune marchandise ne pourra être importée sans un manifeste qui exprimera la nature du chargement, le nombre des caisses, balles, barils, boucauts, etc., avec leurs marques et numéros, et indiquera le genre de transports, la provenance, la destination.

Art. 2. — Si le manifeste n'est pas exhibé, si quelques marchandises n'y sont pas comprises, ou s'il y a différence entre les marchandises et le manifeste, le capitaine sera personnellement condamné à une somme égale à la valeur des marchandises omises ou différentes et à une amende de 1.000 francs.

Art. 3. — Si un déficit est constaté dans le nombre des colis manifestés, le capitaine sera condamné à une amende de 300 francs pour chaque colis manquant.

Art. 4. — Le capitaine arrivé dans les quatre lieues de la côte remettra, lorsqu'il en sera requis, sous peine d'une amende de 500 francs, une copie du manifeste au préposé qui viendra à son bord et qui en visera l'original.

Art. 5. — Le capitaine devra, en outre, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du navire, même sur lest, et toujours avant de commencer les opérations, déposer à la douane, sous peine d'une amende de 500 francs, ses papiers de bord et son manifeste établi en double expédition et

signé par lui. Les papiers de bord resteront en dépôt à la douane jusqu'au départ du navire.

Art. 6. — Tout débarquement ou enlèvement sans permis opéré ou tenté de jour dans un port ouvert au commerce entraînera :

1<sup>o</sup> Une amende de 50 francs si les marchandises débarquées sont exemptes de droits ou ne sont passibles que d'un droit inférieur à 3 francs :

2<sup>o</sup> Une amende de 100 francs et la confiscation des marchandises, si celles-ci donnent ouverture à un droit d'au moins 3 francs.

Art. 7. — Le transbordement de marchandises ou versement de bord à bord effectué sans permis donnera lieu à l'application des peines édictées dans l'article 6.

## Section II. — *Des exportations*

Art. 8. — Aucun navire, chargé ou sur lest, ne pourra sortir sans être muni d'un manifeste. Le capitaine sera tenu de le représenter à toutes les réquisitions des préposés, sous peine d'une amende de 500 francs.

Art. 9. — Il ne pourra être transporté de terre par allèges ni chargé directement de terre sur le navire aucune marchandise sans permis, sous peine d'une amende de 50 fr., si la marchandise est exempte de droit de sortie ou passible d'un droit inférieur à 8 francs, et dans le cas contraire, d'une amende de 100 francs indépendamment de la confiscation de la marchandise.

## Section III. — *Des règles communes aux importations et aux exportations*

Art. 10. — Tout transport de marchandises devra être accompagné de connaissements. Le capitaine qui refuserait de les exhiber serait punissable d'une amende de 100 à 600 fr.

Art. 11. — Les débarquements et embarquements des

marchandises ne pourront s'effectuer, hors le cas de force majeure dûment justifié, que dans l'enceinte des ports et rades où le service est régulièrement établi.

Si un navire voulait opérer dans une localité, où ce service n'est pas installé, le capitaine devrait en faire la demande au chef de service.

Lesdits chargements et déchargements ne pourront se faire que de 6 heures du matin à 6 heures du soir, sous la surveillance du service des douanes.

Les dimanches et autres jours fériés reconnus par l'État, les bureaux seront fermés et toutes les opérations interdites. Il ne pourra y avoir exception que pour les paquebots à service régulier et transportant des voyageurs et leurs bagages.

Art. 12. — Tout embarquement ou débarquement de marchandises, même avec permis, en dehors des jours et des heures fixés par l'article 11, donnera lieu à l'application des peines édictées à l'article 6.

Art. 13. — Les préposés des douanes pourront aller à bord de tous navires, à l'exception des bâtiments de guerre, entrant dans les ports ou rades, montant ou descendant les rivières.

Il est enjoint aux capitaines, sous peine d'une amende de 500 francs, de les recevoir, de leur ouvrir les chambres ou armoires à l'effet d'y procéder à des visites.

Art. 14. — Lorsqu'un navire arrêtera ses opérations de débarquement ou d'embarquement, les agents des douanes pourront fermer les écoutilles et y apposer des plombs ou cachets qui ne devront être enlevés que par eux-mêmes.

La rupture ou l'altération non-justifiée des plombs ou cachets entraînera le paiement d'une amende de 500 à 2.000 francs, sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des pénalités prévues dans les articles 2 et 3.

Art. 15. — Le service des douanes pourra embarquer des préposés d'escorte à bord des navires se rendant à un autre port de la colonie.

Art. 16. — Les baleinières, et autres embarcations de faible tonnage non-immatriculées et n'appartenant pas à un bâtiment de guerre ne pourront sortir des ports sans un permis délivré par la douane, faisant connaître leur destination.

Ce permis sera représenté à toute réquisition des agents des douanes, sous peine de confiscation des embarcations.

Il y aura exception pour les pirogues de pêche qui ne seront soumises à aucune formalité.

Art. 17. — Dans tous les cas prévus par les articles précédents où il y aura lieu de prononcer une amende, le navire sera préventivement retenu pour sûreté de cette amende, à moins que le montant n'en soit immédiatement consigné ou qu'il n'en soit fourni bonne et valable caution.

Section V. — *De la relâche des bâtiments dans un port ou dans une rade*

Art. 18. — Les capitaines de tous les bâtiments qui aborderont dans un port ou dans une rade avec destination pour un autre port seront tenus de représenter aux préposés des douanes, lorsqu'ils se rendront à leur bord, leur manifeste. Ils devront encore, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, faire, au bureau de la régie, une déclaration sommaire contenant le nombre de caisses, ballots et tonneaux de leur chargement; représenter leurs connaissements; indiquer le port de leur destination ultérieure et prendre certificat du tout, à peine de 500 francs d'amende, pour sûreté de laquelle les bâtiments et marchandises seront retenus. Le délai de vingt-quatre heures fixé ci-dessus ne courra point les dimanches et jours fériés.

Art. 19. — Les capitaines de tout navire qui auront été forcés de relâcher par fortune de mer, poursuites d'ennemis ou autres cas fortuits seront tenus, dans les vingt-quatre heures de leur abord, de justifier, par un rapport, des causes de la relâche et de se conformer à ce qui est prescrit par l'article 18, sous les peines y portées.

Art. 20. — Si les navires dont la relâche forcée aura été valablement justifiée ont besoin de subir quelques fortes réparations qui exigent le débarquement des marchandises, celles-ci pourront, après déclaration, avec le permis de la douane, être transbordées sur un autre navire ou bien être mises en dépôt aux frais des capitaines, sous leur clef et sous celles de la douane, jusqu'au départ desdits navires. A défaut de déclaration dans les vingt-quatre heures, les marchandises seront saisies et confisquées, avec amende de 500 francs, pour sûreté de laquelle le bâtiment sera retenu, à moins qu'il n'ait été donné bonne et suffisante caution.

## TITRE II. — DES DÉCLARATIONS

### Section première. — *Importations*

Art. 21. — Les marchandises importées dans la colonie ne pourront être débarquées qu'après déclaration détaillée en douane.

Toutefois, les navires postaux sont autorisés à effectuer leur déchargement sur simple présentation d'un manifeste régulier. Des arrêtés du gouverneur détermineront à cet égard les garanties particulières qui pourront être exigées, ainsi que les conditions dans lesquelles les marchandises débarquées des paquebots devront être placées pour permettre la surveillance du service des douanes jusqu'à ce que la déclaration en détail en ait été faite.

Art. 22. — Cette déclaration devra être complète par article et par colis et contenir les renseignements nécessaires pour l'application des tarifs. Elle énoncera, en toutes lettres, l'origine, la nature, l'espèce, la qualité, le poids, la mesure, la valeur des marchandises, suivant qu'elles seront taxées au poids, au nombre, à la mesure ou à la valeur. Elle indiquera aussi le lieu de chargement ou la provenance, celui de la destination ainsi que le nom du navire et celui du



capitaine. Les marques et numéros des ballots, caisses, tonneaux, futailles et colis seront mis en marge.

Art. 23. — Les marchandises devront être énoncées dans les déclarations sous les dénominations des tarifs en vigueur.

Art. 24. — Il ne pourra rien être changé auxdites déclarations après leur dépôt en douane. Néanmoins, si, dans les vingt-quatre heures de ce dépôt et avant que l'ordre de conduire les colis à la visite ait été donné, les déclarants reconnaissent quelque erreur dans les déclarations quant au poids, au nombre, à la mesure ou à la valeur, ils pourraient rectifier lesdites déclarations, en représentant, toutefois, les colis, futailles, etc., en même nombre, marques et numéros que ceux déjà énoncés, ainsi que les mêmes espèces de marchandises. Après ce délai, ils n'y seront plus perçus.

Art. 25. — Chaque déclarant, sera tenu, à toute réquisition du service, d'exhiber, sous peine d'une amende de 100 à 600 francs, à l'appui de ses déclarations, les connaissements, factures, lettres de voiture et toutes pièces propres à fixer la douane sur l'origine, la provenance, l'espèce, la qualité, la valeur des marchandises déclarées.

Art. 26. — Les déclarations ne pourront être reçues avant que les marchandises qui en font l'objet ne soient arrivées dans le port où sont présentées ces déclarations et que le manifeste sur lequel se trouvent ces marchandises ait été déposé à la douane.

Art. 27. — Toute marchandise pour laquelle il ne sera pas fourni de déclaration dans les trois jours de son arrivée sera mise en dépôt dans les magasins de la douane pendant deux mois, et les propriétaires tenus de payer 10/0 pour frais de magasinage, en sus des droits.

Si, au bout de ce délai, les marchandises n'ont pas été déclarées en détail, elles seront vendues au profit de la colonie.

Art. 28. — Les déclarations devront être fournies en double et elles seront sommairement enregistrées à la douane.

SECTION II. — *Faussees déclarations*

Art. 29. — Toute fausse déclaration portant sur l'origine, la qualité, l'espèce ou la valeur de la marchandise, donnera lieu, selon les cas, aux pénalités énumérées ci-après :

1° Si la fausse déclaration porte sur des marchandises exemptes de droits ou si elle tend à éluder un droit de moins de 12 francs, le déclarant sera condamné à une amende de 100 francs et la marchandise sera retenue préventivement pour sûreté de l'amende ;

2° Si la fausse déclaration tend à éluder un droit de 12 francs et au-dessus, les marchandises faussement déclarées seront confisquées et le déclarant sera condamné à une amende de 100 francs.

Art. 30. — La douane pourra encore détenir une marchandise qu'elle jugera mésestimée, à charge de payer au déclarant, dans les quinze jours qui suivront la notification du procès-verbal, une somme égale à la valeur déclarée augmentée du dixième.

Art. 31. — Si les marchandises représentées excèdent le nombre, le poids ou la mesure déclarés, l'excédent sera assujetti au paiement du quadruple droit s'il est du dixième pour les marchandises taxées à 10 francs les 100 kilogs ou moins, et du vingtième pour les marchandises taxées à plus de 10 francs les 100 kilos, ainsi que pour les métaux, quel que soit le droit y afférent.

Art. 32. — Tout excédent quant au nombre de balles, ballots, caisses, tonneaux et futailles déclarés, sera saisi, pour la confiscation en être prononcée avec une amende de 100 francs.

Art. 33. — Si le nombre des colis présentés est inférieur au nombre des colis déclarés, le déclarant sera condamné à une amende de 300 francs pour chaque colis manquant et les moyens de transport seront préventivement retenus pour sûreté de l'amende

Art. 34. — Les peines édictées par les articles 3, 31, 32 et 33 ne seront point prononcées en cas de vol ou de substitution de colis ou de marchandises juridiquement prouvés.

Section III. — *Importations sans déclarations  
et en contrebande*

Art. 35. — Tout versement ou tentative de versement frauduleux de marchandises soumises aux droits, opéré de jour ou de nuit dans les endroits autres que ceux destinés au commerce et de nuit dans les ports, entraînera la confiscation des marchandises, des moyens de transport et des objets ayant servi à masquer la fraude. En outre, devront être prononcées, selon les cas, les pénalités suivantes :

1° Si la fraude a été commise par moins de trois individus, les fraudeurs seront condamnés à une amende solidaire égale à la valeur des marchandises, mais sans pouvoir être au-dessous de 500 francs, et à un emprisonnement de trois jours à un mois ;

2° Si la fraude a été commise par une réunion de trois individus et plus, jusqu'à six inclusivement, les fraudeurs seront condamnés à une amende solidaire égale à la valeur des marchandises mais sans pouvoir être au-dessous de 500 francs et à un emprisonnement de trois mois à un an ;

3° Si la fraude a été commise par plus de six individus, les fraudeurs seront condamnés à une amende de 1.000 fr. si la valeur des marchandises n'excède pas cette somme, ou du double de la valeur si cette valeur excède 1.000 francs, et à un emprisonnement de six mois à trois ans.

Si la marchandise est prohibée, les mêmes peines seront applicables en cas de versement ou de tentative de versement opérés de jour dans les lieux réservés aux opérations du commerce.

Art. 36. — Les complices seront toujours punis comme les auteurs principaux de la fraude ou de la tentative de fraude.

Section IV. — *Poursuites à vue. — Saisie à domicile*

Art. 37. — Toute marchandise introduite en fraude des droits sera saisissable à quelque distance qu'elle puisse être arrêtée dans l'intérieur, à la condition qu'un ou plusieurs préposés l'aient vue pénétrer sur le territoire de la Colonie et l'aient suivie sans interruption.

Art. 38. — Si un ou plusieurs préposés, poursuivant ainsi à vue des marchandises importées en fraude, les ont vues introduire dans des maisons ou tous autres lieux, ils pourront y pénétrer pour procéder à leur saisie, même la nuit.

Si l'ouverture des portes leur est refusée, ils les feront ouvrir en présence d'un officier public du lieu, qui assistera alors à la rédaction du procès-verbal de saisie.

Section V. — *Exportations*

Art. 39. — Les marchandises destinées à être exportées de la colonie devront être avant leur embarquement déclarées conformément aux prescriptions édictées pour les importations.

TITRE III

Section unique. — *Transit*

Art. 40. — Toute marchandise destinée à être dirigée du bureau d'arrivée sur un autre bureau de la colonie devra être accompagné d'un acquit-à-caution.

L'expéditeur devra faire une déclaration conforme aux prescriptions des articles 21 à 28.

Il souscrira, en outre, l'engagement cautionné de rapporter au premier bureau, dans le délai fixé par le service, l'acquit-à-caution revêtu du certificat de visite et de décharge des employés du bureau de destination, sous peine d'être contraint, ainsi que sa caution, au paiement du quadruple

droit dont les marchandises seraient passibles et d'une amende de 500 francs.

Les objets ainsi déclarés sont assujettis à une visite effective et les différences constatées à la suite de cette visite seront mentionnées sur l'acquit-à-caution.

Art. 41. — Tous les colis emballés expédiés par terre d'un premier bureau sur un second seront plombés. Quant aux marchandises ne pouvant être ni emballées ni plombées il en sera prélevé un échantillon, lequel sera plombé.

Art. 42. — A l'arrivée au bureau de destination, les préposés vérifient l'état du plombage et s'assurent de l'identité des marchandises. S'ils constatent un déficit au-dessus du dixième sur le poids des marchandises déclarées, le soumissionnaire sera condamné au paiement du quadruple des droits dont sont passibles les marchandises en déficit. Si le déficit est inférieur au dixième, le simple droit sera seul exigible.

Art. 43. — Si le déficit constaté porte sur le nombre des colis ou s'il est reconnu qu'il y a eu substitution de colis, le soumissionnaire sera condamné à une amende de 2.000 fr. par colis manquant ou substitué et les moyens de transport seront retenus préventivement pour sûreté de cette amende.

Art. 44. — Les peines déterminées par l'article 43 ci-dessus seront appliquées, quelles que soient les marchandises présentées au bureau d'arrivée, et dans le cas même où elles ne différeraient pas de celles désignées dans l'acquit-à-caution, si, lorsque les marchandises auront été scellées et plombées d'après le mode autorisé par l'article 41, les plombs et cachets apposés sur les colis seront reconnus avoir été levés ou altérés.

#### TITRE IV. — DE LA VISITE DES MARCHANDISES

Art. 45. — La déclaration faite, les marchandises seront conduites au bureau ou à tel autre endroit convenu entre la



douane et le commerce pour y être vérifiées, si les préposés l'exigent.

Art. 46. — La visite ne pourra avoir lieu qu'en présence du déclarant ou de son fondé de pouvoirs.

S'il se refuse à y assister, les marchandises resteront en dépôt dans les magasins, et il sera procédé comme pour le cas énoncé en l'article 27.

Art. 47. — Le transport, le déballage, l'emballage, le pesage, l'arrimage, etc., tous frais quelconque de manipulation des marchandises désignées pour la visite seront à la charge du déclarant.

Art. 48. — La visite ne pourra s'effectuer qu'en plein jour et seulement pendant les heures légales d'ouverture des bureaux.

Art. 49. — Les constatations matérielles de la douane relativement au poids, à la mesure, au nombre, seront définitives et serviront de base à la perception des droits.

Art. 50. — Lorsque les préposés contesteront l'exactitude de la déclaration quant à la nature, l'espèce, la qualité, l'origine ou la valeur de la marchandise, ils en donneront avis à l'intéressé ou à son représentant à la vérification qui devra, dans les vingt-quatre heures, faire connaître s'il accepte ou s'il contredit l'appréciation des employés.

Art. 51. — Dans le cas où le déclarant ou son fondé de pouvoirs acceptera l'appréciation des employés, il devra signer avec eux le résultat de la vérification.

Art. 52. — Lorsque le déclarant ou son représentant se refusera à accepter la reconnaissance de la douane, celle-ci l'assignera devant le tribunal civil, qui statuera, après expertise, sur le droit applicable.

L'expertise aura lieu d'après les règles du droit commun.

#### TITRE V. — ACQUITTEMENTS DES DROITS

Art. 53. — Nul ne pourra prétendre à aucun privilège ni être exempté des droits de douane.

Art. 54. — Les droits seront payés en monnaies ayant cours légal et sans délai.

Art. 55. — La marchandise étant le gage des droits ne pourra, dans aucun cas, être enlevée qu'après que les droits auront été acquittés, consignés ou garantis.

Art. 56. — Les droits devront être perçus intégralement sur les quantités présentées à la douane sans égard à la qualité, à la valeur relative ou à l'état des marchandises. Toutefois, lorsqu'il aura été dûment justifié d'événements de mer ayant entraîné l'avarie d'une cargaison, la douane pourra autoriser le commerce à séparer les colis qu'il veut réexporter de ceux qui doivent supporter les droits.

Si, dans un même colis, les parties restées saines peuvent être séparées de celles avariées, le triage pourra également en être permis. Les marchandises saines seront seules soumises aux droits, et le reste sera réexporté ou détruit en présence des préposés qui en dresseront procès-verbal.

## TITRE VI. — DE LA PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE DROIT DE DOUANE

Art. 57. — La douane est non-recevable à former en justice aucune demande en payement de droits un an après que lesdits droits auraient dû être payés.

Art. 58. — Aucune personne ne sera recevable à former contre la douane des demandes en restitution de droits deux ans après l'époque que les réclamations donneraient au payement des droits et dépôt des marchandises.

Art. 59. — La régie sera déchargée envers les redevables, trois ans après chaque année expirée, de la garde des registres de recette et autres de ladite année, sans pouvoir être tenue de les représenter, s'il y avait des instances encore subsistantes pour les instructions et jugements desquels desdits registres et pièces fussent nécessaires.

Art. 60. — Lesdites prescriptions n'ont pas lieu quand il

y a eu avant lesdits termes contrainte décernée et signifiée, demande formée en justice, condamnation, promesse, convention, obligation particulière et spéciale relativement à l'objet qui serait répété.

## TITRE VII. — DES ENTREPOTS

Art. 61. — Les négociants qui en feront la demande pourront être autorisés, par le gouverneur de la colonie, à placer les marchandises en entrepôt fictif constitué dans les magasins du commerce.

Les négociants autorisés seront tenus de déclarer, au bureau des douanes ayant la mise en entrepôt, les magasins où ils renfermeront leurs marchandises et de souscrire une soumission dûment cautionnée de les représenter en même qualité et quantité toutes les fois qu'ils en seront requis, avec défense de les changer de magasin sans déclaration préalable et permis spécial de la douane, à peine de payer immédiatement les droits en cas de mutation non autorisée et du double droit dans le cas de soustraction absolue, indépendamment d'une amende qui pourra s'élever au double de la valeur de la marchandise soustraite.

Art. 62. — Tous négociants qui seront convaincus d'avoir importé en fraude des marchandises ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourront, indépendamment des peines portées par les lois, être privés par un arrêté du gouverneur de la faculté de l'entrepôt.

Les négociants qui prêteraient leur nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints, encourront les mêmes peines.

Art. 63 — La durée de l'entrepôt fictif ne peut excéder le terme d'une année.

Passé ce délai, les droits seront liquidés.

## CHAPITRE II

### De la Procédure

---

#### TITRE PREMIER

##### DES MODES DE CONSTATER ET DE POURSUIVRE LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE DOUANE

###### Section première. — *Des procès-verbaux*

Art. 64. — Deux préposés de l'administration des douanes ou deux habitants de la Côte d'Ivoire suffisent pour constater une contravention aux lois des douanes.

Art. 65. — Ceux qui procéderont aux saisies feront conduire dans un bureau de douanes et, autant que les circonstances pourront le permettre, au plus prochain du lieu de l'arrestation, les marchandises et les moyens de transport saisis et y rédigeront leur procès-verbal, sauf empêchement résultant de force majeure.

Art. 66. — Les rapports énonceront la date et la cause de la saisie ; la déclaration qui en aura été faite aux prévenus, les noms, qualités et demeure des saisissants et de celui chargé des poursuites ; l'espèce, le poids ou le nombre des objets saisis ; la présence de la partie à leur description, ou la sommation qui lui aura été faite d'y assister ; le nom et la qualité du gardien, le lieu de la rédaction du rapport et l'heure de sa clôture.

Art. 67. — Dans le cas où le motif de la saisie portera sur le faux ou l'altération des expéditions, le rapport énoncera le genre de faux, les altérations ou surcharges.

Les diverses expéditions signées et paraphées *ne varietur* par les saisissants, devront être annexées au procès-verbal qui contiendra la sommation faite à la partie de les signer et sa réponse.

Art. 68. — Il sera offert main-levée des objets saisis non prohibés, moyennant consignation de leur valeur ou sous caution solvable. Cette offre, ainsi que la réponse de la partie, sera mentionnée au rapport.

Art. 69. — Si le prévenu est présent, le rapport énoncera qu'il lui en a été donné lecture, qu'il a été interpellé de la signer et qu'il en a reçu tout de suite copie, avec citation à comparaître devant le tribunal compétent.

En cas d'absence du prévenu, la copie sera affichée dans le jour à la porte extérieure du bureau.

Les rapports, citations et affiches seront faits tous les jours indistinctement.

Art. 70. — Lorsqu'il y aura lieu de saisir dans une maison, le rapport y sera rédigé. Si le saisi fournit bonne et valable caution pour le paiement des droits exigibles et des pénalités encourues, les marchandises non prohibées ne seront pas déplacées ; dans le cas contraire, elles seront transportées au plus prochain bureau.

Art. 71. — A l'égard des saisies faites sur les bâtiments de mer pontés, lorsque le déchargement ne pourra avoir lieu tout de suite, les saisissants apposeront les scellés sur les fermants et écrouilles.

Le procès-verbal qui sera dressé au fur et à mesure du déchargement fera mention du nombre, des marques et des numéros des colis. La description en détail n'en sera faite qu'au bureau, en présence de la partie ou après sommation d'y assister ; il lui sera donné copie à chaque vacation.

L'apposition des scellés sur les portes, de plombs ou de cachets sur les colis, aura lieu toutes les fois que la continuation de la description sera renvoyée à une autre séance ou vacation.

Art. 72. — Les procès-verbaux rédigés comme il est dit ci-dessus seront crus jusqu'à inscription de faux lorsqu'ils émaneront d'agents assermentés des douanes. Les tribunaux ne pourront admettre contre lesdits rapports d'autres



nullités que celles résultant de l'omission de formalités prescrites aux articles précédents. Quant à ceux de ces procès-verbaux reconnus nuls pour vice de forme, ils seront valables jusqu'à preuve du contraire; la même foi sera accordée aux procès-verbaux dressés par deux habitants de la colonie, ainsi qu'il est prévu à l'article 64.

Art. 73. — Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un procès-verbal dressé par un agent assermenté des douanes, sera tenu d'en faire la déclaration par écrit, en personne ou par un fondé de pouvoirs spécial, au plus tard à l'audience indiquée par la sommation de comparaître devant le tribunal qui doit connaître de la contravention; il devra, dans les trois jours suivants, faire au greffe dudit tribunal, le dépôt des moyens de faux. Cette déclaration sera reçue et signée par le juge et le greffier, dans le cas où le déclarant ne saurait ni écrire ni signer.

Art. 74. — Il sera sursis au jugement de la contravention jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux.

Le tribunal devra néanmoins autoriser la vente des marchandises sujettes à dépérissement et des moyens de transport.

## Section II. — *Des tribunaux appelés à juger des affaires de douane*

Art. 75. — Le juge de paix à compétence étendue de Grand Bassam connaîtra, en premier ressort, de toutes les contestations relatives aux douanes, ainsi que de toutes les infractions aux lois et règlements régissant la matière, à l'exception des crimes, qui seront portés devant le tribunal criminel compétent.

## Section III. — *Des citations*

Art. 76. — S'il s'agit d'infractions aux lois de douanes ressortissant au tribunal de paix, le procès-verbal même qui constatera l'infraction donnera citation à comparaître devant

le tribunal dans les vingt-quatre heures. Ce délai sera prolongé d'un jour par deux myriamètres de distance entre le lieu du tribunal et celui du bureau où auront été déposées les marchandises saisies.

Art. 77. — S'il s'agit de crimes, la citation sera donnée à la requête du ministère public dans la forme ordinaire ; les délais applicables seront ceux fixés par la loi en matière criminelle.

#### Section IV. — *De la recherche des délits et de leur preuve*

Art. 78. — Le ministère public sera tenu de faire d'office toutes les poursuites nécessaires pour découvrir les entrepreneurs, assureurs et généralement tous les intéressés à un fait de fraude et de requérir contre eux, s'il y a lieu, l'application des pénalités édictées par les articles 35 et 36.

Art. 79. — Lorsqu'il s'agira d'une infraction pouvant entraîner des peines correctionnelles, l'administration et le ministère public pourront, en cas de nullité et même à défaut d'un procès-verbal, être admis à faire par les voies de droit commun la preuve des frais de fraude qu'ils auront dénoncés à la justice et ces faits, une fois prouvés, les tribunaux devront prononcer toutes les peines édictées par la loi.

#### Section V. — *Des jugements, de l'opposition, de l'appel*

Art. 80. — La partie condamnée par défaut pourra former opposition dans les trois jours de la signification du jugement.

Art. 81. — L'appel d'un jugement devra être interjeté dans les huit jours.

Art. 82. — Si l'appel est interjeté par l'administration, il devra être signifié à la personne ou au domicile de l'intéressé, s'il en a un réel ou élu dans le lieu de l'établissement du bureau, sinon au domicile du maire de la commune.

Art. 83. — Si l'appel est formé par le prévenu, il devra

être signifié à la personne ou au domicile de l'agent chargé des poursuites.

Art. 84. — Il est expressément défendu aux juges d'excuser les contrevenants sur l'intention. Ils ne pourront ni donner mainlevée provisoire des marchandises saisies, ni modérer les droits, confiscation ou amende, non plus qu'en ordonner l'emploi au préjudice de l'administration.

Art. 85. — Les condamnations prononcées contre plusieurs personnes pour un même fait de fraude, seront solidaires.

Art. 86. — Les propriétaires des marchandises ou des moyens de transport saisis sont civilement responsables du fait de leurs agents, capitaines de navires, maîtres, patrons, matelots et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens.

TITRE II. — DE LA MAINLEVÉE D'OBJETS SAISIS ACCORDÉE  
PAR LES JUGEMENTS. DE LEUR VENTE

Section première. — *Mainlevée d'objets saisis accordée  
par jugement*

Art. 87. — La douane ne fera la remise des objets saisis dont la mainlevée aura été prononcée par jugement dont il y a pourvoi en cassation, qu'autant que le déclarant de ces objets donnera bonne et suffisante caution de leur valeur.

Section II. — *De la vente des objets saisis : 1<sup>o</sup> Vente  
avant le jugement*

Art. 88. — Lorsque des marchandises saisies seront sujettes à détérioration et que le prévenu n'aura pas pris livraison, soit qu'il n'ait pas voulu, soit qu'il n'ait pas pu, faute de fournir les sûretés exigées par la loi, accepter l'offre de mainlevée qui lui aura été faite, il sera procédé à la diligence de la douane, en vue de la permission que sera tenu d'accorder le président du tribunal civil, à la vente desdites marchandises.

Il sera fait pareillement à l'égard des animaux saisis pour quelque cause que ce soit.

Art. 89. — L'ordonnance portant permis de vendre sera signifiée dans le jour à la partie saisie, si elle a un domicile réel ou élu dans le lieu de l'établissement du bureau de douane, et, à défaut de domicile connu, au maire de la commune, avec déclaration qu'il sera immédiatement procédé à la vente, tant en l'absence qu'en présence du saisi, attendu le péril de la demeure. L'ordonnance du président du tribunal sera exécutoire, nonobstant opposition ou appel.

Art. 90. — La vente sera faite à l'enchère et au marché le plus voisin à la diligence de la douane. Le jour de la vente sera indiqué par les affiches, vingt-quatre heures à l'avance, à moins que la modicité de l'objet ne détermine le magistrat à en ordonner la vente sans formalité.

Art. 91. — Le produit de la vente sera déposé dans la caisse de la douane pour en être disposé ainsi qu'il sera statué en définitive par le tribunal chargé de déposer sur la saisie.

#### *2° Vente après jugement définitif*

Art. 92. — Quand le jugement qui prononce la confiscation des marchandises saisies sera devenu définitif, l'agent chargé des poursuites indiquera la vente de ces marchandises par une affiche apposée à la porte du bureau.

Art. 93. — La vente ne pourra avoir lieu que cinq jours après l'apposition de l'affiche. Elle sera faite publiquement aux enchères et à charge par l'acquéreur d'acquitter tous les « droits ou taxes dont les marchandises seront passibles avant d'être mises en consommation dans la Colonie ».

Art. 94. — Les marchandises sans valeur vénale seront détruites en présence des préposés qui en dresseront procès-verbal.

Art. 95. — Les affiches de vente et toutes autres apposées pour le service des douanes, seront dispensées du timbre.

Section III. — *De l'emploi du produit des amendes et confiscations*

Art. 96. — Le produit des amendes et confiscations sera réparti entre les employés des douanes et les autres saisis-sants, conformément aux règles suivies dans la métropole.

TITRE III

Section unique. — *Des saisies non-fondées*

Art. 97. — Lorsque la saisie ne sera pas fondée, le propriétaire des marchandises aura droit à un intérêt d'indemnité à raison de 1 o/o par mois de la valeur des objets saisis qui courra de la date de la saisie jusqu'au jour de l'offre de la remise.

Art. 98. — En cas de vente anticipée faite par ordonnance du président, le propriétaire ne pourra réclamer que le remboursement du prix d'adjudication des marchandises augmenté de l'indemnité de 1 o/o par mois sur ce prix, calculée depuis la date de la saisie jusqu'au jour de l'offre de la remise de ce prix.

TITRE IV. — DES TRANSACTIONS

Art. 99. — La douane est autorisée à transiger, soit avant, soit après le jugement.

Art. 100. — Les transactions consenties par la douane ne seront définitives que lorsqu'elles auront reçu l'approbation du chef de la colonie.

TITRE V. — DES POURSUITES PAR VOIE DE CONTRAINTE

Art. 101. — Il pourra être décerné contrainte :

1° Contre tout redevable de droits de douane qui refusera d'acquitter ces droits ou qui serait en retard pour les acquitter ;

2° Contre tout souscripteur d'un acquit à caution quelconque



et contre sa caution, pour défaut du rapport du certificat de décharge ;

3<sup>e</sup> Contre celui qui, ayant à la suite d'une contravention, souscrit une transaction devenue définitive par l'approbation de l'autorité compétente, refusera d'en exécuter les clauses ;

4<sup>e</sup> Contre tout préposé démissionnaire ou destitué qui refusera de remettre sa commission ou ses registres ou autres effets qui lui auront été confiés par la douane, de rendre ses comptes ou d'acquitter les sommes dont il aura été reconnu en débet.

Art. 102. — La contrainte devra porter en tête la copie du titre établissant la créance dont elle aura pour objet de réclamer le paiement ; elle sera visée par le président du tribunal civil, après signification, et elle sera exécutoire par toutes les voies de droits, nonobstant opposition.

Art. 103. — Quand la contrainte aura été décernée pour défaut de rapport d'un acquit à caution, l'exécution pourra en être suspendue moyennant consignation du simple droit.

## TITRE VI. — DES DROITS PARTICULIERS RÉSERVÉS A LA DOUANE

### Section première. — *De la délivrance des exploits*

Art. 104. — Les préposés des douanes pourront faire, pour toutes les affaires relatives aux douanes, tous exploits et autres actes de justice que les huissiers ont coutume de faire.

Ils pourront, toutefois, se servir de tel huissier que bon leur semblera.

### Section II. — *Du mode d'instruction des affaires*

Art. 105. — En première instance et sur appel, l'instruction des affaires de douane sera verbale, sur simple

mémoire et sans frais de justice à répéter de part ni d'autre.

### Section III. — *Du privilège de la douane*

Art. 106. — La douane aura privilège sur tous les meubles des redevables principaux, obligés ou cautions, pour le recouvrement des droits, confiscations, amendes, restitutions, et en général pour toutes créances qui tiennent à la perception des droits ou à la répression de la fraude.

Art. 107. — Le privilège de la douane est général et pourra être primé seulement :

1° Par les frais de justice avancés pour mettre sous la main de la justice le gage commun, en réaliser et en attribuer le prix ;

2° Par les créances énoncées à l'article 2101 du Code civil ;

3° Par les contributions personnelles, mobilières, portes et fenêtres, patentes, droits de timbre et amendes y relatives ;

4° Par la créance du propriétaire pour six mois de loyer échus ;

5° Par le droit conféré au propriétaire des marchandises en nature, qui sont sous balle ou sous corde, de les revendiquer.

Art. 108. — Les marchandises saisies ou confisquées non plus que le prix, qu'il soit consigné ou non, ne pourront ni être revendiquées par les propriétaires, ni réclamées par aucun créancier, même privilégié, sauf leur recours contre les auteurs de la fraude.

### Section IV. — *Opposition à l'exercice des fonctions des préposés et voies de fait*

Art. 109. — Il est défendu à toute personne d'apporter aucun trouble, aucune opposition à l'exercice des fonctions des préposés des douanes, de les injurier, de les maltraiter,

de se livrer sur leur personne à aucune violence ou voie de fait, sous peine d'une amende de 500 francs et des pénalités édictées par les articles 209 à 212 et 214 du Code pénal.

Art. 110. — Les délits prévus par l'article précédent seront constatés par procès-verbal des préposés des douanes, revêtu des mêmes formes que tous ceux rédigés en matière de douane, et valable, comme eux, jusqu'à inscription de faux.

Art. 111. — En cas de réquisition des préposés des douanes, il est enjoint à toutes les autorités civiles et militaires de leur faire prêter main-forte.

Art. 112. — Pour tous les cas non prévus au présent décret, la douane se conformera aux lois et règlements en vigueur dans la métropole.

Art. 113. — Toute disposition contraire à celles qui précèdent est et demeure abrogée.

Art. 114. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 janvier 1897.

*Signé* : FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

LE MINISTRE DES COLONIES,

ANDRÉ LEBON.

## DÉCRET

*portant règlement sur le fonctionnement du Service  
des Douanes au Dahomey*

(28 septembre 1897)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 11 mai 1892, portant organisation du service de la justice dans la colonie du Dahomey et dépendances ;

Sur la proposition du ministre des Colonies ;

DÉCRÈTE :

Le fonctionnement du service des douanes dans la colonie du Dahomey est réglementé par les dispositions qui suivent :

## CHAPITRE PREMIER

### Côtes. — Police en mer, dans les ports, rades et rivières, des importations et des exportations

---

#### TITRE PREMIER. — RÈGLES GÉNÉRALES

##### Section première. — *Les importations*

Article premier. — Aucune marchandise ne pourra être importée sans un manifeste qui exprimera la nature du chargement, le nombre des caisses, balles, barils, boucauts, etc... avec leurs marques et numéros, et indiquera le genre de transport, la provenance, la destination.

Art. 2. — Si le manifeste n'est pas exhibé, si quelques marchandises n'y sont pas comprises ou s'il y a différence entre les marchandises et le manifeste, le capitaine sera personnellement condamné à une somme égale à la valeur des marchandises émises en différences et à une amende de 1.000 francs.

Art. 3. — Si un déficit est constaté dans le nombre des colis manifestés, le capitaine sera condamné à une amende de 300 francs pour chaque colis manquant.

Art. 4. — Le capitaine, arrivé dans les quatre lieues de la côte remettra, lorsqu'il en sera requis, sous peine d'une amende de 500 francs, une copie du manifeste au préposé qui viendra à son bord et qui en visera l'original.

Art. 5. — Le capitaine devra, en outre, dans les vingt-

quatre heures de l'arrivée du navire, même sur lest, et toujours avant de commencer les opérations, déposer à la douane, sous peine d'une amende de 500 francs, ses papiers de bord et son manifeste établi en double expédition et signé par lui.

Les papiers de bord resteront en dépôt à la douane jusqu'au départ du navire.

Art. 6. — Tout débarquement ou enlèvement sans permis opéré ou tenté de jour dans un port ouvert au commerce entraînera :

1<sup>o</sup> Une amende de 50 francs, si les marchandises débarquées ou enlevées sont exemptées de droits ou ne sont passibles que d'un droit inférieur à 3 francs ;

2<sup>o</sup> Une amende de 100 francs et la confiscation des marchandises, si celles-ci donnent ouverture à un droit d'au moins 3 francs.

Art. 7. — Le transbordement de marchandises ou versement de bord à bord effectué sans permis donnera lieu à l'application des peines édictées dans l'article 6.

## Section II. — *Les exportations*

Art. 8. — Aucun navire, chargé ou sur lest, ne pourra sortir sans être muni d'un manifeste, le capitaine sera tenu de le représenter à toutes les réquisitions des proposés, sous peine d'une amende de 500 francs.

Art. 9. — Il ne pourra être transporté de terre par allèges ni chargé directement de terre sur les navires aucune marchandise sans permis, sous peine d'une amende de 50 francs si la marchandise est exempte de droits de sortie ou passible d'un droit inférieur à 3 francs et, dans le cas contraire, d'une amende de 100 francs indépendamment de la confiscation de la marchandise.

## Section III. — *Les règles communes aux importations et aux exportations*

Art. 10. — Tout transport de marchandises devra être



accompagné de connaissements. Le capitaine qui refuserait de les exhiber serait punissable d'une amende de 100 à 600 francs.

Art. 11. — Les débarquements et embarquements des marchandises ne pourront s'effectuer, hors le cas de force majeure dûment justifié, que dans l'enceinte des ports et rades où le service est régulièrement établi.

Si un navire voulait opérer dans une localité où ce service n'est pas installé, le capitaine devrait en faire la demande au chef du service.

Lesdits chargements et déchargements ne pourront se faire que de 6 heures du matin à 6 heures du soir, sous la surveillance du service des douanes.

Les dimanches, et autres jours fériés légaux, les bureaux seront fermés et toutes les opérations interdites.

Il ne pourra y avoir d'exception que pour les paquebots à service régulier et transportant des voyageurs et leurs bagages.

Art. 12. — Tout embarquement ou débarquement de marchandises, même avec permis, en dehors des jours et des heures fixés par l'article 11, donnera lieu à l'application des peines édictées par l'article 6.

Art. 13. — Les préposés des douanes pourront aller à bord de tous les navires à l'exception des bâtiments de guerre, entrant dans les ports ou rades, montant ou descendant les rivières. Il est enjoint aux capitaines, sous peine d'une amende de 500 francs, de les recevoir, de leur ouvrir les chambres ou armoires à l'effet d'y procéder à des visites.

Art. 14. — Lorsqu'un navire arrêtera ses opérations de débarquement ou d'embarquement, les agents des douanes pourront fermer les écoutilles et y apposer des plombs ou cachets qui ne devront pas être enlevés que par eux-mêmes.

La rupture ou l'altération non-justifiée des plombs ou cachets entraînera le paiement d'une amende de 500 francs à

2.000 francs sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des pénalités prévues dans les articles 2 et 3.

Art. 15. — Le service des douanes pourra embarquer des préposés d'escorte à bord des navires se rendant d'un port à un autre port de la colonie.

Art. 16. — Les baleinières et autres embarcations de faible tonnage, non-immatriculées et n'appartenant pas à un bâtiment de guerre, ne pourront sortir des ports sans un permis délivré par la douane, faisant connaître leur destination.

Ce permis sera représenté à toute réquisition des agents des douanes, sous peine de confiscation des embarcations.

Il y aura exception pour les pirogues de la pêche qui ne seront soumises à aucune formalité.

Art. 17. — Dans tous les cas prévus par les articles précédents où il y aura lieu de prononcer une amende, le navire sera préventivement retenu pour sûreté de cette amende, à moins que le montant n'en soit immédiatement consigné ou qu'il n'en soit fourni bonne et valable caution.

#### Section IV. — *De la relâche des bâtiments dans un port ou dans une rade*

Art. 18. — Les capitaines de tous les bâtiments, qui aborderont dans un port ou dans une rade avec destination pour un autre port, seront tenus de représenter aux préposés des douanes, lorsqu'ils se rendront à leur bord, leur manifeste. Ils devront encore, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, faire, au bureau de la régie, une déclaration sommaire contenant le nombre de caisses, ballots et tonneaux de leur chargement; représenter leurs connaissements: indiquer le port de leur destination ultérieure et prendre certificat du tout, à peine de 500 francs d'amende, pour sûreté de laquelle les bâtiments et marchandises seront retenus. Le délai de vingt-quatre heures fixé ci-dessus ne courra point les dimanches et jours fériés légaux.

Art. 19. — Les capitaines de tout navire qui auront été ou forcés de relâcher par fortune de mer, poursuites d'ennemis autres cas fortuits seront tenus, dans les vingt-quatre heures de leur abord, de justifier, par un rapport des causes de la relâche et de se conformer à ce qui est prescrit par l'article 18, sous les peines y portées.

Art. 20. — Si les navires dont la relâche forcée aura été valablement justifiée ont besoin de subir quelques fortes réparations qui exigent le débarquement des marchandises, celles-ci pourront, après déclaration, avec le permis de la douane, être transbordées sur un autre navire ou bien être mises en dépôt aux frais des capitaines, sous leur clef et sous celles de la douane, jusqu'au départ desdits navires. A défaut de déclaration dans les vingt-quatre heures, les marchandises seront saisies et confisquées, avec amende de 500 francs, pour sûreté de laquelle le bâtiment sera retenu, à moins qu'il n'ait été donné bonne et suffisante caution.

## TITRE II. — DES DÉCLARATIONS

### Section première. — *Importations*

Art. 21. — Les marchandises importées dans la colonie ne pourront être débarquées qu'après déclaration détaillée en douane.

Toutefois les navires postaux sont autorisés à effectuer leur déchargement sur simple présentation d'un manifeste régulier.

Des arrêtés du gouverneur détermineront à cet égard les garanties particulières qui pourront être exigées, ainsi que les conditions dans lesquelles les marchandises débarquées des paquebots devront être placées pour permettre la surveillance du service des douanes jusqu'à ce que la déclaration en détail en ait été faite.

Art. 22. — Cette déclaration devra être complète par article et par colis et contenir les renseignements nécessaires

pour l'application des tarifs. Elle énoncera, en toutes lettres, l'origine, la nature, l'espèce, la qualité, le poids, la mesure, la valeur des marchandises, suivant qu'elles seront taxées au poids, au nombre, à la mesure ou à la valeur.

Elle indiquera aussi le lieu de chargement ou la provenance, celui de la destination, ainsi que le nom du navire et celui du capitaine. Les marques et numéros des balles, ballots, caisses, tonneaux, futailles et colis seront mis en marge.

Art. 23. — Les marchandises devront être énoncées dans les déclarations sous les dénominations des tarifs en vigueur.

Art. 24. — Il ne pourra rien être changé auxdites déclarations après leur dépôt en douane. Néanmoins, si, dans les vingt-quatre heures de ce dépôt et avant que l'ordre de conduire les colis à la visite ait été donné, les déclarants reconnaissent quelque erreur dans les déclarations quant au poids, nombre, mesure ou valeur, ils pourraient rectifier lesdites déclarations, en représentant toutefois les colis, futailles, etc., en même nombre, marques et numéros que ceux déjà énoncés, ainsi que les mêmes espèces de marchandises. Après ce délai ils n'y seront plus reçus.

Art. 25. — Chaque déclarant sera tenu, à toute réquisition du service, d'exhiber, sous peine d'une amende de 100 à 600 francs à l'appui de ses déclarations, les connaissements, factures, lettres de voiture et toutes pièces propres à fixer la douane sur l'origine, la provenance, l'espèce, la qualité, la valeur des marchandises déclarées.

Art. 26. — Les déclarations ne pourront être reçues avant que les marchandises qui en font l'objet ne soient arrivées dans le port où sont présentées ces déclarations et que le manifeste sur lequel se trouvent les marchandises ait été déposé à la douane.

Art. 27. — Toute marchandise pour laquelle il ne sera pas fourni de déclaration dans les trois jours de son arrivée

sera mise en dépôt dans les magasins de la douane pendant deux mois, et les propriétaires tenus de payer 10/0 de la valeur pour frais de magasinage, en sus des droits.

Si, au bout de ce délai, les marchandises n'ont pas été déclarées en détail, elles seront vendues au profit de la colonie.

Art. 28. — Les déclarations devront être fournies en double et elles seront sommairement enregistrées à la douane.

## Section II. — *Faussees déclarations*

Art. 29. — Toute fausse déclaration portant sur l'origine, la qualité, l'espèce ou la valeur de la marchandise donnera lieu, selon les cas, aux pénalités énumérées ci-après :

1<sup>o</sup> Si la déclaration fausse porte sur des marchandises exemptes de droits, ou si elle tend à éluder un droit de moins de 12 francs; le déclarant sera condamné à une amende de 100 francs, et la marchandise sera retenue préventivement pour sûreté de l'amende ;

2<sup>o</sup> Si la fausse déclaration tend à éluder de 12 francs et au-dessus, les marchandises faussement déclarées seront confisquées et le déclarant sera condamné à une amende de 100 francs.

Art. 30. — Si les marchandises représentées excèdent le nombre, le poids ou la mesure déclarés, l'excédent sera assujetti au paiement du quadruple droit s'il est au-dessus du dixième.

Art. 31. — Tout excédent quant au nombre de balles, ballots, caisses, tonneaux et futailles déclarés sera saisi, pour la confiscation en être prononcée avec une amende de 100 francs.

Art. 32. — Si le nombre des colis présentés est inférieur au nombre des colis déclarés, le déclarant sera condamné à une amende de 300 francs pour chaque colis manquant, et



les moyens de transport seront préventivement retenus pour sûreté de l'amende.

Art. 33. — Les peines édictées par les articles 3, 30, 31 et 32 ne seront point prononcées en cas de vol ou de substitution de colis ou de marchandises juridiquement prouvés.

Section III. — *Importations sans déclarations  
et en contrebande*

Art. 34. — Tout versement ou tentative de versement frauduleux de marchandises soumises aux droits, opéré de jour ou de nuit dans les endroits autres que ceux destinés au commerce, et de nuit dans les ports, entraînera la confiscation des marchandises, des moyens de transport et des objets ayant servi à masquer la fraude. En outre, devront être prononcées, selon les cas, les pénalités suivantes :

1° Si la fraude a été commise par moins de trois individus, les fraudeurs seront condamnés à une amende solidaire égale à la valeur des marchandises, mais sans pouvoir être au-dessous de 500 francs, et à un emprisonnement de trois jours à un mois ;

2° Si la fraude a été commise par une réunion de trois individus et plus, jusqu'à six inclusivement, les fraudeurs seront condamnés à une amende solidaire égale à la valeur des marchandises, mais sans pouvoir être au-dessous de 500 francs, et à un emprisonnement de trois mois à un an ;

3° Si la fraude a été commise par plus de six individus, les fraudeurs seront condamnés à une amende de 1.000 francs, si la valeur des marchandises n'excède pas cette somme, ou du double de la valeur si cette valeur excède 1.000 francs, et à un emprisonnement de six mois à trois ans.

Si la marchandise est prohibée, les mêmes peines seront applicables en cas de versement ou de tentative de versement opérés de jour dans les lieux réservés aux opérations du commerce.

Art. 35. — Les complices seront toujours punis comme les

auteurs principaux de la fraude ou de la tentative de fraude.

Art. 36. — Les propriétaires riverains ne pourront élever aucun obstacle au libre parcours des bords de la mer et des rivières pour la surveillance du service des douanes.

Art. 37. — Lorsque les conditions de leur service l'exigeront, et s'il n'existe pas de passage public, les préposés des douanes auront le droit de traverser les propriétés particulières situées sur les bords de la mer et des rivières.

Art. 38. — Les obstacles élevés par les riverains, de même que le refus positif, sur le terrain, de laisser passer les agents des douanes, constituent une opposition à l'exercice de leurs fonctions.

Art. 39. — Les mouvements de marchandises sur les cours d'eau gardés par le service, et jusqu'au premier bureau vers l'intérieur, seront assujettis à la police des douanes. A l'exception des embarcations de pêche, tous autres bâtiments circulant dans les eaux intérieures surveillées seront astreints aux formalités de douane.

#### Section IV. — *Police en deçà des côtes (à terre)*

##### *Poursuites à vue. — Saisies à domicile*

Art. 40. — Toute marchandise introduite en fraude des droits sera saisissable à quelque distance qu'elle puisse être arrêtée dans l'intérieur, à la condition qu'un ou plusieurs préposés l'aient vu pénétrer sur le territoire de la colonie et l'aient suivie sans interruption.

Art. 41. — Si un ou plusieurs préposés, poursuivant ainsi à vue des marchandises importées en fraude, les ont vu introduire dans des maisons ou tous autres lieux, ils pourront y pénétrer pour procéder à leur saisie, même la nuit.

Si l'ouverture des portes leur est refusée, ils les feront ouvrir en présence d'un officier public du lieu, qui assistera à la rédaction du procès-verbal de saisie.

Section V. — *Exportations*

Art. 42. — Les marchandises destinées à être exportées de la colonie devront être avant leur embarquement déclarées conformément aux prescriptions édictées pour les importations.

TITRE III. — POLICE DES FRONTIÈRES DE TERRE

Section première. — *Importations*

Art. 43. — Toute marchandise importée par terre devra être conduite directement au premier bureau d'entrée de la frontière. A cet effet, les conducteurs de marchandises seront tenus de combiner leur marche de manière à prendre la route directe du lieu où est situé le premier et plus prochain bureau.

Des arrêtés du gouverneur désigneront ceux des chemins qui seront réputés les plus directs, lorsqu'il en existera plusieurs conduisant à un même bureau.

Art. 44. — Outre les détails exigés par les articles 22 et suivants, la déclaration des marchandises devra indiquer le nom, l'état ou profession et domicile de la personne à qui lesdites marchandises sont adressées.

Art. 45. — Lorsqu'il y aura lieu à rechargement et transport à l'intérieur, après les formalités prescrites pour l'introduction, les marchandises devront être accompagnées d'un passavant de circulation ou de l'acquit de paiement des droits s'il en a été acquitté. Ces expéditions fixeront la route à suivre, le temps nécessaire pour le transport, et les conducteurs seront tenus de les représenter à toutes réquisitions, ainsi que les marchandises, dans les différents postes situés entre le premier et le deuxième bureau, sous peine d'une amende de 500 francs avec confiscation des marchandises.

Art. 46. — La circulation des marchandises pourra, sous

les peines édictées par l'article 45, avoir lieu entrè le coucher et le lever du soleil, même avec passavant, s'il n'en porte la permission expresse.

Art. 47. — Toute fausse déclaration donnera lieu, selon les cas, à l'application des pénalités édictées par les articles 29, 30, 31 et 32, à moins qu'il ne s'agisse de vol ou de substitution de colis ou de marchandises.

Art. 48. — L'importation en contrebande sera punie selon les cas, conformément aux dispositions des articles 34 et 35.

## Section II. — *Exportations*

Art. 49. — Les marchandises destinées à être exportées devront être déclarées conformément aux prescriptions édictées pour les importations.

Art. 50. — Les tentatives d'exportation en fraude, par terre, donneront lieu aux pénalités ci-après :

1° Confiscation des marchandises et amendes de 100 francs, s'il s'agit d'objets tarifés ou exempts de droits ;

2° Confiscation des marchandises et des moyens de transport avec amende de 300 francs, s'il s'agit d'objets prohibés à quelque titre que ce soit.

## TITRE IV. — DISPOSITIONS COMMUNES

### Section unique. — *Transit*

Art. 51. — Toute marchandise destinée à être dirigée d'un bureau sur un autre bureau de la colonie devra être accompagnée d'un acquit à caution. L'expéditeur devra faire une déclaration conforme aux prescriptions des articles 27 et 28.

Il souscrira, en outre, l'engagement cautionné de rapporter au premier bureau, dans le délai fixé par le service, l'acquit à caution revêtu d'un certificat de visite et de décharge des employés du bureau de destination, sous peine d'être contraint, ainsi que sa caution au paiement du quadruple droit dont les marchandises seraient passibles et

d'une amende solidaire de 500 francs. Les objets ainsi déclarés sont assujettis à une visite effective et les différences constatées à la suite de cette visite seront mentionnées sur l'acquit à caution.

#### TITRE V. — DE LA VISITE DES MARCHANDISES

Art. 52. — La déclaration faite, les marchandises seront conduites au bureau ou à tel autre endroit, convenu entre la douane et le commerce, pour y être vérifiées si les préposés l'exigent.

Art. 53. — La visite ne pourra avoir lieu qu'en présence du déclarant ou de son fondé de pouvoirs.

S'il se refuse à y assister, les marchandises resteront en dépôt dans les magasins, et il sera procédé comme pour le cas énoncé en l'article 27.

Art. 54. — Le transport, le déballage, l'emballage, le pesage, l'arrivage, etc., tous frais quelconques de manipulation des marchandises désignées pour la visite, seront à la charge du déclarant.

Art. 55. — La visite ne pourra s'effectuer qu'en plein jour et seulement pendant les heures légales d'ouverture des bureaux.

Art. 56. — Les constatations matérielles de la douane relativement au poids, à la mesure, au nombre seront définitives et serviront de base à la perception des droits.

Art. 57. — Lorsque les préposés contesteront l'exactitude de la déclaration quant à la nature, l'espèce, la qualité, l'origine ou la valeur de la marchandise, ils en donneront avis à l'intéressé ou à son représentant à la vérification, qui devra, dans les vingt-quatre heures, faire connaître s'il accepte ou s'il contredit l'appréciation des employés.

Art. 58. — Dans le cas où le déclarant ou son fondé de pouvoirs acceptera l'appréciation des employés, il devra signer avec eux le résultat de la vérification.



Art. 59. — Lorsque le déclarant ou son représentant se refusera à accepter la reconnaissance de la douane, celle-ci l'assignera devant le tribunal civil, qui statuera, après l'expertise, sur le droit applicable.

L'expertise aura lieu d'après les règles du droit commun.

#### TITRE VI. — ACQUITTEMENTS DES DROITS

Art. 60. — Nul ne pourra prétendre à aucun privilège ni être exempté des droits de douane.

Art. 61. — Les droits seront payés en monnaie ayant cours légal et sans délai.

Art. 62. — La marchandise étant le gage des droits ne pourra dans aucun cas être enlevée qu'après que les droits auront été acquittés, consignés ou garantis.

Art. 63. — Les droits devront être perçus intégralement sur les quantités présentées à la douane, sans égard à la qualité, à la valeur relative ou à l'état des marchandises. Toutefois, lorsqu'il aura été dûment justifié d'événements de mer ayant entraîné l'avarie d'une cargaison, la douane pourra autoriser le commerce à séparer les colis qu'il veut réexporter de ceux qui doivent supporter les droits.

Si, dans un même colis, les parties restées saines peuvent être séparées de celles avariées, le triage pourra également en être permis. Les marchandises saines, seules, seront soumises aux droits, et le reste sera réexporté ou détruit en présence des préposés qui en dresseront procès-verbal. Les arrêtés du gouverneur pourront autoriser le service des douanes à faire déduction, dans le calcul des droits, des taxes pour certaines marchandises à déterminer.

#### TITRE VII. — DE LA PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE DROITS DE DOUANE

Art. 64. — La douane est non-recevable à former en justice aucune amende en paiement de droits un an après que

lesdits droits auraient dû être payés. Toutefois, cette prescription annale ne s'applique qu'aux droits que les employés ont pu constater dans les formes et délais prescrits par les règlements. Si la constatation a été rendue impossible par des manœuvres frauduleuses imputables à l'assujetti, la douane rentre dans le droit commun qui ne permet pas qu'un débiteur puisse opposer la prescription à l'action du créancier, lorsque celui-ci a été tenu dans l'ignorance du fait générateur de son droit par un acte matériel et frauduleux du débiteur.

Art. 65. — Aucune personne ne sera recevable à former contre la douane des demandes en restitution de droits deux ans après l'époque que les réclamations donneraient au paiement des droits et dépôts des marchandises.

Art. 66. — La régie sera déchargée envers les redevables, trois ans après chaque année expirée, de la garde des registres de recette et autres de ladite année sans pouvoir être tenue de les représenter, s'il y avait des instances encore subsistantes pour les instructions et jugements desquels lesdits registres et pièces fussent nécessaires.

Art. 67. — Lesdites prescriptions n'ont pas lieu quand il y a eu lesdits termes, contrainte décernée et signifiée, demande formée en justice, condamnation, promesse, convention, obligation particulière et spéciale relativement à l'objet qui serait répété.

#### TITRE VIII. — DES ENTREPOTS

Art. 68. — Les négociants qui en feront la demande pourront être autorisés par le gouverneur de la colonie à placer en entrepôt fictif à Cotonou, Ouidah et Grand-Papo dans les magasins du commerce, certaines marchandises.

Les négociants autorisés seront tenus de déclarer, au bureau des douanes avant la remise en entrepôt, les magasins où ils renfermeront leurs marchandises, et de souscrire

une soumission dûment cautionnée de les représenter en même qualité et quantité toutes les fois qu'ils en seront requis, avec défense de les changer de magasin sans déclaration préalable et permis spécial de la douane, à peine de payer immédiatement les droits en cas de mutation non autorisée et du double droit dans le cas de soustraction absolue, indépendamment d'une amende qui pourra s'élever au double de la valeur de la marchandise soustraite.

Art. 69. — Tous négociants qui seront convaincus d'avoir importés en fraude des marchandises ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourront indépendamment des peines portées par les lois, être privé par un arrêté du gouverneur de la faculté de l'entrepôt.

Les négociants qui prêteraient leur nom pour soustraire aux effets de cette disposition, ceux qui en auraient été atteints encourront les mêmes peines.

Art. 70. — La durée de l'entrepôt fictif ne peut excéder le terme d'une année.

Passé ce délai, les droits seront liquidés.

## CHAPITRE II

### De la Procédure

---

#### TITRE PREMIER. — LES MODES DE CONSTATER ET DE POURSUIVRE LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE DOUANE

##### Section I. — *Des procès-verbaux*

Art. 71. — Deux préposés de l'administration des douanes suffisent pour constater une contravention aux lois et règlements des douanes.

Art. 72. — Ceux qui procéderont aux saisies feront conduire dans un bureau de douanes et, autant que les circons-

tances pourront le permettre, au plus prochain lieu de l'arrestation, les marchandises et les moyens de transport saisis et y rédigeront leur procès-verbal, sauf empêchement résultant de force majeure.

Art. 73. — Les rapports énonceront la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en aura été faite au prévenu; les noms, qualités et demeures des saisissants et de celui chargé des poursuites; l'espèce, le poids ou le nombre des objets saisis, la présence de la partie à leur description, ou la sommation qui lui aura été faite d'y assister; le nom et la qualité du gardien, le lieu de la rédaction du rapport et l'heure de sa clôture.

Art. 74. — Dans le cas où le motif de la saisie portera sur le faux ou l'altération des expéditions, le rapport énoncera le genre de faux, les altérations ou surcharges.

Les diverses expéditions, signées et paraphées *ne varietur* par les saisissants, devront être annexées au procès-verbal qui contiendra la sommation faite à la partie de les signer et sa réponse.

Art. 75. — Il sera offert mainlevée des objets saisis non prohibés, moyennant consignation de leur valeur ou sans caution solvable. Cette offre, ainsi que la réponse de la partie, sera mentionnée au rapport.

Art. 76. — Si le prévenu est présent, le rapport énoncera qu'il lui en a été donné lecture, qu'il a été interpellé de le signer et qu'il en a reçu tout de suite copie, avec citation à comparaître devant le tribunal compétent.

En cas d'absence du prévenu, la copie sera affichée dans le jour à la porte extérieure du bureau.

Les rapports, citations et affiches pourront être faits tous les jours indistinctement.

Art. 77. — Lorsqu'il y aura lieu de saisir dans une maison, le rapport y sera rédigé. Si le saisi fournit bonne et valable caution pour le paiement des droits exigibles et des pénalités encourues; les marchandises non prohibées ne seront

pas déplacées ; dans le cas contraire, elles seront transportées au plus prochain bureau.

Art. 78. — A l'égard des saisies faites sur les bâtiments pontés, lorsque le déchargement ne pourra avoir lieu tout de suite, les saisissants apposeront les scellés sur les ferrements et écoutilles.

Le procès-verbal qui sera dressé au fur et à mesure du déchargement fera mention du nombre, des marques et des numéros des colis. La description en détail n'en sera faite qu'au bureau, en présence de la partie ou après sommation d'y assister ; il lui sera donné copie à chaque vacation.

L'apposition des scellés sur les portes, de plombs ou de cachets sur les colis, aura lieu toutes les fois que la continuation de la description sera renvoyée à une autre séance de vacation.

Art. 79. — Les procès-verbaux ou rapports devront être affirmés au moins par deux des saisissants, devant le juge de paix, dans le délai donné pour comparaître.

L'affirmation énoncera qu'il en a été donné lecture aux affirmants. En matière correctionnelle, les saisissants auront trois jours pour affirmer leur rapport. Mais en matière civile, l'affirmation devra avoir lieu avant l'expiration du délai donné pour comparaître.

Lorsque l'absence du juge ou son refus rendra impossible la formalité de l'affirmation, les saisissants se retireront devant l'officier ou le fonctionnaire chargé des fonctions d'officier municipal, pour le requérir de recevoir leur déclaration du cas de force majeure et subsidiairement, en tant que besoin.

L'affirmation de leur procès-verbal avec réserve de réclamer de nouveau l'affirmation légale aussitôt que le cas de force majeure aura cessé.

L'autorité qui recevra l'affirmation sera tenue de donner lecture du procès-verbal aux saisissants.

Art. 80. — Les procès-verbaux seront dispensés de l'enre-



gistrement immédiat. Il suffira que lesdits procès-verbaux soient visés, par le juge ou, à défaut, par l'officier municipal du lieu de rédaction, le jour même de la clôture ou le lendemain avant midi. Ainsi visés, ils pourront valablement être portés devant les tribunaux appelés à statuer.

Art. 81. — Les procès-verbaux rédigés et affirmés comme il est dit ci-dessus seront crus jusqu'à inscription de faux, lorsqu'ils émaneront d'agents assermentés des douanes.

Les tribunaux ne pourront admettre, contre lesdits rapports, d'autres nullités que celles résultant de l'omission de formalités prescrites aux articles précédents.

Quant à ceux de ces procès-verbaux reconnus nuls pour vice de forme, ils seront valables jusqu'à preuve du contraire.

Art. 82. — Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un procès-verbal dressé par des agents assermentés des douanes sera tenu d'en faire la déclaration par écrit, en personne ou par un fondé de pouvoirs spécial, au plus tard à l'audience indiquée par la citation à comparaître devant le tribunal qui doit connaître de la contravention.

Il devra, dans les trois jours suivants, faire au greffe dudit tribunal le dépôt des moyens de faux. Cette déclaration sera reçue et signée par le juge et le greffier, dans le cas où le déclarant ne saurait le faire.

Art. 83. — Il sera sursis au jugement de la contravention jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux.

Le tribunal devra, néanmoins, autoriser la vente des marchandises sujettes à dépérissement et des moyens de transport.

## Section II. — *Des tribunaux appelés à juger les affaires de douane*

Art. 84. — Les juges de paix à compétence étendue de Porto-Novo et de Ouidah connaîtront en premier ressort de toutes les contestations relatives aux douanes, ainsi que de

toutes les infractions aux lois et règlements régissant la matière, à l'exception des crimes, qui seront portés devant le tribunal criminel compétent.

Section III. — *Des citations*

Art. 85. — S'il s'agit d'infractions aux lois de douane ressortissant au tribunal de paix, le procès-verbal même, qui constatera l'infraction, donnera citation à comparaître devant le tribunal dans les quarante-huit heures, le délai sera prolongé d'un jour par deux myriamètres de distance entre le lieu du tribunal et celui du bureau où auront été déposées les marchandises saisies.

Art. 86. — S'il s'agit de crimes, la citation sera donnée à la requête du ministère public dans la forme ordinaire, les délais applicables seront ceux fixés par la loi en matière criminelle.

Section IV. — *De la recherche des délits et de leur preuve*

Art. 87. — Le ministère public sera tenu de faire d'office toutes les poursuites nécessaires pour découvrir les entrepreneurs, assureurs et généralement tous les intéressés à un fait de contrebande ou tout acte d'instruction à cet effet.

Lorsqu'il s'agira d'une infraction relevant des tribunaux correctionnels, l'administration et le ministère public pourront, en cas de nullité et même à défaut d'un procès-verbal, être admis à faire par les voies de droit commun la preuve des faits qu'ils auront dénoncés à la justice et, les faits une fois prouvés, lesdits tribunaux devront prononcer toutes les peines édictées par la loi.

Section V. — *Des jugements de l'opposition, de l'appel*

Art. 88. — La partie condamnée par défaut pourra former opposition dans les cinq jours de la signification du jugement.

Art. 89. — L'appel d'un jugement devra être interjeté dans les huit jours.

Art. 90. — Si l'appel est interjeté par l'administration, il devra être signifié à la personne ou au domicile de l'intéressé, s'il en a un réel ou élu dans le lieu de l'établissement du bureau, sinon au domicile du chargé de fonctions municipales.

Art. 91. — Si l'appel est formé par le prévenu, il devra être signifié à la personne ou au domicile de l'agent chargé des poursuites.

Art. 92. — Il est expressément défendu aux juges, sous peine d'en répondre personnellement, d'excuser les contrevenants sur l'intention. Ils ne pourront ni donner mainlevée provisoire des marchandises saisies, ni modérer les droits, confiscation ou amende, non plus qu'en ordonner l'emploi au préjudice de l'administration.

Art. 93. — Les condamnations prononcées contre plusieurs personnes pour un même fait seront solidaires.

Art. 94. — Les propriétaires des marchandises ou des moyens de transport saisis sont civilement responsables du fait de leurs agents, capitaines de navires, maîtres, patrons, matelots et domestiques en ce qui concerne des droits, confiscations, amendes et dépens.

## TITRE II. — DE LA MAINLEVÉE D'OBJETS SAISIS ACCORDÉE PAR LES JUGEMENTS. — DE LEUR VENTE

### Section I. — *Mainlevée d'objets saisis accordés par jugement*

Art. 95. — La douane ne fera la remise des objets saisis, dont la mainlevée aurait été prononcée par jugement motivant le pourvoi qu'autant que le déclarant de ces objets donnera bonne et suffisante caution de leur valeur.

Section II. — *De la vente des objets saisis*

1<sup>o</sup> *Vente avant jugement.* — Art. 96. — Lorsque des marchandises saisies seront sujettes à détérioration ou à déperissement qui lui aura été faite, il sera procédé à la diligence de la douane en vertu de la permission que sera tenu d'accorder le président du tribunal civil, à la vente desdites marchandises.

Il sera fait pareillement à l'égard des animaux saisis pour quelque cause que ce soit.

Art. 97. — L'ordonnance portant permis de vendre sera signifiée dans le jour à la partie saisie, si elle a un domicile réel ou élue dans le lieu de l'établissement du bureau de douane, et, à défaut de domicile connu, à l'officier municipal à la résidence de l'agent chargé des poursuites, avec déclaration qu'il sera immédiatement procédé à la vente, tant en l'absence qu'en présence du saisi, attendu le péril de la demeure. L'ordonnance du président du tribunal sera exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Art. 98. — La vente sera faite à l'enchère à la diligence de la douane. Le jour de la vente sera indiqué par affiches, vingt-quatre heures à l'avance, à moins que le magistrat n'ordonne la vente sans formalité préalable.

Art. 99. — Le produit de la vente sera déposé dans la caisse de la douane pour en être disposé ainsi qu'il sera statué, en définitive, par le tribunal chargé de prononcer sur la saisie.

2<sup>o</sup> *Vente après jugement définitif.* — Art. 100. — Quand le jugement qui prononce la confiscation des marchandises saisies sera devenu définitif, l'agent chargé des poursuites indiquera la vente de ces marchandises par une affiche apposée à la porte du bureau.

Art. 101. — La vente ne pourra avoir lieu que cinq jours après l'apposition de l'affiche. Elle sera faite publiquement, aux enchères et à la charge par l'acquéreur d'acquitter tous

les droits ou taxes dont les marchandises seront passibles avant d'être mises en consommation dans la colonie.

Art. 102. — Les marchandises sans valeur vénale seront détruites en présence des préposés qui en dresseront procès-verbal.

Art. 103. — Les affiches de vente et toutes autres apposées pour le service des douanes seront dispensées du timbre.

### Section III. — *De l'emploi du produit des amendes et confiscations*

Art. 104. — Le produit des amendes et confiscations sera réparti entre les employés des douanes et les autres saisisants, conformément aux règles suivies dans la métropole.

### TITRE III. — Section unique. — *Des saisies non fondées*

Art. 105. — Lorsque la saisie ne sera pas fondée, le propriétaire des marchandises aura droit à un intérêt d'indemnité à raison de 1 o/o par mois de la valeur des objets saisis, qui courra de la date de la saisie jusqu'au jour de l'offre de la remise.

Art. 106. — En cas de vente anticipée faite sur ordonnance, le propriétaire ne pourra réclamer que le remboursement du prix d'adjudication des marchandises augmenté de l'indemnité de 1 o/o par mois sur ce prix, calculée depuis la date de la saisie jusqu'au jour de l'offre de la remise de ce prix.

### TITRE IV. — DES TRANSACTIONS

Art. 107. — La douane est autorisée à transiger soit avant, soit après jugement.

Art. 108. — Les transactions consenties par la douane ne seront définitives que lorsqu'elles auront reçu l'approbation du chef de la colonie.



## TITRE V. — DES POURSUITES PAR VOIE DE CONTRAINTE

Art. 109. — Il pourra être décerné contrainte :

1<sup>o</sup> Contre tout redevable de droits qui refusera d'acquitter ces droits ou qui serait en retard pour les acquitter ;

2<sup>o</sup> Contre tout souscripteur d'un acquit à caution quelconque et contre sa caution pour défaut du rapport de certificat de décharge ;

3<sup>o</sup> Contre celui qui, ayant à la suite d'une contravention souscrit une transaction devenue définitive par l'approbation de l'autorité compétente, refusera d'en exécuter les clauses ;

4<sup>o</sup> Contre tout préposé démissionnaire du destitué qui refusera de remettre sa commission ou ses registres ou autres effets qui lui auront été confiés par la douane, de rendre ses comptes ou d'acquitter les sommes dont il aura été reconnu en débet.

Art. 110. — La contrainte devra porter en tête la copie du titre établissant la créance dont elle aura pour objet de réclamer le paiement ; elle sera visée par le président du tribunal civil après signification, et elle sera exécutoire pour toutes les voies de droit, nonobstant opposition.

Art. 111. — Quand la contrainte aura été décernée pour défaut de rapport d'un acquit à caution, l'exécution pourra en être suspendue moyennant consignation du simple droit.

## TITRE VI. — LES DROITS PARTICULIERS

### RÉSERVÉS A LA DOUANE

#### Section I. — *De la délivrance des exploits*

Art. 112. — Les préposés des douanes pourront faire pour toutes les affaires relatives aux douanes, tous exploits et autres actes de justice que les huissiers ont coutume de faire. Ils pourront, toutefois, se servir de tel huissier que bon leur semblera.

Section II. — *Du mode d'instruction des affaires*

Art. 113. — En première instance et sur appel, l'instruction des affaires de douanes sera verbale, sur simple mémoire et sans frais de justice à répéter de part ni d'autre

Section III. — *Du privilège de la douane*

Art. 114. — La douane aura privilège sur tous les meubles des redevables principaux, obligés ou cautions, pour le recouvrement des droits, confiscations, amendes, restitutions, et en général pour toutes créances qui tiennent à la perception des droits ou à la répression de la fraude.

Art. 115. — Le privilège de la douane est général et pourra être primé seulement :

1° Par les frais de justice avancés pour mettre sous la main de la justice le gage commun, en réaliser et en attribuer le prix ;

2° Par les créances énoncées à l'article 2101 du Code civil ;

3° Par les contributions personnelles, mobilières, portes et fenêtres, patentes, droits de timbre et amendes y relatives ;

4° Par la créance du propriétaire pour six mois de loyer échus ;

5° Par le droit conféré au propriétaire des marchandises en nature, qui sont sous balle et sans corde, de les revendiquer.

Art. 116. — Les marchandises saisies ou confisquées non plus que le prix, qu'il soit consigné ou non, ne pourront ni être revendiqués par les propriétaires, ni réclamés par aucun créancier, même privilégié, sauf le recours contre les auteurs de la fraude.

Section IV. — *Opposition à l'exercice des fonctions des préposés et voies de fait*

Art. 117. — Il est défendu à toute personne d'apporter

aucun trouble, aucune opposition à l'exercice des fonctions des préposés des douanes, de les injurier, de les maltraiter, de se livrer sur leur personne à aucune violence ou voie de fait, sans peine d'une amende de 500 francs et des pénalités édictées par les articles 209 à 212 et 214 du Code pénal.

Art. 118. — Les délits prévus par l'article précédent seront constatés par le procès-verbal des préposés des douanes, revêtus des mêmes formes que tous ceux rédigés en matière de douane et valade, comme eux, jusqu'à inscription en faux.

Art. 119. — En cas de réquisition des préposés des douanes, il est enjoint à toutes les autorités civiles et militaires de leur faire prêter main forte.

Art. 120. — Pour tous les cas non prévus au présent décret, la douane se conformera aux lois et règlements en vigueur dans la métropole.

Art. 121. — Toute disposition contraire à celles qui précèdent est et demeure abrogée.

Art. 122. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 novembre 1897.

*Signé* : FÉLIX FAURE

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

*Signé* : ANDRÉ LEBON

## CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES TEXTES PRÉCITÉS

NOUVELLE RÉGLEMENTATION DOUANIÈRE

*Œuvre d'ensemble*

Il a été démontré que la réglementation du service des douanes en Afrique occidentale française est réellement insuffisante et que les textes sur lesquels le service se base ne sont pas toujours légaux ou sont manifestement incomplets. Des textes postérieurs à 1816 ont complété le code douanier de la métropole réglant minutieusement le service et prévoyant tous les cas. A l'instar de la métropole et par des décrets, le service a été réglementé dans quelques colonies du groupe. Les nouvelles dispositions spéciales abrogent-elles, dans ce qu'elles ont de contraire seulement aux textes métropolitains, les dispositions générales et laisseraient-elles en vigueur toute la réglementation métropolitaine ? Ce serait vrai et ce serait heureux, mais il est visible que le souci de respecter la législation antérieure n'a pas existé dans l'esprit de ceux qui ont légiféré pour le Dahomey et la Côte d'Ivoire. Non seulement ils n'ont fait allusion dans leurs considérants à aucune disposition métropolitaine réglementant le service des douanes, mais encore dans la rédaction de leurs articles, ils ont emprunté les termes mêmes des lois métropolitaines, calquant sur celles-ci et faisant délibérément œuvre de substitution. Et ils ont prétendu combler les lacunes inévitables de leur législation en se référant pour tous les cas non-prévus, aux lois et règlements en vigueur dans la métropole.

Ces articles 112 et 120 ayant été reconnus vicieux, tout

ce qui n'a pas été expressément prévu est forcément inapplicable et ne lie pas le public envers le service.

On conçoit donc que tout est à faire.

Le gouverneur général l'a reconnu lui-même, puisque avant de se livrer à un travail complet d'unification de réglementation, il a adressé à chaque lieutenant-gouverneur la lettre suivante destinée à provoquer les observations des services des douanes de ces colonies.

Gorée, le 17 mars 1906

*Le Gouverneur Général de l'Afrique occidentale  
française à Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de  
la Côte d'Ivoire,*

Bingerville.

Le décret du 14 avril 1905 a unifié autant qu'il était possible les droits à percevoir à l'entrée dans nos diverses colonies. Mais la législation douanière, c'est-à-dire l'ensemble des règles applicables pour la perception des droits de douane et pour le fonctionnement du service présente les plus grandes divergences pour chacune de nos colonies. Elle résulte d'actes divers. Au Sénégal, et en Guinée, des arrêtés des 29 juin 1865 et un décret plus récent de 1899 sont intervenus réglant le premier, la contrebande, le second les fausses déclarations. A la Côte d'Ivoire et au Dahomey, des réglementations spéciales ont été édictées par les décrets du 28 septembre 1897.

Et non seulement ces réglementations sont différentes, mais elles sont surtout insuffisantes. Le service des douanes y supplée le plus souvent en s'inspirant des règles en usage en France ; il n'en résulte pas moins de nombreuses hésitations de la part des agents de ce service, comme aussi du commerce, et des contestations que les tribunaux ont parfois peine à trancher.



Pour y remédier, j'ai fait préparer le projet de réglementation ci-joint, s'appliquant à toute l'Afrique occidentale française et qui s'inspire presque entièrement de la législation métropolitaine sans cependant la reproduire littéralement. Quelques-unes de ces règles en vigueur en France ont en effet presque un siècle d'existence ; il était nécessaire de les mettre en harmonie avec les besoins de notre époque et surtout avec les conditions du commerce en Afrique occidentale française.

Ce projet définit notamment les formalités à accomplir pour la déclaration des marchandises, les règles à suivre en cas de contestations, vise les divers modes de transport, le fonctionnement des entrepôts, la répression des contrebandes, l'établissement des mercuriales, etc ..., etc. .

Je n'ai pas besoin d'appeler votre attention sur les avantages de cette réglementation qui donnera au service des douanes les garanties qui lui font défaut et fixera le commerce sur ses obligations et sur ses droits.

Je vous serai obligé de vouloir bien soumettre ce projet à une étude approfondie et me faire connaître, dans le plus bref délai, les observations qu'il vous aura suggérées, les modifications de toutes sortes, additions ou suppressions qui vous paraîtraient devoir y être apportées tant dans l'intérêt du service que dans celui du commerce.

*Signé : E. ROUME*

Pour copie conforme :

Le Chef du Secrétariat du Gouvernement.

La nouvelle réglementation du service des douanes, œuvre d'ensemble, ayant été déjà élaborée, et étant soumise en ce moment à l'examen du Conseil d'État, il n'y a pas lieu d'en projeter un nouveau modèle de ce travail. Il est cependant nécessaire de rappeler sommairement

quelques dispositions qui doivent être obligatoirement incorporées dans le prochain Code douanier de l'Afrique occidentale française si l'on veut, par cette nouvelle réglementation, donner au service des douanes toutes les garanties qui lui font défaut et fixer le commerce sur ses obligations et sur ses droits.

De l'extension expresse des articles métropolitains auxquels on doit se référer dans certains cas et qui ne peuvent pas entrer dans la réglementation (observations préliminaires du tarif. Notes explicatives. Loi du 2 août 1872. Décret du 9 janvier 1881).

De la surveillance de la douane en ce qui concerne les bâtiments de l'État et du régime qui doit être appliqué à leur ravitaillement.

De la réglementation de la navigation maritime.

De la réglementation du travail fourni par les gens du service des douanes en dehors des heures légales.

De l'établissement des rayons de frontière et de l'organisation de la surveillance sur les frontières de terre.

De l'incorporation dans le prochain Code du texte du décret du 18 avril 1897 qui met à la charge des déclarants les divers imprimés relatifs aux déclarations.

De la désignation expresse de l'autorité chargée d'interpréter les termes du tarif.

Des conditions dans lesquelles les agents des douanes peuvent réquisitionner la force armée.

De l'obligation avec sanction de la présentation ou du dépôt du passe-port pour les navires étrangers.

Du dépôt au bureau des douanes pour tout navire du manifeste des vivres et provisions.

De l'obligation pour tout bâtiment de ne pas sortir des eaux d'un port sans un manifeste visé par la douane,

et de présenter, à toutes réquisitions, ce document aux autres bureaux sous peine d'une amende.

De la sanction d'une opération même avec permis en dehors des jours et des heures.

De la réglementation du fonctionnement des Warfs.

De l'obligation de présenter en douane les factures originales.

De l'expertise (loi du 27 juillet 1822, art. 19 ; 7 mai 1881, art 4 ; 11 janvier 1892, art. 9).

De l'entrepôt réel.

De la précision de la procédure en matière d'appel de jugement. Les appels des jugements susceptibles d'opposition ne sont point recevables pendant la durée de l'opposition. Le délai d'opposition étant de trois jours, il ne peut être confondu avec le délai d'appel.

De la détermination du budget au profit duquel doit s'exercer le prélèvement de 40 o/o en matière de répartition d'amendes et confiscations.

Des mercuriales et de la nécessité de prendre l'avis du chef du service des douanes en conseil d'administration.

De l'établissement d'un conseil d'administration des douanes à Dakar.

De la fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux.

De la loi du 2 juin 1875.

---

## POUVOIRS DES ANCIENS GOUVERNEURS

EN MATIÈRE DE TAXES, EN MATIÈRE D'ARRÊTÉS FIXANT L'ASSIETTE, LA PERCEPTION ET LE MODE DE POURSUITE DES TAXES ET CONTRIBUTIONS PUBLIQUES. — DROITS DE DOUANE, D'OCTROI, DE CONSOMMATION. — SIMILITUDE DE CES DROITS. — JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

---

Quelle est la valeur légale de toutes les dispositions qui ont fixé jusqu'au décret du 14 avril 1905 les tarifs appliqués dans chaque colonie de l'Afrique occidentale française, en particulier, et qui ont déterminé l'assiette, le mode de perception et de contribution et réglementé les détails d'exécution du service ?

Il est nécessaire de rappeler que la réglementation du régime douanier des territoires autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, demeurait dans les attributions du Pouvoir exécutif qui, suivant les circonstances, en déléguait une plus ou moins grande part à l'administration locale, en vertu de la loi du 24 avril 1833 sur le régime législatif des colonies, portant article 25 :

Les établissements français dans les Indes orientales et en Afrique, et l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon continueront d'être régis par ordonnance du roi (1).

---

1. Dislère, *op. cit.*, n° 2044 et suiv.

Cette loi de 1833 instituait des conseils coloniaux dans les Antilles et à la Réunion.

En vertu donc des dispositions de l'article 33, toutes les mesures prises par le Pouvoir exécutif ou inspirées par lui aux gouverneurs du Sénégal, par exemple, relativement au service des douanes (tarifs et réglementation) étaient légales, comme celles qui avaient précédé la loi de 1883.

Survint le sénatus-consulte du 3 mai 1854 qui fixa de la manière suivante le régime législatif des colonies et les divisa en deux catégories :

Pour les Antilles et la Réunion, en même temps que les Conseils généraux, à attributions financières, plus restreintes, se substituaient aux conseils coloniaux; les articles 3 et 8 déterminaient suivant l'importance des matières la nature des actes législatifs à intervenir : sénatus-consultes, lois, décrets, en Conseil d'État, décrets simples.

Pour les autres colonies, l'article 18 les soumettait seulement au régime des décrets simples.

La loi de 1861 et le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ne visèrent que les vieilles colonies. Par ce sénatus-consulte qui leur accorde une véritable autonomie financière et qui fait rentrer dans la sphère d'attributions des conseils généraux les questions relatives à l'établissement des tarifs de douane et d'octroi de mer, le conseil général vote les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute provenance ainsi que les tarifs de douane sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, importés dans la colonie. Les tarifs de douane votés par le conseil général sont rendus exécutoires par décret de l'empereur, le Conseil d'État entendu.



Cependant, la loi du 19 mai 1866 qui dispense aussi bien pour la France que pour les colonies en général et qui marque une orientation résolue vers les libertés de commerce, supprime dans ses articles 5 et 8 les surtaxes de pavillon, effaçant ainsi toute différence de traitement entre les bâtiments étrangers et les bâtiments français, même à l'égard de l'intercourse entre la France et les colonies.

Rien n'est donc changé jusqu'ici pour les possessions de la deuxième catégorie et le Pouvoir exécutif continue à légiférer pour elles comme auparavant. Toujours sous l'empire de la loi de 1833, les ordonnances métropolitaines, les arrêtés locaux concernant les tarifs, modifications de tarifs et réglementation douanière continuent à être légaux. L'ordonnance royale même du 28 avril 1845, spéciale au Sénégal où le Code d'instruction criminelle n'était pas promulgué, décide :

Qu'à l'avenir la sanction des règlements d'administration et de police que le gouverneur est autorisé à rendre en exécution de l'article 51 de l'ordonnance du 7 septembre 1840 pourra être assurée par des pénalités portées jusqu'au maximum de quinze jours d'emprisonnement et de 100 francs d'amende.

Le décret du 30 janvier 1867, encore en vigueur, apporte une modification sensible dans le régime législatif des possessions d'Afrique en matière de tarifs et de règles de perception.

Tout en confirmant les arrêtés rendus précédemment par les gouverneurs et commandants sur les taxes et les contributions, il distingue les droits de douane de toutes les autres taxes. Les droits de douane sont

désormais exceptés de l'attribution des chefs des colonies autres que les Antilles et la Réunion, ils seront réglés par décrets. Les autres taxes, ainsi que leur assiette, leur quotité, leurs règles de perception et leur mode de poursuite seront déterminés par ces gouverneurs par arrêté pris en conseil d'administration. Provisoirement exécutoires, ils doivent être toujours soumis à l'approbation du département.

Ci-après, le texte de ce décret important :

## DÉCRET

*Relatif aux pouvoirs accordés aux gouverneurs  
et commandants des colonies en matière de taxes et de  
contributions*

(du 30 janvier 1867)

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,  
EMPEREUR des Français,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la Marine et des Colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les gouverneurs et les commandants sont autorisés à déterminer, par arrêtés pris en conseil d'administration, l'assiette, le tarif, les règles de perception et le mode de poursuites des taxes et contributions publiques.

Les droits de douane sont exceptés de cette attribution et réservés pour être réglés par des décrets.

Sont et demeurent confirmés les arrêtés rendus par les

gouverneurs et commandants sur les matières désignées au paragraphe 1 du présent article.

Art. 2. — Les arrêtés rendus par les gouverneurs et les commandants, en vertu du paragraphe 1 de l'article précédent, sont immédiatement soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'État de la Marine et des Colonies. Ces arrêtés sont toutefois provisoirement exécutoires.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

Art. 4. — Notre ministre secrétaire d'État au département de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la Marine*.

Lorsque le décret organique du conseil général (25 janvier 1879, art. 55) fut appliqué au Sénégal, le sénatus-consulte de 1866, ainsi que les principes financiers contenus dans ses articles 5 et 6, furent étendus à cette colonie, et, dès lors, les tarifs de douane restèrent dans les attributions de la colonie du Sénégal, avec cependant une importante restriction : Instruite par l'expérience, la métropole, dans le décret organique de 1879, ne connut plus au conseil général que la faculté de donner son avis sur les tarifs de douane. Mais si les principes financiers sont désormais déterminés par le conseil général du Sénégal en vertu du sénatus-consulte de 1866 étendu à cette colonie, on peut se demander si l'organisation des services financiers rentre également dans les attributions de l'assemblée de cette colonie. Un conflit d'attributions avait été élevé sur ce point en 1868 à la Réunion. En l'espèce, le conseil général avait voté la fusion du service des douanes et de celui des contributions indirectes. L'administration

locale, sans se déclarer hostile à cette fusion, s'était réservé le soin de prendre elle-même la décision si l'étude du projet à laquelle elle allait se livrer concluait à une solution dans ce sens. Son refus d'exécuter le vote du conseil général se fondait sur les dispositions édictées par les décrets des 31 juillet et 26 septembre 1855 intervenus à la suite du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et notamment sur les articles 2 du premier décret, 159, 163 et 165 du deuxième.

Le Conseil d'État, section des finances, appelé à trancher le conflit, émit son avis en date du 31 juillet 1876. Il considéra que si le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, en abrogeant les articles 13, 14, 15, 16 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, a modifié les attributions des conseils généraux, il n'a rien changé à l'organisation des services financiers, qu'en vertu de la séparation des pouvoirs et en l'absence de textes précis, il estimait que la séparation du service des douanes de celui des contributions indirectes était une mesure administrative appartenant au gouverneur.

L'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1864 avait soumis, d'une manière générale, au régime des décrets simples, les colonies autres que les Antilles et la Réunion ; le décret du 30 janvier 1867 avait décidé expressément que la fixation de droits de douane était exceptée des attributions des gouverneurs des autres colonies en matière de taxes, et qu'elle devait être réglée par décret. La loi du 7 mai 1881 vint exiger en outre un décret en Conseil d'État pour la fixation desdits tarifs de douane ; et cette disposition a été maintenue par la loi du 11 janvier 1892 dans les cas spéciaux où le tarif métropolitain n'est pas applicable (Dislère).

Pour ce qui concerne notamment le Sénégal où fonctionne un conseil général, cette dernière loi a décidé que les délibérations des conseils généraux relatives au mode d'assiette, aux règles de perception et au mode de répartition de l'octroi de mer, devaient être approuvées par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

D'une façon générale, et cela surtout pour les vieilles colonies, la loi du 11 janvier 1892 a fait rentrer dans le domaine législatif le régime douanier qui en était sorti par le sénatus-consulte de 1866. Mais ce régime douanier antérieur n'est pas modifié en Afrique occidentale française. Le conseil général du Sénégal conserve toujours, en vertu du sénatus-consulte de 1869, et le décret de 1879, sa faculté d'avis en matière de douane avec les formalités exigées par le décret du 7 mai 1881 pour l'application des tarifs. Pour les autres colonies du groupe, il n'y a pas de changement.

Quels sont les effets de la loi du 11 janvier 1892 en Afrique occidentale française ?

Il est nécessaire de rappeler par le détail les diverses mesures douanières intéressant les colonies en général, qui ont précédé la loi du 11 juin 1892. Nous empruntons aux « douanes françaises de Pollain », les lignes suivantes :

Les conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion profitèrent de l'autorité que leur abandonnait le sénatus-consulte de 1866 pour faire acte d'indépendance vis-à-vis de la métropole. Ils supprimèrent les droits de douane qui n'atteignaient que les marchandises étrangères et les remplacèrent par des droits d'octroi de



mer qui atteignaient indifféremment les marchandises françaises et étrangères.

Pendant que les marchandises françaises cessaient d'avoir droit dans nos principales colonies à un régime de faveur, les denrées coloniales, les sucres notamment, avaient perdu le bénéfice des détaxes dont elles jouissaient depuis longtemps en France.

Cet isolement réciproque de la métropole et de ses colonies finit par émouvoir les représentants des deux parties. Tandis que sous forme de décret, un dégrèvement était accordé en France aux sucres des colonies françaises (loi du 29 juillet 1884, art. 5, 13 juillet 1886, art. 2), les conseils généraux de plusieurs colonies votèrent le rétablissement des droits de douane sur les marchandises étrangères. (Décret du 25 avril 1885 et 31 mars 1887 (Martinique); 12 avril 1887, 29 juillet 1889; 25 juin 1890 (Guadeloupe); 19 janvier 1885 (Réunion).

De son côté, le gouvernement usait de son droit de réglementation à l'égard des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, pour établir dans la plupart d'entre elles des droits sur les productions étrangères. (Décret du 7 janvier 1890 (Guyane); 27 juillet 1889 (Saint-Pierre et Miquelon); 2 décembre 1890 (Sénégal); 27 août 1884 et 18 novembre 1890 (Gabon-Congo); 21 juin 1887 (Nossi-Bé.) Enfin, sous réserve d'exceptions laissées à l'application du Pouvoir exécutif, le législateur rendit applicable dans ses possessions et pays de protectorat de l'Indochine, le tarif général de la métropole. (Loi du 25 février 1887. Décret du 7 septembre 1887, 9 mai 1889.)

La réforme réalisée par la loi du 11 février 1892 se trouvait ainsi préparée.

D'autre part, M. Girault consacre à cette question l'exposé suivant :

La conséquence des mesures imprudentes prises par les conseils généraux de 1867 à 1884, à l'égard des produits métropolitains, ne tarda pas à se faire sentir. En même temps que le mouvement général des échanges de nos colonies augmentait, la quantité des marchandises importées de la métropole diminuait : les produits étrangers prenaient la place des produits français. Nos négociants se plaignirent et le gouvernement pesa sur les colonies pour obtenir le rétablissement des droits du douane. Il employa tout à la fois à leur égard les promesses et les menaces. Il les menaça du vote de la proposition Peulevey tendant à appliquer aux colonies le régime douanier de la métropole ; et de l'arrêt des travaux publics exécutés chez elles, grâce aux subventions de la mère patrie. On leur promit un traitement de faveur pour les sucres coloniaux. Des arguments aussi puissants étaient irrésistibles. Les trois colonies rétablirent l'une après l'autre leurs droits de douane. La récompense ne se fit pas attendre. La loi du 29 juillet 1884 sur le régime des sucres accorda un déchet de fabrication de 12 o/o aux sucres des colonies françaises importées directement (art. 5) et frappa d'une surtaxe de 7 francs, les sucres non raffinés importés des pays d'Europe ou des entrepôts d'Europe (art. 10).

En même temps, le gouvernement, éclairé par cette expérience, se gardait d'étendre aux conseils généraux nouvellement créés les pouvoirs dangereux que ceux des Antilles et de la Réunion tenaient du sénatus-consulte de 1866. Le décret organique du conseil général de la Guyane (1878) reproduisit sans doute dans son article 36 la disposition de l'article 2 du sénatus-consulte, mais les décrets subséquents de 1879 et de 1885 ne reconnurent plus aux

autres conseils généraux que la faculté de donner leur avis sur les tarifs de douane.

Les industries métropolitaines continuèrent néanmoins à se plaindre. Elles faisaient remarquer que l'ouverture de nouveaux débouchés pour leurs produits était un des motifs invoqués à l'appui des entreprises coloniales, et que cependant certaines colonies faisaient plus d'affaires avec l'étranger qu'avec la mère-patrie. Elles demandèrent, en conséquence, l'extension au marché colonial de la protection dont elles jouissaient sur le marché métropolitain et prirent pour mot d'ordre l'assimilation douanière, c'est-à-dire l'application aux établissements français d'outre-mer de notre tarif général des douanes.

L'article 10 de la loi de finances du 29 décembre 1884 avait déjà soumis les produits étrangers importés en Algérie aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France, et cette assimilation, que justifiait la proximité des deux pays, avait produit d'heureux effets. On résolut d'en faire autant pour l'Indochine. L'article 47 de la loi de finances du 26 février 1887, résultat d'un amendement proposé à la Chambre par des députés protectionnistes de la Seine-Inférieure, organes de l'industrie rouennaise, soumit les produits étrangers importés en Cochinchine, au Cambodge, en Annam et au Tonkin aux droits inscrits au tarif général de la métropole, sauf certains adoucissements à déterminer par un règlement d'administration publique. Cette mesure, appliquée à partir du 24 juin 1887, produisit des effets absolument néfastes sur la situation économique et financière de ce pays. Le mouvement commercial de la Cochinchine fléchit de plus de 18 millions en 1888, et le nombre des faillites quintupla. Le décret du 8 septembre 1887, rendu en exécution de l'article 47 de la loi des finances, dut être remplacé sur la protestation unanime des colons par un autre décret du 9 mai 1889 qui dégreva tous les produits n'ayant pas de similaires en France.

Cette expérience fut malheureusement impuissante à arrêter un courant protectionniste devenu trop fort pour pouvoir être combattu avec quelque chance de succès. Les statistiques douanières fournissaient d'ailleurs aux adversaires du régime inauguré en 1866 un argument spécieux. En 1890, les marchandises importées dans nos colonies atteignaient un total de 210.792.120 francs se décomposant ainsi : importations de France 70.903.905 francs, des colonies françaises 3.293.791 francs, de l'étranger 136.594.444 francs. Les colonies achetaient donc environ la moitié plus de marchandises à l'étranger qu'à la mère-patrie. Les exportations s'élevaient par contre à 191.987.716 francs, dont 100.845.774 pour la France, 3.538.127 francs pour les colonies françaises et 87.603.815 francs pour l'étranger. Cette France, dont nos colons n'achetaient pas les produits, était donc cependant leur meilleure cliente. Quelle ingratitude semblait-il. C'est sous cette impression déterminante qu'a agi le législateur lorsque, écartant le projet du gouvernement qui se bornait à maintenir le *statu quo*, il a introduit le principe de l'assimilation douanière dans la loi du 11 janvier 1892.

Le but de la loi a été donc de resserrer fortement les liens commerciaux entre les colonies et la métropole, de protéger à tout prix l'industrie métropolitaine et pour obtenir ce résultat, d'opérer l'assimilation douanière ; la seule raison d'être de la politique coloniale, disent certains esprits, est d'ouvrir des débouchés à l'industrie métropolitaine.

En vertu de cette assimilation, les produits étrangers importés dans les colonies sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France. Toutefois, des décrets rendus en forme de règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par excep-

tion, feront l'objet d'une tarification spéciale. Les conseils généraux ou d'administration seront appelés à donner leur avis sur les exceptions projetées et pourront prendre des délibérations pour en solliciter d'autres qu'un nouveau décret en Conseil d'État pourra leur accorder (Art. 3 et 4).

En vertu de cette même assimilation, les produits métropolitains et les produits originaires d'une colonie française importés dans une autre colonie française ne paient aucun droit de douane. Quant aux produits étrangers importés d'une autre colonie française ils sont simplement assujettis, s'il y a lieu, au paiement de la différence entre les deux tarifs (art. 5). Quant à l'octroi de mer, son mode d'assiette, ses règles de perception et son mode de répartition seront établis par délibération du conseil général (ou d'administration) approuvée par décret en Conseil d'État ; son tarif est voté par le conseil général et rendu exécutoire par décret ou provisoirement par arrêté du Gouverneur (art. 6). « Ainsi se trouvaient abrogés, dit Girault, l'article 2 du sénatus-consulte de 1866 et les textes subséquents plus ou moins similaires. Les conseils généraux sont dépouillés de leur autonomie douanière et leurs droits, en matière d'octroi de mer sont sensiblement réduits.

» Mais cette assimilation douanière ne pouvait pas être une règle générale. Pratiquement inapplicable, comme dit M. Girault, à des territoires dispersés comme des établissements de l'Inde et de l'Océanie, elle était de nature à compromettre irrémédiablement l'avenir du Sénégal et des colonies naissantes de l'Afrique occidentale française ». Aussi, l'Afrique occidentale française est-elle



restée en dehors des effets de ladite loi tant au point de vue commercial qu'au point de vue administratif. On a vu précédemment quelles sont les règles qui y régissent la fixation des droits de douane et des droits d'octroi en tenant compte de la situation exceptionnelle de la colonie qui possède un conseil général.

Les droits de douane perçus sur les produits importés en Afrique occidentale française, comme dans les colonies non assimilées au point de vue douanier, n'ont rien de commun avec ceux fixés par la loi du 11 janvier 1892. Ils frappent les produits de la métropole aussi bien que les produits étrangers et sous ce rapport ressemblent aux taxes de consommation. Il va sans dire que malgré l'ambiguïté des termes de l'article 5 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 11 janvier 1892, les produits originaires d'une colonie française assimilée douanièrement ne sauraient entrer en franchise en Afrique occidentale française, car assimilés aux produits métropolitains qui sont eux-mêmes taxés à leur importation en Afrique, ils doivent suivre le traitement que ces derniers.

Il existe également des droits de sortie sur le principal produit de l'Afrique occidentale française, le caoutchouc. Tous ces droits perçus à l'importation et à l'exportation sont fiscaux et non protecteurs. Ils constituent les principales ressources du budget du gouvernement de l'Afrique occidentale française. Ils sont énumérés plus loin dans un tableau.

Les vrais droits protecteurs sont les surtaxes établies sur les produits étrangers, surtaxes que nous analyserons bientôt. Ces droits protecteurs n'ont pu être établis partout. Sous le rapport de l'établissement des surtaxes, de l'uniformité du tarif d'importation et de l'évaluation

du caoutchouc, l'unification des tarifs s'est heurtée à deux difficultés :

1° A la Côte d'Ivoire et au Dahomey, le gouvernement français est lié pour trente ans depuis 1898 à l'égard de la Grande-Bretagne par l'article 9 de la convention anglo-française, du 14 juin 1898, qui stipule l'égalité de traitement dans la boucle du Niger pour tout ce qui concerne la navigation fluviale, le commerce, le régime douanier et fiscal et les taxes de toute nature. Il en a été parlé plus haut. Dans ces conditions, les surtaxes sur les produits anglais et allemands (1) ne peuvent pas jouer dans ces deux colonies où les droits à l'importation sont nécessairement les mêmes que pour les produits français ;

2° La situation géographique du territoire du gouvernement de l'Afrique occidentale française qui n'est pas d'un seul tenant oblige à tenir compte des enclaves anglaises, portugaises, allemandes pour ne pas maintenir dans le voisinages de ces possessions étrangères des droits trop élevés susceptibles de favoriser l'emprunt de leurs territoires soit à l'entrée, soit à la sortie. Des différences trop sensibles de tarif pourraient décider les importateurs à faire passer, par exemple, leurs marchandises par la Guinée portugaise au lieu de les introduire par la Casamance ou par Conakry, résultat qu'il fallait éviter. La mercuration du caoutchouc exporté par le port d'Assinie, voisin de la colonie anglaise, de la Gold Coast au même taux que le caoutchouc du reste de la colonie, c'est-à-dire à un prix relativement élevé, eût pu mettre les exportateurs de la

---

1. Nous devons à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée.

région d'Assinie dans une situation d'infériorité vis-à-vis de leurs voisins anglais et déterminer les indigènes producteurs à aller offrir leurs caoutchoucs aux Anglais qui, enoxérés des droits de sortie, auraient la ressource d'acquérir ce latex moyennant un prix plus élevé.

Les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française isolées avant la réalisation de l'union douanière possédaient des taxes de consommation établies par arrêtés locaux et frappant les objets de toute provenance sans distinction de leur origine française ou étrangère. Parallèlement aux taxes de consommation existaient des droits de douane avec la même assiette et établis par décrets. Le décret du 14 avril 1905 a fait justice de ces distinctions fâcheuses : droits de douanes et droits de consommation se sont fondus en des droits d'importation, dits droits de douane. Il est certain que la plupart des taxes de consommation qui ont été établies par un simple arrêté local depuis 1867 jusqu'en 1905 avaient un caractère illégal, d'abord parce que même provisoirement exécutoires quand elles ne visaient que l'établissement d'un tarif ou la modification d'une quotité, elles ne devaient pas tarder à recevoir l'approbation ministérielle, approbation qui n'était pas toujours sollicitée, ensuite parce qu'elles étaient au fond de vrais droits de douane par leur caractère, et qu'à ce titre leur établissement devait faire l'objet avant toute exécution d'un décret rendu en Conseil d'État. « Il faut remarquer, en effet, que les droits de douane, droits de consommation étaient perçus au moment de l'importation et n'atteignaient, en fait, que des produits venus de l'extérieur, les produits similaires locaux n'existant pas ou n'étant pas assez importants pour pouvoir être

utilement imposés (Girault). Ce qui distingue les droits de douane, ce n'est pas seulement leur caractère protecteur à l'égard du commerce métropolitain, c'est moins encore la protection qu'ils peuvent accorder à la production locale ou indigène, car les produits indigènes le plus souvent grossiers, diffèrent par leur nature des produits européens et peuvent justifier un traitement différentiel. Ce qui les distingue donc c'est que ces taxes sont essentiellement caractérisées par cette double condition que d'une part, elles atteignent à l'entrée et sur tous les points du territoire les objets assujettis, frappant ainsi la consommation générale du pays où ces objets sont importés, et que, d'autre part, par le fait même de l'importation, elles affectent directement les rapports de la colonie avec l'extérieur (Cassation, arrêt du 15 mars 1898). Et ce qui vient d'être dit pour les taxes de consommation est vrai pour l'octroi de mer, si au lieu de porter sur la consommation locale, dans les limites d'un octroi municipal, il s'étend au périmètre tout entier d'une colonie et frappe les objets assujettis à raison de leur provenance extérieure (Cassation civ., 7 janvier 1896).

En résumé, par le caractère même des droits dits de consommation ou d'octroi de mer habituellement appliqués en Afrique occidentale française, il y a lieu, en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation, de les assimiler aux droits de douane et de les faire régler comme les droits de douane par les décrets rendus en Conseil d'État. Lorsqu'on se trouve en présence de vrais droits de consommation ou de vrais droits d'octroi, ils peuvent être déterminés par arrêtés locaux exécutoires définitivement s'ils ne visent que la modification d'une quotité, exécutoires provisoirement en attendant

l'approbation ministérielle s'ils sont relatifs à l'assiette, au tarif, aux règles de perception et au mode de poursuite. Cependant la colonie du Sénégal (territoire d'administration directe) où fonctionne un conseil général ne peut appliquer le vrai octroi municipal que si la délibération du conseil général, relative à cet impôt, a été approuvée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration.

Le Dahomey et la Côte d'Ivoire étant situés dans la zone soumise au régime de la Convention du 14 juin 1898 ne peuvent être donc l'objet d'aucune surtaxe et les droits qui frappent les marchandises à leur entrée dans ces territoires ne pourront pas, avant longtemps, être des droits protecteurs.

C'est dans la partie de l'Afrique occidentale française qui est en dehors de la boucle du Niger que, répondant au vœu des industries métropolitaines, en a fait jouer les surtaxes ; et sous le rapport du régime l'assimilation est complète entre le Sénégal et la Guinée française qui ont de nombreux points de contact et se pénètrent par leur hinterland. Le tableau de la page 181 fait ressortir des surtaxes établies sur les marchandises étrangères suivantes : sels gemmes, sels marins, tabacs fabriqués, sucres, coton, tissus de coton dits guinées, matériaux de construction (briques, tuiles, carreaux, chaux, ciment, plâtres, planches et madriers non ouvrés), alcools, liqueurs et liqueurs de traite, armes et munitions, cafés, bananes, huiles de palme et similaires, produits non dénommés. Sous le titre de produits non dénommés, tous les articles du tarif métropolitain non énuméré plus haut sont surtaxés. La liste est longue et c'est presque une assimilation douanière, du moins dans l'intention. Si ces surtaxes combinées avec les droits d'importation ne



dépassent que de 2 o/o la quotité des droits frappant en moyenne les produits imputés dans le bassin du Niger, elles sont en rapport avec le degré de développement de ces pays qui ont besoin d'une grande latitude douanière pour leur mise en valeur.

Dans l'ensemble du tarif il faut tenir compte de la situation de quelques régions où les droits ont été modifiés. Les tabacs en feuilles ou fabriqués et les poudres et salpêtres ne sont soumis, au Dahomey, qu'à un droit d'importation de 50 francs, par 100 kilogrammes. Les colas et les matériaux de construction sont exempts de tous droits à l'entrée au Dahomey. La taxe fiscale sur les sucres dans les deux zones est indépendante des taxes compensatrices applicables aux sucres originaires des pays qui accordent des primes à la production ou à l'exportation des sucres (Décret du 5 octobre 1905).

En Guinée, les cafés sont exempts des droits d'exportation et acquittent un droit spécifique de 78 francs, comme surtaxe sur les produits étrangers.

A la Côte d'Ivoire, les cafés acquittent un droit spécifique de 78 francs, par 100 kilogrammes, au lieu de la taxe *ad valorem* (Décret du 4 février 1905).

En Guinée, les bananes sont exemptes des droits d'importation et acquittent un droit spécifique de 5 francs, comme surtaxe sur les produits étrangers.

La Casamance a été l'objet d'une tarification particulière. Jusqu'à la promulgation du décret du 14 avril 1905, dit le ministre des Colonies dans son rapport au Président de la République du 31 janvier 1907, la région de la Casamance avait un régime douanier spécial comportant presque exclusivement des droits de sortie alors que dans les autres parties de l'Afrique occidentale les droits établis étaient en général perçus à l'exportation.

Quand parut le décret du 14 avril 1905, la région de la Casamance cessa d'être soumise à des tarifs particuliers et se trouva au point de vue de la quotité des droits établis, dans une situation défavorable par rapport à celle des possessions étrangères dans lesquelles elle est enclavée. C'est pour remédier à cet état de choses que M. le gouverneur de l'Afrique occidentale française, d'accord avec le conseil de gouvernement, a proposé d'apporter une rédaction sur les droits frappant certains articles faisant l'objet de transactions importantes dans cette région : tabac en feuilles colas, armes, poudres, munitions autres que les poudres et salpêtres.

En vertu, donc, du décret du 31 janvier 1907, les droits suivants sont établis à l'importation en Casamance. Les tabacs en feuilles acquittent seulement un droit de 50 francs et les colas étrangers un droit de 40 francs par 100 kilos, les armes en droit d'importance de 5 0/0 avec surtaxe de 7 0/0 sur produits étrangers; les poudres et salpêtres un droit d'importation de 20 francs par 100 kilos avec surtaxe de 10 francs et les munitions autres que les poudres et salpêtres un droit d'importation de 5 0/0 avec surtaxe de 7 0/0 (décret du 31 janvier 1907).

Il est bon de rappeler, en reproduisant le texte du décret du 30 novembre 1907, pris en exécution de la convention de Bruxelles du 3 novembre 1906, les conditions dans lesquelles ont été relevés à cette date les droits sur les spiritueux en A. O. F.

## DÉCRET

Le Président de la République Française

Sur la proposition du ministre des Affaires étrangères et  
du ministre des Colonies,

### DÉCRÈTE :

Article premier. — Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la Convention internationale signée à Bruxelles le 3 novembre 1906 pour la révision du régime des spiritueux en Afrique et les ratifications de cet acte ayant été déposées à Bruxelles, le 3 novembre 1907, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

### CONVENTION

Article premier. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention le droit d'entrée sur les spiritueux sera porté dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article 91 de l'acte général de Bruxelles, au taux de 100 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux.

Toutefois, il est entendu, en ce qui concerne l'érythée, que ce droit pourra n'être que de 70 francs l'hectolitre à 50 degrés centésimaux, le surplus étant représenté d'une manière générale et constante par l'ensemble des autres droits existant dans cette colonie.

Le droit d'entrée sera augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux ; il pourra être diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Les puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au-delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Art. 2. — Ainsi qu'il résulte de l'article 93 de l'acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article 92 dudit acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article premier de la présente Convention.

Toutefois, il est entendu, en ce qui concerne l'Angola, que le gouvernement portugais pourra, en vue d'assurer la transformation graduelle et complète des distilleries en fabrique de sucre, prélever sur le produit de ce droit de 100 francs, une somme de 30 francs, qui sera attribuée aux producteurs, à charge pour eux, et sous son contrôle, de réaliser cette formation.

Si le gouvernement portugais faisait usage de cette faculté le nombre des distilleries en activité et la capacité de production de chacune d'elles ne pourraient dépasser le nombre et la capacité constatés à la date du 31 octobre 1906.

Art. 3. — Les dispositions de la présente Convention sont établies pour une période de dix ans.

A l'expiration de cette période, le droit d'entrée fixé à l'article premier sera soumis à révision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

Toutefois chacune des puissances contractantes aura la faculté de provoquer la révision de ce droit à l'expiration de la huitième année.

Celle des puissances qui fera usage de cette faculté aurait à notifier son intention, six mois avant cette échéance, aux autres puissances, par l'intermédiaire du gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence dans le délai de six mois ci-dessus indiqué.

Art. 4. — Il est entendu que les puissances qui ont signé l'acte général de Bruxelles ou y ont adhéré, et qui ne sont

pas représentées dans la conférence actuelle, conservent le droit d'adhérer à la présente convention.

Art. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront déposées au ministre des Affaires étrangères à Bruxelles dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Une copie certifiée du procès-verbal de dépôt sera adressée par les soins du gouvernement belge à toutes les puissances intéressées.

Art. 6. — La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des puissances contractantes situées dans la zone déterminée par l'article 90 de l'acte général de Bruxelles le trentième jour à partir de celui où aura été clos le procès-verbal de dépôt prévu à l'article précédent.

A partir de cette date, la Convention sur le régime des spiritueux en Afrique, signée à Bruxelles le 8 juin 1899, cessera ses effets.

En foi de quoi, les plénipotentaires respectifs ont signé la récente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles le 3 novembre 1906.

(L. S.) *Signé* : Graf von Walwitz.

(L. S.) *Signé* : Gohring.

(L. S.) *Signé* : Capelle.

(L. S.) *Signé* : Kebers.

(L. S.) *Signé* : Arturo de Baguer.

(L. S.) *Signé* : H. Droogmans.

(L. S.) *Signé* : A. Mechelynck.

(L. S.) *Signé* : A. Gérard.

(L. S.) *Signé* : Arthur H. Hardinge.

(L. S.) *Signé* : A. W. Clarke.

(L. S.) *Signé* : H. J. Réad.

(L. S.) *Signé* : Bonin.

(L. S.) *Signé* : Vander Staal de Piershil.

(L. S.) *Signé* : Santo Thyerso.

(L. S.) *Signé* : Garcia Rosado.

(L. S.) *Signé* : N. de Giers.

(L. S.) *Signé* : Falkenberg.



Art. 2.— Le ministre des Affaires étrangères et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 novembre 1907.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le ministre des Affaires étrangères

S. PICHON.

Le ministre des Colonies,

MILLIÈS-LACROIX.

## DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement Général de l'Afrique occidentale française ;

Vu le décret du 14 avril 1905, fixant les droits à percevoir à l'entrée et à la sortie en Afrique occidentale française ;

Vu la convention signée à Bruxelles, le 3 novembre 1906, pour la revision du régime des spiritueux en Afrique, la loi du 31 octobre 1907, autorisant la ratification de cette convention, et le décret du 7 novembre 1907, portant exécution dudit acte ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil du Gouvernement de l'Afrique occidentale française, en date du 8 octobre 1907 ;

Vu la loi du 7 mai 1881 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le tableau A de l'article premier du décret du 14 avril 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

| DÉSIGNATION DES PRODUITS                      | UNITÉS sur lesquelles portent les droits | TERRITOIRES situés en dehors de la zone visée par la convention du 14 juin 1898 |                                    | TERRITOIRES soumis au régime de la convention du 14 juin 1898 |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
|                                               |                                          | Droits d'importation                                                            | Surtaxe sur les produits étrangers |                                                               |
| Alcoolset eaux-de-vie.                        | Hectolitre d'alcool pur contenu          | 200 fr.                                                                         | 30 fr.                             | 200 fr.                                                       |
| Liqueurs contenant plus de 25° d'alcool.....  | Hectolitre liquide                       | 112 fr. 50                                                                      | 25 fr.                             | 112 fr. 50                                                    |
| Liqueurs contenant 25° d'alcool ou moins..... | —                                        | 60 fr.                                                                          | 15 fr.                             | 60 fr.                                                        |
| Vin au-dessus de 16°.                         | —                                        | Régime des alcools                                                              |                                    |                                                               |

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Ministère des Colonies*.

Fait à Paris, le 30 novembre 1907.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies

MILLIÈS-LACROIX

Les droits *ad valorem* sont perçus d'après la valeur des produits au lieu d'importation. Cette valeur est déterminée par la mercuriale officielle, ou, à défaut, par le prix de facture augmenté de 25 o/o. La nomenclature de la mercuriale qui, au début de son établissement, ne prévoyait qu'un nombre fort restreint d'articles susceptibles d'être introduits en Afrique occidentale française a été allongée de semestre en semestre pour répondre à la prévision des articles importés toujours en augmentation. La circulaire ministérielle du 15 février 1909 a prescrit la nomenclature générale du tarif des douanes, c'est-à-dire la liste même des articles portés au tarif métropolitain du 11 janvier 1892. La mercuriale de l'A. O. F. est donc aussi complète que possible. Cependant si elle veut être absolument calquée sur le tableau des articles de la Métropole il faudra qu'elle se prépare à subir les nouvelles modifications que nécessite le remaniement récent du tarif métropolitain et sa mise en harmonie avec la classification des nouveaux produits de l'industrie. Sous forme de projets ou d'états de revision les mercuriales de chaque colonie sont dressées par une commission présidée par le lieutenant-gouverneur et parviennent semestriellement (15 mai et 15 octobre au plus tard) au gouverneur général qui statue en commission permanente de conseil de gouvernement.

Ce sont donc les évaluations des mercuriales officielles revisées qui servent de base à l'application des taxes *ad valorem* pour beaucoup d'articles. On est conduit d'après ces données à se demander si les modifications apportées périodiquement aux mercuriales ne constituent pas en fait des changements de tarif, car à ce titre elles ne devraient être légalement appliquées par

les bureaux des douanes qu'un jour franc après l'arrivée dans chaque localité du *Journal Officiel de l'Afrique occidentale française* à moins qu'une date ultérieure ne soit fixée pour leur application par l'arrêté du gouverneur général qui les approuve.

Cette conséquence des modifications de la mercuriale considérées comme changements de tarif n'a pas d'intérêt pratique, car, par définition, la mercuriale est toujours établie pour une durée déterminée et à partir d'un jour fixe qui est le commencement de la période.

D'ailleurs, ces modifications ne peuvent pas légalement être assimilées à des changements de tarif car c'est justement pour ne pas modifier le tarif, c'est pour appliquer la juste quotité de droits prévue, qu'on remanie périodiquement la mercuriale et qu'on ramène la marchandise taxée à sa valeur vraie, lui évitant ainsi une augmentation ou une diminution de droits à acquitter.

Au surplus, tout changement de tarif de douane nécessiterait sous forme d'un décret rendu en Conseil d'État, l'intervention du département, mesure qui serait vraiment excessive pour une simple revision de mercuriales.

Le gouvernement général tend à rendre uniformes les évaluations d'un même article pour toutes les colonies du groupe. Il insiste souvent sur l'intérêt qu'il y a de fixer une valeur mercuriale pour tous les articles qui peuvent être facilement évalués d'après leur poids. Ce qui rebute en effet le plus l'industrie métropolitaine, c'est l'existence dans les tarifs africains de droits *ad valorem* perçus d'après les indications de factures dont la sincérité est difficilement contrôlable. Ce mode de taxation favorise au détriment d'un déclarant scrupuleux, celui qui n'hésite pas à appuyer ses déclarations de factures conven-

tionnellement minorées. Et la préemption qui peut être dans ce dernier cas exercée par la douane n'est pas toujours un remède efficace.

On a dit que les droits *ad valorem* sont perçus d'après la valeur des produits au lieu d'importation, de telle sorte que la valeur au point d'achat se trouve augmentée de frais d'assurance, de commissions, frêts, etc.... Le décret du 14 avril 1905 a disposé que la majoration de 25 o/o qui vient pour la liquidation des droits s'ajouter au prix de facture est censée représenter la différence entre la valeur au pays d'origine et celle au pays d'importation.

Mais l'escompte doit-il être ou non déduit de la valeur ? Poser la question c'est presque la résoudre, car l'escompte n'est qu'un avantage procuré à celui qui achète dans des conditions déterminées, il ne change pas la valeur intrinsèque de la marchandise. En équité et même en droit, il ne doit pas être déduit, la solution contraire eût permis alors de dénier une valeur marchande et par conséquent d'accorder la franchise de droits à un complet neuf expédié à titre gracieux et importé en Afrique occidentale française. De la solution contraire « il résulterait encore que la marchandise vendue en même temps par le même commerçant à deux acheteurs aurait une valeur différente suivant que l'un ou l'autre de ces acheteurs serait à même de bénéficier de l'escompte. »

Cependant, pour des raisons de fait et en vertu d'une longue tradition, l'escompte est déduit de la valeur imposable dans chacune des colonies du groupe.

A titre documentaire, cette question intéressante de mercuriales est suivie d'ici d'une lettre du gouverneur général de l'Afrique occidentale française traitant de



la matière en réponse à des réclamations faites par le directeur général de l'union coloniale française au ministre des colonies.

## EXTRAIT

### DE LA *Quinzaine coloniale*

DU 25 JUILLET 1905 ET ADRESSÉE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Directeur général de l'Union Coloniale Française, 44, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vous m'avez communiqué la copie d'un mémoire très détaillé que vous avez adressé à M. le ministre des Colonies au sujet de l'application du décret du 14 avril 1905 qui a fixé le tarif des droits à percevoir à l'entrée et à la sortie en Afrique occidentale française. Ce tarif établit des droits spécifiques sur quelques produits, mais il frappe le plus grand nombre de taxes *ad valorem*. Comment déterminer la valeur servant de base à la perception ? Convient-il notamment de déduire de cette valeur l'escompte dit de caisse ? Et, pour les produits dont la valeur est fixée par la mercuriale officielle, comment éviter les majorations des prix et quelles garanties convient-il de donner à cet égard ? Enfin, par quelles mesures arrêter le mouvement d'exportation par la Côte d'Or anglaise des caoutchoucs de la région d'Assinie ? Telles sont les diverses questions que vous avez examinées dans ce mémoire.

J'ai pris connaissance de ce document avec le plus grand intérêt. Le décret du 14 avril dispose que pour l'application des droits, la valeur des produits est établie par le prix de facture majoré de 25 o/o. Cette majoration de 25 o/o est

censée représenter la différence entre la valeur au pays d'origine et celle au pays d'importation. Dès la promulgation du décret, j'ai informé le service des douanes que cette majoration devait par suite tenir compte de tous les frais postérieurs à l'achat, commissions, assurances, frets, que tous ces éléments devaient donc être désormais négligés.

Restait la question de savoir si l'escompte devait être ou non déduit de la valeur. Cette question avait été posée par le service de la Côte d'Ivoire à la fin de l'année dernière, c'est-à-dire avant l'application du nouveau tarif. Le service avait fait valoir notamment que si cette décision était admise, il en résulterait que la même marchandise vendue en même temps par le même commerçant à deux acheteurs aurait une valeur différente, suivant que l'un ou l'autre de ces acheteurs serait à même de bénéficier de l'escompte. Je me ralliai en principe aux raisons exposées en me réservant d'étudier à nouveau la question lorsque les renseignements que je me proposais de recueillir me seraient parvenus. Il résulte des renseignements que je viens d'obtenir que les diverses colonies de l'Afrique occidentale française, au Sénégal, en Guinée et au Dahomey, il est de tradition de déduire l'escompte de la valeur, que même à la Côte d'Ivoire cette déduction a été longtemps d'usage. D'autre part, et sans entrer dans le détail des arguments exposés dans votre mémoire, je ne puis méconnaître la force des raisons que vous faites valoir en faveur de cette déduction. J'ai, en conséquence, décidé qu'il y avait lieu désormais de déduire l'escompte de la valeur imposable et je donne des instructions dans ce sens au service des douane de chacune des colonies

La question des mercuriales dont vous m'avez également entretenu est une de celles qui ont le plus préoccupé mon administration dans ces derniers temps. La tarification *ad valorem*, si simple dans son énoncé, si équitable en elle-même, puisqu'elle est proportionnelle à la valeur du produit, ne va pas dans la pratique sans de réels inconvénients, sur-

tout en ce qui concerne la vérification des valeurs déclarées. La fixation de la valeur pour les marchandises d'usage courant, à l'aide de mercuriales officielles, remédie à ces inconvénients, et je suis disposé à soumettre à l'examen des commissions des mercuriales, tous les produits réellement susceptibles d'être mercurialisés. Mais je ne crois pas qu'il y ait lieu d'étendre outre mesure la liste de ces produits; on s'exposerait certainement à des réclamations du commerce. S'il s'agit, par exemple, des tissus, articles auxquels vous faites allusion dans votre mémoire, leur valeur est extrêmement variable; elle peut aller de 0 fr. 40 à 2 francs le mètre en passant par tous les intervalles. Comment alors, même avec des classifications nombreuses, mercurialiser la valeur de ces articles ? ou bien les valeurs adoptées seront faibles pour quelques-uns de ces articles, et les recettes de la douane s'en trouveront diminuées, ce qui, pour des produits d'une importation aussi considérable, ne saurait être indifférent : ou bien elles seront augmentées pour d'autres articles et les importateurs ne manqueront pas de réclamer et d'alléguer qu'il y a là un tarif spécifique déguisé, que le décret du 14 avril n'avait pas prévu.

Je n'ai pas manqué, dans les diverses instructions données au service des douanes, de préciser le rôle des commissions mercuriales, de bien spécifier qu'elles avaient pour but unique de constater, d'enregistrer les cours et, par suite, la valeur des produits, que s'il leur fallait parfois dégager ces valeurs à travers des fluctuations accidentelles, en aucun cas elles ne devaient se laisser guider pour leur détermination par des considérations fiscales ou autres ; qu'agir autrement ce serait entacher d'illégalité les perceptions effectuées. D'ailleurs, pour donner au commerce les garanties auxquelles il a droit, j'ai décidé qu'à l'avenir ces commissions comprendraient un nombre de commerçants égal à celui des fonctionnaires.

Ces garanties se trouvent augmentées par la procédure

adoptée depuis le 1<sup>er</sup> janvier de cette année pour l'établissement des mercuriales. Tandis qu'auparavant elles étaient définitivement arrêtées par le lieutenant-gouverneur de chaque colonie, elles sont établies aujourd'hui par le gouverneur général en commission permanente du conseil du gouvernement. Les mercuriales des différentes colonies peuvent donc être rapprochées et les divers prix comparés. Ce n'est pas qu'il y ait lieu d'identifier les prix. Je n'ignore pas que les valeurs peuvent varier sensiblement de colonie à colonie, que sous une même dénomination, des articles de qualités tout à fait différentes sont parfois importés et qu'il y a lieu de prévoir par suite des valeurs différentes. Mais il est possible d'appeler l'attention des commissions de mercuriales sur ces différences. C'est ainsi que, pour m'en tenir au cas que vous m'indiquez, j'avais appelé l'attention de la commission de la Côte d'Ivoire sur la faiblesse des valeurs qu'elle avait inscrites pour les viandes salées de bœuf en comparaison de celles établies au Sénégal. Devant les explications fournies par cette commission je n'ai pas hésité à ratifier les prix qu'elle a proposés.

Enfin, mon administration, au lendemain de l'application du décret du 14 avril 1905, a pris les mesures nécessaires pour que le nouveau régime n'eût pas une répercussion fâcheuse sur les exportations de la région d'Assinie en ce qui concerne particulièrement les caoutchoucs, et ne fût pas de nature à accentuer la dérivation du trafic qui s'était produite ces derniers temps en faveur de la Côte d'Or anglaise. Dans ce but la valeur de 4 francs adoptée pour le caoutchouc de la Côte d'Ivoire (valeur incontestablement faible) a été ramenée à 2 francs, et le droit de 7 o/o ne représentera dans ces conditions qu'une taxe spécifique de 0, 14. J'ai appelé, d'autre part l'attention de M. le lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire sur les conditions dans lesquelles étaient établies dans sa colonie les taxes inférieures de colportage de circulation. L'arbitraire avec lequel ces taxes auraient été

perçues plus encore que la quotité de ces taxes m'avait été signalé comme préjudiciable au commerce de la région. J'ai invité M. Clozel à prendre les mesures nécessaires pour supprimer tout arbitraire et à procéder à une revision d'ensemble des taxes de circulation, sans préjudice des mesures de tout ordre que son initiative lui suggérerait pour maintenir et développer le trafic de ces régions.

Telles sont, sur les points dont vous m'avez entretenu, les solutions qui m'ont paru pouvoir être adoptées. Avec le nouveau régime inauguré par le décret du 14 avril, avec le développement économique continu de nos colonies, d'autres questions ne peuvent manquer de se produire. Vous pouvez être assuré que je les examinerai dans un esprit libéral, avec le souci de concilier les intérêts du commerce et ceux du budget général, dont les ressources ont pour objet essentiel d'assurer la mise en valeur économique et la pénétration commerciale des vastes étendues qui composent le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et pour le développement desquelles elles sont absolument nécessaires.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

E. ROUME.

Le décret de 1905 donne une liste assez longue d'objets qui sont exemptés de tous droits. A cette liste s'ajoutent certains produits originaires des colonies étrangères voisines qui traversent simplement le territoire de l'Afrique occidentale française pour venir s'embarquer dans un de ses ports : amande de palme, riz en paille, caoutchouc brut, gomme copal brut, arachides (décret du 14 avril 1906).

Dans le but d'empêcher les produits destinés à la



Guinée française d'arriver sur son territoire autrement que par ses propres ports, le décret du 14 avril 1905 a maintenu la surtaxe d'importation indirecte frappant les marchandises de toute origine importées dans ce pays après avoir transité par un pays du continent d'Afrique autre qu'une colonie française.

Conformément au décret du 2 décembre 1890, l'île de Gorée constitue un port franc, les marchandises qui sont importées sont admises en franchise. Vestige de l'ancien entrepôt, elle fait partie des pays extérieurs au point de vue douanier pour le continent; les produits qui en proviennent sont taxés entièrement au Sénégal ou sur l'un quelconque des points de l'Afrique occidentale française.

De tous les nombreux droits qui grevaient les produits à leur sortie des colonies du groupe, il ne reste que celui de 7 o/o frappant le caoutchouc. Ce produit par sa grande valeur peut supporter cette taxe sans que celle-ci influe désavantageusement sur son exportation.

Un arrêté du gouverneur général décide que les évaluations des caoutchoucs aux mercuriales officielles des colonies et territoires de l'Afrique occidentale française, c'est-à-dire devant servir de base à la perception, par les services des douanes, des droits à la sortie, seront désormais fixées pour une période de douze mois, à compter du 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Un second arrêté décide que les valeurs en douane à attribuer aux caoutchoucs, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre 1910 et le 1<sup>er</sup> octobre 1911 sont fixées ainsi qu'il suit :

*Caoutchoucs* ..

Du Sénégal :

|                               |     |     |
|-------------------------------|-----|-----|
| Dob.....                      | Fr. | 115 |
| De Casamance.....             |     | 630 |
| D'autres provenances.....     |     | 680 |
| Du Haut-Sénégal et Niger..... |     | 680 |
| De la Guinée.....             |     | 800 |

De la Côte d'Ivoire :

|                                           |  |     |
|-------------------------------------------|--|-----|
| D'Assinie toutes qualités.....            |  | 230 |
| Autres qu'Assinie, Niggers et Twists..... |  | 680 |
| Cakes et Lumps.....                       |  | 650 |
| Du Dahomey.....                           |  | 340 |

Les raisons de cette évaluation spéciale pour Assinie et le Dahomey ont été données précédemment.

# TARIF DES CONTRIBUTIONS ET TAXES DU BUDGET GÉNÉRAL

## A PERCEVOIR PENDANT L'ANNÉE 1909

### CONTRIBUTIONS INDIRECTES

#### I. — Droits à percevoir à l'entrée et à la sortie de l'Afrique occidentale française

##### A. — Tarifs d'importation

| DÉSIGNATION<br>des<br>produits                                                                                         | UNITÉS<br>sur<br>lesquelles<br>portent<br>les droits | TERRITOIRES<br>situés<br>en dehors de la zone<br>visée par la convention<br>du 14 juin 1898 |                                             | TERRITOIRES<br>soumis<br>au régime<br>de la<br>convention<br>du<br>14 juin 1898 | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                        |                                                      | Droits<br>d'importation                                                                     | Surtaxe<br>sur<br>les produits<br>étrangers |                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Sels gemmes .....                                                                                                      | 100 kil.                                             | 1 50                                                                                        | 0 50                                        | 1 50                                                                            | 1. Les tabacs en feuilles ou fabriqués et les poudres et salpêtres ne sont soumis, au Dahomey, qu'à un droit d'importation de 50 fr. par 100 kilos.                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Sels marins .....                                                                                                      | Idem.                                                | 1 50                                                                                        | 0 50                                        | 1 »                                                                             | 2. Les colas et les matériaux de construction sont exempts de tous droits à l'entrée au Dahomey.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Tabacs en feuilles .....                                                                                               | Idem.                                                | (a) 100 »                                                                                   | 50 »                                        | (1) 100 »                                                                       | 3. Au Sénégal, les tissus de coton dits guinées acquittent un droit d'importation de 0 fr. 025 par                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Tabacs fabriqués .....                                                                                                 | Idem.                                                | 150 »                                                                                       | 50 »                                        | (1) 200 »                                                                       | mètre et une surtaxe sur les produits étrangers de                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Sucres .....                                                                                                           | 100 kil.                                             | 5 »                                                                                         | (4) 5 50                                    | 5 »                                                                             | 0 fr. 06 par mètre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Colas .....                                                                                                            | 100 kil.                                             | Exemption                                                                                   | (a) 75 »                                    | (2) 50                                                                          | 4. Indépendamment des taxes compensatrices applicables aux sucres originaires des pays qui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Tissus de coton dits guinées .....                                                                                     | Valeur.                                              | 5 p 100                                                                                     | 7 p. 100                                    | (3) 10 p. 100                                                                   | accordent des primes à la production ou à l'exportation des sucres.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Matériaux de construction (briques, tuiles, carreaux, chaux, ciment, plâtres, planches et madriers (non ouvrés)) ..... | »                                                    |                                                                                             |                                             |                                                                                 | 5. En Guinée les cafés sont exempts des droits d'exportation et acquittent un droit spécifique de 78 fr. comme surtaxe sur les produits étrangers.                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Alcools .....                                                                                                          | Hectolitre d'alcool pur.                             | 5 p. 100                                                                                    | 7 p. 100                                    | (2) 10 p. 100                                                                   | 6. A la Côte d'Ivoire, les cafés acquittent un droit spécifique de 78 fr. par 100 kilos, au lieu de la                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Liquieurs .....                                                                                                        | Hectolitre.                                          | 200                                                                                         | 30 »                                        | (8) 200 »                                                                       | taxe ad valorem.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Liquieurs de traite de 25° et au-dessous .....                                                                         | Idem.                                                | 112 50                                                                                      | 25 »                                        | 112 50                                                                          | 7. En Guinée, les bananes sont exemptées des droits d'importation et acquittent un droit spécifique de 5 francs comme surtaxe sur les produits étrangers.                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Vins au-dessus de 16° .....                                                                                            | Idem.                                                | 60 »                                                                                        | 15 »                                        | 60 »                                                                            | (a) En Casamance (Sénégal) les tabacs en feuilles acquittent seulement un droit de 50 fr. et les colas étrangers un droit de 40 fr. par 100 kilos : les armes, un droit d'importation de 5 o/o avec surtaxe de 7 o/o sur les produits étrangers ; les poudres un droit d'importation de 30 fr. les 100 kilos avec surtaxe de 10 fr., et les autres munitions, un droit d'importation de 5 o/o avec surtaxe de 7 o/o. |
| Armes .....                                                                                                            | Pièce.                                               | 15 p. 100                                                                                   | 7 p. 100                                    | 20 p. 100                                                                       | 8. Décret du 30 novembre 1907.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Poudres et salpêtres .....                                                                                             | 100 kil.                                             | (a) 50 »                                                                                    | (a) 20 »                                    | (1) 100 »                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Autres munitions .....                                                                                                 | Idem.                                                | (a) 15 p. 100                                                                               | (a) 7 p. 100                                | 20 p. 100                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Cafés .....                                                                                                            | 100 kil.                                             | (5) 5 p. 100                                                                                | (5) 7 p. 100                                | (6) 10 p. 100                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Bananes .....                                                                                                          | Idem.                                                | (7) 5 p. 100                                                                                | (7) 7 p. 100                                | 10 p. 100                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Huiles (de palme de touloucouma, d'ilipé, de palmiste) .....                                                           | Idem.                                                | 5 p. 100                                                                                    | 1 »                                         | Exemption                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Produits non dénommés .....                                                                                            | .....                                                | 5 p. 100                                                                                    | 7 p. 100                                    | 10 p. 100                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

Les droits *ad valorem* sont perçus d'après la valeur des produits au lieu d'importation. Cette valeur est déterminée par la mercuriale officielle, ou, à défaut, par le prix de facture augmenté de 25 o/o.

#### EXEMPTIONS GÉNÉRALES

Sont exemptés de tous droits les produits suivants :

Animaux vivants ;

Viandes fraîches ;

Poissons frais ;

Fruits frais ;

Légumes frais ;

Pommes de terre ;

Manioc et ignames ;

Caoutchoucs ;

Gomme copal ;

Arachides ;

Graines à ensemercer ;

Amandes de palme, sésame, piments frais et secs, riz en paille ;

Caoutchouc brut, gomme copal, arachides (décret du 14 avril 1906) ;

Machines et instruments agricoles ;

Houille ;

Livres ;

Instruments de précision ou scientifiques ;

Engrais ;

Armes, munitions, matériel de guerre (1) et équipements

---

1. Par matériel de guerre il faut entendre :

1° Le matériel de combat et ses accessoires ;

2° Les objets faisant partie de la masse individuelle ;

3° Les objets de toute nature destinés à permettre exclusivement l'utilisation du matériel de combat et ceux qui sont affectés

**militaires appartenant à l'État (1) ;**

Vêtements d'uniforme et objets d'équipement des officiers et fonctionnaires (2) ;

Effets des voyageurs lorsqu'ils portent des traces d'usage ;

Objets mobiliers portant des traces d'usage ;

Outils apportés par les ouvriers pour l'exercice de leur profession ,

Embarcation de tout tonnage ;

Caisses vides et fûtailles vides, montées ou démontées.

### B. — *Tarif de sortie*

Caoutchouc, 7 o/o.

La valeur servant de base à cette perception est celle des produits au moment de l'exportation, valeur indiquée par la mercuriale officielle.

### C. — *Surtaxe d'importation indirecte*

Marchandises de toute origine importées en Guinée française après avoir transité par un pays du continent d'Afrique autre qu'une colonie française :

|                                    |        |    |                 |
|------------------------------------|--------|----|-----------------|
| Poudres et munitions.....          | 20 fr. | »  | les 100 kilogr. |
| Tabacs.....                        | 10     | »  | —               |
| Tissus et effets d'habillement.... | 25     | »  | —               |
| Toutes autres marchandises....     | 3      | 60 | —               |

au logement et à l'équipement des troupes sans pouvoir être pratiquement utilisés à un autre usage.

(Instruction du gouverneur général).

1. Objets d'équipements reçus par les masses des corps de troupes destinés aux hommes même moyennant imputation de leur valeur sur l'actif individuel ou le boni commun.

2. Effets et vêtements de toute nature. Objets d'équipement s'appliquant à la tenue ou à leurs fonctions spéciales, non compris mobilier, matériel et cuisine, etc.



Décrets des 14 avril 1905, promulgué le 22 avril 1905; du 10 mars 1906, promulgué le 24 mars 1906; du 2 mai 1906, promulgué le 27 mai 1906; du 31 janvier 1907, promulgué le 6 mars 1907; du 30 mars 1907, promulgué le 3 décembre 1907.

NOTA. — Les marchandises importées dans l'île de Gorée sont admises en franchise de droits de douane (Décret du 2 décembre 1890. — Délibération du Conseil général du 29 mai 1899. — Arrêté du 9 décembre 1899.)

## II. — *Droits et taxes spéciales perçus dans les diverses Colonies par le service des Douanes*

### a) **Droits de navigation et de congé**

#### SÉNÉGAL

##### *Droits de francisation et de congé*

(Arrêtés des 22 janvier 1829, 30 juin 1853, 22 février 1854).  
et 30 novembre 1864).

##### *Droit annuel de congé*

|                       |                 |
|-----------------------|-----------------|
| Bâtiments pontés..... | 6 francs par an |
| — non-pontés.....     | 1 —             |

##### *Droits de francisation des bâtiments étrangers*

|                                                                         |                     |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Bâtiments de 2 tonneaux et au-dessous.                                  | Exemptés.           |
| Bâtiments au-dessus de 2 tonneaux<br>jusqu'à 30.....                    | 150 une fois payés. |
| Bâtiments au-dessus de 30 tonneaux,<br>par chaque tonneau de jauge..... | 5 —                 |

*Droit d'acte ou brevet de francisation*

|                                                              |          |
|--------------------------------------------------------------|----------|
| Bâtiments de plus de 2 tonneaux jusqu'à 30...                | Exemptés |
| — de 31 à 100 tonneaux.....                                  | 9 francs |
| — de 101 à 200 tonneaux.....                                 | 18 —     |
| — de 201 à 300 tonneaux.....                                 | 24 —     |
| — au-dessus de 300 tonneaux, en sus<br>par 100 tonneaux..... | 6 —      |

Ces droits de francisation et de congé ne sont pas applicables aux embarcations faisant la navigation dans le fleuve du Sénégal au-dessus de Saint-Louis.

GUINÉE

*Droit annuel de congé*

6 francs pour les bâtiments pontés.  
1 franc — non-pontés.

*Francisation*

150 francs pour tout bâtiment étranger au-dessous de 30 tonneaux.

5 francs par tonneau de jauge pour les navires au-dessus de 30 tonneaux.

*Acte de francisation*

(Arrêtés des 22 janvier 1829, 30 juin 1853, 22 février 1854  
et 30 novembre 1864.)

9 francs pour tout bâtiment de 30 à 100 tonneaux.  
18 — — de 100 à 199 tonneaux.  
24 — — de 200 à 299 tonneaux.  
6 — en sus par 100 tonneaux au-dessus de 300 ton-  
neaux.

*Droit annuel de tonnage*

(Délibération du conseil général du 28 juin 1885. — Arrêté  
du gouverneur du Sénégal du 20 novembre 1885.)

2 fr. 50 pour les bâtiments au-dessus de 10 tonneaux.  
1 fr. 25 pour les bâtiments au-dessous de 10 tonneaux.

**b) Droits de magasinage**

SÉNÉGAL

Pour les marchandises autres que les colis postaux remises par leur propriétaires dans les magasins de la douane :

1<sup>re</sup> CATÉGORIE. — *Marchandises de valeur*

|                                       |                      |      |
|---------------------------------------|----------------------|------|
| Par colis de 100 kilos et moins . . . | 0 fr. 10 par décade. |      |
| — de 101 kilos à 300 . . . . .        | 0                    | 20 — |
| — de 301 kilos et plus . . . . .      | 0                    | 30 — |

2<sup>e</sup> CATÉGORIE. — *Autres marchandises*

|                                       |                      |      |
|---------------------------------------|----------------------|------|
| Par colis de 100 kilos et moins . . . | 0 fr. 05 par décade. |      |
| — de 101 kilos à 300. . . . .         | 0                    | 15 — |
| — de 301 kilos et plus . . . . .      | 0                    | 20 — |

En vrac par 1.000 kilos ou fraction  
de 1.000 kilos d'une même marchandise . . . . . 0 15 —

Toute décade commencée est due intégralement.

Le tarif ci-dessus sera doublé de plein droit après un séjour de trois mois.

Le droit court du jour de l'entrée en magasin au jour de la sortie inclusivement.

GUINÉE

Pour quinze jours et au-dessous : 1 franc par tonne pour toutes les marchandises indistinctement :

Pour plus de quinze jours : 3 francs par tonne et par trimestre pour toutes les marchandises importées, sauf le sel pour lequel cette taxe est réduite à 2 francs.

Pour quinze jours et au-dessous : 1 franc par tonne indistinctement pour les produits du crû ;

Pour plus de quinze jours, 3 francs par tonne et par trimestre, pour les produits taxés à plus de 2 francs les 100 kilogs : 2 francs pour les produits taxés à moins de 2 francs les 100 kilos (Arrêté local du 2 juillet 1898).

Poudres : 2 francs par tonne et par mois (Arrêté local du 14 septembre 1901).

#### COTE D'IVOIRE

(Décret du 26 janvier 1897, art. 27.)

1 o/o en sus des droits pendant deux mois.

---

Rappelons que les droits d'arrérage ont été supprimés par les dispositions suivantes :

#### ARRÊTÉ

*Promulguant dans les colonies et territoires du gouvernement de l'Afrique occidentale française le décret du 8 mai 1908, supprimant les droits d'ancrage en Afrique occidentale française.*

Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française  
officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française,

Vu le décret du 8 mai 1908, portant suppression des droits d'ancrage en Afrique occidentale françaisé.

ARRÊTE :

Article premier. — Est promulgué dans les colonies et territoires de l'Afrique occidentale française le décret du 8 mai 1908 portant suppression, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1908, des droits d'ancrage en Afrique occidentale française.

Art. 2. — Les lieutenants-gouverneurs des colonies du groupe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, inséré et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 18 juin 1908.

W. PONTY .

RAPPORT

*Au Président de la République française*

Paris, le 8 mai 1908.

Monsieur le Président,

Le gouvernement général de l'Afrique occidentale française a transmis au département après avis du conseil du gouvernement un projet de décret supprimant, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1908, les droits d'ancrage perçus sur les navires tant français qu'étrangers touchant dans les ports de l'Afrique occidentale française.

Cette mesure ne pouvant que contribuer au développement du commerce dans les colonies de l'Afrique occidentale française, j'ai conformément au décret du 18 octobre 1908, soumis ce projet de décret au Conseil d'État qui en approuva la teneur.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre haute



sanction le projet de décret ci-joint qui supprime à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1908 les droits d'ancrage dans toutes les colonies de l'Afrique occidentale française.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de l'Instruction et des Beaux-Arts  
ministre des Colonies par intérim,

GASTON DOUMERGUE

### DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ministre des Colonies par intérim ;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française :

Vu la délibération du conseil du gouvernement du 27 décembre 1907. La section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies, du Conseil d'État entendue ;

#### DÉCRÈTE :

Article premier. — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1908 les droits d'ancrage perçus sur les navires tant français qu'étrangers touchant dans les ports de l'Afrique occidentale française sont et demeurent supprimés.

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République et inséré au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin officiel* du ministre des Colonies.

Par le Président de la République

A. FALLIÈRES

Le Ministre de l'Instruction et des  
Beaux-Arts, ministre des Colonies par intérim,

GASTON DOUMERGUE

---



## RÉGIME DOUANIER COLONIAL

---

Il est indispensable de clore ce chapitre par la question d'actualité : maintien ou application de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif douanier aux colonies.

Nous avons divisé l'étude de ce sujet en deux parties. La première, traitant de la question théorique, envisage l'ensemble des colonies et répond au questionnaire de la commission interministérielle nommée par le ministre des Colonies le 28 janvier 1909 pour l'étude du régime douanier colonial. Nous empruntons à M. Adrien Artaud, président de l'Institut colonial marseillais et rapporteur général de la section économique, au Congrès colonial de Marseille de 1906, son magistral exposé sur ce sujet adressé sous forme de lettre au ministre des Colonies. Il est contenu tout entier dans le n° 20 de la *Quinzaine coloniale* du 25 octobre 1910.

La seconde partie est localisée et intéresse particulièrement l'Afrique occidentale française. Elle est l'exposé vrai de la situation économique de la Côte d'Ivoire où nous avons servi. Cet exposé s'applique en tous points au Dahomey. Avec quelques légères modifications il peut être celui de la situation des autres colonies du groupe.

La conclusion des deux parties de cette étude est la

même. L'application systématique de la loi du 11 janvier 1892 dans les colonies où n'existe pas le tarif métropolitain serait fatale à ces colonies. Il faut un régime spécial à chaque colonie ou à chaque groupe de colonies.

Monsieur le Ministre,

La commission interministérielle, nommée par décision de M. Milliès-Lacroix, en date du 28 janvier 1909, pour l'étude du régime douanier colonial, a élaboré un questionnaire *portant sur les modifications qu'il pourrait sembler utile d'apporter*, en ce qui concerne nos possessions d'outre-mer, au régime de 1892 ; et vous avez bien voulu m'envoyer trois exemplaires de ce document, en me demandant de vous faire connaître d'urgence et sous le timbre de votre lettre, les observations que l'étude *des divers points ainsi soulevés* m'aura suggérées afin qu'elles soient soumises, dès le mois d'octobre prochain, à la commission du régime douanier colonial.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, avant de répondre au questionnaire, article par article, de m'appesantir un peu sur les inconvénients de ce procédé d'investigation.

Un questionnaire localise toujours un peu un sujet, et, lorsqu'il y a intérêt à le généraliser, les désavantages de ce système d'enquête sont assez évidents. Un questionnaire s'adresse à des corps ou à des personnes isolées et prive les destinataires des éclaircissements qui résulteraient pour eux-mêmes d'un échange de vues et de la discussion en commun. Enfin, il suppose chez ceux à qui il s'adresse une compétence égale. Or, en matière coloniale et surtout en matière douanière coloniale, il faut bien reconnaître que les compétences impartiales sont rares. Les principes dominants de cette question excitent peu d'intérêt dans la grande masse en France et, d'autre part, les stipulations de détail du régime

économique de nos possessions sont susceptibles de comporter des avantages pécuniaires immédiats tels pour les intéressés que les opinions de ces derniers méritent sinon d'être récusées pour cause de suspicion légitime, du moins de ne pas être aussi décisives que celles qui sont données après discussion par des spécialistes.

Les conclusions des Congrès sont bien préférables comme expression des desiderata justifiés du monde colonial. Dans les congrès se groupent tous ceux que ces questions intéressent et qui les ont étudiées. Des travaux préparatoires élucidant les matières soumises aux congrès sont présentés aux réunions de groupe, puis aux réunions plénières, et il est bien rare qu'une session de congrès colonial ne fasse pas avancer les questions dont elle a été saisie.

Les congrès coloniaux ont peut-être eu la bonne fortune de réussir dans ce sens d'aboutissement mieux que les autres congrès. C'est dans des congrès qu'a été formulée la doctrine d'assimilation douanière, qui a inspiré la loi de 1892, et c'est dans des congrès qu'ont été nettement précisées, depuis 1906, les revendications coloniales en matière de régime économique.

En 1906, c'est à l'unanimité que furent votées, par la section spéciale et par la réunion plénière du Congrès de Marseille, les conclusions relatives au régime douanier. En 1907 le Congrès de Bordeaux donna sa pleine adhésion à ces conclusions et y joignit une revendication spéciale à laquelle il fut déféré, puisque les congressistes exprimaient le vœu que les colonies fussent consultées au sujet des modifications à apporter à leur régime douanier, et que c'est pour l'étude des réponses des colonies que fut nommée la commission qui a rédigé le questionnaire auquel j'ai l'honneur de répondre.

Enfin, en 1909, le Congrès des anciennes colonies, tenu à Paris du 11 au 16 octobre, a très explicitement donné une adhésion entière aux conclusions votées dans les précédents



congrès qu'il a tenu à reproduire dans les siennes, et chaque fois ces décisions ont été prises après mûres réflexions, étude critique de travaux très complets et discussion prolongée.

Ce dernier congrès a pour ainsi dire prévu les inconvénients d'une enquête individuelle et cherché à y remédier par avance, dans la dernière de ses décisions qui visait la constitution d'une fédération intercoloniale, groupant tous ceux qu'intéresse la question douanière, soit en France, soit aux colonies.

Je viens de rappeler, Monsieur le Ministre, le vœu du Congrès de Bordeaux qui pourrait être opposé, en faveur du questionnaire, à la thèse que je soutiens; mais il s'agissait alors d'une consultation qui n'avait pas été faite. Les congrès coloniaux sont surtout des congrès de métropolitains. Les colonies sont loin de France et puis un peu trop absorbées chacune dans les difficultés économiques ou politiques de leur existence pour voir clair dans les questions embrassant l'intégralité de nos possessions. L'individualisme règne beaucoup dans nos colonies, ce qui est démontré par la difficulté qui y existe à constituer des Chambres de commerce et d'agriculture, et il était nécessaire de prendre l'avis de nos compatriotes d'outre-mer pour ainsi dire à domicile; mais, aujourd'hui que cela est fait, les deux points de vue ont été successivement examinés et il y aurait lieu de conclure, d'autant plus que la concordance des opinions exprimées est à peu près absolue.

Voilà plus de cinq ans que la question est posée; dans cet intervalle, celle bien plus délicate qui concernait les rapports de notre pays avec les autres nations est née et a été solutionnée. Certaines colonies comme Saint-Pierre et Miquelon et la Nouvelle-Calédonie sont descendues au dernier degré du marasme, par suite du régime de 1892 qu'elles subissent. Toutes ont souffert de façon qu'il a pu être prouvé que le mouvement commercial des colonies soumises au tarif

douanier a perdu en vingt années, de 1887 à 1907, le 16 0/0 de son chiffre total, lorsque l'ensemble de nos possessions a bénéficié d'une augmentation de 111 0/0; et il serait vraiment temps de prendre une décision, sans la subordonner à une nouvelle consultation sur un sujet qu'on peut considérer comme épuisé.

J'ai tenu, Monsieur le Ministre, à vous exposer ces considérations générales parce que je les crois nécessaires et aussi parce que mes réponses au questionnaire se ressentent forcément du point de vue auquel je suis obligé de me placer et pour m'excuser par avance de sortir un peu à l'occasion du cadre étroit du questionnaire. C'est d'ailleurs, je pense, le vœu de la commission, puisque vous voulez bien me demander *les observations que m'aura suggérées l'étude des divers points ainsi soulevés.*

#### I. — *Principes de la loi du 11 janvier 1892.*

« Y a-t-il lieu de maintenir les principes généraux posés par la loi du 11 janvier 1892 en ce qui concerne les colonies, à savoir :

a) Application des tarifs métropolitains aux importations étrangères dans nos colonies, sous la double réserve: 1° qu'un certain nombre de territoires demeureront exceptés de ce régime; 2° que, par exception, certains articles pourront être l'objet de tarifications spéciales dans les colonies soumises au régime de l'assimilation douanière;

b) Concession corrélatrice d'un traitement spécialement favorisé aux importations des colonies dans la métropole.

S'il paraissait désirable de renoncer à ce système, *quel régime conviendrait-il d'y substituer ?*

Dans le cas contraire, y aurait-il lieu d'y apporter des modifications, et lesquelles ? »

Les principes généraux posés par la loi du 11 janvier 1892 et surtout par les discussions antérieures ne me

semblent pas complètement caractérisés par les deux paragraphes *a* et *b*. L'application des tarifs métropolitains sous réserve de certaines exceptions s'inspirait d'un désir d'unification douanière entre la métropole et les colonies qui n'a jamais été satisfait, car les exceptions sont aussi nombreuses que les stipulations et d'ailleurs, après dix-huit années d'application du régime voulu par la loi, la dispersion de notre domaine colonial dans le monde, la diversité de ses intérêts, l'incessante gestation de son organisation administrative ne permettent pas la réalisation de ce concept. Sans remonter jusqu'aux gouvernements généraux de l'Afrique occidentale, de l'Indochine et de Madagascar, tous créés postérieurement à la loi des douanes du 11 janvier 1892, il suffira de rappeler les très récentes et très justifiées modifications survenues dans l'organisation administrative de l'Afrique équatoriale, pour prouver que des possessions placées à des stades si divers d'organisation économique ne peuvent pas être unifiées entre elles comme régime économique et peuvent encore moins être unifiées avec la métropole.

Un autre desideratum du législateur de 1892 était de réserver à la métropole les débouchés coloniaux que l'on considérait à ce moment comme un peu trop ouverts au commerce étranger et insuffisamment disposés à recevoir nos produits. Là encore l'expérience faite a prouvé que les faits ne répondaient pas à la théorie. L'application des tarifs métropolitains aux importations étrangères dans nos colonies a bien pu avoir pour conséquence d'y réduire les importations étrangères; mais, du même coup, elle a assez tari les sources de la prospérité de la colonie pour que cette réduction n'ait eu aucun contre-coup sur nos importations au point de vue de leur chiffre qui, dans l'ensemble, a baissé ou ne s'est pas élevé.

Depuis, une autre conception s'est fait jour, qui est l'intérêt métropolitain lié à la prospérité coloniale. Toutes les

mesures métropolitaines doivent avoir pour effet de développer la prospérité coloniale, non seulement pour satisfaire pleinement au devoir de tutelle que nous avons assumé vis-à-vis de peuples qui sont souvent venus à nous de plein gré, mais encore dans notre propre intérêt, car des colonies saines et prospères sont des appuis pour la métropole et des colonies malheureuses sont des causes d'inquiétude et des occasions de dépense sans compensation. Des colonies à l'état de crise constituent une menace politique, car des tendances séparatistes ne peuvent manquer de s'y faire jour — on l'a trop vu — et ce n'est pas sans intérêt l'attention de leurs voisins. Le budget de la métropole réduit d'année en année ses subventions coloniales, on peut même dire qu'il les supprime et met à la charge de nos possessions bien des dépenses de souveraineté. Cette politique peut-elle s'appliquer à des pays dont le budget est en déficit ? Enfin, au simple point de vue débouché, qui semble inspirer primordialement le questionnaire auquel j'ai l'honneur de répondre, plus une colonie doit de prospérité au libéralisme de son régime douanier, plus ses importations de produits français augmentent et il est facile de s'en rendre compte en comparant les importations des groupes composant l'Afrique occidentale pendant une période déterminée aux importations des anciennes colonies soumises au tarif général, on verra que, dans le premier cas, les importations de produits nationaux ont augmenté comme proportion et comme chiffre, et que, dans le deuxième cas, elles ont pu augmenter quelque peu comme proportion, mais que leur chiffre s'est réduit.

C'est la condamnation la plus nette du régime douanier colonial de 1892 dans ses principes et aussi dans ses atténuations car si ces atténuations qui paraissent illimitées dans leur simple énonciation avaient joué, les résultats n'eussent pas été aussi déplorablement concluants.

Et ici se place la réponse au 4<sup>e</sup> alinéa du 1<sup>er</sup> paragraphe du

questionnaire: *s'il paraissait désirable de renoncer à ce système, quel régime conviendrait-il d'y substituer?*

Nous répondons sans hésitation qu'il conviendrait de lui substituer le régime de la personnalité douanière concédée à chaque colonie. Sous ce régime, chacune de nos possessions revendiquerait les mesures douanières qui lui paraîtraient les plus propices au développement de sa richesse et la métropole sanctionnerait ces revendications par un décret en forme de règlement d'administration publique lorsqu'elle estimerait que les revendications de la colonie ne vont pas à l'encontre de ses intérêts généraux.

L'Afrique occidentale, en raison de sa constitution géographique, a bénéficié d'un régime spécial qui paraît bien répondre aux exceptions de la loi de 1892, parce que ces exceptions pouvaient tout embrasser, mais qui n'a aucunement été prévu par cette loi, car le passage de chaque colonie de la deuxième catégorie dans la première était au contraire fatal comme événement dans la pensée du législateur de 1892 bien que l'échéance en fût incertaine. Ce régime a parfaitement réussi; pourquoi ne pas généraliser l'expérience, en donnant à chaque colonie le régime qui lui convient le mieux et qui répond à son âge, à son niveau d'organisation économique et politique, à ses voisinages et à sa configuration géographique, au plus ou moins d'abondance de sa population, à la spécialisation de sa production agricole, minière ou autre, enfin à tous ses caractères distinctifs, qui ne lui permettent pas de s'accommoder d'un régime adéquat à une colonie placée dans de toutes autres conditions?

Un pareil système ne peut pas subir d'échec puisqu'il est varié et qu'il suffira, si l'on s'est trompé dans les stipulations intervenues, de le remanier pour le mettre en parfaite harmonie avec les besoins des pays pour lesquels il aura été établi. Il est même nécessaire de prévoir cette revision et de donner, au régime créé pour chaque colonie, une durée à la fois nécessaire et suffisante de douze années, pour per-



mettre aux intéressés d'amortir le coût de leurs combinaisons et de tirer tout le parti possible du régime établi et en même temps pour fixer par avance une échéance aux améliorations.

Un régime spécial à chaque colonie ou groupe de colonies devrait prévoir :

a) Les droits qui seraient perçus dans la colonie pour les importations étrangères ;

b) Les droits d'octroi de mer à percevoir sur les importations métropolitaines, lesquels doivent être fixés au moment même où s'établissent les droits de douane sur les importations étrangères, car ils peuvent sans cela neutraliser l'effet préférentiel des premiers et ils l'ont souvent fait ;

c) Le régime intercolonial qui devrait être à peu près celui des importations métropolitaines et dont le questionnaire nous amènera à parler plus loin ;

d) Le traitement réservé aux produits coloniaux à leur entrée dans la métropole.

Dans l'élaboration des trois premiers tarifs il faudrait tenir compte, en première ligne, des besoins fiscaux de la colonie et des nécessités diverses auxquelles son budget devrait faire face, notamment pour les travaux publics ; car l'expérience a prouvé que les recettes douanières ou d'importation constituent la meilleure ressource et la plus facile à percevoir pour les colonies, et que l'absence de recettes douanières oblige à des taxes de capitation ou des monopoles, dont les résultats sont désastreux au point de vue de l'assimilation politique des colonies.

Comme, dans le questionnaire, le dernier alinéa du premier paragraphe est consacré au régime actuel dont le maintien est visé par les mots *dans le cas contraire*, la commission me permettra de dire, comme dernière réponse à ce paragraphe, *qu'en aucun cas* on ne peut penser à maintenir un régime dont les résultats sont des plus fâcheux à constater, qui a nui aux intérêts de ceux-là mêmes qui l'ont demandé et

dont la suppression est depuis cinq à six années l'unique espoir des coloniaux, le mince rayon de lumière qui les empêche de tomber au découragement absolu. Décréter le maintien du régime actuel serait décider du même coup une issue fatale à la crise que subissent certaines de nos possessions et la décadence pour toutes.

## II

« Est-il nécessaire de maintenir la répartition des colonies en deux groupes : colonies assimilées à la métropole et colonies non assimilées ?

Convien-drait-il, au contraire, de les différencier en un plus grand nombre de catégories, en déterminant le statut de chaque catégorie, ou d'assigner un régime spécial à chaque colonie ?

Si la répartition en deux groupes paraît satisfaisante, faudrait-il conserver le classement actuel des diverses colonies, ou serait-il opportun de le modifier et sur quels points ? »

Pour répondre aux trois alinéas de ce paragraphe, il faut se reporter à la définition des deux catégories créées par la loi du 11 janvier 1892. Les colonies de la première catégorie étaient celles que la loi soumettait au tarif général et la deuxième catégorie comprenait les colonies que leur état incomplet d'assimilation ne permettait pas *encore* de soumettre au tarif général.

Toutes les colonies de la deuxième catégorie sont passées dans la première, sauf la côte des Somalis et l'Afrique occidentale, et il n'en a été ainsi que parce que la situation géographique de ces deux possessions ne l'a pas permis. On a fait tout ce qu'on a pu pour appliquer le tarif général à l'Afrique occidentale et l'on a échoué que devant un morcellement territorial et une facilité à l'exode qui rendaient inapplicable un tarif appelé à créer le désert partout où'il serait

mis en vigueur. Ce système de « catégories » n'a pas été respecté après 1892 et Madagascar, dès son annexion, est devenue colonie de la première catégorie ; il en a été de même des provinces qui ont été jointes à la Cochinchine et au Tonkin pour constituer l'Indochine et même ces pays n'ont jamais été ni de la première ni de la deuxième catégorie, puisque le tarif général y a été appliqué avec des aggravations.

Ces faits prouvent que la répartition de nos colonies en deux groupes n'existe plus depuis longtemps. Il ne peut donc s'agir de la *maintenir*.

A la deuxième question : « Convierait-il, au contraire, de les différencier en un plus grand nombre de catégories, en déterminant le statut de chaque catégorie, ou d'assigner un régime spécial à chaque colonie ? », nous répondons hardiment *oui*, il y a lieu d'assigner *un régime spécial, à chaque colonie*, ou groupes de colonies, si l'on trouve des colonies assez semblables pour former un groupe à cet égard. A première vue nous ne voyons dans ce cas que la Martinique et la Guadeloupe, et encore les différences sont assez accentuées, même à l'heure qu'il est, pour qu'une exception pour ces deux îles au régime général de nos colonies ne soit pas entièrement justifiée.

Nous avons vu que les deux catégories créées par la loi du 11 janvier 1892 avaient en fait cessé d'exister ; par contre, chaque colonie continue à être *sui generis*, et si l'on tenait à établir des catégories on pourrait arriver à les varier à l'infini pour peu qu'on voulût tenir compte des caractères spéciaux de nature à influencer sur la constitution du régime douanier. Il est évident que le régime douanier des colonies insulaires n'exige pas les mêmes garanties que celui des colonies ayant des frontières terrestres, à plus forte raison que celui des colonies enclavées dans l'Inde anglaise comme Pondichéry, que le régime douanier de colonies de ravitaillement comme Saint-Pierre et Miquelon, de transit comme la Côte des Soma

lis n'est pas le même que celui de pays limités à leur propre débouché; que le régime douanier de colonies agricoles doit différer du régime douanier de colonies à production minière qu'une colonie adonnée à l'élevage est dans d'autres conditions qu'un pays sec et inhabité; que le voisinage et l'hégémonie économique qui en résulte quand il s'agit de grandes puissances doivent influencer sur les stipulations; que des colonies uniquement peuplées d'Européens comme Saint-Pierre et Miquelon et la Nouvelle-Calédonie sont dans d'autres conditions que des colonies peuplées de races autochtones; que des colonies à population rare comme Madagascar ont d'autres conditions d'existence que des colonies à population très dense comme l'Indochine; que le plus ou moins de civilisation du peuple occupant a aussi ses exigences et qu'enfin il peut se faire qu'une colonie comme l'Indochine soit à la fois une colonie à population abondante et rare, civilisée et encore fruste, suivant qu'il s'agit du delta du Tonkin ou du Laos, à production agricole, à production minière, à production industrielle, qui soit en même temps par le fleuve Rouge un chemin vers la Chine et que son régime douanier doive être adéquat à tous les besoins dérivant de cette situation spéciale. Une seule des caractéristiques de l'Indochine peut avoir bien des exigences, car autres sont les stipulations qui répondent à la production des poivres par exemple et autres celles qui répondent à la production du riz alimentant au grand avantage de notre colonie tout l'Extrême-Orient.

Il faut pour répondre à ces besoins créer autant de catégories qu'il existe de colonies et créer une catégorie comprenant des colonies ayant plusieurs caractéristiques, sans perdre de vue la catégorie ultime pour la colonie qui réunit tous ces caractères spéciaux.

Il résulte de ce qui précède qu'à aucun prix il ne faut conserver le classement actuel des diverses colonies, qui n'en est pas un et qui ne répond à rien et que, sans penser à le

modifier puisqu'il n'existe pas, il faut que chaque colonie ait son régime spécial.

### III

« Le mode actuel de détermination des exceptions au tarif général, en ce qui concerne les colonies douanièrement assimilées à la métropole, paraît-il devoir être changé ?

» Quelle devrait être l'autorité compétente pour fixer ces exceptions ?

» Y aurait-il intérêt à constituer un comité spécial dans lequel seraient représentés les intérêts métropolitains et coloniaux, pour donner un avis préalable sur ces exceptions ?

« Quelles devraient être la composition et les attributions de ce comité ? »

Tout ce qui précède répond par avance au premier alinéa :  
« Le mode actuel de détermination des exceptions au tarif général, en ce qui concerne les colonies douanièrement assimilées à la métropole, paraît-il devoir être changé ? »

Ce mode actuel n'existe pas, ou plutôt il est dans la pratique parfaitement anarchique, car indépendamment d'exceptions infinies et quelquefois irrationnelles, il dépend de publications dans la colonie qui sont faites ou qui ne le sont pas et dans des délais dont les gouverneurs ne tiennent aucun compte s'ils le veulent bien. Le résultat est qu'il y a autant de régimes que de colonies, mais au lieu que ces régimes soient fixés après étude et en vue de la colonie, ils sont le plus souvent le résultat du hasard car il ne peut y avoir aucune bonne raison pour que les tarifs de l'huile de coton et de la farine et du vin varient, suivant qu'il s'agit de la Martinique ou de la Guadeloupe.

L'autorité compétente pour fixer non pas les exceptions, mais le régime, colonie par colonie, est le gouvernement agissant sur l'initiative du ministre des colonies et fixant,



par un décret rendu en forme de règlement d'administration publique, c'est-à-dire par l'acte qui est toujours intervenu sous tous les régimes pour ces sortes de stipulations, les tarifs à percevoir.

Il n'y aurait aucun intérêt à constituer un comité spécial dans lequel seraient représentés les intérêts métropolitains et coloniaux pour donner un avis préalable sur les exceptions, puisqu'il n'y a aucune exception à faire, mais qu'il s'agit de créer un régime spécial à chaque colonie, et quant aux spéculations spéciales du régime douanier de chaque colonie, elles doivent être étudiées par les corps délibérants des colonies : conseils généraux, chambres de commerce, conseils d'administration, présentées par les gouverneurs et soumises pour avis aux chambres de commerce des ports de France. Il faudrait seulement que ces avis préalables eussent un délai pour s'exprimer, faute de quoi il serait passé outre, les propositions seraient faites par les gouverneurs et les décisions gouvernementales interviendraient dans la métropole ; car au début il n'y a pas grand'chose à attendre de ces études plutôt théoriques. Si l'on tient compte de la condition essentielle de la durée fixée à douze années pour chaque régime créé et de la date d'échéance qui en résulte, on voit que les consultations seront incessantes ou plutôt les doléances se produiront d'elles-mêmes, si elles sont justifiées, sans qu'il y ait besoin de les provoquer.

Il va de soi que si aucun comité n'est créé ce comité inexistant ne peut avoir ni composition ni attributions.

#### IV. — *Situation des colonies au point de vue des relations commerciales internationales*

« Quelles dispositions paraîtrait-il nécessaire de prendre pour assurer la défense des intérêts des colonies au point de vue des relations commerciales internationales.

» Convierndrait-il que, même pour les articles soumis à un régime d'exception, les colonies fussent pourvues d'un double tarif, général et minimum.

» Y a-t-il lieu de décider que les conventions commerciales ne doivent pas s'appliquer *ipso facto* aux colonies et qu'il sera pourvu à la défense de leurs intérêts par des arrangements spéciaux, distincts de ces traités ? »

Ce paragraphe est très important et l'ordre de choses qu'il vise suffirait seul à justifier la personnalité douanière pour chaque colonie, car chacune de nos possessions a une façade sur l'étranger, façade de pénétration et façade d'expansion, exigeant des précautions et des arrangements particuliers.

Certaines de nos colonies, comme l'Indochine, pour le riz et l'Afrique occidentale, pour les corps gras, sont spécialisées dans les productions qui dépassent et de beaucoup pour ces articles la capacité d'absorption de notre marché métropolitain et ne peuvent se développer sans compter sur le débouché étranger. Il y a un grand intérêt métropolitain à ce qu'elles puissent ainsi augmenter leurs exportations de produits sans similaires nationaux et conquérir des débouchés toujours plus grands, puisque la richesse que cela leur assurera leur permettra des dépenses dont la métropole profitera en première ligne, au moins par l'utilisation des hommes et des capitaux. Il s'agit là de situations spéciales à quelques colonies et dont un régime douanier spécial à ces possessions permet seul de tenir compte.

L'importance de ce paragraphe rend utile une réponse spéciale à chacun de ses alinéas.

Aucune disposition n'est à prendre pour assurer la défense économique des colonies au point de vue des relations commerciales internationales, autre que de renoncer à un régime unitaire et de demander à chaque colonie de rechercher avec soin les mesures les plus propres à développer sa richesse au regard de son voisinage étranger comme à tous les autres points de vue. Ce sera ensuite à la métropole à

considérer les précautions qu'elle a à prendre pour sauvegarder, au point de vue international, ses intérêts spéciaux métropolitains concurrencés par les intérêts spéciaux étrangers, comme aussi ses intérêts généraux de métropole visant au développement de son expansion vers la colonie en cause, et à l'atténuation de la pénétration de cette colonie par son voisin étranger.

Le double tarif général et minimum a pu et peut avoir sa raison d'être dans un pays qui tient à la fois à donner une satisfaction à l'opinion publique de ses producteurs et à établir par avance une base de négociations avec des peuples étrangers, mais cette combinaison n'est pas indiquée pour des colonies qui savent par avance ce qu'elles ont intérêt à prendre à l'étranger et ce qu'elles ont intérêt à ne pas lui prendre; qui n'ont pas à ménager chez elles des producteurs d'articles similaires aux produits étrangers qu'elles consomment et qui peuvent très rapidement apprécier la différence de tarif qui est à établir entre des articles nationaux et des articles étrangers similaires.

Il peut se faire cependant qu'il y ait intérêt, pour certaines colonies, à être en mesure d'obtenir des traitements de faveur de la part de leurs voisins étrangers, pour certaines combinaisons spéciales d'émigration, de navigation ou autres; mais pour cela les échéances des régimes fixés fourniraient le moyen de modifier les stipulations faisant obstacle aux désirs de la colonie et aux mesures intéressant le développement de sa richesse. Il ne faut pas oublier, si on regrettait d'être obligé d'attendre une période de douze années, que sur toute stipulation se fondent des combinaisons commerciales; que ces combinaisons commerciales ont un coût et qu'il faut leur laisser le temps de s'amortir. La stabilité, même avec un régime imparfait, est plus avantageuse que l'instabilité pour l'ensemble des intérêts économiques.

Il y a lieu de décider que les conventions commerciales ne

doivent pas s'appliquer *ipso facto* aux colonies, mais que nos possessions doivent toujours pouvoir en revendiquer le bénéfice, si ces conventions leur paraissent de nature à seconder le développement de leur richesse.

Le principe est toujours, rappelons-le, l'intérêt de la colonie en cause ; il est évident que les avantages offerts par le commerce d'un pays aussi important que la France peuvent faire passer un pays contractant sur un petit désavantage pour lui au point de vue colonial, mais il est tout aussi évident que la métropole ne peut pas, dans ses conventions commerciales, tenir compte des intérêts coloniaux, puisqu'il y a autant d'intérêts coloniaux divers que de combinaisons économiques dans chaque colonie et que ces intérêts peuvent être opposés d'une colonie à l'autre. La seule stipulation qui sauvegarderait l'intérêt colonial est l'admission de la colonie à présenter ses objections contre tout ce qui résulterait à son détriment d'une convention commerciale avec la métropole et la possibilité d'exonérer la colonie du régime résultant de cette convention s'il lui était onéreux. Il n'y a certainement là rien qui soit de nature à faire obstacle aux conventions commerciales que peut négocier la métropole, car jusqu'à ce jour l'application de la convention aux colonies a été omise, si le négociateur n'y a pas pensé, ou accordée par-dessus le marché sans étude spéciale, car il n'y a aucune étude spéciale qui puisse être faite par un négociateur sur les répercussions, dans chaque colonie, de tout ce que prescrit la plus simple des conventions commerciales.

#### V. — *Importation dans la métropole des denrées coloniales dites secondaires*

« Convienndrait-il d'augmenter les faveurs accordées par le tableau E aux produits de nos colonies, importés dans la métropole ?

» Serait-il utile notamment d'accorder la franchise complète aux denrées coloniales dites « secondaires » (café, cacao, vanilles, poivres, thés, etc.) de nos colonies, tout en maintenant les tarifications actuelles sur les similaires étrangers ? »

Où voit-on une faveur dans la franchise accordée à certains produits et au demi-droit imposé à d'autres ? Le principe de la loi douanière de 1892 est l'unification des territoires métropolitains et coloniaux au point de vue douanier, et non seulement cette loi décrète la franchise pour les produits métropolitains exportés aux colonies, mais encore elle tend à mettre des droits prohibitifs sur les similaires étrangers. Comment a-t-on pu, en édictant une pareille loi, ne pas voir que la conséquence logique, fatale, était la franchise accordée aux produits coloniaux à leur entrée en France ?

Les produits coloniaux ont été surtaxés au lendemain de nos désastres de 1870, dans une proportion de 200 0/0, parce que l'opinion publique, alors peu favorable aux colonies, leur reprochait de s'être isolées économiquement de la métropole pendant les dernières années de l'empire. Comment a-t-on pu, vingt ans après, lorsqu'on les a soumises au tarif général, ne pas revenir, par le même acte, sur un traitement draconien qu'expliquait sans le justifier une organisation douanière toute différente ?

Le seul énoncé de la question en décide la réponse en équité, indépendamment de toute tractation : « Serait-il utile d'accorder la franchise complète aux denrées coloniales dites *secondaires*, café, cacao, vanilles, poivres, thés, etc. ? » Pourquoi *secondaires* ? Parce que la denrée principale est le sucre. Le sucre paie-t-il le demi-droit des sucres exotiques étrangers ? Non. Alors pourquoi infliger à des denrées *secondaires* un traitement différent de celui dont profite la denrée *principale*, au sujet de laquelle la question de principe a été tranchée.

La raison que l'on donne est qu'il s'agit là de droits de



consommation analogues aux taxes qui frappent l'alcool. En pareil cas, il faut pour justifier l'imposition montrer l'importance budgétaire de la rentrée. Or elle est nulle. Les droits payés par les denrées coloniales secondaires (les poivres mis à part) s'élèvent à peine à 1.600.000 francs par an. Qu'est-ce que cette somme pour le budget de l'État ? Nous avons vu qu'il était essentiel de ménager des recettes aux budgets coloniaux, pour permettre aux colonies de faire des travaux publics, de l'assainissement, de l'aménagement, de l'outillage, des voies de communication, etc. ., mais cet argument qui vaut pour les colonies, au moment où il s'agit de savoir si l'on établira ou non des droits d'octroi, de mer ou de douane, vaut-il pour la métropole lorsqu'il s'agit de moins de 0,50 o/o de son budget ? Au surplus, depuis que cette question est pendante, la métropole a rayé de son budget pour plus de 1.600.000 francs par an de subventions aux colonies et dès lors la raison n'est pas valable, puisque la métropole est d'avance indemnisée de son sacrifice encore éventuel.

Aussi tous les parlementaires qui se sont occupés de la question, et en tête M. Messimy, dernier rapporteur du budget des colonies, se sont-ils tous prononcés pour la suppression de cette anomalie, pour ne pas dire de cette iniquité.

Avant de répondre à ce sujet au questionnaire dans l'esprit du régime que nous préconisons, nous avons encore deux points à examiner. Là encore il faut se méfier des catégories et de l'esprit de système ; car ce qui est juste pour le café, le cacao, la vanille et le thé, ne l'est pas pour le poivre, ou du moins l'expérience a prouvé qu'il était fâcheux de détaxer le poivre. Ce qui s'est passé aujourd'hui pour le poivre peut demain se passer pour le thé et il faut examiner article par article et colonie par colonie pour ces denrées, comme pour toutes les autres stipulations du régime douanier.

Enfin le paragraphe dit : « tout en maintenant les tarifica-

tions actuelles sur les similaires étrangers ». Ici l'esprit de libéralisme qui nous fait nous insurger lorsque les colonies sont opprimées, nous fait protester contre l'obligation que ce paragraphe impliquerait pour la métropole. On a voulu déduire de la différence des droits frappant les denrées coloniales et leurs similaires étrangers une protection dont les colonies seraient privées le jour où les droits sur les denrées similaires de provenance exotique seraient réduits. C'est un abus, hélas ! justifié par toutes les tendances de nos lois économiques, mais condamnable tout de même. Le régime douanier à établir doit s'inspirer de la richesse coloniale à développer, mais pas au détriment de la métropole, et il n'y a aucune bonne raison de condamner les consommateurs métropolitains à payer à perpétuité des droits qui ne se justifient à aucun point de vue, pour réserver à nos colonies un débouché plus particulièrement privilégié. D'ailleurs on doit toujours juger l'arbre à ses fruits et une combinaison à ses résultats. Qu'a donné au point de vue de l'extension de la production coloniale des denrées dites secondaires ce système qui existe et qui existe à tel point que, lorsque les droits sur les cafés ont été baissés de 20 francs, la détaxe est restée de 78 francs par 100 kilogrammes, c'est-à-dire de la moitié de l'ancien droit de 156 francs ? Le résultat a été néant. Cette production ne s'est pas développée, par conséquent la protection qui en résulte n'a rien protégé du tout ou du moins n'a rien développé du tout. Il faut donc que la métropole reste maîtresse de ses tarifs pour les denrées coloniales comme pour tout autre produit.

Ces considérations de détails abordées pour répondre au mot *faveurs* employé dans le questionnaire, disons que cette question irritante disparaîtrait complètement avec le régime que nous proposons.

Il est évident que la métropole, sollicitée par chacune de nos colonies de leur accorder un régime spécial de nature à développer leur richesse, réglerait du même coup les

droits à percevoir à l'entrée en France sur les denrées dites secondaires de ces colonies. Cet accord résultant des revendications de la colonie et des concessions de la métropole comporterait toutes les compensations équitables.

## VI. — *Importations de colonie à colonie*

« Convient-il de maintenir le régime de franchise réciproque pour les importations faites de colonie à colonie :

» Convient-il, au contraire, de le modifier en traitant différemment ces importations suivant le groupe auquel appartiennent, d'une part, la colonie importatrice, d'autre part, la colonie exportatrice ? »

Il est évident que du moment que chaque colonie aura son régime, les colonies devront en tenir compte dans le traitement qu'elles doivent se réserver entre elles, mais cette réserve de principe faite on est certain que le régime douanier des colonies variera très peu de colonie à colonie. Il s'agira tout simplement d'une différence de droits justifiée par la proximité ou l'éloignement du pays importateur et cette proximité ou cet éloignement n'existeront plus lorsque les produits, ayant donné lieu à une importation étrangère aux colonies, s'alimenteront du trafic inter-colonial.

Autant l'équation *du traitement dans les colonies à réserver aux produits des colonies à régimes différents* serait difficile à résoudre en théorie, autant ce traitement est facile à trouver en pratique, car le trafic intercolonial ne porte que sur peu de produits et la réexportation des produits étrangers est tout ce qu'il y a de moins fréquent.

Il en existe actuellement qui est créé par les différences qui ressortent de notre régime qu'on a voulu faire unitaire et qui ne l'est pas, mais cela n'aurait pas lieu avec un régime moins artificiel et, dans tous les cas, c'est aux anomalies imprévues dans la réglementation que répond l'échéance des douze années au bout de laquelle intervient la revision.

## VII. — *Transport en droiture*

« Y a-t-il lieu d'apporter soit d'une manière générale, soit en ce qui concerne plus spécialement telle ou telle colonie, des modifications aux règles qui subordonnent l'allocation de tout régime de faveur à l'obligation du transport en droiture du port d'expédition au port d'importation ? »

Le transport en droiture doit être recherché mais non sans un correctif. Il arrive dans le voisinage de toutes les colonies qu'un port étranger desservi par les mêmes compagnies de navigation bénéficie des frets moins élevés que des ports des colonies françaises voisines, même lorsque ce port étranger est situé sur le prolongement des lignes parcourues par les steamers français. En d'autres termes, une colonie située à 2.000 kilomètres de la métropole paie plus cher pour recevoir ses produits qu'un port étranger situé à 2.200 kilomètres du port français par lequel passe le trafic et cela pour deux transports faits par les mêmes vapeurs et en même temps. Il y a là une preuve évidente du tort qu'on cause à tout intérêt dans lequel on réduit ou on supprime la concurrence, et, toutes les fois que ce fait se produit, la règle du transport en droiture doit fléchir comme tous les privilèges accordés à l'armement national, car il est inadmissible de priver nos colonies des avantages dont jouissent les ports étrangers situés dans les mêmes parages desservis par les mêmes vapeurs. Ou le trafic est impossible au-dessous des prix de fret payés par la colonie française et il ne faut pas le faire pour les étrangers, car en pareil cas la perte résultant de ce service onéreux est supportée ou par les colonies françaises payant plus cher, ou par le contribuable français ; ou bien le trafic est possible aux prix de fret accordés aux ports étrangers et les colonies françaises doivent en jouir. L'intérêt national, à ce que des navires français desservent nos colonies, doit mettre à la charge du contribuable, et non des

chargeurs métropolitains ou coloniaux, les sacrifices nécessaires au maintien des compagnies françaises sur ces lignes.

### VIII. — *Exportations métropolitaines aux colonies*

« Dans quelles colonies s'exportent vos produits ?

» De quels pays étrangers proviennent les similaires contre la concurrence desquels vous avez à lutter ?

» Quelle est l'importance de vos exportations dans chaque colonie : 1<sup>o</sup> par rapport à la consommation totale de chacune des possessions intéressées ; 2<sup>o</sup> par rapport à votre production totale ?

» Quelles sont, à votre connaissance, les conditions du marché local ?

» Quelles sont les mesures de détail, et notamment les modifications du tarif général ou des tarifs d'exception, qui vous paraîtraient de nature à favoriser l'extension de vos exportations ? »

Il est impossible à un corps de répondre à ces questions qui ne peuvent s'adresser qu'à des individualités et ne provoquer que des réponses spéciales à chaque colonie, pour chaque industrie.

Mais nous croyons devoir hautement protester contre cette partie du questionnaire.

D'abord parce qu'en localisant ainsi la question on lui enlève le caractère général qui, seul, permet de rester sur le terrain de l'équité, ensuite parce que ces questions excitent des convoitises après la manifestation desquelles il sera très difficile de revenir aux considérations sereines de droit et de justice.

On l'a vu lors de la revision douanière ; de pareilles questions et leurs conséquences ont abouti à un relèvement général des tarifs, lorsqu'on avait annoncé une œuvre de simple péréquation et d'égalisation.



Nous tenons cependant à bien faire ressortir que ce côté de la question du développement de chaque industrie, dans le trafic colonial, n'est pas laissé de côté par notre solution, au contraire.

Nous préconisons des taxes proposées par la colonie après étude par elle de ce qui peut favoriser le développement de sa richesse et l'octroi d'un régime consacrant ces taxes par la métropole, sous réserve des précautions à prendre par la métropole pour la sauvegarde de ses intérêts spéciaux, et nous demandons que le régime ainsi établi ait une durée de douze années, pour permettre l'amortissement des combinaisons auxquelles il donne lieu et pour reviser ce qui dans ce régime se montrerait à la pratique fâcheux, soit pour les intérêts métropolitains, soit pour les intérêts coloniaux.

Rien n'est plus facile dans ces conditions que de tenir compte de la « provenance des similaires contre la concurrence desquels on a à lutter », de l'importance à développer des exportations dans chaque colonie, « des conditions du marché local » et « des mesures de détail, et notamment des modifications de tarif paraissant de nature à favoriser l'extension des exportations ».

Le régime que nous préconisons permet tout cela. *Aucun régime unitaire ne le permettra*, et celui résultant de 1892 moins que tout autre. C'est le régime unitaire qui a substitué aux Antilles au droit de 45 francs frappant les huiles de coton, celui de 7 francs établi dans la métropole et qui a à peu près enlevé à nos producteurs d'huile d'olive la clientèle de nos colonies, qu'elle a transférée aux « milliners » ou aux « sellers » de New-York. Cet exemple est typique, mais on pourrait en citer autant qu'on voudrait pour prouver qu'aucun régime unitaire n'est susceptible de procurer aux colonies la protection qu'on a eu en vue quand on l'a établi.

Il se trouve que la solution proposée par nous, parce que nous l'estimons la plus libérale, est justement, en raison de son libéralisme, susceptible de prendre toutes les formes

protectionnistes sur les points où ces tendances seraient d'accord avec l'intérêt colonial. Nous le constatons à regret, car nous savons que cela ne mène à rien, mais au moins cet *amorphisme* de notre combinaison devrait-il lui concilier les suffrages protectionnistes.

#### IX. — *Importations des colonies dans la métropole*

« Recevez-vous des colonies des produits indispensables à votre commerce ou à votre industrie et lesquels ?

» De quels pays étrangers proviennent les similaires susceptibles de concurrencer l'importation coloniale ?

» Quelle est l'importance de l'importation coloniale dans vos importations ou votre consommation totale ?

» Quelles sont les conditions spéciales du marché ?

» Quelles mesures vous paraîtrait-il désirable de prendre pour développer le commerce des colonies avec la métropole ? »

Ces questions ont le même caractère que celles du paragraphe 8, mais elles s'adressent plutôt aux négociants ou industriels des colonies, car c'est toujours le vendeur qui vise à l'extinction des concurrences.

On nous permettra cependant de retenir la dernière question :

*Quelles mesures vous paraîtrait-il désirable de prendre pour développer le commerce des colonies avec la métropole ?*

Et d'y répondre :

La mesure la plus urgente est la réforme du régime douanier qui, si elle est bien faite, c'est-à-dire si elle dote chacune de nos possessions d'institutions douanières adéquates au développement de sa richesse, augmentera la puissance d'achat de chaque colonie et, par l'aisance rétablie dans ses

finances et la possibilité de faire des travaux publics, accroîtra sa puissance de production.

Si nos colonies sont riches nous serons les premiers à profiter de leur richesse, d'abord parce que l'exploitation coloniale est une œuvre métropolitaine et que nos colonies constituent non seulement des débouchés de marchandises, mais des débouchés d'hommes et de capitaux ; ensuite parce que les colonies, qui ont prouvé en toutes circonstances leur loyalisme, tiendront certainement à honneur de réserver à la métropole tout ce que leur mouvement d'affaires sera susceptible de lui donner. Un seul groupe de colonies bénéficie actuellement du régime que nous préconisons pour toutes et il est celui dans lequel la progression du commerce avec la métropole est le plus rapide et où le développement de nos opérations a toujours été en grandissant.

Ce régime, nous le résumons ainsi :

*Autonomie douanière ou, plus exactement, personnalité douanière de chaque colonie ou groupe de colonies, revendiquant de la métropole les taxes qui paraissent les plus avantageuses au développement de la richesse de la colonie ;*

*Octroi de ces régimes par la métropole qui tient compte dans l'établissement des taxes de ses intérêts généraux, et surtout des intérêts de la colonie à laquelle son propre intérêt est lié ;*

*Fixation d'une durée aux accords, de façon à permettre aux intéressés de s'en prévaloir et à en faciliter la révision à l'échéance.*

Nous vous prions d'excuser, Monsieur le Ministre, la liberté avec laquelle nous vous avons soumis nos observations et la longueur de ce travail, mais nous espérons que l'intérêt de la question vous fera trouver justes les développements que nous avons donnés à notre pensée et nous vous prions d'agréer les assurances les plus vives de notre respectueux dévouement.

## ÉTUDE

SUR LE RÉGIME COMMERCIAL ACTUELLEMENT EN VIGUEUR  
A LA CÔTE D'IVOIRE ET LES CONDITIONS DE L'APPLICATION  
ÉVENTUELLE DANS LA COLONIE DU RÉGIME DOUANIER  
ÉTABLI PAR LA LOI DU 11 JANVIER 1892.

---

Dans l'enquête instituée en vue d'étudier la possibilité d'appliquer dans les colonies de l'Afrique occidentale française, et notamment à la Côte d'Ivoire, le régime douanier établi par la loi du 11 janvier 1892, et de rechercher les conditions de cette application, il y a lieu de se préoccuper tout d'abord de la nature de nos relations douanières avec les pays limitrophes, et de s'assurer si des conventions particulières ne créent pas pour le gouvernement français, à la Côte d'Ivoire, des obligations qui seraient un obstacle momentané à toute modification du tarif des douanes actuellement en vigueur.

Or, il apparaît que jusqu'en 1898 seulement nous avons été libres d'établir dans cette région africaine des taxes différentielles constituant une protection pour les importations d'origine française. La convention dite du Niger, signée à Paris le 14 juin 1898 entre la France et la Grande-Bretagne, a inauguré, en effet, pour la Côte d'Ivoire un régime de réciprocité et d'égalité de

traitement qui nous lie pour trente années envers le pays co-contractant. Son article 9 est ainsi libellé :

A l'Intérieur des limites tracées sur la carte n° 5 annexée au présent protocole, les sujets britanniques et protégés britanniques, les citoyens français et protégés français, pour leurs personnes comme pour leurs biens, les marchandises et produits naturels ou fabriqués de la Grande-Bretagne et de la France, de leurs colonies, possessions et protectorats respectifs, jouiront pendant trente années, à partir de l'échange des ratifications de la convention mentionnée à l'article 5, du même traitement pour tout ce qui concerne la navigation fluviale, le commerce, le régime douanier et fiscal et les taxes de toute nature.

Ces dispositions, à première vue, ne paraissent nous obliger qu'à l'égard de l'Angleterre, et il semble que, toutes prescriptions observées, il nous serait loisible de modifier notre tarif à l'égard des autres pays et assurer ainsi un régime de faveur efficace aux produits nationaux. A la vérité cependant, notre liberté d'action est réellement entravée, car ce même traitement réservé à la Grande-Bretagne, nous le devons à toutes les puissances qui peuvent nous réclamer, sur l'étendue du territoire national et par mesure de réciprocité, la clause de la nation la plus favorisée ; nous le devons notamment à l'Allemagne. Et l'on sait que l'Angleterre et l'Allemagne constituent presque les seuls pays étrangers importateurs à la Côte d'Ivoire. Dans la moyenne pour les trois dernières années, de nos valeurs d'importation, la France entre pour une proportion de 31 o/o, l'Angleterre, pour une proportion de 47 o/o, l'Allemagne



pour 11 o/o, la Hollande pour 5 o/o, les États-Unis pour 3 o/o, les autres pays pour 3 o/o.

Il résulte donc de tout ce qui précède qu'une modification de notre régime de taxes ne pourra être utilement et pratiquement envisagée que vers 1928. Une étude sur cette question économique ne présentera donc encore pour longtemps qu'un intérêt théorique, mais elle aura du moins servi à démontrer le système définitif qui doit assurer le développement rationnel de la richesse de la Côte d'Ivoire, et parallèlement celle de la métropole. Elle raffermira les principes de notre autonomie douanière ou indiquera les voies et moyens à employer quand il s'agira de substituer le régime de la loi de 1892 à notre régime de taxes.

La Côte d'Ivoire est limitée au nord par la possession française du Soudan, au sud par l'Océan Atlantique, à l'ouest par la République du Libéria et à l'est par la colonie anglaise de la Gold-Coast.

De ces deux pays étrangers limitrophes de la Côte d'Ivoire, nous négligerons forcément la République du Libéria qui n'est pas organisée et dont nous n'avons à craindre pour le moment aucune invasion de produits manufacturés, et nous ne nous occuperons que de la Gold-Coast. Quelle est la situation de la Côte d'Ivoire par rapport à la Gold-Coast ?

Nous avons vu plus haut que nous sommes liés objectivement vis-à-vis de cette colonie pour ce qui concerne le tarif à appliquer aux produits importés à la Côte d'Ivoire, et pendant une période de trente ans nous n'avons pas le droit d'établir un tarif différentiel qui serait de nature à assurer un traitement de faveur aux produits nationaux.

Voici, au surplus, le tableau comparatif de droits qu'acquittent indistinctement les marchandises de toute origine et de toute provenance importées d'une part dans le territoire de la Côte d'Ivoire et d'autre part dans celui de la Gold-Coast.

De l'examen de ce tableau comparatif il ressort que les droits qui frappent les alcools à leur importation à la Gold-Coast sont assurément prohibitifs, que le traitement appliqué aux marchandises non-dénommées dans la colonie anglaise est le même qu'à la Côte d'Ivoire, mais que, par ailleurs, la différence entre les deux tarifs est assez sensible et se trouve en faveur de la Côte d'Ivoire où les droits sont, dans l'ensemble, bien plus élevés. Le régime fiscal de la Gold-Coast est, d'une façon générale, large et élastique, et permet délibérément au contribuable importateur de se mouvoir à l'aise.

Il n'existe pas dans cette colonie étrangère de droit d'exportation sur les produits du cru et la liste des marchandises qui bénéficient de la franchise des droits à l'importation est remarquablement longue. Nous n'avons pas, dans ce relevé, reproduit le tarif en vigueur dans la frontière de Qwita à l'est de la rivière Volta, tarif élevé, il est vrai, mais qui ne s'applique qu'à une zone de très peu d'étendue, servant pour ainsi dire de rayon frontière entre la colonie de la Gold Coast proprement dite et la colonie allemande du Togo.

Les conditions géographiques de la Côte d'Ivoire et de la Gold-Coast, qui veulent que ces deux pays se limitent sur un parcours de 400 kilomètres environ de frontière non-gardée, font un devoir au gouvernement français de ne pas trop s'écarter dans l'élaboration du

| Tarif de la Côte d'Ivoire. Décret du 14 avril 1905                                                                   |                                          |           | Tarif de la colonie de la Gold-Coast converti et mesure en monnaie française pour faciliter la comparaison. (Ordonnance du 31 décembre 1904). |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Tableau des exemptions de la Gold-Coast.                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                      | Unités sur lesquelles portent les droits | Taxes     | Taxes sur les mêmes produits                                                                                                                  | Indications complémentaires                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Sels gemmes.....                                                                                                     | 100 kilos                                | 1 f. 50   | 0 f. 50 les 100 k.                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 1° Instruments d'agriculture et jardinage.                                                                                                                                                                                                                            |
| Sels marins.....                                                                                                     | id.                                      | 1 f.      | id.                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 2° Toutes marchandises importées par le Gouverneur pour son usage privé.                                                                                                                                                                                              |
| Tabacs en feuilles.....                                                                                              | id.                                      | 100 f.    | 88 f. les 100 k.                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 3° Toutes marchandises importées officiellement pour l'usage des troupes royales.                                                                                                                                                                                     |
| Tabacs fabriqués.....                                                                                                | id.                                      | 200 f.    | 275 f. les 100 k.                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 4° Toutes marchandises importées pour l'usage des navires du Roi et pour tout officier ou membre de la Couronne servant à bord des navires du Roi.                                                                                                                    |
| Sucres .....                                                                                                         | id.                                      | 5 f.      | 3 f. 70 les 100 k.                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 5° Toutes marchandises importées avec l'autorisation du Gouverneur pour les services publics de la colonie.                                                                                                                                                           |
| Colas.....                                                                                                           | id.                                      | 50 f.     | Exempt                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 6° Animaux vivants y compris le gibier.                                                                                                                                                                                                                               |
| Matériaux de construction (briques, tuiles, carreaux, chaux, ciment, plâtres, planches et madriers non ouvrés) ..... | ad valorem                               | 10 o/o    | 0 f. 30 les 100 k.                                                                                                                            | Ciment (Portland ou Roman) et chaux.                                                                                                                                                                                                                                                     | 7° Armes, accoutrement, équipements et uniformes importés par les officiers de l'armée et de la marine royales et de la force publique, volontaires et hommes de police pour leur usage personnel, ainsi qu'il est requis par les règlements des services respectifs. |
| Alcools et eaux-de-vie.....                                                                                          | Hectol. alcool pur                       | 200 f.    | 10 o/o ad valorem                                                                                                                             | Planches, madriers, etc. Marchandises non dénommées.                                                                                                                                                                                                                                     | 8° Appareils et matériel de construction pour télégraphes, téléphones et lumière électrique.                                                                                                                                                                          |
| Liqueurs contenant plus de 25° d'alcool.....                                                                         | hectolitre du liquide                    | 112 f. 50 | 1 f. 25                                                                                                                                       | L'imp. gallon sur l'ale, les bières et porters de toutes sortes, cidre et poiré.                                                                                                                                                                                                         | 9° Bags et sacs spécialement importés pour servir à l'exportation ou transport des produits dans l'intérieur de la colonie.                                                                                                                                           |
| Liqueurs de traite de 25° d'alcool ou moins.....                                                                     | id                                       | 60 f.     | 1 f. 85                                                                                                                                       | L'imp. gall. (ou fraction) sur les vins (ou autres que les vins médicamenteux).                                                                                                                                                                                                          | 10° Livres, journaux, plans, cartes maritimes et tout imprimé qui n'est pas considéré comme simple papeterie.                                                                                                                                                         |
| Vins au-dessus de 16°.....                                                                                           | hectolitre alcool pur                    | 200 f.    | 3 f. 75                                                                                                                                       | L'imp. gall. (ou fraction) sur les vins de champagne.                                                                                                                                                                                                                                    | 11° Matériel de campement et d'équipement importés par officiers civils et militaires pour leur usage personnel dans la colonie et territoires de protectorat.                                                                                                        |
|                                                                                                                      |                                          |           | 5 f. 60                                                                                                                                       | L'imp. gal. sur les eaux-de-vie, gin, rhum, liqueurs et divers spiritueux ou boissons alcooliques non sucrées ou mélangées à d'autres éléments, lorsque le degré de force ne peut être reconnu par l'hydromètre de Syke et lorsque le degré alcoolisme est au-dessous du degré du proof. | 12° Voitures, charrettes, chariots et wagons, y compris chariots d'enfants bath-chairs, voiturettes, brouettes et voitures à mains, y compris articles faits en parties séparées mais non matériel pour réparations.                                                  |
|                                                                                                                      |                                          |           | 0 f. 20                                                                                                                                       | Pour chaque degré ou fraction de degré au-dessus du proof en augmentation des droits.                                                                                                                                                                                                    | 13° Houille et briquettes de houille.                                                                                                                                                                                                                                 |
|                                                                                                                      |                                          |           | 5 f. 60                                                                                                                                       | L'imp. gal. ou fraction sur les bitters alcooliques, gin, et liqueurs sucrées ou mélangées à d'autres éléments, lorsque le degré de force comme ci-dessus ne peut pas être reconnu par l'hydromètre de Syke.                                                                             | 14° Coke.                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                                                      |                                          |           | 18 f. 75                                                                                                                                      | L'imp. gal. ou fraction sur les eaux-de-vie, rhum, ou divers spiritueux ou boissons alcooliques sucrées ou mélangées à d'autres éléments lorsque le degré de force comme ci-dessus ne peut pas être reconnu par l'hydromètre de Syke.                                                    | 15° Monnaies anglaises et autres ayant cours légal dans la colonie.                                                                                                                                                                                                   |
|                                                                                                                      |                                          |           |                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 16° Objets importés à l'usage exclusif des consuls et consulats.                                                                                                                                                                                                      |



| Tarif de la Côte d'Ivoire. Décret du 14 avril 1905                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       | Tarif de la colonie de la Gold-Coast converti en mesure et monnaie françaises pour faciliter la comparaison, (Ordonnance du 31 décembre 1904.) |                                                                     | Tableau des exemptions pour la Gold-Coast                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Unités sur lesquelles portent les droits                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Taxes | Taxes sur les mêmes produits                                                                                                                   | Indications complémentaires                                         |                                                                                                                                     |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       | 1 f. 85                                                                                                                                        | Pain de pilote, de cabine ou de navires (les 50 kilos ou fraction). | 32° Bagages de passagers, d'après la définition donnée par le Gouverneur en conseil.                                                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       | 2f. 50                                                                                                                                         | Farine en barils au-dessous de 89 kilos chaque baril).              | 33° Tous effets personnels qui font l'objet d'une réimportation après une précédente importation prouvée au contrôleur des Douanes. |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       | 1 f. 85                                                                                                                                        | Au-dessous de 89 kilos (chaque 45 kilos).                           | 34° Matériel d'exploitation et matériel roulant pour tramways.                                                                      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       | 1 f. 25                                                                                                                                        | Riz (50 kilos).                                                     | 35° Volaille et gibier frais non conservés d'aucune manière.                                                                        |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       | 1 f. 85                                                                                                                                        | Sucre les 50 kilos.                                                 | 36° Produits et denrées du cru de l'Afrique Occidentale.                                                                            |
| EXPORTATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| Caoutchouc.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | ad valorem                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 7 0/0 | Il n'existe pas de droits d'exportation dans la colonie anglaise.                                                                              |                                                                     |                                                                                                                                     |
| EXEMPTIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| Animaux vivants.<br>Viandes fraîches.<br>Poissons frais.<br>Fruits frais.<br>Légumes frais.<br>Pommes de terre.<br>Maniocs et ignames.<br>Graines à ensemercer.<br>Amandes de palme, sésame, piments frais et secs, riz en paille.<br>Machines et instruments agricoles.<br>Houille.<br>Livres.<br>Instruments de précision ou scientifiques.<br>Engrais. | Armes, munitions, matériel de guerre et d'équipement militaire appartenant à l'Etat.<br>Vêtements d'uniforme et objets d'équipement des officiers et fonctionnaires.<br>Effets des voyageurs lorsqu'ils portent des traces d'usage.<br>Outils apportés par les ouvriers pour l'exercice de leur profession.<br>Embarcations de tout tonnage.<br>Caisses vides ou montées. |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 32° Bagages de passagers, d'après la définition donnée par le Gouverneur en conseil.                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 33° Tous effets personnels qui font l'objet d'une réimportation après une précédente importation prouvée au contrôleur des Douanes.                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 34° Matériel d'exploitation et matériel roulant pour tramways.                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 35° Volaille et gibier frais non conservés d'aucune manière.                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 36° Produits et denrées du cru de l'Afrique Occidentale.                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 37° Pompes et appareils pour élever et distribuer l'eau.                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 38° Vif-argent.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 39° Matériel de railway et matériel roulant.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 40° Semences, plantes, oignons, tubercules, arbustes et arbres importés et destinés à l'agriculture.                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 41° Ardoises, tuiles et fer zingué destinés seulement aux toitures.                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 42° Outils de toutes sortes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 43° Légumes frais non conservés d'aucune manière.                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 44° Voitures possédant leurs propres moyens de propulsion, y compris articles faits en parties séparées mais non matériel de réparations.                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 45° Vélocipèdes en tout ou en partie, mais non accessoires ou matériel pour réparations.                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 46° Vaisseaux y compris : gabares, boats, canots, bateaux à vapeur et autres chaloupes, agrès et appareils nécessaires, et ceux qui comme mâts, avirons, voiles, ancres, chaînes, etc., proviennent des dits agrès et appareils qui ont été importés en même temps que le vaisseau.                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |
| 47° Eau, citerne et réservoir.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |                                                                                                                                                |                                                                     |                                                                                                                                     |





Tarif de la Côte d'Ivoire. Décret du 14 avril 1905

Tarif de la colonie de la Gold-Coast converti en mesure et monnaie française pour faciliter la comparaison (Ordonnance du 31 décembre 1904).

Tableau des exemptions de la Gold-Coast.

|                                                            | Unités sur lesquelles portent les droits | Taxes  | Taxes sur les mêmes produits                                                                             | Indications complémentaires                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Armes .....                                                | ad valorem                               | 20 0/0 | 12 f. 50 la pièce<br>5 f. 60 la pièce<br>3 f. 10 la pièce<br>2 f. 50 la pièce<br>25 f. la pièce          | La carabine (la pièce).<br>Fusils de chasse autres que fusils à pierre (la pièce).<br>Revolvers et pistolets autres qu'à pierre (la pièce).<br>Fusils et pistolets à pierre (la pièce).<br>Epées et baïonnettes (excepté armes blanches forgées par les indigènes de la colonie Afrique Occidentale (la pièce). | 17° Matériel de tonnellerie y compris fûts, douves, cercles, rivets, jones, clous et craie spécialement importés pour l'emballage des produits de l'Ouest Africain.<br>18° Bouchons de liège.<br>19° Grues, derrick (martinet) et treuil en entier ou en parties et mécanique nécessaire.<br>20° Matériel d'enseignement importé avec l'autorisation du Gouverneur.<br>21° Filtres et tous accessoires pour la filtration de l'eau.<br>22° Poissons frais non conservés d'aucune manière.<br>23° Fruits frais non conservés d'aucune manière.<br>24° Marchandises admises en franchise par ordre du Gouverneur en Conseil et suivant la section n° 7.<br>25° Harnais et articles de sellerie.<br>26° Glace, caisse de glace et réfrigérants.<br>27° Instruments et accessoires destinés aux recherches scientifiques, à l'arpentage.<br>28° Machines pour les destinations suivantes :<br>Machines d'agriculture.<br>— électriques.<br>— de manufacturiers.<br>— pour la Marine.<br>— pour mines et dragages d'or.<br>— pour pompe et sondage.<br>— pour servir à la transformation des produits naturels de la colonie et le développement de l'industrie. |
| Poudres et salpêtres.....                                  | 100 kilogs.                              | 100 f. | 132 f. 41 les 100 k.                                                                                     | Pour la poudre à canon.                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Autres munitions.....                                      | ad valorem                               | 20 0/0 | 5 f. 60 les 100 k.<br>3 f. 10 les 100 k.<br>1 f. 25 les 100 k.<br>1 f. 25 les 100 k.<br>11 f. les 100 k. | Cartouches pleines pour carabines et fusils (le cent).<br>Cartouches pleines pour revolvers et pistolets (le cent).<br>Cartouches vides (le cent).<br>Capsules de percussion (le cent).<br>Plomb de toutes sortes (les 100 kilos).                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Cafés.....                                                 | 100 kilogs                               | 78 f.  | exempt                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Bananes.....                                               | ad valorem                               | 10 0/0 | exempt                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Huiles (de palme, de touloucouana, d'illipé, de palmiste). |                                          | exempt | exempt                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Produits non dénommés....                                  | ad valorem                               | 10 0/0 | 10 0/0 ad valorem                                                                                        | Marchandises non dénommées.                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                            |                                          |        | 0 f. 40                                                                                                  | Eaux minérales en bouteilles de toutes dimensions (la douzaine ou fraction de douze).                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                            |                                          |        | 0 f. 10                                                                                                  | Huiles de kerosine, de Rocher, de Ramgoon ou de Barmah et toutes huiles à base de pétrole, de houille, de schiste, de shale tourbe et autres substances bitumeuses dérivées du pétrole ou dérivées des huiles mentionnées plus haut, destinées à l'éclairage (l'imp. gallon ou fraction).                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                            |                                          |        | 1 f. 25                                                                                                  | Sur toutes choses n'ayant pas reçu de nouvelles modifications et provenant des débris de toute construction importés en parties séparées (le cent de pieds carrés sur un pouce ou 25 cent. d'épaisseur).                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                            |                                          |        | 3 f. 10                                                                                                  | Bœuf et porc salé en demi-barils de 45 kilos net le demi baril.                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                            |                                          |        | 3 f. 10                                                                                                  | En barils de 45 kilos net (chaque 45 kilos ou fraction).                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                            |                                          |        |                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 29° Viande fraîche non conservée d'aucune manière.<br>30° Plaques commémoratives et pierres tombales, balustrades et couronnes pour tombeaux.<br>31° Huile de kerosine, de Rocher, de Ramgoon ou huile de Barmah et toutes huiles à base de pétrole, de houille, de schiste, de sale. de tourbe et autres substances minérales bitumeuses ou dérivées du pétrole ou dérivées des huiles mentionnées plus haut, étant importées pour l'usage du chauffage et n'étant pas susceptibles de servir pour l'éclairage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |



tarif de la Côte d'Ivoire de celui qui est en vigueur à la Gold-Coast. En considération de ce principe que les importations dans ces pays d'Afrique ne se font pour leur plus grande part que dans un but d'échanges et que tout doit concourir à élever notre chiffre d'exportation qui est le critérium du développement de la richesse de la colonie, nous avons intérêt à défendre notre marché intérieur de matières premières.

A partir du village de Nougua situé sur le parallèle 5°20' de cette frontière de l'Est, et en remontant vers le Soudan, les centres français et anglais sont pour ainsi dire approvisionnés de produits du cru, de caoutchouc notamment, par des caravanes communes. Ces deux pays se pénétrant donc l'un l'autre agissent comme deux vases communicants. Il est clair dans ces conditions que l'élévation ou la modération du prix de revient des marchandises européennes rendues sur place, base du prix d'achat des matières premières, est la cause qui fait dévier le courant commercial vers l'une ou l'autre de ces colonies.

A coup sûr, avec le régime douanier ou de protection qui permettrait aux produits français, ayant déjà subi une réduction de prix, d'être importés francs de droits, nous serions en bonne posture pour lutter contre nos voisins pour la défense de notre marché intérieur, car les produits français expédiés dans un but d'échanges ne se grèveraient que des frais de transport. Mais examinons les conditions de réalisation de ce projet économique et les difficultés qui surgiraient devant son exécution.

Le concours des taxes douanières au budget de la Côte d'Ivoire est-il assez faible pour permettre de le négli-

ger lors de l'établissement des prochains budgets locaux dans l'éventualité de l'application de la loi de 1892 qui éloignerait les produits de fabrication étrangère de la consommation locale ? car le but à atteindre serait l'élimination des marchandises anglaises et allemandes de nos importations et la prédominance des produits nationaux dans ces mêmes importations.

Le concours de ces taxes douanières est, au contraire, indispensable à l'équilibre budgétaire. Constituant l'élément principal de nos recettes, ces taxes sont fiscales au premier chef. Elles seules justifient l'élargissement périodique du budget, l'accroissement continu de nos dépenses et de notre outillage économique, en raison des plus values accusées chaque année par le développement de notre commerce. Les principales ressources du budget local de la Côte d'Ivoire résident en effet : 1<sup>o</sup> dans le rendement de l'impôt de capitation et des patentes pour 1.625.000 francs ; 2<sup>o</sup> dans la perception des taxes de douanes pour 1.480.000 francs que le gouvernement général retourne au budget local sous forme de subvention. L'impôt de capitation se présente ici avec un chiffre assez élevé, mais à l'encontre des recettes de douanes, cet impôt direct, qui suit le mouvement de la pénétration, n'est susceptible que d'une progression très lente, et il serait téméraire de lui accorder un degré quelconque d'élasticité. Donc, si l'on s'en tenait à la rigoureuse exécution du projet à l'étude, les prix français étant ramenés à ceux de l'étranger, une ventilation réelle se produirait dans les prix de revient qui diminuerait du montant des taxes de douane ; mais en revanche peu ou point de ressources budgétaires.

L'application de la loi de 1892 aurait donc pour



mesure corrélative, en prévision de l'absence de la matière que devrait frapper le droit de douane proprement dit, l'établissement d'un droit de consommation ou d'octroi comme taxe fiscale sur les produits de toute nature et de toute provenance: et le revenu de cette taxe devrait dépasser le revenu des taxes d'importation actuellement en vigueur pour permettre de faire face aux dépenses nouvelles que nécessiterait le renforcement du personnel des douanes existant.

Il est facile de s'apercevoir qu'en tenant compte de toutes ces nouvelles considérations, le coût de la vie matérielle ne diminuerait pas dans la colonie, en admettant même que nous ne fussions tributaires que du commerce français au début du nouveau régime. Mais la Côte d'Ivoire est plutôt cliente de l'étranger. Les importations anglaises, allemandes et autres, sont dans l'ensemble deux fois plus fortes que les importations françaises. Et si, contrairement à nos prévisions, les maisons de commerce de la colonie trouvaient encore un intérêt à s'approvisionner en Angleterre et en Allemagne au lieu d'acheter exclusivement en France, nous aurions aggravé inutilement nos charges et on voit d'ici à quel taux élevé reviendrait l'existence et dans quelle situation d'infériorité nous serions vis-à-vis de nos rivaux de la Gold-Coast !

L'accroissement du budget des dépenses de la colonie serait pleinement justifié, car la condition indispensable de la bonne application de la loi douanière résiderait dans l'augmentation du personnel des douanes sur la côte, et l'organisation du service de surveillance sur deux lignes de frontière de terre de 400 kilomètres chacune environ.

Sur la côte, les bureaux secondaires de Blieron, Béréby, Sassandra, Jacquerville dirigés en ce moment par des sous-brigadiers ou des préposés deviendraient des points où se liquideraient des déclarations établies d'après les termes du tarif, travail délicat et difficile, et il serait nécessaire de confier désormais ces bureaux à des agents du cadre sédentaire. Les brigades devraient être renforcées afin de couvrir complètement la ligne du littoral et y assurer le service quotidien de tournées, d'embuscades, de répression, du rebât et du contre-rebât. Sur la frontière de la Gold-Coast à partir de Nougoua et sur celle du Libéria, le service serait à créer de toutes pièces.

La surveillance de la frontière anglaise exigerait la création au minimum de 25 postes échelonnés sur ce parcours de 400 kilomètres, à distance égale de 16 kilomètres, afin de pouvoir exécuter le service quotidien de jonction. Sur la frontière du Libéria, 10 postes suffiraient, quant à présent. Chaque poste comprendrait 1 préposé européen, 1 préposé auxiliaire et 4 laptots ou manœuvres. Une brigade constituée par la réunion de 5 postes et ayant à sa tête un brigadier ou un sous-brigadier, assurerait le service de contrôle et resterait en communication avec la direction d'Abidjan. Le tableau comparatif suivant fait ressortir, en y comprenant le matériel, l'augmentation de dépenses que nécessiterait le renforcement de l'effectif existant, soit 750.445 francs dont 385.000 comme capitaux d'immobilisation qui ne se répéteraient pas chaque année au budget du gouvernement général.

**TABEAU COMPARATIF DU BUDGET DU SERVICE DES DOUANES ET DE CELUI QUE  
NÉCESSITERAIT L'APPLICATION DE LA LOI DU 11 JANVIER 1892**

| BUDGET POUR L'EXERCICE 1908                 |        |       |          | PROJET DE BUDGET     |       |          |                                                    |
|---------------------------------------------|--------|-------|----------|----------------------|-------|----------|----------------------------------------------------|
| PERSONNEL SÉDENTAIRE                        |        |       |          | PERSONNEL SÉDENTAIRE |       |          |                                                    |
| Fonctions                                   | Nombre | Solde | Décompte | Nombre               | Solde | Décompte | Différence provenant de l'augmentation de dépenses |
| Vérif. 1 <sup>re</sup> classe.              | 2      | 8.750 | 17.500   | 2                    | 8.750 | 17.500   |                                                    |
| Fonds abonnement au Chef de Service...      |        |       | 5.000    |                      |       | 5.000    |                                                    |
| Vérif. adj <sup>t</sup> 1 <sup>re</sup> ... | 1      | 6.250 | 6.250    | 3                    | 6.250 | 18.750   |                                                    |
| Vérif. adj <sup>t</sup> 2 <sup>e</sup> ...  | 1      | 5.500 | 5.500    | 2                    | 5.500 | 11.000   |                                                    |
| Commis 1 <sup>re</sup> ...                  | 1      | 4.750 | 4.750    | 2                    | 4.750 | 9.500    |                                                    |
| Commis 2 <sup>e</sup> ....                  | 2      | 4.250 | 8.500    | 2                    | 4.250 | 8.500    |                                                    |
|                                             |        |       | 47.500   |                      |       | 70.250   | 22.750                                             |

| INDEMNITÉS DIVERSES       |        | INDEMNITÉS DIVERSES                      |         |
|---------------------------|--------|------------------------------------------|---------|
| Matériel et immeubles     |        | Matériel et immeubles                    |         |
| Pour l'exercice 1908..... | 67.497 | Chiffre correspondant à l'effectif 1908. | 67.497  |
|                           |        | Nouvelles constructions.                 | 350.000 |
|                           |        | Mobilier....                             | 35.000  |
|                           |        | Indemnité de frais de bureau .....       | 62.400  |
|                           |        |                                          | 514.897 |
|                           | 67.497 |                                          | 447.400 |
|                           |        |                                          | 469.650 |

Dont 395.000 pour l'année seulement de l'application du nouveau tarif.

# BUDGET POUR L'EXERCICE 1908

# PROJET DE BUDGET

## SERVICE ACTIF : PERSONNEL EUROPÉEN

## PERSONNEL EUROPÉEN

| Fonctions                       | Nombre | Solde | Décompte | Nombre | Solde | Décompte | Différence provenant de l'augmentation des dépenses |
|---------------------------------|--------|-------|----------|--------|-------|----------|-----------------------------------------------------|
| Gardes magasin <sup>n</sup>     | 1      | 3.800 | 3.800    | 1      | 3.800 | 3.800    |                                                     |
| Brigadiers méd.                 | 2      | 3.550 | 7.100    | 2      | 3.550 | 7.100    |                                                     |
| Brig. 1 <sup>re</sup> classe.   | 4      | 3.500 | 14.000   | 4      | 3.500 | 14.000   |                                                     |
| Brig. 2 <sup>e</sup> classe.    | 4      | 3.250 | 13.000   | 8      | 3.250 | 26.000   |                                                     |
| S/Brig. 1 <sup>re</sup> cl. . . | 5      | 3.125 | 15.625   | 5      | 3.125 | 15.625   |                                                     |
| S/Brig. 2 <sup>e</sup> cl. . .  | 6      | 3.000 | 18.000   | 10     | 3.000 | 30.007   |                                                     |
| Préposés 1 <sup>re</sup> cl.    | 7      | 2.875 | 20.125   | 14     | 2.875 | 40.250   |                                                     |
| Id. 2 <sup>e</sup> cl.          | 6      | 2.750 | 16.500   | 19     | 2.750 | 52.250   |                                                     |
| Id. 3 <sup>e</sup> cl.          | 14     | 2.500 | 35.000   | 39     | 2.500 | 97.500   |                                                     |
|                                 |        |       | 143.150  |        |       | 286.525  | 143.375                                             |

## SERVICE ACTIF : PERSONNEL AUXILIAIRE

|                                 |    |       |        |    |       |         |        |
|---------------------------------|----|-------|--------|----|-------|---------|--------|
| Brig. 1 <sup>re</sup> classe.   | 1  | 1.800 | 1.800  | 3  | 1.800 | 5.400   |        |
| Brig. 2 <sup>e</sup> classe     | 1  | 1.680 | 1.680  | 4  | 1.680 | 6.720   |        |
| S/Brig. 1 <sup>re</sup> cl. . . | 2  | 1.620 | 3.240  | 5  | 1.620 | 8.100   |        |
| S/Brig. 2 <sup>e</sup> cl. . .  | 2  | 1.560 | 3.120  | 7  | 1.560 | 10.920  |        |
| Préposés 1 <sup>re</sup> cl.    | 6  | 1.500 | 9.000  | 11 | 1.500 | 16.500  |        |
| Id. 2 <sup>e</sup> cl.          | 8  | 1.440 | 11.520 | 15 | 1.440 | 21.600  |        |
| Id. 3 <sup>e</sup> cl.          | 15 | 1.380 | 29.700 | 25 | 1.380 | 34.500  |        |
|                                 |    |       | 51.060 |    |       | 103.740 | 52.680 |

## PERSONNEL INDIGÈNE LAPTOTS

|                                 |    |     |        |     |     |         |        |
|---------------------------------|----|-----|--------|-----|-----|---------|--------|
| Laptots 1 <sup>re</sup> cl. . . | 2  | 696 | 1.392  | 12  | 696 | 8.352   |        |
| Id. 2 <sup>e</sup> cl. . .      | 6  | 636 | 3.816  | 46  | 636 | 29.256  |        |
| Id. 3 <sup>e</sup> cl. . .      | 29 | 576 | 16.704 | 119 | 576 | 68.544  |        |
|                                 |    |     | 21.912 |     |     | 106.152 | 84.240 |

## RÉCAPITULATION DES DIFFÉRENCES

|                                                |             |
|------------------------------------------------|-------------|
| Personnel sédentaire.....                      | 22.750 fr.  |
| Indemnités diverses, matériel et mobilier..... | 447.400 —   |
| Service actif : Personnel européen.....        | 143.375 —   |
| — Personnel auxiliaire .....                   | 52.680 —    |
| — Laptots.....                                 | 84.240 —    |
| Total.....                                     | 750.445 fr. |







Mais laissons de côté un moment les conséquences générales résultant de l'application du nouveau régime et examinons dans quelle mesure pourrait s'opérer la substitution des marchandises françaises aux marchandises étrangères dans la consommation locale. Nous avons vu précédemment que les moyennes des valeurs d'importation par nationalités sont pour les trois dernières années : 31 0/0 pour la France, 47 0/0 pour l'Angleterre, 11 0/0 pour l'Allemagne, 5 0/0 pour la Hollande, 3 0/0 pour les Etats-Unis et 3 0/0 pour les autres pays. Les chiffres relevés uniquement pour 1906 donnent 34 0/0 pour la France, 43 0/0 pour l'Angleterre, 10 0/0 pour l'Allemagne, 3 0/0 pour les autres pays. En 1907, ils deviennent : 29 0/0 pour la France, 49 0/0 pour l'Angleterre, 13 0/0 pour l'Allemagne, 9 0/0 pour les autres pays. D'où une diminution très sensible dans le commerce d'importation de la France à la Côte d'Ivoire en deux années et une progression dans le chiffre des affaires des nations étrangères. C'est encore l'Angleterre et l'Allemagne qui se partagent les 5 0/0 du commerce, perdus par la France dans cet espace de temps.

Le mouvement des exportations étant la conséquence de celui des importations, et les clients qui nous envoient leurs produits manufacturés étant ceux-là même qui nous achètent nos matières premières, la même proportion est à peu près gardée dans la répartition des produits du crû de la colonie entre nationalités. Les moyennes des valeurs de la colonie exportées pour les trois années 1905, 1906, 1907 sont par pavillon : 34 0/0, à destination de la France, et 66 0/0 à l'étranger. Pour l'année 1905, cette proportion était de 38 0/0 à destination de la France et de 62 0/0 à destination de l'étranger. Elle est devenue, à la fin

de 1907 : 36 0/0 à destination de la France et 64 0/0 à l'étranger.

Des considérations sur l'orientation actuelle de nos matières premières à la sortie sont certainement secondaires. Une modification du régime des taxes pourra diminuer nos facultés d'achat des produits du crû, mais n'aura aucun contre-coup sur le traitement de nos produits à la sortie ; et une perturbation dans nos recettes d'exportation n'est à craindre que du fait de la restriction de nos transactions. Le droit de 7 0/0 *ad valorem* qu'acquitte en ce moment le caoutchouc est un impôt fiscal qui sera maintenu selon toute probabilité. Nos autres produits n'acquittent aucune taxe à la sortie, et en France et en Angleterre tous nos produits qui sont des matières premières, y compris le caoutchouc, sont libres de droits.

La déviation totale des denrées du crû de la Côte d'Ivoire vers les marchés exclusivement français, ne pourra donc venir que de l'importance que prendraient nos marchés du Havre, de Bordeaux, de Marseille, vis-à-vis de Liverpool et de Hambourg, et surtout de la conquête du marché de consommation de la Côte d'Ivoire. Cette prépondérance commerciale de la Métropole à la Côte d'Ivoire déterminerait, par voie de conséquence, le courant commercial exclusivement français à l'aller et à la sortie. Mais cette conquête n'est pas malheureusement facile et le tableau ci-contre nous édifiera sur les articles dans la vente desquels la France subit la concurrence victorieuse de l'étranger.

Les produits français qui ont été, dans l'ensemble de ces trois dernières années, d'une consommation locale supérieure à celle des produits étrangers similaires, sont : 1<sup>o</sup> les animaux vivants ; 2<sup>o</sup> les farineux alimentaires ; 3<sup>o</sup> les huiles et sucs végétaux ; 4<sup>o</sup> les

produits et déchets divers ; 5° les marbres, pierres et matériaux ; 6° le papier et ses applications ; 7° les ouvrages en métaux.

Les animaux vivants, de provenance française, qui ont été importés à la Côte d'Ivoire pendant les années 1905, 1906, 1907, représentent une valeur totale de 119.831 francs. Pour la même période et le même article la valeur étrangère s'estime à 6.269 francs. Pour les animaux vivants, donc, il est incontestable que la France est la maîtresse du marché de la colonie, et pourra arriver même à annihiler complètement ses concurrentes, mais ces animaux nous parviennent, pour la plupart, du Sénégal, c'est-à-dire du territoire même de l'Afrique occidentale, et une faible partie est originaire de la Métropole.

Les farineux alimentaires donnent une plus-value de 278.162 francs à la France, sur ses concurrents étrangers, dans l'ensemble des trois dernières années. En 1906, la France importait, dans la colonie, pour 314.192 francs de farineux alimentaires contre 274.510 francs attribués à l'étranger. En 1907, ces chiffres deviennent respectivement, 432.239 francs et 255.205 francs. Cette situation est très belle pour les productions françaises et la progression des farineux alimentaires français est marquante. L'avantage de ces derniers sur ceux de l'étranger est dû, certainement, au faible prix des produits français. Dans les états mensuels des prix de facture, dressés par les bureaux liquidateurs de douane, nous relevons la moyenne de 0 fr. 31 le kilo, déclarée pour la farine de froment venant de la Métropole, contre celle de 0 fr. 34 attribuée à la farine étrangère ; celle de 0,22 le kilo déclarée pour le riz de provenance française contre celle de 0,26 le kilo attribuée au riz anglais. Il est à prévoir

le moment où la colonie de la Côte d'Ivoire par le développement de ses rizières arrivera à se passer presque totalement de toute importation de riz. Grâce à cette différence de prix, ces farineux français arriveront-ils à supprimer totalement les similaires étrangers sur notre marché de consommation à l'aide d'une bonne réclame et sans le secours d'un tarif protecteur ? La chose ne serait pas impossible si la faible différence de prix ne laissait pas assez de marge pour un bénéfice aux maisons de commerce dont le siège est en Angleterre et en Allemagne. C'est que cette considération est encore un aspect de la question du tarif douanier, et sous cet aspect, nous aurons aussi à envisager la question. Nous pensons donc que la clientèle de la Métropole pour ses farineux peut augmenter encore en raison du bas prix de ces derniers, et sans qu'il soit besoin d'un tarif protecteur, mais nous n'espérons pas que la Métropole arrive à détourner complètement nos commerçants de quelques faibles achats des mêmes produits à l'étranger.

La différence en faveur de la Métropole pour les huiles et sucres végétaux est de 5.394 francs sur les produits similaires de l'étranger pendant l'ensemble des années 1905, 1906, 1907. Pour 1907, nous enregistrons une valeur d'importation de 30.917 francs à l'étranger. En 1905, c'était respectivement 24.426 francs contre 28.049 francs. On voit que d'inférieure qu'était la consommation française en 1905, elle est devenue supérieure en 1907, et l'article intitulé huile d'olive n'est pas étranger à ce succès : 15.834 francs de la France contre néant. Sur ce terrain on peut sans crainte prédire le délogement total des huiles de provenance étrangère. La France n'est encore battue ici que pour l'huile de coton. Dans le cours de l'année



1907, la Métropole n'importait que 744 francs de ce produit contre 8.483 francs de l'étranger.

Notre consommation de la Côte d'Ivoire ne recherche pas encore les produits très fins. Il s'agirait pour la production française de fournir à cette consommation et dans les mêmes conditions que les Anglais et les Allemands cette huile de coton.

Les marbres, pierres, terres, minéraux, métaux, ouvrages en métaux et matériaux de toutes sortes, avec les tissus et les boissons constituent l'élément le plus important des statistiques douanières, et ce sont ceux qui retiennent le plus l'attention. La colonie de la Côte d'Ivoire, pays neuf au point de vue économique, en pleine formation, se trouvant presque au début de son évolution, incorpore chaque année un gros capital d'immobilisation, caractérisé par un matériel de chemin de fer, de dragage, de port et tout son outillage économique. Il importe de savoir si le régime douanier serait sur ce point nécessaire pour assurer à la Métropole la totalité de nos commandes qui s'élèvent seulement pour l'année 1907 à 2.510,774 francs. A première vue, il semble que ce régime protecteur est indispensable. Pour les marbres, pierres, terres, la Métropole est en bonne situation. Les trois années 1905, 1906, 1907 lui donnent une plus-value de 366.485 de 43.915 francs. Pour cette même année 1907 et en réunissant tous les matériaux : les marbres, pierres, terres, métaux, ouvrages en métaux, cette plus-value se change en moins-value, et nous enregistrons une différence de 243.848 francs en faveur de l'étranger, c'est-à-dire une valeur d'importation française de 1.133.463 francs contre 1,377.311 francs attribuée à l'étranger.

Cependant les 8/10 de nos importations de matériel

sont faites pour répondre aux besoins du service local et à ceux de notre service de pénétration et de port ; les deux autres dixièmes suffisent aux constructions des particuliers et des commerçants. Vraisemblablement notre prépondérance est facile à établir sur ce chapitre et le caractère des adjudicataires ou fournisseurs des services publics est une garantie pour la préférence à accorder aux matériaux français. La vérité est que ces adjudicataires se heurtent très souvent à des difficultés d'approvisionnement en France. Les conditions d'achat sont quelquefois d'un avantage tel en Angleterre et en Allemagne que, le souci du bénéfice étant primordial, nos fournisseurs n'hésitent pas à commander leurs matériaux à l'étranger. D'autres fois, les articles demandés font défaut dans l'industrie française. C'est ce qui explique l'origine étrangère d'une grande partie du matériel de tous genres de la colonie.

Ici principalement nous ne croyons pas que l'application d'un régime protecteur puisse être d'une efficacité réelle. Etant donné surtout que la plus grande partie de notre matériel est demandée pour le compte de l'administration, il suffirait pour assurer l'écoulement des produits de l'industrie française à la Côte d'Ivoire, de généraliser, avec des modifications appropriées dans les contrats d'adjudication, la clause suivante qui est de style dans les conventions passées à la suite d'emprunts et au moment de l'approbation ministérielle : « Tous les matériaux et tout le matériel nécessaires à la construction et à l'exploitation des . . . . . exécutés sur les fonds de l'emprunt autorisé par le présent décret ou par la présente loi, qui ne se trouveraient pas dans la colonie, devront être de provenance française, sauf les dérogations et exemptions autorisées par décrets spéciaux rendus en conseil des ministres. »

Les chapitres : Produits et déchets, papier et ses et ses applications, sont dans les mêmes conditions avantageuses de marché pour la France que les huiles. La colonie de la Côte d'Ivoire, avec un peu de réclame et d'activité de la part des producteurs français, pourra devenir le débouché presque exclusif de la Métropole pour ces catégories d'articles. Il restera toutefois les choucroutes, les légumes conservés autres qui seront importés d'Allemagne pour la consommation du personnel de quelques maisons allemandes. Il restera les livres et imprimés en langues étrangères pour répondre aux besoins intellectuels ou commerciaux des étrangers établis dans la colonie, mais ces importations pourront être réduites à leur plus simple expression. En 1907, les achats en France de légumes conservés se chiffrent à 40.000 francs contre 17,000 à l'étranger. En 1907, encore l'avantage de la Métropole sur l'étranger pour le papier et ses applications, se chiffre par 36.630 francs. La supériorité de la France est déjà établie sous le rapport des prix de revient, le besoin d'une protection douanière ne se fait pas sentir ici non plus. Ce qui manque et qui est essentiel, c'est la pénétration du goût français qui devrait être la conséquence de l'évolution heureuse de nos indigènes.

Les produits étrangers qui ont été dans l'ensemble de ces trois dernières années d'une consommation locale supérieure à celle des produits similaires de la Métropole sont : 1<sup>o</sup> les produits et dépouilles d'animaux ; 2<sup>o</sup> les pêches ; 3<sup>o</sup> les matières dures à tailler ; 4<sup>o</sup> les fruits et graines ; 5<sup>o</sup> les denrées coloniales de consommation ; 6<sup>o</sup> les bois ; 7<sup>o</sup> les boissons ; 8<sup>o</sup> les métaux ; 9<sup>o</sup> les produits chimiques ; 10<sup>o</sup> les couleurs ; 11<sup>o</sup> les compositions diverses ; 12<sup>o</sup> les poteries ; 13<sup>o</sup> les verres et cristaux, vitrification de toutes sortes ; 14<sup>o</sup> les

fil ; 15° les tissus ; 16° les peaux et pelleteries ; 17° les armes, poudres et munitions ; 18° les meubles ; 19° les ouvrages en bois ; 20° les instruments de musique ; 21° les ouvrages de sparterie ; 22° les ouvrages en matières diverses.

Les produits d'une relative importance, qui ne font pas l'objet d'une forte transaction ordinairement, et sur lesquels il n'y a pas lieu de beaucoup insister, sont les matières dures à tailler, les fruits et graines, les couleurs, les peaux et pelleteries, les meublés et les ouvrages de sparterie.

L'article principal des ouvrages de sparterie est le chapeau de paille de production anglaise plus connu encore à la Côte d'Ivoire que le chapeau de paille français.

Les meubles donnent pour l'année 1907 une différence de 2.414 francs en faveur de l'étranger. C'est la conséquence de la production à bon marché chez nos concurrents étrangers. La France, qui nous a vendu pendant cette même période pour 9.722 francs, rivalise avec peine.

La supériorité de la vente des peaux et pelleteries étrangères a été fortuite pour l'année 1907. C'est la France qui jouit de la prépondérance sur le marché pour ces articles. Il s'agit maintenant de regagner l'avantage perdu.

La même observation est à faire pour les couleurs. Là aussi, il faut reprendre les positions acquises en 1906, que nous avons perdu en 1907. Une révision des prix de production ne serait pas inutile en France afin d'arriver pour les bleus de Prusse, par exemple, à un prix de facture modique. Nous ne possédons pas pour cet article les éléments de comparaison.

La différence est peu sensible entre les chiffres

des importations françaises et étrangères pour les fruits et graines. Les achats se balancent presque.

Une mention spéciale est nécessaire pour les matières dures à tailler. Ce chapitre où dominent principalement des coquillages préparés par l'industrie anglaise, donne une supériorité à l'étranger sur le marché de la Côte d'Ivoire pour une somme de 16.559 francs. La France en 1907 en a vendu pour 1.259 francs contre 17.818 francs de vendus par l'Angleterre. L'article anglais s'est adapté complètement au goût indigène pour la création de cet article qui semble être ignoré par nos producteurs français : Tout est donc à faire sur ce point et l'introduction d'un droit de douane ne viendrait qu'augmenter le prix de cet article anglais qui ne subit déjà aucune concurrence.

Les produits étrangers qui dominent encore sur notre marché intérieur de consommation et qui sont d'une grande importance en raison du mouvement de transaction qu'ils déterminent sont : les produits et dépouilles d'animaux, les pêches, les denrées coloniales de consommation, les bois, ouvrages en bois et métaux, les produits chimiques, les boissons, les compositions diverses, les poteries et vitifications, les fils et tissus, les armes et munitions, les instruments de musique, et les ouvrages en matières diverses.

D'une façon générale, trois fortes raisons contribuent à assurer sur notre marché la prédominance des articles étrangers et à faire de nos indigènes les fidèles clients de l'Angleterre surtout :

1° Le prix de revient des articles étrangers, qui ne sont jamais de premier choix et de première fabrication, est d'un bon marché incontestable.

2° La Métropole n'est pas en état de fournir tous les articles qu'on lui demande.



3<sup>o</sup> L'indigène de la Côte d'Ivoire est acquis à la consommation anglaise par de longues traditions.

Ce prix de revient modique est généralement reconnu. Le temps nous manque ici pour attendre des divers bureaux de la colonie les éléments nécessaires à l'établissement d'un tableau de comparaison des prix des principaux articles déclarés d'origine française et étrangère, mais le fait n'est pas discuté et l'écart entre les prix est même considérable pour deux articles rapport de la qualité. Le résultat de la modicité des prix étrangers provient de la matière première, de la main d'œuvre qu'on peut avoir à de meilleures conditions qu'en France, et surtout du caractère inférieur de la marchandise d'exportation qui n'est fabriquée que pour les colonies, et qui dans le genre *camelote* atteint le degré rêvé. L'industrie française s'essaie bien dans ce genre, mais n'a pu encore arriver à imiter complètement ses concurrents étrangers. En notre considération n'est pas ici négligeable, car elle ruine par avance tous les raisonnements qui tendraient à justifier les efforts qu'on pourrait faire, dans la voie des tarifs, pour arriver à assurer aux produits de l'industrie française la prépondérance à la Côte d'Ivoire. C'est la méthode de substitution par persuasion aux indigènes, plutôt que par protection, qu'il faut employer.

La Métropole n'est pas en état de fournir tous les articles qu'on lui réclame. Nous développerons cette vérité en détail quand tout à l'heure nous passerons en revue les articles que nous avons déjà énumérés.

L'indigène de la Côte d'Ivoire est acquis à la consommation anglaise par de longues traditions. Nous devons cette anomalie à notre proximité de la Gold-Ccoast, à l'indifférence que la France a montrée pour cette région de la Côte d'Ivoire depuis la guerre de

1870 jusqu'en 1890, et au commerce séculaire de l'Angleterre avec notre colonie. Il est indéniable qu'au point de vue commercial, la Côte d'Ivoire a été jusque dans ces derniers temps considérée comme une vieille colonie anglaise. En 1890, les indigènes un peu avancés ne parlaient qu'anglais, on ne voyait que les pavillons anglais. Les milliers de Fantées ou Apolloniens qui sillonnent la contrée, servant d'intermédiaires entre le gros commerce et l'indigène de brousse, sont de mœurs et de parler anglais. Nous avons un vestige de cette ancienne domination anglaise dans la Convention du Niger de 1898, qui assure dans ce pays, aux marchandises et aux sujets français et anglais, un traitement égal ; dans un nombre considérable de petites installations de noirs de la *Gold-Coast* continuant des rapports fidèles de commerce avec l'Angleterre à qui elles envoient leurs billes d'acajou et de qui elles reçoivent certaines marchandises, et dans la présence encore à la Côte d'Ivoire d'une dizaine de grandes maisons anglaises de commerce.

Il n'y a pas trois ans, la monnaie anglaise était la monnaie courante. Les mesures anglaises commerciales sont encore dans l'usage des indigènes qui achètent des mains des Apolloniens.

Le remède contre toute cette main-mise économique qui d'ailleurs lâche tous les jours un peu de sa proie, ne serait pas certainement dans une barrière de douane, une élévation considérable des prix des marchandises anglaises, lors même que la Convention du Niger ne nous le défendrait pas. Ce serait se heurter aux anciennes habitudes de nos consommateurs indigènes que d'avoir recours à la loi du 11 janvier 1892 pour combattre nos concurrents. Le remède serait violent, et il n'est pas sûr qu'on aboutirait. « *Natura non facit saltus* ». Ce qu'il importe d'abord de faire,

c'est de continuer l'œuvre de francisation qui progresse visiblement et de répandre le goût français ; c'est de relever le niveau de l'indigène par le contact français et l'éducation française. Si ces leçons françaises ne lui viennent pas, il n'est pas sûr qu'il ne continuera pas à subir l'influence anglaise grâce à ses relations constantes avec les marchands de la Gold-Coast. C'est la transformation lente et sûre du Fantec en vrai sujet français qui s'attachera à la colonie où se trouvent désormais ses intérêts, ou c'est la substitution lente et méthodique de l'indigène de la Côte d'Ivoire, devenu capable, au marchand apollonien qui conserve trop d'attache avec ses parents de la colonie voisine. Le remède contre l'invasion anglaise réside surtout pour l'industriel français dans l'adaptation, au goût indigène, des produits métropolitains et du faible prix à donner à ces fabrications, faites pour concurrencer l'Angleterre et l'Allemagne. En vérité, il n'y a pas de protectionnisme sérieux sans un peu d'assimilation !

Au chapitre Produits et Dépouilles d'animaux, c'est l'article de traite : conserves de viandes en boîtes, qui contribue à donner à l'étranger son avantage sur le marché de la colonie. La différence pour l'année 1907 était de 90.948 francs en faveur de l'Angleterre, différence provenant de 198.052 francs d'importation française et 289.000 francs d'importation étrangère.

Même observation au chapitre Pêches ; c'est l'article de traite, « conserves de poissons en boîtes », qui décide de l'avantage anglais.

L'analyse du chapitre « Denrées coloniales de consommation » est complexe. La Métropole est maîtresse du marché de la Côte d'Ivoire pour les sucres, sucreries et la presque totalité des denrées coloniales. A peine se laisse-t-elle devancer pour le café qui provient

en grande partie des colonies anglaises voisines. Mais l'article d'échange par excellence est le tabac en feuilles, et la colonie de la Côte d'Ivoire est tributaire des Etats-Unis, envers qui la France n'a pas d'engagement, pour tout le tabac en feuilles que nos indigènes consomment. La statistique de 1907 accuse une valeur de 375.740 francs correspondant à 187.408 kilos de tabacs en feuilles importés dans les différents ports de la colonie par les Etats-Unis. Les conditions de fonctionnement de la régie en France (loi du 28 avril 1816) et les besoins dans la Métropole de tabac en feuilles, sont des obstacles à l'exportation par l'Etat, de cette matière première ; et il n'y a pas lieu d'espérer que la France remplace les Etats-Unis dans notre approvisionnement de cette denrée. Il n'y a donc pas de doute que dans l'éventualité de l'application de la loi douanière le tabac en feuilles serait compris dans la liste des exemptions comme matière de première nécessité. Mais outre que cette extrémité n'est pas désirable, il y a encore mieux à faire.

Le développement de cette culture dans la colonie serait une richesse pour nous. Nous ne serions plus redevables envers l'étranger de cette valeur annuelle d'importation, et c'est la Métropole qui bénéficierait des échanges que l'introduction du tabac en feuilles étranger aurait pu déterminer.

L'observation sur les tabacs en feuilles s'applique également aux « Bois et Ouvraes en bois ». C'est une matière de première nécessité que la France ne peut pas fournir. Riches déjà de ce produit naturel, nous ne pourrions arriver à nous débarrasser des bois de la Norwège, de l'Allemagne qu'en développant chez nous les scieries et en créant des écoles professionnelles. Le mouvement d'affaires à déplacer sous ce rapport est appréciable. L'étranger nous a fourni en 1907

381.754 francs d'importation de bois et ouvrages en bois, la Métropole, 180.577 francs. Mais cette attribution de bois et d'ouvrages en bois à la Métropole n'est qu'une indication de simple provenance d'articles qui ont emprunté les vapeurs français pour leur importation dans la colonie.

Dans l'importation des métaux, l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne réunis ont encore le pas sur la Métropole, cependant les progrès de cette dernière pour rattraper ses rivales sont gigantesques. En 1905, la France importait 51.758 francs de métaux bruts contre 292.749 francs attribués à l'étranger. En 1906 le chiffre de la France se relevait brusquement et devenait 250.112 contre 138.056 pour l'étranger. En 1907, la statistique accuse 216.659 francs d'importation française contre 274.436 francs. On sait que la Métropole a déjà la prépondérance pour les ouvrages en métaux.

Les produits chimiques suivent la même proportion que les métaux.

Dans le chapitre des Compositions diverses, ce sont les parfumeries de toutes sortes, article de toilette, et les savons autres que ceux de parfumerie qui assurent le succès de l'étranger sur notre marché de consommation. La Métropole a assurément quelque chose à faire pour déloger l'étranger, mais là aussi c'est dans le sens d'une réduction de frais, d'une appropriation de prix à un article d'exportation. L'enjeu est considérable : 554.908 francs, qui s'est réparti entre la France pour 188.194 et les autres pays pour 366.714.

Les Poteries (pipes en terre, faïences, etc) et les verres et cristaux (Vitrification) sont des articles importants d'échanges. Les pipes en terre et les vitrifications, en effet, jouent un grand rôle dans les transactions avec les indigènes. Il y a là également des



progrès à accomplir et il est à déplorer que les verreries métropolitaines ne connaissent pas beaucoup les besoins de l'indigène. Cette pénétration commerciale est à faire et devrait précéder tout établissement de droits protecteurs. En 1907, l'importation française des poteries et verres s'élève à 90.502 francs seulement. L'importation étrangère à 216.406 francs. Il y a, on le voit, une longue marge à remplir.

Les armes, poudres et munitions ne semblent pas des articles dans l'importation desquels il faut encourager le commerce français. Les mesures administratives tendent de plus en plus à restreindre leur consommation. Par la force des choses et sans qu'il soit besoin d'établir des tarifs protecteurs, l'importation de ces articles sera réduite aux armes de chasse et aux munitions que débarqueront les Européens pour leur usage personnel. L'importation de ces matières baisse déjà rapidement.

Pour la fabrication des instruments de musique accordéons et autres instruments, l'Angleterre et l'Allemagne ont encore le secret du goût de l'indigène et de la fabrication à bas prix. La pénétration commerciale par la Métropole est aussi à faire sous ce rapport.

Dans le chapitre des ouvrages en matières diverses ce sont les bateaux de rivières, d'origine anglaise, qui donnent à l'étranger sa plus-value sur les importations françaises. Le procès de nos constructeurs a été trop souvent fait et eux-mêmes ils se sont trop souvent plaints des mauvaises conditions de production dans lesquelles ils se trouvent. Nous n'y reviendrons pas. Mais la Métropole peut arriver facilement à éliminer complètement les producteurs rivaux pour les articles de bimbeloterie au lieu de se contenter d'un simple avantage. L'ensemble du chapitre des ouvrages en matières diverses importés en 1907 s'évalue à

627.987 francs dont 165.892 de marchandises françaises et 462.095 de marchandises étrangères. L'analyse du chapitre des boissons donne lieu à des observations nombreuses et pourrait justifier une législation particulière sur les boissons. L'examen sommaire des articles composant ce chapitre montre que pour le vin titrant moins et plus de 16°, le cidre, les vins mousseux, la limonade, les eaux minérales, et les alcools de 50° et au-dessus, la colonie de la Côte d'Ivoire est le marché presque exclusif de la France. Il n'en est plus de même pour la bière, le genièvre, les eaux-de-vie, liqueurs et alcools de traite qui proviennent presque en totalité de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la Hollande. L'ensemble des boissons de toutes sortes, importées en 1907, s'évalue à 1.968.962 fr. qui se répartissent ainsi : 365.619 fr. de boissons importées par la France ; 376.671 fr. de boissons importées par l'Angleterre, 806.229 fr. par l'Allemagne ; 408.024 fr. par la Hollande ; 12.419 fr. par les autres pays.

La Côte d'Ivoire est donc la grande cliente de l'Allemagne pour la bière, le gin et les alcools de traite.

Les alcools proprement dits ne constituent pas une matière de première nécessité, et les arguments qu'on pourrait invoquer en faveur d'un régime libéral seraient plutôt spécieux. Nous avons vu, au début de cette étude le traitement rigoureux que nos voisins de la Gold-Coast appliquent aux boissons de toute provenance. Pourrions-nous prendre des mesures prohibitives contre les produits de l'Allemagne ? Non. A l'égard de ce pays aussi nous sommes liés par des traités, et les dispositions de la Convention de Bruxelles imposent un minimum de droits applicables à tous les alcools importés en Afrique. Nous ne pouvons donc préconiser aucune taxe différentielle visant ces affreux al-

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

DE

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

COLONIE

DE LA

COTE D'IVOIRE

DOUANES

ETAT SOMMAIRE

Des Importations Françaises et Etrangères, pendant

les années 1905, 1906, 1907

| DÉSIGNATION<br>des<br>PRODUITS PAR SECTION   | VALEURS IMPORTÉES — FRANCE |                 |                 | VALEURS IMPORTÉES — ÉTRANGER |                 |                 | DIFFÉRENCE<br>pendant les 3 dernières<br>années<br>pour les Valeurs Françaises |            |
|----------------------------------------------|----------------------------|-----------------|-----------------|------------------------------|-----------------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------|------------|
|                                              | VALEURS<br>1905            | VALEURS<br>1906 | VALEURS<br>1907 | TOTAUX                       | VALEURS<br>1905 | VALEURS<br>1906 | VALEURS<br>1907                                                                | TOTAUX     |
|                                              | EN PLUS                    | EN MOINS        | EN PLUS         | EN MOINS                     | EN PLUS         | EN MOINS        | EN PLUS                                                                        | EN MOINS   |
| Animaux vivants . . . . .                    | 34 544                     | 48 530          | 36 757          | 119 831                      | 2 973           | 1 147           | 2 149                                                                          | 6 269      |
| Produits et dépolluilles d'animaux . . . . . | 187 722                    | 123 509         | 198 052         | 509 283                      | 187 824         | 245 928         | 289 000                                                                        | 722 752    |
| Pêches . . . . .                             | 23 861                     | 29 899          | 47 296          | 101 056                      | 75 219          | 110 415         | 110 632                                                                        | 296 266    |
| Substances animales . . . . .                | 1 182                      | 483             | 161             | 1 826                        | 492             | »               | 1 705                                                                          | 2 197      |
| Matières dures à tailler . . . . .           | 1 260                      | 1 059           | 1 259           | 3 578                        | 5 821           | 11 936          | 17 818                                                                         | 35 575     |
| Farineux alimentaires . . . . .              | 429 261                    | 314 192         | 432 239         | 1 175 692                    | 367 815         | 274 510         | 255 205                                                                        | 897 530    |
| Fruits et graines . . . . .                  | 8 746                      | 5 061           | 6 731           | 20 538                       | 8 157           | 8 269           | 8 855                                                                          | 25 281     |
| Denrées coloniales de consommation . . . . . | 191 392                    | 140 167         | 202 232         | 533 791                      | 400 103         | 483 825         | 501 139                                                                        | 1 385 067  |
| Huiles et sucs végétaux . . . . .            | 24 426                     | 32 379          | 30 917          | 87 722                       | 28 049          | 32 148          | 22 134                                                                         | 82 328     |
| Espèces médicinales . . . . .                | 36                         | »               | 103             | 139                          | 51              | 87              | 149                                                                            | 287        |
| Bois . . . . .                               | 32 057                     | 57 110          | 30 644          | 119 811                      | 62 521          | 68 633          | 107 790                                                                        | 238 944    |
| Filaments, tiges, fruits à ouvrir . . . . .  | 435                        | 45              | 395             | 875                          | 139             | 44              | 297                                                                            | 480        |
| Teintures et tanins . . . . .                | 206                        | 252             | »               | 458                          | 64              | 7               | »                                                                              | 71         |
| Produits et déchets divers . . . . .         | 47 429                     | 50 250          | 53 678          | 151 357                      | 15 572          | 16 202          | 26 301                                                                         | 58 075     |
| Boissons . . . . .                           | 347 005                    | 270 733         | 365 619         | 983 357                      | 1 088 217       | 1 231 038       | 1 603 343                                                                      | 3 922 628  |
| Marbres, pierres, terres . . . . .           | 339 280                    | 212 051         | 259 104         | 810 435                      | 84 446          | 144 345         | 215 189                                                                        | 443 950    |
| Métaux . . . . .                             | 51 758                     | 250 112         | 216 659         | 518 529                      | 292 749         | 138 056         | 274 463                                                                        | 705 268    |
| Produits chimiques . . . . .                 | 69 916                     | 73 380          | 85 403          | 228 699                      | 88 973          | 119 568         | 175 956                                                                        | 384 497    |
| Teintures préparées . . . . .                | 1 219                      | »               | »               | 1 219                        | 6               | 261             | 296                                                                            | 563        |
| Couleurs . . . . .                           | 17 618                     | 21 093          | 21 744          | 60 455                       | 16 741          | 28 993          | 38 432                                                                         | 84 166     |
| Compositions diverses . . . . .              | 91 420                     | 121 063         | 188 194         | 400 377                      | 208 577         | 288 356         | 366 714                                                                        | 863 647    |
| Poteries . . . . .                           | 37 027                     | 40 824          | 40 896          | 58 747                       | 37 860          | 31 911          | 47 201                                                                         | 116 972    |
| Verres et cristaux . . . . .                 | 51 844                     | 79 678          | 70 066          | 201 588                      | 225 422         | 194 140         | 169 205                                                                        | 588 767    |
| Fils . . . . .                               | 41 000                     | 44 967          | 31 279          | 114 246                      | 99 070          | 140 015         | 205 424                                                                        | 444 509    |
| Tissus, broderies et vêtements . . . . .     | 334 941                    | 463 467         | 806 404         | 1 604 812                    | 3 470 752       | 3 560 301       | 3 845 023                                                                      | 10 876 076 |
| Papier et ses applications . . . . .         | 42 324                     | 54 997          | 57 753          | 155 074                      | 14 653          | 17 294          | 21 423                                                                         | 53 070     |
| Peaux et pelleteries . . . . .               | 37 093                     | 56 795          | 37 954          | 131 842                      | 34 801          | 37 162          | 61 835                                                                         | 133 798    |
| Ouvrages en métaux . . . . .                 | 2 086 410                  | 638 067         | 657 700         | 3 382 177                    | 872 815         | 569 001         | 887 659                                                                        | 2 329 475  |
| Armes, poudres et munitions . . . . .        | 45 471                     | 40 372          | 24 111          | 109 954                      | 231 312         | 30 399          | 43 779                                                                         | 305 490    |
| Meubles . . . . .                            | 11 299                     | 8 969           | 9 722           | 29 990                       | 15 037          | 18 056          | 12 136                                                                         | 45 229     |
| Ouvrages en bois . . . . .                   | 126 915                    | 115 968         | 149 933         | 392 816                      | 269 584         | 147 240         | 273 964                                                                        | 690 788    |
| Instruments de musique . . . . .             | 9 757                      | 8 714           | 40 919          | 29 390                       | 24 407          | 20 538          | 34 158                                                                         | 79 103     |
| Ouvrages de sparterie . . . . .              | 3 943                      | 15 518          | 6 218           | 25 679                       | 6 994           | 12 566          | 17 067                                                                         | 36 627     |
| Ouvrages en matières diverses . . . . .      | 118 783                    | 108 163         | 165 892         | 392 838                      | 810 841         | 294 510         | 462 095                                                                        | 1 567 446  |
| TOTAUX GÉNÉRAUX . . . . .                    | 4 847 280                  | 3 394 867       | 4 216 034       | 12 458 181                   | 9 048 057       | 8 276 901       | 10 098 233                                                                     | 27 423 191 |
|                                              |                            |                 |                 |                              |                 |                 |                                                                                | 2 013 029  |
|                                              |                            |                 |                 |                              |                 |                 |                                                                                | 14 965 010 |

ÉTAT SOMMAIRE des Exportations de la Colonie de la Côte d'Ivoire pendant les années 1905, 1906 et 1907

| EXPORTATIONS FRANÇAISES   | VALEURS    | EXPORTATIONS ÉTRANGÈRES   | VALEURS    | TOTAUX     |
|---------------------------|------------|---------------------------|------------|------------|
| Année 1905 . . . . .      | 4 191 263  | Année 1905 . . . . .      | 6 698 958  | 10 890 221 |
| Année 1906 . . . . .      | 2 108 667  | Année 1906 . . . . .      | 5 527 086  | 7 635 753  |
| Année 1907 . . . . .      | 3 941 317  | Année 1907 . . . . .      | 6 969 220  | 10 910 537 |
| TOTAUX GÉNÉRAUX . . . . . | 10 241 247 | TOTAUX GÉNÉRAUX . . . . . | 19 195 264 | 29 346 511 |



cools et liqueurs de traite, pas même une sùrtaxe sur les alcools étrangers en général pour favoriser les nôtres, car en droit, elle n'atteindrait que ceux de la Hollande.

Mais on pourrait faire mieux. S'inspirant des principes d'humanité et dans un désir de conservation des races indigènes, le facteur le plus important de la richesse de la colonie et des colons, le Gouvernement français pourrait adopter pour la Côte d'Ivoire le système de l'alcool rectifié et la prohibition complète des liqueurs de traite. Cette mesure n'aurait pas légalement un caractère de préférence et s'appliquerait aussi bien aux produits français qu'aux produits étrangers. Mais dans la pratique, les vigneron français s'en ressentiraient d'une façon bienfaisante ; la consommation du vin français se triplerait à peu près, parce que on serait amené à remplacer la boisson alcoolique manquante par le vin qui est une boisson hygiénique et fortifiante.

Une des conséquences heureuses de l'application de la loi du 11 janvier 1892 pour les producteurs français, serait la conquête du marché de consommation de la Côte d'Ivoire pour les fils et tissus. Ce serait le plus bel avantage à retirer de ce régime qui assurerait à la Métropole les 4.500.000 francs d'achat en moyenne de fils, tissus et confections que fait la colonie à l'extérieur chaque année. Ce gros chiffre d'affaires est l'objet des convoitises de tous ceux qui aspirent à supplanter les Anglais sur notre marché. En 1907, les fils, tissus et confections importés se sont évalués à 4.888.130 francs. Dans cette somme 4.050.447 reviennent à l'étranger dont 261.892 fr. à l'Allemagne, 3.732.134 francs à l'Angleterre, 56.421 aux autres pays. La France n'en a importé que pour 837.683 francs, une bagatelle !



Il serait désirable, plus que partout ailleurs que les bons tissus français parviennent à détrôner les cotonnades anglaises, mais que peut-on contre le bon marché des produits de Manchester, alors qu'à ce bon marché inouï correspondent des tissus spéciaux pour indigènes, inconnus dans nos usines françaises ? Une protection des tissus français, si cela était possible, devrait être outrée (tarif général) pour réussir à enrayer le mouvement anglais. Et alors non seulement, le goût nouveau imposé subitement aux naturels de la colonie serait de nature à les heurter et froisser profondément, mais encore la prudence politique la plus élémentaire conseillerait de ne pas adopter le relèvement presque exorbitant du prix d'une matière de première nécessité. Un tarif protecteur, surtout sur les tissus et confections, ne pourrait trouver son utilité que dans un pays dont l'état social, parvenu déjà à un certain degré de culture, permet de rechercher le confort et une aisance de bon aloi ; dans un pays dont les habitants, enfin, peuvent être accessibles aux sentiments patriotiques !

Nous avons vu dans ce rapide exposé les raisons de l'infériorité de la Métropole sur le marché de la colonie pour certains produits manufacturés. Nous avons vu également quels sont les produits français qui ont la clientèle entière de la colonie et quels sont ceux qui peuvent arriver à la même situation sans le secours des dispositions de la loi douanière. Nous avons montré que pour certains produits, d'un bon marché exceptionnel à l'étranger, il fallait prendre son parti de ne pas chercher à les supplanter sur le marché de la Côte d'Ivoire, à moins de travailler « dans le même genre » et de facturer dans les mêmes conditions. Nous avons dressé les produits que la Métropole ne peut pas nous fournir et qui, en tout état de cause, doivent

toujours être demandés à l'étranger ; et nous avons préconisé pour les boissons un régime particulier qui, sans s'inspirer d'aucun principe protecteur, serait de nature à favoriser les intérêts moraux et économiques de la colonie en même temps que ceux de la Métropole.

Le territoire de la Côte d'Ivoire est ouvert au commerce, la liberté du commerce est la condition de son exploitation économique. Aussi les sociétés établies sont de toutes nationalités, et les capitaux sont de toutes sortes. On y compte environ 15 sociétés dont le siège est en France, 8 sociétés dont le siège est en Angleterre ou en Allemagne et un grand nombre d'autres dont le siège est dans la colonie même, qui ont à leur tête des Européens ou des noirs de la Gold-Coast.

Cette division de capitaux et d'efforts favorise assurément la concurrence, multiplie les transactions, et c'est la source de la prospérité matérielle de la colonie. Chacun est à l'affût de la meilleure position. En vue du meilleur prix à offrir à l'indigène pour son caoutchouc ou pour son huile de palme, chacun cherche le produit manufacturé qui revient au plus bas prix, et la perspective d'un prix rémunérateur secoue l'inertie du naturel qui récolte davantage et active le trafic. La colonie s'en ressent dans ses gros chiffres d'importation et dans ses recettes douanières. Mais ce champ ouvert à toutes les activités internationales est aussi un obstacle au développement de nos relations exclusives avec la Métropole. Et la question se pose de savoir si des relations exclusives avec la Métropole détermineraient pour la colonie la même activité et le même accroissement de richesses. Nous avons prouvé plus haut que du régime protectioniste découlerait forcément une restriction considérable du mouvement

d'exportation qui est le critérium de notre richesse. Le producteur français, sûr de son marché, n'ayant plus de concurrent à déloger, ne songeant pas, en effet, à ventiler son prix de facture. Nos dépenses accrues et les taxes nouvelles imposées chasseraient au fur et à mesure les capitaux étrangers qui ne trouveraient plus suffisamment de bénéfice ; nos transactions diminueraient, notre trafic aussi, et nos voies de pénétration et de transport de denrées ne se justifieraient plutôt que comme voies stratégiques. Or, la Côte d'Ivoire, comme tout pays neuf, a besoin de ressources pour son défrichement, sa mise en valeur, son développement, son aménagement et rien ne peut mieux contribuer à l'exécution de ce programme comme le concours de toutes les activités et de tous les capitaux. Même avec une liste d'exemptions de droits de douane, les achats seraient plus lourds avec le nouveau régime. Nous n'en voulons pour preuve que la préférence accordée à l'étranger pour les commandes par la plus grande partie même des sociétés françaises établies à la Côte d'Ivoire. C'est que ces maisons ne trouvent pas leur compte dans leurs affaires avec la Métropole, du moins pour une notable partie des articles fabriqués en France. Cette situation heureusement n'est pas immuable et il arrivera un moment où tout naturellement et après des étapes successives le commerce de la France avec la colonie sera prépondérant, nos relations plus suivies et l'élimination méthodique des produits étrangers opérée. Mais pour aboutir à ce résultat, nous l'avons dit, le commerce français doit chercher à connaître l'indigène, faire pénétrer ses échantillons et réduire au minimum ses frais de production.

Dans l'enquête poursuivie ici, il y a un certain intérêt à mettre également en relief la situation du pa-

villon national vis-à-vis du pavillon étranger. Nous relevons pour l'ensemble de la période 1905, 1906, 1907 : 1.344 navires français qui ont débarqué 6.407.242 tonnes de marchandises et embarqué 26.108 tonnes de denrées du crû ; et 2.088 navires étrangers qui ont débarqué 9.799.004 tonnes et embarqué 41.286 tonnes de denrées du crû. Cette situation du pavillon national est inhérente à l'état du commerce de la Métropole avec la Côte d'Ivoire. Elle se modifiera selon les progrès que la France accomplira dans la voie de la conquête du marché de la colonie.

Cependant, bien que le progrès de notre navigation soit lié à celui du commerce métropolitain, nos capitaines ne doivent pas se croire libérés de tout effort. Des 481 navires français qui ont fréquenté les eaux de la Côte d'Ivoire en 1905, le pavillon national est tombé au chiffre de 450 en 1907 ; tandis que l'étranger a gravi l'espace compris entre les nombres 661 et 759, l'Allemagne surtout s'est particulièrement distinguée dans cet accaparement de frêts. C'est donc pour la Métropole une décadence persistante. Et il pourrait bien arriver qu'à une augmentation de trafic avec la France ne correspondât pas un accroissement du pavillon national.

Le régime de la loi du 11 janvier 1892 qui implique l'obligation d'utiliser le pavillon français pour le transport de la marchandise française voyageant sous passavant, est-il nécessaire également pour assurer la prépondérance des navires français dans nos eaux, et cette prépondérance est-elle d'un intérêt primordial pour la Côte d'Ivoire ?

Bien que le régime de la loi douanière soit indispensable pour assurer la suprématie du pavillon national dans les eaux de la colonie, nous ne pensons pas qu'il y ait un intérêt primordial pour le pays à ne

pouvoir offrir ses exportations qu'aux seuls navires français. Les déductions découlant de la suppression de la concurrence, s'appliquent aussi bien en matière de frêt qu'à la fixation des prix de marchandises, et la Côte d'Ivoire a tout intérêt pour son développement à travailler sous un régime de liberté commerciale.

En résumé, la nature des relations douanières de la Côte d'Ivoire avec la colonie de la Gold-Coast, résultant des clauses de l'article 9 de la Convention du Niger, impose au gouvernement français l'obligation de maintenir jusqu'en 1928 le régime actuel caractérisé par la liberté commerciale. Cette préoccupation pourtant écartée, il apparaît encore que le régime le plus propre à développer la vie économique de la Côte d'Ivoire est l'autonomie douanière, car vouloir appliquer à cette population primitive le régime de la loi du 11 janvier 1892, ce serait lui imposer l'ensemble des productions françaises sans réduire ces articles français au coût des productions étrangères ; loin de l'alléger des taxes d'importation qui frappent indifféremment toutes marchandises, ce serait le plier sous de plus lourds impôts correspondant à un accroissement de dépenses, en même temps qu'il devrait fournir davantage pour la même quotité de salaire ou de produits. La vie matérielle aurait renchéri du triple environ pour l'indigène de la Côte d'Ivoire tandis que dans les pays limitrophes elle resterait normale et même... attirante.

La capacité de consommation et de production de la population de la Côte d'Ivoire ne permet pas cette expérience.

---



## PERSONNEL DES DOUANES

---

C'est avec le précieux concours des agents du Service des douanes que s'opèrent la liquidation et la perception des droits d'importation et d'exportation dont le montant constitue les  $\frac{4}{5}$  des ressources du budget du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française. Aussi, ces agents relèvent-ils spécialement du Gouvernement général qui a créé l'Union douanière. Disciplinés, sobres, corrects, zélés, apportant aux colonies la méthode de travail, les principes de la Métropole, aptes à remplir les fonctions diverses exigées des fonctionnaires coloniaux, les douaniers appartiennent au service le plus important en Afrique occidentale, au service économique par excellence. On ne saurait trop apprécier leurs mérites, récompenser leur travail et leurs vertus légendaires. Il s'agit pour le gouvernement, à l'instar des vestales, d'entretenir chez eux le feu sacré qui se traduit toujours par une plus-value dans le rendement des impôts. Ces agents d'exécution sont en effet la pierre angulaire de l'organisme sur lequel repose tout le système de l'impôt douanier en Afrique occidentale française.

Les agents des douanes en Afrique occidentale se divisent en trois catégories : 1° le service sédentaire ; 2° le service actif européen (cadre européen) ; 3° le service actif indigène (cadre local).

Le service sédentaire et le service actif européen appartiennent au Ministre des Finances (direction générale des douanes), dont les agents sont momentanément détachés pour servir aux colonies.

Ce sont les ordonnances royales des 27 novembre 1816, 30 janvier 1822, 15 octobre 1829, qui réglementent encore la situation de ces fonctionnaires aux colonies. Ces ordonnances ne visaient que le personnel en service à la Guadeloupe et à la Martinique. Elles ont été étendues tout naturellement aux agents des autres colonies par un état de fait et surtout en vertu de ce principe que le statut d'un fonctionnaire, n'est pas territorial et le suit partout, le cadre des agents étant général. Ces ordonnances établissent la fusion entre les agents de la Métropole et ceux qui servent aux colonies, tant au point de vue du recrutement que de l'avancement et du traitement.

Le texte de l'article 15 de ladite ordonnance est ainsi conçu :

« Les chefs et employés de tous grades dans nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe feront partie du personnel des douanes de France, mais ils seront sous les ordres de notre Ministre de la Marine : (lisez colonies).

La circulaire transmissive de ce décret (n° 1195 du 14 décembre 1829) dit : « Le régime commercial des colonies étant d'une haute importance pour le commerce de la France, il a paru que les douanes, chargées du maintien de ce régime, devraient offrir dans leur composition personnelle la même garantie que celles de la Métropole, et par conséquent former un seul et même corps avec celles-ci. »

Il s'ensuit donc que toutes les réglementations faites pour les agents de la Métropole s'appliquent *ipso facto* aux agents en service aux colonies. Il en est ainsi notamment pour le recrutement aux colonies par voie de concours du service sédentaire. L'admission au surnumérariat est réglée par le directeur général des douanes.

Le décret du 2 février 1907 a accordé au personnel des garanties : 1<sup>o</sup> l'obligation et la publication d'un tableau d'avancement ; 2<sup>o</sup> un régime de conseils de discipline. Malheureusement, l'article 16 stipule que pour les colonies autres que l'Algérie, l'obligation du tableau d'avancement n'existe pas. Le personnel en service aux colonies, par l'organe de ses chefs, de ses Amicales ou de ses groupements autorisés, peut insister pour obtenir la formation de ce tableau d'avancement. En Afrique occidentale, la publication de ce tableau serait une excellente garantie et uniformiserait le mode d'avancement pour l'ensemble des colonies du Groupe en faisant un cadre général qui comprendrait les agents du service actif aussi bien que ceux du service sédentaire. On avancerait à l'ancienneté, au choix et au grand choix. La non-inscription à l'ancienneté au moment déterminé, d'un agent, au tableau d'avancement lui ouvrirait une voie de secours et l'amènerait à réclamer la communication de son dossier.

Un décret postérieur à celui du 2 février 1907 a abrogé les dispositions relatives à l'institution des conseils de discipline.

La réintégration est réglementée par plusieurs décrets aux termes desquels ont droit à être placés en France ou en Algérie :

1<sup>o</sup> Les fonctionnaires ayant servi 5 ans aux colonies (décret du 2 octobre 1877). Toutefois, la durée du séjour est limitée à 3 ans lorsqu'ils serviront à la Guyane, au Sénégal ou aux Etablissements français de la Côte de Guinée (décret du 16 août 1885).

2<sup>o</sup> Les fonctionnaires des Douanes coloniales que des maladies ou infirmités graves dûment constatées mettraient dans l'impossibilité de servir aux colonies jusqu'à l'expiration du terme ci-dessus fixé (décret

du 8 février 1862), art. 1). Toutefois l'article 3 de ce décret fixe à 5 0/0 la proportion des emplois vacants réservés aux agents coloniaux. L'administration interprète l'expression « emplois réservés » dans son sens le plus restrictif ; elle n'entend que les vacances provenant de décès, démissions, mises à la retraite, mises en disponibilité — en tout 4 à 5 emplois pouvant être annuellement réservés aux agents rentrant des colonies. Quelquefois, comme en 1908, on ne peut donner aucune suite aux demandes de réintégration formulées pendant l'année par les brigadiers et sous-brigadiers d'outre-mer (circulaire ministérielle du 31 mars 1908). En tout cas les fonctionnaires métropolitains détachés outre-mer, doivent, lorsqu'ils désirent quitter le service des colonies, demander, sans aucun retard, leur réaffectation en France et non après avoir joui d'un long congé, afin de pouvoir être réintégrés avant l'expiration des douze mois pendant lesquels ils ont droit à la demi-solde (Décrets des 23 décembre 1897 et 10 mars 1910). » (Cas Albert, ex-vérificateur des Douanes à Madagascar).

On a contesté, à un moment donné, le droit de réintégration aux agents du service actif (cadre européen) ; mais aux termes d'un avis du Conseil d'Etat, en date du 20 novembre 1900, il a été reconnu que « les agents des brigades des Douanes aux colonies (l'Indo-Chine exceptée), font partie du personnel des Douanes de France ».

Qui possède le droit de nomination des agents des brigades et quelles conditions doivent remplir les candidats-préposés ?

En vertu des pouvoirs conférés aux chefs de service par les ordonnances dont il a été parlé plus haut, le droit de nomination des agents des brigades appar-

tient exclusivement, en principe, aux chefs de service sans ratification du Lieutenant-Gouverneur.

La circulaire ministérielle du 9 mars 1901 distingue les agents coloniaux recrutés directement par le Département de ceux domiciliés dans les possessions d'outre-mer et sollicitant leur incorporation dans les Douanes coloniales. Les uns et les autres doivent réunir des conditions d'admission identiques, déterminées par le règlement du 1<sup>er</sup> décembre 1899 qui a été modifié par la loi du 21 mars 1905. Pour les premiers, « leurs candidatures continuent, comme par le passé, à être instruites par les soins de la Direction générale. Ils sont simplement commissionnés par les chefs de service. Pour les autres, la nomination est complètement laissée aux chefs de service qui, avant d'ouvrir leurs cadres à ces candidats, doivent acquérir la certitude que ceux-ci, au point de vue de l'instruction comme au point de vue de l'aptitude physique, sont susceptibles d'être admis dans les brigades métropolitaines ».

La circulaire ministérielle du 9 septembre 1901 confirme la précédente (B.O.S. p.p. 191 et 719).

Cependant, dans la pratique, ce droit de nomination tend à devenir une prérogative du Gouverneur général, en raison du contrôle qu'il exerce de plus en plus étroitement sur les actes des chefs de service. Aucun remaniement de textes n'est encore, à la vérité, venu apporter un changement à la réglementation de 1901. Jusqu'ici l'administration s'est contentée d'assimiler à une « fiction ce droit de nomination pour les chefs de service qui n'étant pas ordonnateurs de budget, sont forcés de faire approuver leurs décisions par les Gouverneurs. »

A ce droit exclusif de nomination s'ajoute, naturellement pour le chef de service, celui de statuer seul sur l'avancement des agents des brigades et de décider.



par une proposition au Directeur général des Douanes, de l'avancement des agents du service sédentaire.

Dans les colonies non soumises au tarif métropolitain, point liées pour le besoin de l'assimilation du régime commercial par les textes rigoureux de la réglementation métropolitaine et où s'exerce l'autonomie administrative, comme dans les autres, d'ailleurs, ces pouvoirs des chefs de service paraissent excessifs et ne se maintiennent qu'en vertu d'une délégation désuète. Ils ne sont pas d'ailleurs conformes aux principes actuels de la métropole où les nominations des agents inférieurs sont laissées aux directeurs seulement et où l'institution d'un conseil supérieur et la publication d'un tableau d'avancement constituent de précieuses garanties contre l'arbitraire possible. Mais il ne s'agit pas, comme remède, d'introduire dans l'organisation douanière des éléments étrangers et de donner à ceux-ci un pouvoir d'appréciation. C'est dans le sein même du service que doivent se recruter les éléments susceptibles de servir de contre-poids aux pouvoirs dont il s'agit. Ce n'est pas, il faut se hâter de le dire, que les chefs de service fassent un mauvais usage de leurs redoutables pouvoirs, et ne soient pas dominés dans la plupart de leurs actes de chefs par un sentiment de justice bienveillante, mais la sagesse la plus élémentaire veut que par des mesures législatives et préventives, les décisions des chefs de service ne soient jamais l'objet d'aucune suspicion, d'aucun reproche d'abus, même éloigné, et que les récriminations des agents ne portent jamais l'ombre d'un fondement. Le service gagnera à ces innovations. Il y aura plus de sécurité, plus de confiance, plus de dignité pour les agents dont le zèle grandira ; et le fardeau du pouvoir se soulagera d'un grand poids

pour le chef de service dont le sentiment d'équité et d'impartialité restera à l'abri de tout soupçon.

Quelles sont les conditions de recrutement des agents du cadre extérieur ?

Le décret du 23 mai 1908 n'ayant pas encore été rendu applicable aux agents des douanes en service aux colonies, c'est le décret organique du 2 février 1907 qui fournit matière à la réponse.

Aux termes de l'article 5 de ce dernier décret qui a été publié au *Bulletin Officiel* de l'Afrique occidentale, les préposés des douanes sont recrutés dans les conditions prévues par l'article 69 de la loi du 21 mars 1905, c'est-à-dire parmi les militaires de toutes armes comptant au moins quatre années de présence sous les drapeaux. Les emplois de commis, dit l'article 4, sont réservés aux sous-officiers rengagés comptant au moins dix ans de service, dont quatre comme sous-officier.

Cependant le décret du 26 août 1905 rendu en exécution de la loi du 21 mars 1905 et promulguée en Afrique Occidentale par l'arrêté du 18 octobre suivant comporte un tableau qui réserve exclusivement en principe aux militaires de toutes armes de l'armée coloniale les emplois déterminés plus haut dans les douanes coloniales. En vertu de ce tableau, les trois quarts des emplois de préposés de 3<sup>e</sup> classe de l'Afrique Occidentale doivent être réservés aux sous-officiers et caporaux comptant quatre années de service. Les candidats doivent, aux termes des articles 5, 6 et 7 du décret du 26 août 1905, être présentés par leur chef de corps, après examen passé aurégliment.

Qui dispose des emplois de commis ? Le tableau est muet sur ce point. Il faudrait peut-être en conclure

que la direction des douanes s'est réservé les nominations à ces emplois.

Il reste donc qu'un quart des nominations peut être fait sous l'empire de la législation antérieure, c'est-à-dire par le chef de service directement, après avoir acquis la certitude que les candidats au point de vue de l'instruction comme au point de vue de l'aptitude physique sont susceptibles d'être admis dans les brigades métropolitaines.

D'après la circulaire numéro 3.072, du 1<sup>er</sup> décembre 1899, de la direction générale des douanes, les conditions sont les suivantes : militaires comptant quatre années de service et 25 ans d'âge ; anciens sous-officiers âgés de moins de trente ans, comptant cinq années de service, ayant l'aptitude physique et ayant satisfait à un examen portant sur la lecture, une dictée de dix lignes, les quatre règles d'arithmétique, la rédaction sous forme de demande d'emploi. A défaut des cinq ans de services, l'ancien sous-officier doit être âgé de moins de 25 ans et doit n'avoir pas quitté l'armée depuis plus d'un an.

Au fond, la circulaire de la Direction des douanes ne lie pas le public et ce qu'il y a lieu de faire pour le chef de service, c'est de s'assurer que le quart de nominations qu'il détient s'applique à des jeunes gens réalisant l'aptitude physique et possédant l'instruction requise. Il n'est pas nécessairement, juridiquement, mis dans l'obligation de recruter son quart de personnel parmi les anciens militaires, car les pouvoirs à lui conférés feraient, dans ces conditions, double emploi avec ceux réservés à l'administration supérieure qui est contrainte de se conformer aux prescriptions de la loi du 21 mars 1905 et de choisir les  $\frac{3}{4}$  des candidats parmi les jeunes gens ayant accompli ou accomplissant leur service. Il s'agit de se mettre sur un pied

d'égalité tous les Français et assimilés concourant à un emploi public et de ne pas rendre responsable de la non-application dans sa colonie de la loi sur le recrutement le candidat qui n'a pu ainsi satisfaire à la loi militaire. Un avis du Conseil d'Etat en date du 4 mai 1909 rassure d'ailleurs à cet effet.

Le décret du 23 mai 1908 a modifié considérablement l'organisation du service des douanes : conditions de recrutement, traitement, etc. ; il a établi des cadres supérieur, principal, secondaire etc. etc. Jusqu'ici ce décret n'a pas été rendu applicable aux colonies, les dispositions de cet acte ne le prévoyant pas expressément. Ces dispositions prescrivant l'application aux colonies sont-elles bien nécessaires ? Cependant par voie d'examens les nouveaux cadres ont été depuis longtemps constitués en France ; les agents coloniaux ont été empêchés de prendre part à ces examens ; et lorsque viendra le moment de son application dans les possessions d'outre-mer, il se produira par la force des choses deux organisations étanches qui ne pourront plus se pénétrer pour le plus grand malheur des coloniaux. Dans tous les cas, les conditions de concours instituées au moment où tous les cadres de la Métropole sont fermés, seront désavantageuses pour les coloniaux.

Une commission interministérielle a été chargée, par arrêté des ministres des finances et des colonies, en date du 23 mai 1910, de fixer le statut du personnel des douanes coloniales. Après avoir examiné les conditions dans lesquelles sont actuellement réglés le recrutement, l'avancement, les retraites et le séjour aux colonies du personnel des bureaux et des brigades elle a entrepris d'élaborer un projet de règlement permettant d'appliquer à ces agents, tout en tenant compte des nécessités locales, le décret de réorganisation du 23 mai 1908, ainsi que celui du 2 février 1907, concernant le régime disciplinaire.

Le décret du 23 mai 1908 est publié plus loin à titre documentaire. A titre documentaire aussi, il est suivi de celui du 28 mai 1909 qui l'a modifié.

Les agents, sédentaires surtout, de la Métropole, poursuivent inlassablement la refonte de cette réorganisation. Ils sont unanimes, ou en majorité, pour demander les réformes suivantes :

1° Il y a lieu de supprimer les hors-classes pour les transformer en classes normales et mettre ainsi à ce point de vue les cadres principal et secondaire en harmonie avec l'état des choses existant actuellement pour le cadre supérieur et les contrôleurs principaux ;

2° Il y a lieu de créer une classe à 4.500 pour les vérificateurs et contrôleurs et une classe de 5.000 pour les receveurs particuliers ;

3° Il n'y a pas lieu de demander la suppression pure et simple de la pénétration des services telle que l'a instituée le décret du 23 mai 1908, mais on doit demander à l'administration que les officiers des brigades désireux de passer dans le service des bureaux soient astreints à subir l'examen professionnel de contrôleur adjoint et que les permutations ne doivent s'effectuer qu'entre agents à égalité de traitements.

4° Il y a lieu de conférer simplement la fonction de vérificateur aux candidats reçus sans élévation de traitement, en ne les titularisant que lorsqu'ils sont parvenus à 2.800 par leur tour normal d'avancement.

5° Il y a lieu d'ouvrir le concours de la visite aux agents reçus à l'examen professionnel de contrôleur adjoint et non encore titularisés dans le cadre principal et de supprimer l'obligation de cet examen aux agents ayant quitté momentanément l'emploi de vérificateur.

6° Il y a lieu, en matière d'avancement, de s'en tenir au choix et à l'ancienneté seulement, avec une



**TABEAU RÉCAPITULATIF DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL DES DOUANES**

| FONCTIONS                                                       | SÉNÉGAL |          | GUINÉE |          | CÔTE D'IVOIRE |          | DAHOMÉY |          | Haut-Sénégal<br>et Niger |          | Mauritanie |          | Total général |          |
|-----------------------------------------------------------------|---------|----------|--------|----------|---------------|----------|---------|----------|--------------------------|----------|------------|----------|---------------|----------|
|                                                                 | Nombre  | Décompte | Nombre | Décompte | Nombre        | Décompte | Nombre  | Décompte | Nombre                   | Décompte | Nombre     | Décompte | Nombre        | Décompte |
| <b>ARTICLE 1<sup>er</sup>. — SERVICE SÉDENTAIRE</b>             |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| Inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe.....                        | 1       | 12.500   |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 12.500   |
| Contrôleur de 1 <sup>re</sup> classe.....                       | 1       | 11.250   | 1      | 11.250   |               |          |         |          |                          |          |            |          | 2             | 22.500   |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         | 10.000   |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| Vérificateur de 1 <sup>re</sup> classe.....                     | 1       | 8.750    |        |          | 2             | 17.500   | 1       | 8.750    |                          |          |            |          | 4             | 35.000   |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         | 7.750    |        |          |               |          | 1       | 7.750    |                          |          |            |          | 1             | 7.750    |
| — de 3 <sup>e</sup> —.....                                      | 1       | 7.000    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 7.000    |
| Vérificateur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe.....             | 3       | 18.750   |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 4             | 23.000   |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      | 3       | 16.500   | 2      | 11.000   | 2             | 11.000   |         |          |                          |          |            |          | 7             | 49.500   |
| — de 3 <sup>e</sup> —.....                                      |         | 5.500    |        |          | 1             | 6.250    |         |          | 1                        | 5.500    |            |          | 2             | 11.000   |
| Commis principal de 4 <sup>e</sup> classe.....                  | 1       | 5.500    |        |          |               |          | 3       | 16.500   |                          |          |            |          | 4             | 22.000   |
| — de 5 <sup>e</sup> —.....                                      | 2       | 9.500    | 3      | 14.250   | 2             | 9.500    |         |          |                          |          |            |          | 7             | 33.250   |
| Commis de 1 <sup>re</sup> classe.....                           | 3       | 12.750   |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 7             | 29.750   |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         | 4.250    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| Surnuméraire.....                                               | 16      | 102.500  | 7      | 42.750   | 7             | 44.250   | 9       | 50.000   | 1                        | 5.500    | 1          | 5.500    | 41            | 250.500  |
| <b>TOTAUX.....</b>                                              |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| <b>ARTICLE 2. — SERVICE ACTIF</b>                               |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| <b>§ 1<sup>er</sup>. — Personnel européen</b>                   |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| Lieutenant de 1 <sup>re</sup> classe.....                       | 1       | 6.000    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 6.000    |
| Garde-magasin de 2 <sup>e</sup> classe.....                     |         | 4.000    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 4.000    |
| — de 3 <sup>e</sup> classe médaillé.....                        |         | 3.800    |        |          | 1             | 3.800    | 1       | 4.000    |                          |          |            |          | 1             | 3.800    |
| Brigadier de 1 <sup>re</sup> classe médaillé.....               |         | 3.550    |        |          | 2             | 7.100    |         |          |                          |          |            |          | 2             | 7.100    |
| — de 1 <sup>re</sup> —.....                                     | 4       | 14.000   | 6      | 21.000   | 3             | 10.500   | 2       | 7.000    |                          |          |            |          | 15            | 52.500   |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      | 6       | 19.500   | 3      | 9.750    | 3             | 9.750    | 3       | 9.750    |                          |          |            |          | 16            | 52.000   |
| Sous-brigadier de 1 <sup>re</sup> classe.....                   | 3       | 9.375    | 5      | 15.625   | 4             | 12.500   | 3       | 9.375    |                          |          |            |          | 15            | 46.875   |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      | 8       | 24.000   | 7      | 21.000   | 6             | 18.000   | 3       | 9.000    |                          |          |            |          | 25            | 75.000   |
| Préposé de 1 <sup>re</sup> classe.....                          | 11      | 31.625   | 7      | 20.125   | 7             | 20.125   | 4       | 11.500   |                          | 3.000    |            |          | 29            | 83.375   |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      | 12      | 33.000   | 8      | 22.000   | 6             | 16.500   | 6       | 16.500   |                          |          |            |          | 32            | 88.000   |
| — de 3 <sup>e</sup> —.....                                      | 2       | 750      | 9      | 22.500   | 12            | 30.000   | 2       | 5.000    |                          |          |            |          | 53            | 132.500  |
| <b>TOTAUX.....</b>                                              | 75      | 212.500  | 45     | 132.000  | 44            | 138.275  | 24      | 72.125   | 1                        | 3.000    | 1          | 3.250    | 190           | 551.150  |
| <b>§ 2. — Personnel indigène</b>                                |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| <b>Sénégal :</b> Préposé de 7 <sup>e</sup> classe.....          | 6       | 7.200    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 6             | 7.200    |
| — Préposé auxiliaire de 1 <sup>re</sup> classe.....             | 6       | 6.480    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 6             | 6.480    |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                                    | 6       | 5.760    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 6             | 5.760    |
| <b>Guinée :</b> Brigadier de 1 <sup>re</sup> classe.....        | 2       | 3.600    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 2             | 3.600    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      | 2       | 3.360    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 2             | 3.360    |
| Sous-brigadier de 1 <sup>re</sup> classe.....                   | 3       | 4.680    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 3             | 4.680    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      | 5       | 7.200    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 5             | 7.200    |
| Préposé de 1 <sup>re</sup> classe.....                          | 8       | 9.600    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 8             | 9.600    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      | 6       | 6.480    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 6             | 6.480    |
| — de 3 <sup>e</sup> —.....                                      | 7       | 6.720    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 7             | 6.720    |
| <b>Côte d'Ivoire :</b> Brigadier de 1 <sup>re</sup> classe..... |         |          |        |          | 1             | 1.800    |         |          |                          |          |            |          | 1             | 1.800    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          | 1             | 1.680    |         |          |                          |          |            |          | 1             | 1.680    |
| Sous-brigadier de 1 <sup>re</sup> classe.....                   |         |          |        |          | 2             | 3.240    |         |          |                          |          |            |          | 2             | 3.240    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          | 2             | 3.120    |         |          |                          |          |            |          | 2             | 3.120    |
| Préposé de 1 <sup>re</sup> classe.....                          |         |          |        |          | 4             | 6.000    |         |          |                          |          |            |          | 4             | 6.000    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          | 4             | 5.760    |         |          |                          |          |            |          | 4             | 5.760    |
| — de 3 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          | 10            | 13.800   |         |          |                          |          |            |          | 10            | 13.800   |
| — de 4 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          | 13            | 16.600   |         |          |                          |          |            |          | 13            | 16.600   |
| <b>Dahomey :</b> Brigadier de 1 <sup>re</sup> classe.....       |         |          |        |          |               |          | 1       | 2.400    |                          |          |            |          | 1             | 2.400    |
| Sous-brigadier de 2 <sup>e</sup> classe.....                    |         |          |        |          |               |          | 3       | 4.500    |                          |          |            |          | 3             | 4.500    |
| Préposé de 1 <sup>re</sup> classe.....                          |         |          |        |          |               |          | 5       | 6.900    |                          |          |            |          | 5             | 6.900    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          |               |          | 4       | 4.800    |                          |          |            |          | 4             | 4.800    |
| — de 3 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| — de 4 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| auxiliaire de 1 <sup>re</sup> classe.....                       |         |          |        |          |               |          | 6       | 6.120    |                          |          |            |          | 6             | 6.120    |
| — de 2 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          |               |          | 18      | 16.200   |                          |          |            |          | 18            | 16.200   |
| — de 3 <sup>e</sup> —.....                                      |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| <b>Haut-Sénégal-Niger :</b> Préposé de 1 <sup>re</sup> cl.....  |         |          |        |          |               |          |         |          | 1                        | 1.200    |            |          | 1             | 1.200    |
| — — de 3 <sup>e</sup> —.....                                    |         |          |        |          |               |          |         |          | 1                        | 960      |            |          | 1             | 960      |
| — — de 3 <sup>e</sup> —.....                                    |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |          |
| <b>TOTAUX.....</b>                                              | 18      | 19.440   | 33     | 47.640   | 37            | 52.000   | 37      | 40.920   |                          |          |            |          | 137           | 156.160  |



# Détermination des zones au point de vue de l'indemnité de résidence à allouer au personnel des Douanes

| COLONIE       | PERSONNEL SÉDENTAIRE<br>(Contrôleurs, vérificateurs et vérificateurs adjoints) |                          |                                                       | PERSONNEL SÉDENTAIRE<br>(Commis principaux et commis) |                          |                                                                       | PERSONNEL ACTIF                                                                    |                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                           |
|---------------|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|               | 1 <sup>re</sup> CATÉGORIE                                                      | 2 <sup>e</sup> CATÉGORIE | 3 <sup>e</sup> CATÉGORIE                              | 1 <sup>re</sup> catégorie                             | 2 <sup>e</sup> CATÉGORIE | 3 <sup>e</sup> CATÉGORIE                                              | 1 <sup>re</sup> CATÉGORIE                                                          | 2 <sup>e</sup> CATÉGORIE                                                                                                                  | 3 <sup>e</sup> CATÉGORIE                                                                                                                                                                          | 4 <sup>e</sup> CATÉGORIE                                                                                                                  |
|               | 2 francs                                                                       | 3 francs                 | 4 francs                                              | 1 fr. 50                                              | 2 fr. 50                 | 3 fr. 50                                                              | 0 fr. 75                                                                           | 1 fr. 50                                                                                                                                  | 2 fr. 50                                                                                                                                                                                          | 3 fr. 50                                                                                                                                  |
| Sénégal       | Dakar.<br>Rufisque.<br>Saint-Louis.                                            | Foundiougne.             | Ziguinchor.<br>Port-Etienne.<br>Kayes.                | Dakar.<br>Rufisque.<br>Saint-Louis.                   | Foundiougne.             | Ziguinchor.<br>Kayes.                                                 | Dakar.<br>Rufisque.<br>Gorée.<br>Nianing.<br>Saint-Louis.<br>Joal.<br>Foundiougne. | Djinnack.                                                                                                                                 | Cabadio.<br>Seléty.<br>Cafoutalamine.<br>Djéromait.<br>Kérang.<br>Saboya.<br>Keur-Mata.<br>Keur-Omar.<br>Ziguinchor.<br>Carabane.<br>Bissassi.<br>Kayes.                                          | Port-Etienne.                                                                                                                             |
| Guinée        |                                                                                | Conakry.                 |                                                       | Boké.                                                 | Conakry.                 |                                                                       |                                                                                    | Boké.<br>Victoria.<br>Bensané.<br>Kondeiré.<br>Boffa.<br>Taboria.<br>Coyah.<br>Benty.<br>Morébaya.<br>Matakong.<br>Katonko.<br>Farmoréah. | Dubreka.<br>Conakry.<br>Kade.<br>Kandiafara.<br>Koutan.<br>Cap-Ken.<br>Laya.<br>Oula.<br>Siéroumba.<br>Sitakoto.<br>Tagania.<br>Hérémakono.<br>Songoya-Toukora.<br>Sambadougou.<br>Sarafinian.    | Boala.<br>Dankaidou.<br>Guéasso.<br>Diérodoug.<br>Diéboidou.<br>Bamba.                                                                    |
| Côte d'Ivoire |                                                                                |                          | Grand-Bassam.<br>Assinie.<br>Abidjan.<br>Grand-Lahou. |                                                       |                          | Grand-Lahou.<br>Abidjan.<br>Grand-Bassam.<br>Assinie.<br>Grand-Tahou. |                                                                                    |                                                                                                                                           | Petit-Victory.<br>Tabou.<br>Béréby.<br>Trepoin.<br>Fresco.<br>Addah.<br>Adjacouh.<br>Ehania.<br>Canal-Mouth.<br>Aforénou.<br>Bliéron.<br>Dibou-Kotrou.<br>Wapou.<br>Grand-Tahou.<br>Grand-Drewin. | Tate.<br>Frambo.<br>Nougoua.<br>Abidjean.<br>Port-Boue.<br>San-Piéd.<br>Sassandra.<br>Grand-Bas.<br>Jacquevill.<br>Grand-Lah.<br>Assinie. |
| Dahomey       |                                                                                | Ouidah.<br>Grand-Popo.   | Cotonou.<br>Porto-Novo.                               |                                                       | Ouidah.<br>Grand-Popo.   | Cotonou.<br>Porto-Novo.                                               |                                                                                    | Ouidah.<br>Grand-Popo.<br>Agoué.                                                                                                          | Cotonou.<br>Porto-Novo.<br>Agomé-Séva.<br>Adjarra.<br>Athiéomé.<br>Topli.<br>Igolo.                                                                                                               | Ounkémé.<br>Irocogny.                                                                                                                     |



différence de six mois entre les deux ordres de présentation.

7° Il y a lieu de demander la suppression du changement de grade pour le passage, dans le cadre principal, du traitement de 2.500 francs à celui de 2.800, et, par analogie, de 1.900 à 2.200 pour le cadre secondaire.

8° Les agents de service central ne peuvent être appelés aux emplois du service extérieur que par voie de permutations, et ces permutations ne peuvent être autorisées qu'entre agents de même traitement.

9° Il y a lieu de supprimer l'examen professionnel de contrôleur-adjoint pour les agents actuellement en fonctions, ou bien de ne pas limiter le nombre d'examens pour le passage dans le cadre principal ou encore d'admettre dans le cadre principal, au fur et à mesure des vacances qui s'y produiront et par voie d'ancienneté, les agents classés dans le cadre secondaire et qui étaient en fonctions au moment de la promulgation du décret du 23 mai 1908.

10° Il y a lieu d'étendre les dites réformes aux colonies.

L'arrêté du 23 décembre 1905 du gouverneur général a fixé la solde coloniale du personnel européen (bureaux et brigades) pour toutes les colonies faisant partie du gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Le service actif indigène a été organisé isolément dans chaque colonie par des arrêtés locaux. Il comprend des préposés auxiliaires et des laptots. Ces derniers mêmes ont été nommés dans certaines colonies en vertu de dispositions budgétaires ayant prévu la création de leur brigade.



## PRINCIPAUX TEXTES CITÉS

dans le corps de l'ouvrage ou se référant à d'autres dispositions déjà visées

---

### LES COLONS

EXEMPTS DU SERVICE MILITAIRE ET LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

---

Monsieur le général Lasserre, directeur des services militaires au Pavillon de Flore, a récemment adressé aux autorités coloniales la circulaire suivante qui tirera du moins d'une trop longue perplexité, nombre de jeunes gens en résidence dans celles de nos possessions d'outre-mer où le recrutement ne fonctionne pas, parce qu'elles sont dépourvues de troupes françaises.

Paris, le 16 juillet 1909.

*Messieurs les Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des Colonies, Monsieur l'Administrateur de St-Pierre et Miquelon,*

Mon attention a été appelée sur les justifications à exiger des jeunes gens résidant dans les colonies où la loi du recrutement n'est pas encore appliquée, pour pouvoir être admis dans une administration de l'Etat ou investis de fonctions publiques même électives (Art. 7 de ladite loi).

Consulté sur cette question par M. le Ministre de la Guerre, le Conseil d'Etat a, dans sa séance du 4 mai dernier, émis l'avis suivant :

« Considérant qu'il serait contraire à l'esprit de la loi et à toute équité de vouloir assurer l'exécution des dispositions de l'art. 7 de la loi du 21 mars 1905, sur le recrutement de l'armée dans les colonies où cette loi n'est pas appliquée ; que les Français et assimilés résidant dans ces colonies

ne peuvent être rendus responsables du non-accomplissement de leurs obligations militaires, puisqu'ils en sont empêchés par une cause indépendante de leur volonté ; que, dès lors, ils n'ont pas à fournir les justifications prévues à l'art. 7 précité pour être admis dans une administration de l'Etat ou investis de fonctions publiques, même électives.

« Emet l'avis qu'il y a lieu de répondre dans le sens des observations qui précèdent. »

En outre, le Ministre de la Guerre m'a fait connaître que si les jeunes gens dont il s'agit n'ont pas à remplir, en vue des emplois qu'ils sollicitent, les justifications prévues par l'art. 7 de la loi de recrutement, ils devront toutefois être prévenus que, dans le cas où ils transporteraient leur établissement en France avant l'âge de trente ans accomplis, ils seraient astreints aux obligations militaires prévues par le dernier alinéa de l'article 90 de la loi du 21 mars 1905.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien communiquer la présente circulaire aux différentes autorités de votre Gouvernement et en faire connaître les dispositions aux intéressés par tous les moyens de publicité dont vous disposez.

*Pour le Ministre et par ordre :*

Général LASSERRE.

Deux points distincts se trouvent, on le voit, résolus par ce texte. Le premier est suffisamment éclairci par l'argumentation du Conseil d'Etat pour qu'il soit besoin d'insister. Il vise les jeunes gens fixés dans les colonies énumérées par un arrêté des ministres de la Guerre et des Colonies du 26 décembre 1906 (Saint-Pierre-Miquelon, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, Haut-Sénégal-Niger, Congo et dépendances, Mayotte et Comores, Etablissements de l'Inde et d'Océanie, Nouvelles-Hébrides), ainsi que dans celles d'où tout soldat a été retiré. Conforme à la logique même, la solution du Conseil d'Etat coupe court à quelques difficultés entre les postulants en résidence dans les colonies sus-indiquées et diverses administrations publiques ignorantes jusqu'ici des

justifications à exiger afin de mettre leur responsabilité à couvert.

Sur le deuxième point dont traite *in fine* la circulaire du général Lasserre, notre collaborateur Me Rotureau-Launay, avocat du Ministre de la Guerre, avait déjà très exactement d'avance renseigné les intéressés dans la *Dépêche Coloniale* du 5 mars 1908.

Il suffit de se reporter aux conclusions de cet article pour s'expliquer, tout en la déplorant vivement, l'inexorable décision de l'autorité militaire à l'égard des coloniaux venant habiter la mère patrie, à quelque titre que ce soit, avant leur trentième année accomplie. Mais il ne faut pas non plus se dissimuler qu'à ce compte le sentiment d'élémentaire équité auquel a obéi le Conseil d'Etat en dispensant de justifications militaires les jeunes colons dans l'impossibilité matérielle de les fournir, se réduit pour la majorité d'entre eux, à une manifestation de sympathie quasi-platonique.

En même temps qu'on leur facilite en théorie l'accès des grandes administrations métropolitaines, le menace restant suspendue sur leur tête d'une convocation pour deux ans sous les drapeaux dès leur débarquement en France, n'équivaut-elle pas au fond à une prohibition presque absolue de profiter des intentions libérales qu'on affiche d'autre part vis-à-vis d'eux ?

« Donner et retenir ne vaut », dit un vieux proverbe que l'étude de notre organisation militaire coloniale, si défectueuse encore en ses grandes lignes, fournit à chaque pas l'occasion de se remémorer. Pratiquement, les créoles sont écartés de la métropole jusqu'à trente et un ans, voilà le fait brutal. La consultation du Conseil d'Etat laisse, il est vrai, à leur portée quelques fonctions et de rares emplois publics hors d'Europe, sans l'obligation préalable, beaucoup plus rigoureuse pour eux naturellement que pour leurs camarades du continent, de venir tout exprès faire deux ans dans une garnison de France.

Mais c'est là l'extrême limite des concessions que l'article 90 de la loi de 1905 permet de leur accorder. Impuissant à

obtenir davantage, le Ministre des Colonies ne peut qu'avertir franchement ces jeunes gens, estimant de son devoir de leur éviter une déception.

Commandant DUCROS.

---

EXTRAIT DU *Journal Officiel* DE LA CÔTE D'IVOIRE  
DU 31 MAI 1901

**Circulaire ministérielle N<sup>o</sup> 3. — Recrutement  
des agents du Service actif des Douanes.**

*Le Ministre des Colonies à MM. les Gouverneurs généraux de l'Afrique Occidentale française et de Madagascar, le Commissaire général du Gouvernement dans le Congo français, les Gouverneurs des colonies.*

Messieurs,

Aux termes d'un avis du Conseil d'Etat, en date du 20 novembre 1900, les agents des brigades des douanes aux colonies (Indo-Chine exceptée), font partie du personnel des douanes de France. La Direction générale ne saurait dès lors se refuser à provoquer leur admission à la retraite ou à leur réserver des emplois dans la Métropole, lorsqu'ils en font la demande.

En raison de cette assimilation, il va de soi que les conditions d'admission des agents coloniaux, recrutés directement par le département et commissionnés par les chefs de service des Douanes dans les colonies, ne sauraient être différentes de celles des agents des Douanes métropolitaines.

Pour ceux-ci, leurs candidatures continueront, comme par le passé, à être instruites par les soins de la Direction générale, qui pourra s'assurer ainsi qu'ils réunissent toutes les conditions réglementaires.

Il n'en est pas de même à l'égard des jeunes gens qui, domiciliés dans nos possessions d'outre-mer, sollicitent leur incorporation dans les Douanes coloniales.

M. le Directeur général a appelé tout spécialement mon attention sur la nécessité de rappeler aux chefs de service locaux qu'ils doivent, avant d'ouvrir leurs cadres à ces derniers, acquérir la certitude qu'au point de vue de l'aptitude physique, ils seraient susceptibles d'être admis dans les brigades métropolitaines.

Je partage entièrement la manière de voir de M. Bousquet à ce sujet, et, afin de mettre les chefs de service des Douanes en mesure de statuer en toute connaissance de cause, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, un exemplaire du règlement du 1<sup>er</sup> décembre 1899, sur le recrutement des agents du service actif, que je vous prie de leur faire remettre.

Je vous serais très obligé de vouloir bien inviter les chefs de service à se conformer strictement aux prescriptions de cet acte.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, qui devra être insérée au *Bulletin Officiel* de la colonie.

Recevez, Messieurs, les assurances de ma considération la plus distinguée.

*Le Ministre des Colonies :*

ALBERT DECRAIS.

---



**Circulaire ministérielle N° 3072, du 1<sup>er</sup> décembre 1899, relative au personnel des Brigades des Douanes.**

*(Direction générale des Douanes. — 2<sup>e</sup> Division. — Service général. — Recrutement des Brlgades).*

Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1899.

Les instructions relatives au recrutement du personnel des brigades et à l'établissement des dossiers de candidature ont fait, à différentes époques, l'objet de circulaires et de décisions isolées que l'administration a cru devoir condenser et grouper en un règlement général que j'annexe à la présente.

Au point de vue de l'aptitude physique, il a été reconnu indispensable pour éviter, autant que possible, les retraites prématurées, dont le nombre s'accroît de jour en jour, de guider le diagnostic des médecins chargés de procéder à la visite des candidats, en précisant les principaux cas qui doivent entraîner l'exclusion de nos cadres. Il importe, en effet, de rechercher, avant tout, la vigueur constitutionnelle des hommes pour la formation d'un corps dont la principale mission est de s'opposer, souvent par la force, aux entreprises de la contrebande.

D'autre part, les conditions dans lesquelles s'exerce aujourd'hui le service des brigades dans les ports, dans les gares et sur certaines frontières, les écritures auxquelles les agents du service actif sont journellement appelés à participer (écor de marchandises, perception des droits afférents à des produits dispensés de la présentation aux bureaux frontières, contrôle des titres de mouvement des boissons, etc.), nécessitaient la révision des matières de l'examen classique jusqu'à présent trop sommaire.

Le nouveau programme permettra ainsi de faire une sélection qui aura pour effet de rehausser le niveau du

recrutement et qui produira d'utiles résultats pour les intérêts du Trésor.

Les capitaines, auxquels incombent en premier lieu la responsabilité du recrutement apporteront, je n'en doute pas, la plus grande attention à l'instruction des candidatures. J'adresse la même recommandation aux inspecteurs et sous-inspecteurs divisionnaires, et je prie les directeurs de veiller à la stricte exécution du nouveau règlement, dont les médecins des brigades devront recevoir un exemplaire.

*Le Conseiller d'Etat, Directeur général :*

BOUSQUET.

---

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES

**Règlement pour le recrutement des Brigades**

ARTICLE PREMIER. — *Services militaires ; Age ; Demi-soldiers.* — Les candidats aux emplois de préposé ou matelot des Douanes doivent avoir accompli la durée de service militaire imposée par la loi, être âgé de vingt à vingt-cinq ans et n'avoir pas quitté l'armée depuis plus d'un an au moment de la formation de leur demande.

La limite d'âge réglementaire est, sous cette dernière réserve, prorogée jusqu'à trente ans pour les militaires des armées de terre et de mer qui, rengagés dans les conditions prévues par la loi du 15 juillet 1899, justifient du grade de sous-officier et de cinq années de service au moins.

Les fils d'agents et d'officiers du Service des Brigades, ainsi que les fils des anciens agents de ce service passés dans les bureaux, peuvent, dès l'âge de dix-huit ans, être admis en qualité de préposés ou de matelots à demi-solde, dans la proportion de 20 0/0 de l'effectif total.

ART. 2. — *Moralité et état civil ; Pièces exigées.* — Les capitaines et les inspecteurs ou sous-inspecteurs division-

naires ont le devoir de recueillir les renseignements nécessaires en vue de s'assurer que les candidats offrent toutes les garanties morales indispensables pour servir honorablement dans les brigades.

Les postulants produisent, pour l'établissement de leur dossier de présentation, les pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Une expédition sur papier timbré et dûment légalisée, de leur acte de naissance ;

2<sup>o</sup> Un certificat, en original, de bonne conduite au corps, et, s'ils sont rentrés dans leurs foyers depuis plus de trois mois, un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par les autorités locales ;

3<sup>o</sup> Un relevé des punitions encourues au régiment ou dans les équipages de la flotte ;

Les punitions infligées pour fautes graves contre la discipline ou pour ivresse manifeste entraînent l'exclusion du candidat.

• Dans le cas où les intéressés ne seraient pas en mesure de se procurer ce relevé, les directeurs auraient à le réclamer aux autorités compétentes.

4<sup>o</sup> Un extrait négatif de leur casier judiciaire ne remontant pas à plus de trois ans ;

5<sup>o</sup> S'ils sont mariés, une expédition de leur acte de mariage timbrée et légalisée, ainsi qu'une attestation, délivrée par l'autorité municipale, de la moralité de leur femme.

Un nouveau certificat de bonne vie et mœurs et un nouvel extrait du casier judiciaire peuvent être réclamés par le directeur au moment de la nomination.

Les inscrits maritimes doivent, après leur incorporation, fournir un certificat de radiation des matricules de la marine.

ART. 3.— *Mariage des postulants.* — Les postulants qui contracteront mariage après leur inscription devront en aviser le directeur en lui transmettant les pièces indiquées au paragraphe 5 de l'article 2.

ART. 4. — *Aptitude physique ; Visites médicales ; Taille.* — L'aptitude physique des postulants est constatée par un médecin assermenté des brigades, en présence du capi-

laine également chargé de donner son appréciation à ce sujet. L'inspecteur peut toujours, s'il le juge nécessaire, provoquer un nouvel examen du médecin.

Les postulants doivent présenter les apparences d'une constitution saine et vigoureuse. Toute infirmité ou défec-tuosité des organes de la vue, de l'ouïe ou de la marche, tout symptôme de maladie organique, tout signe de prédis-position à la tuberculose ou à une affection cardiaque, sont autant de motifs absolus d'exclusion. Les déclarations des médecins doivent être très explicites à cet égard.

Aucun sujet réformé (même au corps), ajourné ou classé dans les services auxiliaires de l'armée, ne peut être in-corporé dans les brigades. Les décisions des conseils de révision servent de règle à cet égard.

Les candidats admis à prendre rang sur les listes de recru-tement seront soumis, au chef-lieu de la direction, à une seconde visite médicale avant leur prestation de serment.

La taille exigée est fixée à un minimum de 1 m. 62 pour les préposés et de 1 m. 56 pour les matelots.

ART. 5. — *Instruction classique.* — Le programme des épreuves propres à justifier d'une instruction élémentaire suffisante comprend :

- 1<sup>o</sup> La lecture d'un texte manuserit ;
- 2<sup>o</sup> La rédaction d'une demande d'admission dans les bri-gades ;
- 3<sup>o</sup> Une dictée de 10 à 12 lignes dont la ponctuation est in-diquée et dont le texte est emprunté à l'une des circulaires de l'Administration (le nombre maximum des fautes est limité à 10 ; on ne compte pour une faute que les fautes d'orthographe usuelle ou grammaticale, ainsi que l'omission d'un mot) ;
- 4<sup>o</sup> Les quatre règles d'arithmétique : une addition de huit nombres composés chacun de 4 chiffres, une soustraction de deux nombres de 6 chiffres, une multiplication d'un mul-tiplicande de 4 chiffres par un diviseur de 2 chiffres.

Chacune de ces épreuves est faite sans aucune aide et sous

les yeux du capitaine ou lieutenant indépendant qui en certifie.

Le Directeur, par délégation du Directeur général, statue sur l'admission.

ART. 6. — *Radiation de la liste de recrutement.* — Les candidats que le cours des vacances n'a pas permis de commissionner avant l'âge de vingt-sept ans accomplis sont définitivement rayés des listes de recrutement. Les directeurs les en préviennent très expressément au moment de leur inscription sur ces listes.

ART. 7. — *Période d'épreuve.* — Les préposés et matelots, qui au cours de leur première année de présence dans les brigades, ont été jugés incapables de remplir utilement leurs fonctions, sont licenciés.

La même mesure est applicable aux agents frappés de punitions graves.

Toutefois la période d'épreuve d'une année peut, s'il y a lieu être prolongée de six mois au plus par les directeurs.

ART. 8. — *Engagement de quitter le rayon.* — Les candidats souscrivent, au moment de leur nomination, l'engagement en cas de révocation, de quitter pendant cinq ans le rayon frontière, à moins qu'ils ne retournent au domicile qu'ils avaient avant leur incorporation.

ART. 9. — *Versement à la masse.* — Au moment où ils sont commissionnés, les nouveaux admis effectuent à titre de première mise à la masse individuelle, le versement d'une somme de 100 francs au minimum.

Les demi-soldiers ne versent que la moitié de cette somme.

Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1899.

*Le Conseiller d'Etat, Directeur général :*

BOUSQUET.

---



**Circulaire ministérielle. — Mesures à prendre en vue de la réintégration éventuelle des agents du Service actif des Douanes.**

*(Ministère des Colonies. — Secrétariat général ; 2<sup>e</sup> Bureau)*

Paris, le 9 mars 1901.

*Le Ministre des Colonies, à Messieurs les Gouverneurs généraux de Madagascar, de l'Afrique Occidentale française ; le Commissaire général du Gouvernement dans le Congo français ; les Gouverneurs des Colonies.*

Messieurs,

Il arrive fréquemment que les agents du Service actif des Douanes sollicitent pendant la durée d'un congé, leur réintégration dans les cadres de la métropole.

M. le Directeur général des Douanes vient d'appeler tout particulièrement mon attention sur la nécessité de lui adresser, en même temps que les demandes de ces agents, un état de leurs services et leur calepin de notes confidentielles, qui lui sont indispensables pour examiner la suite qui peut être réservée.

J'ai l'honneur de vous prier, en conséquence, de vouloir bien m'adresser les documents dont il s'agit, toutes les fois qu'un brigadier, sous-brigadier ou préposé des Douanes demandera à être remis à la disposition de l'Administration métropolitaine ou qu'il manifestera même, avant de quitter la colonie pour rentrer en congé, l'intention de solliciter sa réintégration en France à l'expiration de son congé.

Leur demande pourra ainsi être examinée immédiatement, et il sera possible d'éviter de les placer dans la position de congé spécial en attendant la décision de M. le Directeur général des Douanes, ce qui entraîne pour les budgets locaux des dépenses inutiles.

Jé vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Recevez, Messieurs, les assurances de ma considération la plus distinguée.

ALBERT DECRAIS.

---

### **Retraites. — 1<sup>re</sup> Situation actuelle du Service actif.**

Le droit à une pension de retraite est acquis par ancienneté par les agents du service actif des Douanes à 50 ans d'âge et 25 ans de service (§ 2 de l'art. 5 de la loi du 9 juin 1853 et § 3 de l'art. 46 de la loi du 13 avril 1898).

Est dispensé de la condition d'âge : l'agent qui est reconnu par le Ministre hors d'état de continuer ses fonctions (§ 5 de l'art. 5 de la loi du 9 juin 1853).

Depuis le 1<sup>er</sup> Avril 1887, les pensions auxquelles les agents du service actif des Douanes jusqu'au grade de capitaine inclusivement ont droit, en vertu et dans les conditions de la loi du 9 juin 1853, sont liquidées en prenant pour base les tarifs applicables à la gendarmerie (§ I de l'art. 24 de la loi du 26 février 1887). Ces tarifs sont calculés de la façon suivante :

En ce qui concerne les agents assimilés aux officiers, à raison, pour chacune des trente premières années de service, d'un trentième du minimum de la pension militaire d'ancienneté afférente au grade militaire correspondant à leur assimilation, et pour chacune des années suivantes à raison d'un vingtième de la différence entre le minimum et le maximum de la dite pension.

En ce qui concerne les agents assimilés aux militaires de la gendarmerie, à raison, pour chacune des vingt-cinq premières années de service, d'un vingt-cinquième du minimum de la pension militaire d'ancienneté afférente au grade

correspondant à leur assimilation, et, à raison, pour chacune des années suivantes, d'un vingtième de la différence entre le minimum et le maximum de la pension militaire afférente au dit grade : les fixations ainsi obtenues sont majorées, pour chaque année de service postérieure à la quinzième, d'une annuité de 18 francs ou de 15 francs selon que le grade d'assimilation équivaut ou non à celui de sous-officier ou de brigadier de la gendarmerie. (Art. 7 du décret du 26 juillet 1887).

Les assimilations que comporte l'application de l'art. 24 sont établies ainsi qu'il suit :

#### SERVICE DES DOUANES

Capitaines de toutes classes.

Lieutenants de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe.

Sous-lieutenants.

Brigadiers, patrons de 1<sup>re</sup> classe et gardes-magasins.

Brigadiers et patrons de 2<sup>e</sup> classe.

Sous-brigadiers et sous-patrons.

Préposés et matelots.

#### GENDARMERIE

Capitaines.

Lieutenants.

Sous-lieutenants.

Maréchaux de logis chefs.

Maréchaux des logis.

Brigadiers.

Gendarmes.

(Art. 4 du décret du 26 juillet 1887).

Pour opérer la liquidation de la pension, il est fait un total des années de services effectifs, tant civils que militaires, si ces derniers n'ont pas été rémunérés. On ajoute à ce total, les campagnes, calculées de la même manière que celles des militaires des armées de terre et de mer (art. 5 du même décret du 26 juillet 1887.)

La bonification coloniale et la majoration ont aussi une influence sur les retraites.

Avant d'aller plus loin, nous allons expliquer succinctement ce qu'on entend au point de vue de la retraite par :

- 1<sup>o</sup> Services civils effectifs ;
- 2<sup>o</sup> Bonification coloniale ;
- 3<sup>o</sup> Services militaires ;
- 4<sup>o</sup> Campagnes ;
- 5<sup>o</sup> Majoration.

*Services civils effectifs.* — On entend par services civils effectifs, les services rendus dans la partie active des Douanes depuis l'âge de 20 ans jusqu'au jour de la retraite. On ne doit retrancher que les périodes pendant lesquelles les agents ont été mis en congé sans solde.

Conformément aux disposition de l'art. 8 du décret du 26 juillet 1887, les agents du service actif ne peuvent prétendre à une pension d'ancienneté, liquidée d'après les tarifs militaires, que s'ils comptent au moins 25 ans de services entièrement rendus dans l'armée ou dans la partie active des Douanes.

*Bonification coloniale.* — Les services civils rendus hors d'Europe par les fonctionnaires et employés envoyés d'Europe par le Gouvernement français sont comptés pour moitié en sus de leur durée effective, sans toutefois que cette bonification puisse réduire de plus d'un cinquième le temps de service effectif exigé pour constituer le droit à pension. (Art. 10 de la loi du 9 juin 1853.)

Ce qui revient à dire que les agents du service actif envoyés d'Europe pour servir aux colonies, ont droit à pension après avoir accompli 20 ans de services au lieu de 25 ans.

*Services militaires.* — Le décompte des services militaires des agents du service actif des Douanes est établi au vu de l'état authentique fourni par les départements de la Guerre et de la Marine.

Les services militaires ne peuvent jamais faire double emploi avec les services civils. Ils sont comptés, savoir : à partir de 16 ans dans la marine (Loi du 18 avril 1831, art.

2), et dans l'armée de terre à partir de 18 ans (Loi du 11 avril 1831, art. 2).

*Campagnes.* — Les agents qui ont le temps de service exigé pour la pension, sont admis à compter en sus les années de campagne d'après les règles établies par la loi du 11 avril 1831, art. 7, et 26 février 1901, art. 47.

L'exposé de ces règles dépasse le cadre de cette étude ; nous renvoyons donc le lecteur à l'ouvrage de M. Pouyat. service actif ne s'applique qu'aux années de service effectif

*Majoration.* — La majoration accordée aux agents du service actif ne s'applique qu'aux années de service effectif dans la partie active de l'Administration, en sus de 15 ans de services militaires ou civils actifs dans cette administration, et dans la limite extrême de 15 années (§ 2 de l'art. 5 du décret du 29 juillet 1887).

Un agent qui aurait accompli 20 ans de services civils actifs et 5 ans de services militaires aurait droit à une majoration de 10 ans.

*Les campagnes n'entrent jamais dans le calcul de la majoration.* — Un agent qui aurait 27 ans de services dont 2 campagnes n'aurait droit qu'à 10 ans de majoration.

La majoration n'est due qu'aux gardes-magasins, brigadiers, patrons, sous-brigadiers, sous-patrons, préposés et matelots.

Elle est de 18 francs par an pour les gardes-magasins et les sous-officiers, et de 15 francs pour les préposés et matelots.

*Médaille douanière.* — Les préposés et matelots, sous-brigadiers et sous-patrons, brigadiers et patrons, titulaires de la médaille douanière, plus de 2 ans avant leur mise à la retraite, voient, de ce fait, leur pension majorée de 37 francs.

---



## LA RÉORGANISATION

---

### Rapport au Président de la République Française

Paris, le 23 mai 1908.

Monsieur le Président,

Dans le rapport que j'avais eu l'honneur de vous soumettre à l'appui du décret du 2 février 1907, j'avais convié tous les fonctionnaires de mon département à étudier, en associant leurs efforts à ceux de leurs administrations, les simplifications qui leur paraîtraient réalisables dans leur service et à suggérer les suppressions d'emplois à effectuer dans leurs rangs.

Les agents des Douanes de tout grade ont répondu avec empressement à cet appel. Ils ont ainsi utilement contribué à l'élaboration du projet de réforme présenté à votre haute appréciation.

Celle-ci se caractérise par deux particularités importantes. Elle relève l'échelle de tous les traitements d'un corps composé de plus de 20.000 fonctionnaires, et pour aboutir à ce résultat, non seulement elle n'impose au Trésor aucun sacrifice, mais encore elle dote les services de l'administration des Douanes d'une organisation telle que ceux-ci se trouveront en mesure de sauvegarder plus efficacement qu'autrefois les intérêts de l'Etat.

Ce n'est pas, certes, que dans le passé, ces intérêts n'aient été défendus avec un zèle et une compétence auxquels on ne saurait trop rendre hommage. On ne pourrait, en effet, méconnaître l'étendue des efforts que les agents de cette série ont dû fournir, à tous les degrés de la hiérarchie,

pour faire rentrer dans les caisses du Trésor des recettes qui n'ont jamais cessé de s'accroître.

Celles-ci, qui étaient de 23.532.565 francs en 1791, passaient à 144.044.771 en 1818, progressaient à 148.001.103 en 1862 pour atteindre 381.999.285 en 1882 et dépasser 528.500.000 en 1907. A ces mêmes époques, le personnel comprenait un effectif total de 14.952, 28.118, 28.272, 22.484 et 22.391 agents.

Les frais de régie représentaient :

31 p. 100 des produits en 1791.

19.50 p. 100 des produits en 1818.

22 p. 100 des produits en 1862.

8.50 p. 100 des produits en 1882.

Et moins de 6.25 p. 100 des produits en 1907.

Ces courtes données constituent le témoignage éloquent d'une gestion économe et sage ; mais elles mettent en évidence cette anomalie qu'aux époques de liberté économique, en 1862 et en 1882, tandis que la vérification des produits était plus simple, que beaucoup de ceux-ci n'acquittaient que peu ou pas de droits, que la fraude était moins productive et partant moins intense, l'administration des douanes occupait un personnel sensiblement plus nombreux qu'aujourd'hui les tarifs cependant, sont devenus d'une application d'autant plus épineuse qu'ils sont plus spécialisés et plus protecteurs, et il faut lutter avec une fraude dont l'activité est devenue plus ingénieuse et qui dispose de puissants moyens d'action, inconnus autrefois.

On explique ainsi que les agents contraints de faire face à des travaux de plus en plus considérables et délicats aspirent, à défaut d'un relèvement des effectifs, à une rémunération meilleure et à une organisation plus rationnelle des services.

Dans ce double but, il a paru possible de procéder à une adaptation plus judicieuse de ces services aux besoins économiques du moment.

Lorsqu'au début du siècle et durant la première moitié les transactions commerciales entre pays étaient limitées à un nombre très restreint de marchandises, que celles-ci

provenant pour la plupart de pays d'outre-mer, étaient importées par des voiliers, les navigateurs abordaient indifféremment dans tous les ports. C'est pourquoi il était nécessaire d'entretenir, même dans les plus petits d'entre eux, un bureau de douane avec un receveur, des vérificateurs, des commis et de nombreux agents des brigades chargés de leur prêter main-forte. Sur les frontières de terre, les convois par voiture, et le transport à dos d'homme ou d'animaux suivaient également les diverses routes reliant la France aux Etats limitrophes. Sur toutes ces routes fonctionnaient aussi des bureaux et un personnel fortement constitué. De plus, pendant longtemps, la douane n'avait pas seulement à s'opposer aux importations frauduleuses de produits étrangers, elle devait encore surveiller les exportations, et, à certaines époques, garantir les prohibitions et les droits à la sortie. On conçoit que, sous l'empire de pareils régimes économiques qui offraient à la fraude les attraits les plus grands, où s'organisaient de tous côtés des entreprises considérables de contrebande, il ait fallu un corps de douaniers largement composé pour garder tous les points de la côte accessibles aux débarquements et pour ne laisser sans défense aucune trouée des frontières de terre.

Mais la navigation à vapeur, les chemins de fer, d'une part, les traités de commerce d'autre part, ont bouleversé entièrement cet état de choses. Sur les côtes, des bâtiments d'un tonnage de plus en plus élevé ne font plus escale que dans quelques grands ports outillés pour les recevoir ; sur terre, les voies ferrées ne traversent la frontière que par certains points déterminés, si bien que des deux côtés, ce déplacement et cette transformation de trafic ont enlevé à un grand nombre de bureaux beaucoup de leur importance. De la sorte il est devenu possible de simplifier le service de perception dans ces bureaux et de confier à des agents moins nombreux et moins élevés en grade les rares opérations qui peuvent encore s'y présenter.

En dehors de l'enceinte de ces bureaux, le long du littoral et des frontières de terre, les mêmes raisons n'exis-

tent plus de redouter partout l'envahissement de la fraude. Depuis que la plupart des tarifs, cessent d'être prohibitifs, ont ouvert les barrières douanières aux marchandises des pays étrangers, que les produits qui alimentent le plus la contrebande ont été frappés chez certains de nos voisins de taxes qui nous prémunissent contre les importations du dehors, il a paru nécessaire de porter tout l'effort des brigades et d'en augmenter même la force dans les seules régions qui restent le plus exposées et par contre d'en diminuer le nombre partout ailleurs.

Ces mesures, que je n'indique qu'à très grands traits permettront de réaliser les suppressions d'emploi suffisantes pour procurer les disponibilités à l'aide desquelles il sera possible à la fois d'améliorer les traitements de tout le personnel et d'en organiser les cadres sur des bases toutes nouvelles.

Et, cette révision d'ensemble terminée, de nouvelles recherches procureront, sans doute, encore quelques économies de détail qui seront affectées à l'accomplissement des progrès complémentaires dont l'expérience aura démontré la nécessité.

Par cela même qu'elle est trop ancienne et ne répond plus aux besoins du présent, l'organisation de l'administration des douanes comporte de sérieux remaniements. S'ils n'intervenaient pas, il y aurait lieu de craindre que ne s'accroûtât le mouvement qui paraît se dessiner depuis quelques années et qui éloigne de la carrière des douanes les sujets de valeur.

A la vérité, la perspective d'un surnumérariat qui se prolonge au-delà de quatre ans, d'un avancement qu'il faut souvent attendre dans chaque grade et dans toutes les classes cinq années et plus, enfin l'incertitude de pouvoir jamais arriver à l'un des emplois du cadre supérieur dont le nombre n'atteint même pas 1 p. 100 de l'effectif du personnel sont quelque peu décourageantes pour des jeunes gens désireux de se créer un avenir par leur instruction et par leur travail.

Semblable situation appelle un remède.

Dès 1892, la commission des Douanes, préoccupée d'assurer

l'efficacité de son œuvre, réclamait un corps de vérificateurs et de chefs qui, par leur compétence, fussent en état de se mouvoir aisément dans le dédale des innombrables classifications tarifaires, dont la complication facilite singulièrement la fraude.

Les révisions de tarifs qui se préparent de tous côtés mettront bientôt le service des Douanes aux prises avec des difficultés plus grandes encore. Il est donc capital de constituer un corps d'agents d'élite capable de les résoudre. Seul, un recrutement de choix permettra l'organisation de ce cadre et ce recrutement ne pourra s'exercer qu'autant que dans le présent et dans l'avenir les agents qui le composeront seront assurés de recevoir la récompense de leur savoir et de leur travail.

Les premières mesures que le projet de décret prévoit en vue de ce résultat sont la suppression de tout surnuméraire et l'élévation à 2.000 fr. du traitement de début, qui n'est aujourd'hui que de 1.700 fr.

En outre un avancement régulier permettra de gravir rapidement les premiers échelons, et enfin l'institution d'un concours pour l'emploi de vérificateur ouvrira, au bout de cinq ans de service, l'accès de ce grade important et enviable à ceux qui en auront subi les épreuves avec succès.

Mais ce n'est pas seulement aux agents du service technique de la visite que la réforme étend ses effets bien-faisants. Elle divise le personnel en trois cadres : un cadre supérieur, un cadre principal et un cadre secondaire ; et à tous les agents de chaque catégorie elle assure une situation meilleure par une répartition plus justement proportionnée des crédits budgétaires.

Les agents de direction, de contrôle et de surveillance (directeurs, inspecteurs principaux et receveurs principaux), forment le cadre supérieur. Rien n'est modifié aux conditions d'accès dans ce cadre, ouvert aux seuls agents qui ont subi avec succès les épreuves d'un concours très sérieux.

Dans le cadre principal prennent place à la fois les agents du service des bureaux comprenant le personnel technique :



contrôleurs principaux, contrôleurs, vérificateurs, receveurs particuliers et les officiers du service des brigades.

Si, sur certains points du territoire, les agents des brigades ont à remplir un rôle tout différent de celui dévolu aux agents des bureaux, sur d'autres, ils sont les auxiliaires immédiats de ces derniers et, partant, les deux services concourent au même but, il importe donc d'établir une certaine homogénéité entre ces deux corps. Or, c'est l'un des défauts de l'organisation actuelle de séparer complètement les services sédentaires et actif. Le projet de décret corrige ce que cette situation a de fâcheux et confond dans le même cadre des officiers et les agents des bureaux, avec parité de traitement et équivalence de grade.

Enfin, le cadre secondaire est fixé d'après des principes identiques. Y figurent les agents chargés des travaux ne nécessitant que des connaissances professionnelles moins étendues, et les agents des brigades (gardes-magasins, sous-officiers, préposés et matelots). La première partie de ce cadre, affectée au service des bureaux, est, conformément aux prescriptions de la loi de 1905, d'abord réservée aux anciens sous-officiers de l'armée classés pour un emploi de commis ; de leur côté, les sous-officiers des Douanes trouvent là un débouché très avantageux, le projet leur attribuant le quart des emplois de commis et la totalité des recettes subordonnées.

Enfin, je ne saurais trop insister sur ce point, la réforme est telle que le plus humble agent des brigades pourra s'élever par son intelligence et par son travail jusqu'aux sommets les plus élevés de la hiérarchie.

Telles sont, Monsieur le Président, les dispositions essentielles du décret que j'ai l'honneur de vous soumettre. Conçues dans un sens démocratique, elles assoient sur des bases solides le recrutement du personnel des bureaux en supprimant le surnumérariat et en exigeant des candidats les connaissances appropriées à leurs futures fonctions. Dans chacune des branches du service, des concours professionnels permettent aux sujets d'élite de mettre en relief leurs mérites et leurs capacités, et préviennent tout arbitraire.

Je ne doute pas que les fonctionnaires des Douanes n'apprécient une réforme qui, en adaptant les cadres aux contingences actuelles, donnera satisfaction à leurs aspirations les plus pressantes, relèvera leur situation matérielle et morale et assurera plus de régularité dans la répartition des avancements.

Le Gouvernement se devait d'accorder ces satisfactions à un personnel très attaché à ses devoirs, respectueux de la discipline et profondément dévoué aux institutions républicaines. Aussi m'est-il particulièrement agréable de vous prier, Monsieur le Président de vouloir bien revêtir de votre haute approbation le projet de décret ci-joint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le Ministre des Finances :*

J. CAILLAUX.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Finances,

Vu le décret du 2 février 1907, portant organisation des services extérieurs de l'administration des Douanes,

Décède :

Article premier. — Les dispositions du titre I, du titre II, articles 4 et 6, du titre III, articles 7 à 14 inclus, 17, 19, 22, 23 et du titre IV, article 31, paragraphe 1<sup>er</sup> du décret du 2 février 1907, portant organisation des services extérieurs de l'administration des Douanes, sont remplacées par les suivantes :

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### ORGANISATION GÉNÉRALE

Art. 2. — Les exercices extérieurs de l'administration des Douanes comprennent trois cadres : cadre supérieur, cadre principal, cadre secondaire.

Les grades, classes et traitements des agents faisant partie de chaque cadre sont fixés ainsi qu'il suit :

1<sup>o</sup> *Cadre supérieur.*

| DIRECTEURS                       |         |
|----------------------------------|---------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 1.2.000 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 8.000   |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 8.000   |

| INSPECTEURS PRINCIPAUX           |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 7.000 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 6.000 |

| INSPECTEURS                      |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 5.000 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 4.500 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 4.000 |

| RECEVEURS PRINCIPAUX                       |       |
|--------------------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe (20 au maximum) . . | 6.000 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .            | 5.500 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .            | 5.000 |

2<sup>o</sup> *Cadre principal*

**A. — Service des bureaux**

| CONTRÔLEURS PRINCIPAUX, CHEFS DE SECTION |       |
|------------------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . .         | 5.000 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .          | 4.500 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .          | 4.000 |

| VÉRIFICATEURS ET CONTRÔLEURS     |       |
|----------------------------------|-------|
| Hors classe . . . . .            | 4.000 |
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 3.500 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 3.100 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.800 |

RECEVEURS PARTICULIERS

|                                  |                |
|----------------------------------|----------------|
| Hors classe . . . . .            | 4.000 et 4.500 |
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 3.500          |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 3.100          |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.800          |
| 4 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.500          |
| 5 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.200          |

CONTRÔLEURS ADJOINTS

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 2.500 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.200 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.000 |

**B. — Service des brigades**

CAPITAINES

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| Hors classe . . . . .            | 4.000 |
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 3.500 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 3.100 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.800 |

LIEUTENANTS

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| Hors classe . . . . .            | 2.800 |
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 2.500 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.200 |
| Sous-lieutenants . . . . .       | 2.000 |

*3<sup>o</sup> Cadre secondaire*

**A. — Service des bureaux**

COMMIS PRINCIPAUX

|                                  |                |
|----------------------------------|----------------|
| Hors classe . . . . .            | 2.800 et 3.100 |
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 2.500          |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.200          |

COMMIS

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 1.900 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.700 |

RECEVEURS SUBORDONNÉS.

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 2 500 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.200 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.900 |
| 4 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.700 |

**B. — Service des brigades**

GARDES-MAGASINS

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 1.900 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.700 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.600 |

BRIGADIERS ET PATRONS

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 1.600 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.500 |

SOUS-BRIGADIERS ET SOUS-PATRONS

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 1.400 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.300 |
| 3 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.200 |

PRÉPOSÉS ET MATELOTS

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 1.200 |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 1.150 |
| 2 <sup>r</sup> classe . . . . .  | 1.100 |

RECEVEURS BURALISTES

Les receveurs buralistes reçoivent une rétribution variable suivant les résidences.

La répartition par classe des agents de tous grades a lieu dans les limites des crédits inscrits au budget.

Le nombre des agents à chaque traitement hors classe ne peut dépasser 10 p. 100 de l'effectif compris dans la catégorie pour laquelle ce traitement est prévu.

Art. 3. — Les directeurs sont nommés par décret.

Le Ministre des Finances nomme, sur la proposition du directeur général, aux emplois du cadre supérieur.



Les agents du cadre principal et du cadre secondaire et les receveurs buralistes sont nommés par le directeur général. Toutefois, sont à la nomination des directeurs régionaux, par délégation du directeur général, les emplois du cadre secondaire (service des brigades) jusqu'au grade de brigadier inclusivement.

## TITRE II

### RECRUTEMENT

#### *1<sup>o</sup> Cadre supérieur*

Art. 4. — Les directeurs sont choisis parmi les inspecteurs principaux de 1<sup>re</sup> ou de 2<sup>e</sup> classe comptant au moins deux ans d'ancienneté dans cette dernière classe.

Les inspecteurs principaux sont choisis parmi les inspecteurs de 1<sup>re</sup> classe comptant au moins un an d'ancienneté dans cette classe.

L'accession au grade d'inspecteur est subordonnée aux résultats d'un concours. Les conditions à remplir et le programme des épreuves sont réglés par arrêté ministériel.

Les receveurs principaux sont recrutés, soit parmi les agents du cadre supérieur, soit parmi ceux du cadre principal pourvus du traitement de 5.000 fr. ou inscrits pour ce traitement au tableau d'avancement.

#### *2<sup>o</sup> Cadre principal*

Art. 5. — Nul ne peut entrer dans le cadre principal (service des bureaux) qu'en qualité de contrôleur adjoint.

Les contrôleurs adjoints sont recrutés par la voie d'un concours dont le programme et les conditions sont fixés par arrêté ministériel.

Les candidats reçus sont nommés aux emplois vacants suivant leur rang d'admission. Si, ultérieurement à leur admission au concours ou à leur nomination dans les cadres, ils sont déclarés impropres au service militaire armé, ils sont, suivant le cas, rayés de la liste des candidats ou licenciés.

Les contrôleurs adjoints ne sont confirmés dans leurs grades que s'ils ont subi avec succès un examen professionnel spécial dont le programme et les conditions sont fixés par le directeur général et auquel ils sont admis à prendre part après une année de service au minimum. Les contrôleurs adjoints ne peuvent prétendre à l'avancement tant qu'ils n'ont pas satisfait aux épreuves de cet examen.

Peuvent également être admis dans le cadre principal, après avoir subi ce dernier examen, les commis de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe et les receveurs subordonnés de 3<sup>e</sup> et de 4<sup>e</sup> classe comptant au moins un an d'ancienneté dans le service des bureaux.

Les candidats doivent être bien notés ; ils sont agréés par le directeur général sur la proposition des chefs locaux.

Nul ne peut se présenter plus de trois fois à cet examen.

Après le troisième échec, les contrôleurs adjoints sont rayés des cadres de l'administration.

Sous réserve de l'exception prévue à l'article 6 du présent décret, les agents d'une catégorie quelconque du cadre principal peuvent être appelés à continuer leurs services dans une autre catégorie du même cadre.

Art. 6. — Les emplois de vérificateurs sont mis annuellement au concours.

Le nombre des places est fixé d'après les besoins du service.

Nul ne peut prendre part à ce concours :

1<sup>o</sup> S'il ne fait partie du cadre principal (bureaux ou brigades) ;

2<sup>o</sup> S'il n'a été présenté à cet effet par les chefs locaux et agréé par le directeur général.

Les matières du concours consistent en épreuves professionnelles et pratiques. Les conditions et le programme de ce concours sont déterminés par le directeur général.

Nul ne peut être privé de son emploi de vérificateur que par décision du directeur général prise en conseil d'administration suivant les formes prévues par l'article 32 du décret du 2 février 1907.

Art. 7. — Les contrôleurs principaux chefs de sections

sont recrutés parmi les agents du cadre principal (service des bureaux) hors classe ou de première classe.

Art. 8. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article *in fine*, les officiers des brigades sont recrutés dans les conditions suivantes :

Les capitaines, parmi les lieutenants de 1<sup>re</sup> classe comptant au moins un an de services dans cette classe.

Les lieutenants, parmi les sous-lieutenants.

L'obtention du grade de sous-lieutenant est subordonnée à un concours dont les conditions et le programme sont fixés par arrêté ministériel.

### 3<sup>o</sup> Cadre secondaire

Art. 9. — Les agents du cadre secondaire (service des bureaux) sont recrutés dans les conditions suivantes :

Les trois quarts des emplois de commis de 2<sup>e</sup> classe sont réservés, suivant les dispositions de la loi du 21 mars 1905, aux sous-officiers rengagés de l'armée présentés par le département de la Guerre et comptant au moins dix ans de services dont quatre en qualité de sous-officier.

Le surplus des vacances dans les emplois de commis ainsi que la totalité des emplois de receveurs subordonnés sont attribués aux brigadiers reconnus aptes à ces fonctions.

Art. 10. — Les gardes-magasins sont recrutés parmi les brigadiers libérés de toutes obligations militaires.

Les sous-brigadiers et les sous-patrons sont recrutés parmi les préposés et matelots inscrits au tableau d'avancement.

Les brigadiers sont recrutés parmi les sous-brigadiers et les sous-patrons ayant subi avec succès les épreuves d'un concours dont les conditions et le programme sont fixés par le directeur général.

Les patrons sont choisis parmi les sous-patrons inscrits au tableau d'avancement.

Art. 11. — Les receveurs buralistes sont recrutés parmi les agents retraités de l'administration.

### TITRE III

#### AVANCEMENT

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 12. — Sauf pour les emplois de receveurs principaux, toute nomination à un grade est faite à la dernière classe de ce grade.

L'avancement de classe a lieu au choix et à l'ancienneté.

Tout avancement de classe a lieu à la classe immédiatement supérieure.

Aucun agent ne peut recevoir d'avancement de grade ou de classe s'il n'est porté au tableau. Il n'est fait exception à cette règle que pour les promotions aux grades qui s'obtiennent au concours ou dont la collation a lieu en vertu de règlements spéciaux.

Art. 13. — Un tableau d'avancement est dressé à la fin de chaque année. Il est arrêté :

1<sup>o</sup> Par le Ministre, sur la proposition du directeur général et après délibération du conseil d'administration, pour les agents à la nomination du Ministre ou du Président de la République.

2<sup>o</sup> Par le directeur général, après délibération du conseil d'administration et avis motivé des chefs de service, pour les agents à sa nomination.

3<sup>o</sup> Par les directeurs, après avis des chefs, pour les agents à leur nomination.

Lorsque le conseil d'administration est appelé à délibérer en matière d'avancement, le chef du bureau du personnel assiste au conseil avec voix délibérative et présente les rapports.

Art. 14. — Le nombre des inscriptions est calculé d'après les besoins du service.

Si les tableaux primitifs ne suffisent pas aux besoins réels, des tableaux supplémentaires sont établis dans les mêmes formes.

Les tableaux sont portés à la connaissance du personnel.

Les agents inscrits au tableau ne peuvent être privés de leur tour de nomination que par mesure disciplinaire.

DISPOSITIONS SPÉCIALES A CHAQUE CADRE

*1<sup>o</sup> Cadre supérieur*

Art. 15. — Les grades supérieurs ne sont conférés qu'aux agents reconnus aptes à exercer les fonctions correspondantes.

Les avancements de grade et de classe ont lieu exclusivement au choix.

Le tableau d'avancement est dressé par ordre alphabétique pour les avancements de grade, dans l'ordre des nominations à effectuer pour les avancements de classe.

Les agents sont avisés individuellement de leur inscription au tableau.

*2<sup>o</sup> Cadre principal*

Art. 16. — Les agents du cadre principal obtiennent leur avancement au choix ou à l'ancienneté. Le service des bureaux forme une seule et même catégorie divisée en grades et classes.

L'ancienneté ne peut constituer un droit à la nomination au grade supérieur. Cette nomination a lieu exclusivement au choix et elle est faite dans l'ordre d'inscription, sauf en cas de refus pour convenances personnelles.

L'avancement de classe a lieu à l'ancienneté. Toutefois, sur la proposition des chefs locaux, les agents peuvent être admis à profiter d'une bonification d'ancienneté de dix à cinquante rangs pour le passage d'une classe à l'autre.

La proportion maximum des agents appelés à bénéficier de cet avantage est fixée à la moitié de l'effectif de chaque classe.

La liste de ces agents arrêtée par le directeur général en conseil d'administration est portée en même temps que le tableau d'avancement de grade, à la connaissance du personnel. Elle mentionne le nombre de rangs dont chaque agent est admis à bénéficier.



L'avancement de classe à l'ancienneté est un droit qui ne peut être refusé que par mesure disciplinaire. Toutefois, aucun agent du cadre principal ne peut obtenir le traitement de 4.000 francs s'il n'a pas dépassé l'âge de 45 ans.

Les lieutenants présentés pour le grade de capitaine et dont la nomination n'a pu avoir lieu avant qu'ils aient atteint l'âge de 45 ans sont rayés du tableau d'avancement.

### *3<sup>e</sup> Cadre secondaire*

Art. 17. — Les dispositions relatives à l'avancement des agents du cadre principal sont applicables aux commis principaux, commis, receveurs subordonnés et gardes-magasins.

Les commis principaux, les commis et les receveurs subordonnés constituent une seule et même catégorie.

Art. 18. — Les agents des brigades (gardes-magasins exceptés) avancent dans les conditions suivantes :

L'ancienneté ne peut constituer un droit à la nomination à un grade supérieur. Cette nomination a lieu exclusivement au choix.

L'avancement de classe a lieu au choix et à l'ancienneté ; les inscriptions au choix ne peuvent dépasser le tiers du nombre total des présentations.

Les nominations ont lieu deux tours à l'ancienneté, un tour au choix.

L'ancienneté des services s'établit comme suit :

Pour le premier avancement, en tenant compte de tous les services (services rétribués à solde entière et services militaires) ;

Pour les avancements suivants, en ne tenant compte que de l'ancienneté dans la classe.

A ancienneté égale ou si celle-ci est également la même, l'ancienneté de tous services qui détermine l'ordre de priorité.

Si l'ancienneté de grade et l'ancienneté de services sont les mêmes, c'est l'ancienneté d'âge qui détermine l'ordre de priorité.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX AGENTS DE L'ADMINISTRATION  
CENTRALE

Art. 19. — Les agents du service central des Douanes peuvent être appelés aux emplois du service extérieur, savoir :

Chefs de bureau de toutes classes et sous-chefs portés au tableau d'avancement pour le grade de chef : Directeurs. — Titulaires d'un emploi comptable quelconque.

Sous-chefs de bureau : Inspecteurs principaux ; inspecteurs de 1<sup>re</sup> classe ; receveurs principaux de toutes classes.

Rédacteurs principaux de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe : Inspecteurs ; receveurs principaux de 3<sup>e</sup> classe.

Rédacteurs principaux de 3<sup>e</sup> classe : Contrôleurs ou receveurs particuliers hors classe ou de 1<sup>re</sup> classe.

Rédacteurs de 1<sup>re</sup> classe : Contrôleurs ou receveurs particuliers de 1<sup>re</sup> ou de 2<sup>e</sup> classe.

Rédacteurs de 2<sup>e</sup> classe : Contrôleurs ou receveurs particuliers de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> classe.

Rédacteurs de 3<sup>e</sup> classe : Contrôleurs de 3<sup>e</sup> classe ; contrôleurs adjoints de 1<sup>re</sup> classe ; receveurs particuliers de 3<sup>e</sup> ou de 4<sup>e</sup> classe.

Rédacteurs de 4<sup>e</sup> classe : Contrôleurs adjoints de 1<sup>re</sup> ou de 2<sup>e</sup> classe ; receveurs particuliers de 4<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup> classe.

Rédacteurs de 5<sup>e</sup> classe : Contrôleurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe.

Expéditionnaires : Agents du cadre où ils ont été recrutés pourvus du même traitement immédiatement supérieur.

Art. 20. — Les agents sont classés au point de vue de leur représentation au conseil de discipline dans les catégories suivantes :

I. — Directeurs.

II. — Inspecteurs principaux et inspecteurs.

III. — Receveurs principaux.

IV. — Contrôleurs principaux.

V. — Vérificateurs, contrôleurs et receveurs particuliers hors classe, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe.

VI. — Contrôleurs adjoints et receveurs particuliers de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> classe.

VII. — Capitaines.

VIII. — Lieutenants et sous-lieutenants.

IX. — Commis principaux et commis.

X. — Receveurs subordonnés.

XI. — Gardes-magasins.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 21. — Font partie du cadre supérieur, les agents en exercice indiqués ci-après :

Directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, premiers commis de direction ayant subi avec succès le concours pour la sous-inspection et receveurs principaux.

Le titre de sous-inspecteur est supprimé.

Les sous-inspecteurs prennent le titre d'inspecteur.

Art. 22. — Le cadre principal (service des bureaux) est constitué dans les conditions suivantes :

Font partie de ce cadre, les agents des catégories indiquées ci-après : contrôleurs, commis de direction de la 1<sup>re</sup> à la 5<sup>e</sup> classe inclus, receveurs particuliers de la 1<sup>re</sup> à la 5<sup>e</sup> classe inclus, agents de ces différentes catégories portés au tableau d'avancement pour le traitement de 2.800.

Seront admis en outre dans le même cadre, jusqu'à concurrence du nombre d'emplois restant disponibles, ceux des autres agents du service sédentaire, y compris les expéditionnaires de l'administration centrale au traitement de 2.500 et au-dessous qui subiront avec succès l'examen professionnel prévu à l'article 5, paragraphe 4, du présent décret.

Ceux des agents que vise le paragraphe précédent et qui n'auront pas été admis dans le cadre principal à la suite de cet examen pourront s'y représenter pendant deux ans.

Les surnuméraires actuellement en fonctions et les candidats surnuméraires admis aux derniers concours ne pourront être nommés contrôleurs adjoints qu'après avoir subi le même examen.

Les surnuméraires qui, antérieurement à leur nomination dans le cadre principal, arriveront en ligne de titularisation seront appelés provisoirement à un emploi de début dans le cadre secondaire.

Après trois échecs successifs à l'examen d'accession dans le cadre principal, les surnuméraires seront nommés ou maintenus définitivement dans le cadre secondaire.

Art. 23. — Les candidats inscrits pour la visite au tableau prévu par l'article 13, paragraphe 2 du décret du 2 février 1907 et qui auront été classés dans le cadre principal par application de l'article 22, paragraphes 1 et 2 du présent décret seront, exceptionnellement et sans autres conditions, admis à concourir pour l'emploi de vérificateur.

Art. 24. — Le cadre secondaire (service des bureaux) est constitué au moyen des autres agents du service sédentaire pourvus du traitement de 2.500 et au-dessous qui n'auront pas rempli les conditions prévues à l'article 22 pour le passage dans le cadre principal.

Art. 25. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Fait à Paris, le 23 mai 1908.

A. FALLIERES.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Finances :*

J. CAILLAUX.

---

## Concours pour le grade de Brigadier

Le Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes,

Vu le décret du 23 mai 1908, art. 10 ;

Vu l'arrêté du Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes, en date du 25 mai 1908,

Arrête :

Le deuxième paragraphe de l'article 21 de l'arrêté susvisé du 25 mai 1908 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les candidats pourvus, soit du brevet d'officier de réserve ou de celui de chef de section, soit d'un certificat d'aptitude à l'un de ces emplois, sont dispensés de l'épreuve militaire et reçoivent d'office la note 20 pour cette composition. »

Paris, le 19 mai 1909.

*Le Conseiller d'Etat, Directeur général :*

Signé : M. DELAUNAY.

## Décret du 28 Mai 1909

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Finances,

Vu le décret du 2 février 1907, portant organisation des services extérieurs de l'Administration des douanes ;

Vu le décret du 23 mai 1908, portant modification à celui du 2 février 1907,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les articles 2 et 22 du décret du 23 mai 1908 sont complétés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — . . . . .



**3<sup>e</sup> Cadre secondaire**

A. — SERVICE DES BUREAUX

*Commis principaux*

|                                  |                |
|----------------------------------|----------------|
| Hors classe. . . . .             | 2.800 et 3.100 |
| 1 <sup>re</sup> classe . . . . . | 2.500          |
| 2 <sup>e</sup> classe . . . . .  | 2.200          |

Transitoirement le traitement de 3.500 est maintenu pour pour les agents actuellement en fonctions, surnuméraires compris.

*Commis*

Art. 22. —

Les vérificateurs-adjoints admis dans le cadre principal conserveront provisoirement leur titre jusqu'au moment où ils seront nommés à l'emploi de vérificateur.

Art. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 mai 1909.

A. FALLIERES.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Finances,*

J. CAILLAUX.

---

**Circulaire ministérielle rappelant qu'il doit être  
procédé à l'interrogatoire daté et signé des  
Agents des Douanes coloniales ayant encouru  
une peine disciplinaire.**

(Ministère des Colonies. — Secrétariat Général : 3<sup>e</sup> Bureau)

Paris, le 14 décembre 1905.

*Le Ministre des Colonies à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale française et de Madagascar, le Commissaire général dans les possessions du Congo Français et dépendances et les Gouverneurs des Colonies.*

M. le Directeur général des Douanes a signalé à mon attention l'inobservation des règlements aux termes desquels les agents des Douanes coloniales, comme ceux de la métropole, ne peuvent être frappés d'une peine disciplinaire sans qu'ils aient été appelés à présenter par écrit leur défense sur les faits qui leur sont reprochés.

J'ai constaté, en effet, que cette formalité n'a pas toujours été remplie.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier de donner les instructions nécessaires pour que, dans les cas de l'espèce, il soit toujours procédé à l'interrogatoire, daté et signé, de l'employé en cause, conformément aux règlements et à l'esprit de l'article 65 de la loi de Finances du 22 avril 1905.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Signé : CLEMENTEL.

---

## Loi de Finances du 22 avril 1905

Art. 65. — Tous les fonctionnaires civils et militaires, tous les employés et ouvriers de toutes Administrations publiques ont droit à la communication personnelle et confidentielle de toutes les notes, feuilles signalétiques et tous autres documents composant leur dossier, soit avant d'être l'objet d'une mesure disciplinaire ou d'un déplacement d'office, soit avant d'être retardés dans leur avancement à l'ancienneté.

---

### **Circulaire ministérielle. — Application aux fonctionnaires et agents coloniaux ou locaux de l'article 65 de la loi de Finances du 22 Avril 1905.**

(Ministère des Colonies. — Direction du personnel :  
1<sup>er</sup> Bureau).

Paris, le 6 décembre 1907.

*Le Ministre des Colonies à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale française et de Madagascar, le Commissaire général dans les possessions du Congo Français et dépendances, les Gouverneurs de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane française, de la Côte des Somalis, des Etablissements français dans l'Inde, de Mayotte et dépendances, de la Nouvelle-Calédonie, des Etablissements français de l'Océanie et dépendances et l'administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon.*

J'ai été consulté sur l'interprétation à donner à plusieurs prescriptions contenues dans la circulaire du 18 avril dernier,

relative à l'application aux fonctionnaires et aux agents coloniaux et locaux, de l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905.

Je vous rappelle que le législateur a voulu, par cette disposition, assurer aux fonctionnaires et agents toutes les garanties d'équité et d'impartialité compatibles avec le maintien de la discipline. Il lui a paru nécessaire, à cet effet, de stipuler que tout agent incriminé aura le droit, avant d'être l'objet d'une mesure disciplinaire, d'être informé des griefs qui la motiveraient et de prendre connaissance de tous les documents composant son dossier, afin d'être à même de présenter tous les moyens de défense dont il dispose.

Le devoir de l'administration est de respecter scrupuleusement la volonté du législateur et, par suite, d'habiliter les fonctionnaires de tous ordres à exercer le droit qui leur a été conféré. Or, ce droit ne pourrait plus être exercé, dans les conditions où l'a voulu le Parlement, si la communication du dossier ne devait avoir lieu que lorsque la sanction a déjà été prononcée.

Il demeure donc bien établi que tous les fonctionnaires et agents, en service dans la colonie que vous administrez, pourront obtenir communication de leur dossier, dans les conditions spécifiées par l'article 65 de loi de Finances du 22 avril 1905. En vue d'éviter tout recours ultérieur de leur part, il vous appartiendra, le moment venu, de les inviter à le faire connaître, par écrit, s'ils désirent user de la faculté qui leur est conférée par l'article précité. Il est évident que, lorsque la sanction à intervenir devra, aux termes des règlements, être précédée de l'avis d'une commission, l'offre de communication du dossier devra être faite avant la comparution devant celle-ci de l'agent en cause.

Je tiens, enfin, à préciser que la pensée ne m'était point venue, en appelant votre attention sur la précaution à prendre en vue d'éviter la disparition des pièces consultées, d'interdire le transfert du dossier d'un point à un autre de la colonie. J'émettais seulement l'avis qu'il convenait de n'admettre l'intéressé à en prendre connaissance qu'en

présence de son chef de service ou d'un fonctionnaire désigné à cet effet, et, par suite, de ne soustraire à aucun moment, à la surveillance de celui-ci, les documents communiqués.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Signé : MILLIES-LACROIX.

---

### Circulaire ministérielle

*Le Ministre des Colonies à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale française, du Congo Français et dépendances, de Madagascar, les Gouverneurs des Colonies et l'administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.*

Vous avez pu constater, en recevant mes circulaires des 18 avril et 6 décembre 1907, relatives à l'application aux fonctionnaires et agents coloniaux et locaux, de l'article 65 de la loi de Finances du 22 avril 1905 que je considère comme un impérieux devoir d'assurer à tout inculpé, quelque modeste que soit son grade, les facilités les plus larges pour se justifier des fautes qui lui sont reprochées.

La situation à laquelle a pu parvenir un fonctionnaire, si peu élevée soit-elle dans la hiérarchie administrative, doit inspirer le respect.

Il ne convient donc d'y porter atteinte même légèrement, qu'avec la plus prudente circonspection.

Le droit de sévir est une prérogative dont il ne doit être fait usage qu'à bon escient, et lorsque, pour des raisons auxquelles demeurent complètement étrangère toute circonstance ne se rattachant pas étroitement aux faits incriminés, il est définitivement acquis que les griefs élevés contre un fonctionnaire sont fondés.



Je ne saurais donc trop insister sur la nécessité de ne restreindre, en aucun cas, les garanties accordées aux inculpés par les règlements qui les régissent.

Le rappel de cette obligation est d'autant plus opportun que des exemples récents ont démontré que les prescriptions édictées à ce sujet ne sont pas toujours assez soigneusement observées.

Il en résulte que mon département est constamment saisi de recours formés à l'occasion de sanctions intervenues sans que les formalités indispensables aient été remplies.

La légitimité de certains pouvoirs introduits devant le Conseil d'Etat, pour des faits de cette nature, a déjà été reconnue par cette haute assemblée.

Or, l'annulation d'une décision nécessite normalement l'ouverture d'une procédure nouvelle, le règlement de la situation de l'agent en cause subit ainsi qu'à la colonie intéressée. Enfin, il en résulte, pour mon département, un surcroît de travail injustifié.

Je suis résolu à empêcher le retour de ces inconvénients. A cet effet, je crois nécessaire de vous tracer d'une manière minutieuse, la ligne de conduite qui devra être scrupuleusement suivie toutes les fois que vous jugerez indispensable de déférer à un conseil d'enquête un fonctionnaire placé sous votre autorité.

### *De la constitution des Conseils d'enquête*

Il est indispensable que les règlements régissant chaque personnel précisent, pour chaque grade et chaque classe d'agents, la qualité et le nombre des fonctionnaires devant faire partie du conseil d'enquête.

Ce nombre doit toujours être impair, afin que le partage des voix ne puisse pas se produire et que le vote émis ait, dans tous les cas, une signification bien précise, sans qu'il soit nécessaire de rendre prépondérante la voix du président.

Il vous appartient de modifier s'il y a lieu dans le plus bref délai, en conformité de ces règles, les actes organiques du personnel local de la colonie que vous administrez.

Vous devez également compléter sans retard, par l'addition de dispositions relatives à la discipline et à la constitution, des conseils d'enquête, en vous conformant rigoureusement aux indications ci-dessus, les textes organisant les corps locaux qui ne contiendraient aucune prescription à ce sujet.

Vous prendrez soin d'observer scrupuleusement, à l'avenir, les règles ainsi édictées.

Vous veillerez également à l'application des prescriptions régissant, au point de vue disciplinaire, le personnel colonial en service dans la possession placée sous votre autorité.

Lorsque la désignation personnelle des fonctionnaires appelés à faire partie d'un conseil d'enquête sera laissée à votre choix, vous aurez soin de n'y comprendre :

1<sup>o</sup> Ni les parents ou alliés de l'inculpé, jusqu'au quatrième degré inclusivement ;

2<sup>o</sup> Ni les auteurs de la plainte, s'il en a été formé une, ou des rapports, s'il en a été dressé, ni généralement, tous ceux qui ont émis un avis au cours de l'enquête préliminaire.

Toutefois, les personnes désignées ci-dessus peuvent, quand il est utile, être appelées à fournir des renseignements au conseil.

Un fonctionnaire ayant fait partie d'un conseil d'enquête ne peut, en principe, siéger dans un autre conseil appelé à connaître la même affaire.

### *Des formes de l'enquête*

L'envoi d'un fonctionnaire devant un conseil d'enquête constituant à l'égard de celui-ci une mesure grave susceptible de lui être préjudiciable, une telle décision ne doit être prise que si les raisons qui la motivent ont été suffisamment élucidées pour que la culpabilité de l'agent en cause apparaisse clairement.

Il n'est pas douteux que vous ayez la faculté de traduire d'office devant un conseil d'enquête tout fonctionnaire colonial à qui cette procédure peut être appliquée.

Toutefois, cette manière de faire doit être limitée aux

cas où la faute est patente et où aucun doute ne peut subsister sur son auteur.

Le plus souvent, en effet, il est indispensable de faire procéder à une sorte d'instruction de l'affaire ou enquête préliminaire. Cette mission doit toujours être confiée à un fonctionnaire d'un grade supérieur à celui de l'inculpé et donner lieu à l'établissement d'un rapport dans lequel son auteur formule ses conclusions personnelles.

Il va de soi que si ces conclusions sont favorables à l'inculpé, elles lui restent acquises, et que si, contrairement à ces conclusions, vous croyez devoir déférer à un conseil d'enquête l'agent en cause, le rapport restera dans sa teneur et sans qu'il y soit apporté aucune modification, joint au dossier de l'affaire.

Au besoin, et en vue d'éviter toute mesure prématurée, vous ne devez pas hésiter à réclamer un rapport supplémentaire.

---

#### **A. — Formalités préliminaires**

Votre décision une fois prise de traduire un fonctionnaire devant un conseil d'enquête, il vous appartient, après en avoir informé le président et les membres, s'ils font partie de droit du conseil, ou procéder à leur nomination, dans le cas contraire de désigner, parmi eux, un rapporteur et de fixer le lieu de réunion.

Le choix d'un rapporteur me paraît nécessaire dans tous les cas. Il est indispensable qu'il y ait, au sein du conseil, un fonctionnaire connaissant dans les plus menus détails l'affaire soumise à l'enquête. Outre que les investigations pourront être plus minutieuses et la discussion plus serrée, les travaux du conseil y gagneront encore en rapidité : les obscurités, les plus légers doutes pouvant être, grâce au rapporteur, immédiatement dissipés.

Vous devez, en même temps, notifier au fonctionnaire incriminé une expédition de votre décision le traduisant devant un conseil d'enquête et composant celui-ci en lui faisant connaître les faits retenus à sa charge et en l'invitant à se tenir à la disposition du rapporteur et à répondre aux

convocations qui lui seront adressées, soit par celui-ci, soit par le président.

Outre les indications spécifiées ci-dessus, votre décision devra mentionner les questions qui, à l'exclusion de toutes autres, devront être posées au conseil d'enquête.

Les modifications qui surviendraient dans la composition du conseil d'enquête sont notifiées au fonctionnaire soumis à l'enquête dans la même forme. L'intéressé pourra ainsi vérifier la régularité de la composition du conseil.

Les lettres de notification ou de convocation seront remises au fonctionnaire en cause, sous pli fermé, par un express, qui prendra reçu du pli ou qui, si l'intéressé refuse de le recevoir, ou s'il n'est pas trouvé à l'adresse indiquée par lui, rapportera le pli, en consignait sur l'enveloppe le motif de retour avec sa signature. Le pli avec son enveloppe ainsi annotée sera alors retourné à l'autorité dont il émane et devra être joint au dossier du conseil d'enquête.

#### **B. — Rôle du rapporteur**

Le rapporteur convoque le fonctionnaire soumis à l'enquête et lui offre immédiatement, en conformité de l'article 65 de la loi de Finances du 22 avril 1905, communication de toutes les pièces composant tant son dossier personnel que le dossier de l'affaire.

L'intéressé devra faire connaître par écrit s'il désire ou non user de la faculté qui lui est conférée par la disposition précitée.

Si la réponse est affirmative, il devra, la communication ayant été faite, reconnaître par une attestation écrite, qu'il a été admis, dans les conditions de l'article précité, à prendre connaissance de son dossier.

Le rapporteur reçoit ensuite ses explications écrites ou verbales, ainsi que les pièces qu'il désire présenter pour sa défense.

Le fonctionnaire soumis à l'enquête désigne les personnes qu'il se propose de faire entendre à sa décharge. Si, après le commencement de l'enquête, l'intéressé demande

l'audition d'autres personnes que celles ainsi désignées, ces nouveaux témoins ne sont entendus qu'avec l'assentiment du rapporteur.

Le rapporteur convoque ou invite à lui faire parvenir une déposition écrite les personnes désignées par le fonctionnaire en cause. Celui-ci fait connaître les points sur lesquels il désire que ces personnes soient interrogées.

Mais, outre les questions indiquées par l'inculpé, le rapporteur a toute faculté pour poser aux témoins dont il s'agit, les questions qu'il juge utiles.

---

### **N° 352. — Arrêté portant création d'un cadre de déposés indigènes des Douanes au Sénégal**

Le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale française, commandeur de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française,

Vu le décret du 6 juillet 1904 sur les déplacements et les indemnités de route et de séjour du personnel colonial ;

Vu les crédits inscrits au budget général, exercice 1906 ;  
Sur la proposition du Lieutenant-Gouverneur du Sénégal,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Un cadre local de douaniers indigènes est créé dans la colonie du Sénégal pour concourir au Service de surveillance avec les agents du cadre métropolitain et sous la direction de ces derniers.

Art. 2. — Les postulants devront produire les pièces énumérées ci-après :

1<sup>o</sup> Une expédition de leur acte de naissance, s'ils en ont un, et à défaut un acte de notorité pour en tenir lieu ;

2<sup>o</sup> Un certificat de bonne vie et mœurs ;



3<sup>e</sup> Un extrait négatif de leur casier judiciaire.

Art. 3. — L'aptitude physique des postulants sera constatée par un médecin assermenté de l'administration. Le minimum de taille est fixé à 1 m. 60.

Art. 4. — Les postulants devront être âgés de 20 ans au moins. Ils justifieront de leur instruction par les épreuves suivantes devant une commission nommée à cet effet :

Rédaction d'une demande d'admission dans le cadre ;

Lecture d'un texte manuscrit ;

Dictée de 12 à 15 lignes dont la ponctuation sera indiquée ;

Opérations sur les quatre règles d'arithmétique.

Art. 5. — Ceux qui, en cours de leur première année de service dans les brigades, auront été jugés incapables de remplir utilement leurs fonctions seront licenciés.

Art. 6. — Les classes et traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

Préposé auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe 960 fr. par an.

Préposé auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe 1.080 fr. par an.

Préposé de 7<sup>e</sup> classe 1.200 fr. par an.

Préposé de 6<sup>e</sup> classe 1.320 fr. par an.

Préposé de 5<sup>e</sup> classe 1.440 fr. par an.

Préposé de 4<sup>e</sup> classe 1.560 fr. par an.

Préposé de 3<sup>e</sup> classe 1.680 fr. par an.

Préposé de 2<sup>e</sup> classe 1.800 fr. par an.

Préposé de 1<sup>re</sup> classe 1.920 fr. par an.

Préposé hors classe 2.000 fr. par an.

Préposé hors classe 2.200 fr. par an.

Préposé hors classe 2.400 fr. par an.

Art. 7. — Les nominations de début pourront être faites directement à la 7<sup>e</sup> classe lorsque les candidats auront justifié, au moment de leur examen, d'une bonne instruction primaire ou s'ils ont déjà rendu des services à l'administration.

Pour passer à une classe supérieure les préposés sénégalais devront compter au moins un an de service dans la classe immédiatement inférieure. Les préposés auxiliaires des deux classes qui feraient preuve d'un réel mérite pourront être nommés, à titre exceptionnel, préposés de 7<sup>e</sup> classe, après six mois de service seulement.

Art. 8. — Les préposés sénégalais seront assimilés au per-

sonnel de la 6<sup>e</sup> catégorie pour les déplacements et les indemnités de route et de séjour.

Art. 9. — Les préposés auxiliaires et titulaires seront commissionnés et prêteront serment en justice.

Art. 10. — Les mesures disciplinaires applicables au personnel indigène des Douanes, seront :

La réprimande ; l'annotation, infligées par le chef du service.

La suspension ; la rétrogradation ; la révocation, prononcées par le lieutenant-gouverneur.

L'agent puni ne peut recevoir d'avancement dans l'année qui suit l'infliction d'une punition.

Art. 11. — Les récompenses spéciales que pourra décerner le chef du service des Douanes sont : l'encouragement et le témoignage de satisfaction. Cette dernière récompense aura pour effet de remettre sa peine à l'agent puni.

Art. 12. — Les préposés de toutes classes du cadre local doivent obéissance aux agents métropolitains sous les ordres desquels ils se trouvent placés, quel que soit leur grade.

Art. 13. — La tenue de service des préposés du cadre local comprendra : 1<sup>o</sup> un veston de molleton ou de drap bleu marin, col droit fermé par deux agrafes, à un rang de cinq boutons portant le mot « Douanes » avec galons rouges et insignes de douane rouges au col ; pantalon de même étoffe et de même teinte ; 2<sup>o</sup> paletot de toile kaki du même modèle que le paletot de drap avec boutons de Douanes et insignes rouges mobiles au collet, pantalon de même étoffe et de même teinte ; 3<sup>o</sup> coiffure : casque blanc avec insigne de Douane (grenade inscrite dans un cor de chasse en métal blanc) ; képi à bandeau bleu marin avec jupe en drap vert, soutache en laine rouge et, comme insigne, une grenade inscrite dans un cor de chasse ; 4<sup>o</sup> insignes de classe : Les préposés porteront les insignes suivantes :

6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> classe : un galon rouge sur chaque manche ;

4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe : deux galons rouges sur chaque manche ;

2<sup>e</sup> et 1<sup>e</sup> classe : un galon argent sur chaque manche.

Préposés hors classe : deux galons argent sur chaque manche.

L'allocation de ces effets pourra être remplacée par le paiement d'une indemnité annuelle de 70 francs.

Art. 14. — Les préposés du cadre sénégalais seront armés d'un revolver d'ordonnance mod. 74.

Art. 15. — Le Lieutenant-Gouverneur du Sénégal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

E. ROUME.

---

### **Arrêté portant création d'un cadre local de préposés auxiliaires des Douanes à la Côte d'Ivoire**

Le Gouverneur de la Côte d'Ivoire,

Vu l'article 5 de l'ordonnance organique du Sénégal du 7 septembre 1840, rendue applicable à la Côte d'Ivoire par décret du 10 mars 1893 ;

Considérant des résultats satisfaisants donnés pour l'envoi fait par le service des Douanes d'agents indigènes employés à la surveillance des plages ;

Attendu qu'il y a lieu de créer un cadre régulier pour cette catégorie d'agents dont l'organisation actuelle n'est que provisoire,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé dans le service actif des Douanes un cadre d'agents auxiliaires indigènes qui comporte :

- 1<sup>e</sup> Trois classes de préposés ;
- 2<sup>e</sup> Deux classes dans le grade de sous-brigadier ;
- 3<sup>e</sup> Deux classes dans le grade de brigadier.

Art. 2. — La solde annuelle afférente aux différents grades et classes est fixée ainsi qu'il suit :

Préposé de 3<sup>e</sup> classe, 1.380 ; 115.

G. Hilaire-Mamie.

Préposé de 2<sup>e</sup> classe, 1.440 ; 120.

Préposé de 1<sup>re</sup> classe, 1.500 ; 125.

Sous-brigadier de 2<sup>e</sup> classe, 1.560 ; 130.

Sous-brigadier de 1<sup>re</sup> classe, 1.620 ; 135.

Brigadier de 2<sup>e</sup> classe, 1.680 ; 140.

Brigadier de 1<sup>re</sup> classe, 1.800 ; 150.

Art. 3. — La ration distribuée précédemment à quelques agents auxiliaires est supprimée.

Art. 4. — L'uniforme des préposés auxiliaires des Douanes comprend :

1<sup>e</sup> Une vareuse en drap ou molleton bleu marine avec martingale à une rangée de six boutons semblables à ceux des agents métropolitains ;

2<sup>e</sup> Un pantalon de même couleur que la vareuse ;

3<sup>e</sup> Un béret bleu ayant sur les bords deux raies vertes et au milieu de la partie supérieure de la couronne, une houppe de laine verte entourée de laine garance.

4<sup>e</sup> Un chapeau en tresse de latanier du modèle de la marine de l'Etat.

Au béret et au chapeau est fixé un ruban de soie noire portant au milieu le mot « Douanes », imprimé en lettres d'argent.

Les marques distinctives du grade, sont, pour les brigadiers :

Deux galons en argent à lézard, sur chaque avant-bras ; pour les sous-brigadiers : un seul galon à lézard sur chaque avant-bras.

Art. 5. — L'action des brigadiers et sous-brigadiers du cadre indigène ne s'étendra que sur les agents du même cadre. Ils seront eux-mêmes placés sous les ordres des sous-officiers et préposés servant au titre européen.

Grand Banam, le 11 décembre 1894.

Signé : G. BINGER.

P. C. C. — Le chef de service des Douanes :

Signé : CORRARD.

## **Arrêté portant création d'un cadre local de douaniers indigènes dans la Colonie du Dahomey**

*Le Gouverneur général de l'Afrique Occidentale française, Chevalier de la Légion d'Honneur,*

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant la réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française ;

Vu le décret du 6 juillet 1904 sur les déplacements et les indemnités de route et de séjour du personnel colonial,

Sur la proposition du Lieutenant-Gouverneur du Dahomey,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Un cadre local de douaniers indigènes est créé dans la colonie du Dahomey pour concourir au service de surveillance avec les agents du cadre métropolitain et sous la direction de ces derniers.

Art. 2. — Les postulants devront produire les pièces énumérées ci-après :

1<sup>o</sup> Une expédition de leur acte de naissance s'ils en ont un, et, à défaut, un acte de notorité pour en tenir lieu ;

2<sup>o</sup> Un certificat de bonne vie et mœurs ;

3<sup>o</sup> Un extrait négatif de leur casier judiciaire.

Art. 3. — L'aptitude physique des postulants sera constatée par un médecin assermenté de l'administration (le minimum de la taille est fixé à 1 m. 60).

Art. 4. — Les postulants devront être âgés de 20 ans au moins. Ils justifieront de leur instruction par les épreuves suivantes, devant une commission nommée à cet effet :

1<sup>o</sup> Rédaction d'une demande d'admission dans le cadre ;

2<sup>o</sup> Lecture d'un texte manuscrit ;

3<sup>o</sup> Dictée de 12 à 15 lignes dont la ponctuation sera indiquée ;

4<sup>o</sup> Opérations sur les quatre règles d'arithmétique.

Art. 5. — Ceux qui, au cours de leur première année de



service dans les brigades, auront été jugés incapables de remplir utilement leurs fonctions seront licenciés.

Art. 6. — Les classes et traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

Préposé auxiliaire indigène de 5<sup>e</sup> classe 600 fr. par an.  
Préposé auxiliaire indigène de 4<sup>e</sup> classe, 700 fr. par an.  
Préposé auxiliaire indigène de 3<sup>e</sup> classe, 800 fr. par an.  
Préposé auxiliaire indigène de 2<sup>e</sup> classe, 900 fr. par an.  
Préposé auxiliaire indigène de 2<sup>e</sup> classe 900 fr. par an.  
Préposé auxiliaire indigène de 1<sup>re</sup> classe, 1.000 fr. par an.  
Préposé indigène de 7<sup>e</sup> classe, 1.200 fr. par an.  
Préposé indigène de 6<sup>e</sup> classe, 1.320 fr. par an.  
Préposé indigène de 5<sup>e</sup> classe 1.440 fr. par an.  
Préposé indigène de 4<sup>e</sup> classe, 1.560 fr. par an.  
Préposé indigène de 3<sup>e</sup> classe, 1.680 fr. par an.  
Préposé indigène de 2<sup>e</sup> classe, 1.800 fr. par an.  
Préposé indigène de 1<sup>re</sup> classe, 1.920 fr. par an.  
Préposé hors classe, 2.000 fr. par an.  
Préposé hors classe, 2.200  
Préposé hors classe, 2.400.

Art. 7. — Les nominations et les avancements en classe seront prononcés par le Lieutenant-Gouverneur, sur la proposition du chef de service.

Art. 8. — Les nominations du début pourront être faites directement à l'emploi de préposé indigène de 7<sup>e</sup> classe, lorsque les candidats auront justifié, au moment de leur examen, d'une bonne instruction primaire ou s'ils ont déjà rendu des services à l'administration. Pour passer à une classe supérieure, les préposés dahoméens devront compter au moins un an de service dans la classe immédiatement inférieure. Les préposés auxiliaires de 5<sup>e</sup> classe qui feraient preuve d'un réel mérite pourront être nommés, à titre exceptionnel, préposés de 7<sup>e</sup> classe, après 6 mois de service seulement.

Art. 9. — Les préposés dahoméens seront assimilés au personnel de la 6<sup>e</sup> catégorie pour les déplacements et les indemnités de route et de séjour.

Art. 10. — Les préposés auxiliaires et titulaires seront commissionnés et prêteront serment en justice.

Art. 11. — Les mesures disciplinaires applicables au personnel seront :

La réprimande ; l'annotation ; la suspension, infligées par le chef de service ; la rétrogradation ; la révocation, prononcées par le Lieutenant-Gouverneur, sur la proposition du chef de service.

L'agent puni ne pourra pas avoir d'avancement dans l'année suivante.

Art. 12. — Les récompenses spéciales que pourra décerner le chef de service des Douanes, sont : L'encouragement et le témoignage de satisfaction. Cette dernière récompense remettra la peine infligée à un agent puni.

Art. 13. — Les préposés de toutes classes du cadre local doivent obéissance aux agents métropolitains sous les ordres desquels ils se trouvent placés, quel que soit leur grade.

Art. 14. — L'uniforme des agents indigènes sera déterminé par un arrêté du Lieutenant-Gouverneur.

Art. 15. — L'arrêté du 8 mai 1900 demeure abrogé.

Art. 16. — Le Lieutenant-Gouverneur du Dahomey et Dépendances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 21 novembre 1906.

M. MERLIN.

---

**Décret modifiant le décret du 3 Juillet 1897, en ce qui concerne le personnel indigène du groupe de l'Afrique Occidentale française et les déplacements du personnel colonial ou local.**

Paris, le 8 octobre 1910.

Monsieur le Président,

M. le Gouverneur général de l'Afrique Occidentale a appelé mon attention sur l'utilité qu'il y aurait à modifier la

règlementation actuellement applicable au personnel indigène des colonies de l'Afrique Occidentale française, au point de vue des droits au transport et des indemnités de déplacement.

M. William Ponty expose que les décrets des 3 juillet 1897 et 6 juillet 1904 ont attribué à des agents (interprètes, sous-agents des postes, gardes de police, etc.) une assimilation ayant pour conséquence de leur ouvrir des droits, en cas de déplacement, à un nombre de porteurs disproportionné avec les bagages dont ils ont besoin et à des allocations exagérées, vu les conditions dans lesquelles les intéressés sont appelés à voyager dans la colonie. Ce personnel indigène trouve, en effet partout et à très bon marché à se nourrir et à se loger selon ses habitudes.

Le Gouverneur général de l'Afrique Occidentale exprime en conséquence, le désir de voir abroger, en ce qui concerne les agents indigènes, les dispositions établies pour le personnel européen et à leur voir appliquer, quand ils se déplacent à l'intérieur de leur colonie, les règles appropriées à leurs conditions d'existence.

Cette mesure qui aurait pour effet un allègement sensible des charges du budget de chaque colonie de ce groupe, me paraissant rationnelle, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint ayant pour objet d'en autoriser l'adoption.

Je vous serais reconnaissant, si vous voulez bien admettre cette manière de voir, de revêtir ce document de votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le Ministre des Colonies :*

GEORGES TROUILLOT.

Le Président de la République Française,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux ;

Vu les décrets des 14 août 1899, 6 juillet 1904, 8 juin 1906, 26 février 1908 et 21 juillet 1910, portant modifications à certaines dispositions du texte précédent

Sur le rapport du Ministre des Colonies,

Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions des décrets des 3 juillet 1897, 14 août 1899, 6 juillet 1904, 8 juin 1906 et 26 février 1908 sont abrogées en ce qui concerne le personnel des cadres indigènes en service en Afrique Occidentale française.

Art. 2. — Un arrêté du Lieutenant-Gouverneur de chaque colonie, revêtu de l'approbation préalable du Gouverneur Général, déterminera, conformément aux prescriptions de l'article 90, paragraphe 2 du décret du 3 juillet 1897, les conditions de transport du personnel dont il s'agit et fixera la quotité des indemnités de déplacement à lui attribuer.

Art. 3. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et inséré au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin Officiel* du ministère des Colonies.

Fait à Loupillon, le 8 octobre 1910.

A. FALLIERES.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Colonies :*

GEORGES TROUILLOT.

---

Vu : le Président de la thèse,  
LESEUR

Vu : le Doyen,  
CAUVES

Vu et permis d'imprimer :  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
L. LIARD





# Répartition, par Colonie, des Crédits inscrits globalement au budget général, exercice 1909

| CHAPITRES                                                                     | CRÉDITS<br>inscrits<br>AU BUDGET | QUOTE-PART DES COLONIES |        |               |        |                          |            |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------|--------|---------------|--------|--------------------------|------------|
|                                                                               |                                  | SÉNÉGAL                 | GUINÉE | COTE D'IVOIRE | DAHOMY | HAUT-SÉNÉGAL<br>ET NIGER | MAURITANIE |
| CHAPITRE VII                                                                  |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| Article 6. — Indemnités au personnel des douanes                              |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| § 1 <sup>er</sup> . — Fonds d'abonnement.....                                 | 24.700                           | 8.200                   | 5.000  | 5.000         | 5.000  | 1.500                    | 100        |
| § 2. — Frais de bureau.....                                                   | 12.660                           | 4.070                   | 3.600  | 2.600         | 2.160  | 130                      | 2.700      |
| § 3. — Indemnité de résidence.....                                            | 146.717                          | 37.335                  | 31.410 | 48.910        | 24.455 | 2.007                    |            |
| § 4. — Indemnité de logement au personnel<br>actif non logé.....              | 8.080                            | 3.600                   | 2.800  | 250           | 1.680  | 100                      |            |
| § 5. — Dépenses diverses.....                                                 | 1.200                            | 250                     | 250    |               | 250    |                          |            |
| TOTAUX.....                                                                   | 193.357                          | 53.355                  | 43.060 | 56.760        | 33.545 | 3.737                    | 2.900      |
| CHAPITRE VIII                                                                 |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| MATÉRIEL DES DOUANES                                                          |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| Article 1 <sup>er</sup> . — Fourniture d'imprimés.....                        |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| — 2. — Achat et entretien des instruments<br>de visite.....                   | 14.000                           | 4.500                   | 3.000  | 3.000         | 3.000  | 350                      | 250        |
| — 3. — Loyers d'immeubles.....                                                | 4.100                            | 1.000                   | 600    | 1.000         | 1.000  | 250                      | 250        |
| — 4. — Achat et entretien du mobilier.....                                    | 21.072                           | 8.960                   | 3.660  | 1.900         | 6.552  |                          |            |
| — 5. — Complément de mobilier pour le<br>casernement de Dakar.....            | 16.000                           | 4.000                   | 4.000  | 3.500         | 3.500  | 500                      | 500        |
| — 6. — Eclairage des postes.....                                              | 2.000                            | 2.000                   |        | 200           | 355    | 25                       | 25         |
| — 7. — Habillement des agents indigènes.....                                  | 1.255                            | 200                     | 450    | 4.500         | 4.000  | 150                      | 150        |
| — 8. — Entretien et renouvellement des<br>armes.....                          | 22.300                           | 5.000                   | 8.500  |               |        |                          |            |
| — 9. — Achat et entretien d'embarcations.....                                 | 3.350                            | 200                     | 1.000  | 1.000         | 1.000  | 75                       | 75         |
| — 10. — Achat de médicaments.....                                             | 10.100                           | 2.000                   | 4.500  | 2.000         | 1.000  | 600                      | 600        |
| — 11. — Nourriture des chevaux et achat<br>des médicaments vétérinaires.....  | 2.750                            | 500                     | 1.200  | 500           | 500    | 25                       | 25         |
| — 12. — Entretien de l'équipage de la<br>goélette.....                        | 2.800                            | 2.800                   |        |               |        |                          |            |
| — 13. — Entretien des bâtiments et postes<br>de douanes dans les cercles..... | 1.500                            | 1.500                   |        |               |        |                          |            |
| — 14. — Dépenses diverses.....                                                | 30.000                           | 8.000                   | 6.000  | 8.000         | 8.000  | 50                       | 50         |
| TOTAUX.....                                                                   | 132.327                          | 40.910                  | 33.160 | 25.850        | 29.157 | 1.325                    | 1.925      |
| CHAPITRE X                                                                    |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| SERVICE JUDICIAIRE                                                            |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| Article 3. — Matériel des tribunaux et justices<br>de paix                    |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| § 1 <sup>er</sup> . — Garçons de bureau.....                                  | 9.300                            | 6.420                   | 960    | 840           | 720    | 360                      |            |
| § 3. — Frais de bureau.....                                                   | 5.600                            | 2.400                   | 700    | 700           | 800    | 1.000                    |            |
| § 4. — Achat de livres.....                                                   | 3.000                            | 1.200                   | 500    | 600           | 500    | 200                      |            |
| § 5. — Location d'immeubles.....                                              | 8.000                            |                         |        | 8.000         |        |                          |            |
| § 6. — Achat et entretien du mobilier.....                                    | 2.800                            | 800                     | 500    | 1.000         | 500    | 100                      |            |
| § 7. — Frais d'éclairage.....                                                 | 2.300                            | 1.900                   | 100    | 100           | 100    |                          |            |
| TOTAUX.....                                                                   | 31.000                           | 12.720                  | 2.760  | 11.240        | 2.620  | 1.660                    |            |
| CHAPITRE XIV                                                                  |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DES BATIMENTS CIVILS                                |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| Article 6. — Entretien                                                        |                                  |                         |        |               |        |                          |            |
| § 8. — Bâtiments affectés au service judiciaire<br>dans les colonies.....     | 6.800                            | 1.500                   | 1.500  | 1.500         | 1.500  | 800                      |            |
| TOTAUX.....                                                                   | 6.800                            | 1.500                   | 1.500  | 1.500         | 1.500  | 800                      |            |



| FONCTIONS                                        | SOLDES |          | SENÉGAL |          | GUINÉE |          | CÔTE D'IVOIRE |          | DAHOMÉY |          | Haut-Sénégal<br>et Nigér |          | Mauritanie |          | Total général |           |
|--------------------------------------------------|--------|----------|---------|----------|--------|----------|---------------|----------|---------|----------|--------------------------|----------|------------|----------|---------------|-----------|
|                                                  | Nombre | Décompte | Nombre  | Décompte | Nombre | Décompte | Nombre        | Décompte | Nombre  | Décompte | Nombre                   | Décompte | Nombre     | Décompte | Nombre        | Décompte  |
| <b>ARTICLE 3. — MARINS</b>                       |        |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| § 1 <sup>er</sup> . — <i>Personnel européen</i>  |        |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| Sénégal : Patron de 2 <sup>e</sup> classe.....   |        | 3.250    | 1       | 3.250    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 3.250     |
| — Sous-patron de 2 <sup>e</sup> classe.....      |        | 3.000    |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| — TOTAUX.....                                    |        |          | 1       | 3.250    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 3.250     |
| § 2. — <i>Personnel indigène</i>                 |        |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| Sénégal : Pilote.....                            | 1.800  |          | 1       | 1.800    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 1.800     |
| — Matelot de 1 <sup>re</sup> classe.....         | 720    |          | 4       | 2.880    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 4             | 2.880     |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 600    |          | 3       | 1.800    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 3             | 1.800     |
| — Quartier-maître canotier.....                  | 1.080  |          | 1       | 1.080    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 1.080     |
| — Canotier de 1 <sup>re</sup> classe.....        | 880    |          | 2       | 1.760    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 2             | 1.760     |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 880    |          | 2       | 1.760    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 2             | 1.760     |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 820    |          | 5       | 4.100    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 5             | 4.100     |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 720    |          | 4       | 2.880    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 4             | 2.880     |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 620    |          | 12      | 7.440    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 12            | 7.440     |
| Guinée : Second maître laptot.....               | 900    |          | 1       | 900      |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 900       |
| — Patron laptot.....                             | 600    |          | 12      | 7.200    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 12            | 7.200     |
| — Laptot de 1 <sup>re</sup> classe.....          | 480    |          | 30      | 14.400   |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 30            | 14.400    |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 420    |          | 29      | 12.180   |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 29            | 12.180    |
| Côte d'Ivoire : Second maître.....               | 900    |          |         |          |        |          | 2             | 1.800    |         |          |                          |          |            |          | 2             | 1.800     |
| — Quartier-maître.....                           | 720    |          |         |          |        |          | 3             | 2.160    |         |          |                          |          |            |          | 3             | 2.160     |
| — Matelot de 1 <sup>re</sup> classe.....         | 600    |          |         |          |        |          | 5             | 3.000    |         |          |                          |          |            |          | 5             | 3.000     |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 540    |          |         |          |        |          | 15            | 8.100    |         |          |                          |          |            |          | 15            | 8.100     |
| — — de 3 <sup>e</sup> —.....                     | 480    |          |         |          |        |          | 17            | 8.160    |         |          |                          |          |            |          | 17            | 8.160     |
| Dahomey : Matelot de 1 <sup>re</sup> classe..... | 480    |          |         |          |        |          |               |          | 1       | 480      |                          |          |            |          | 1             | 480       |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 420    |          |         |          |        |          |               |          | 2       | 840      |                          |          |            |          | 2             | 840       |
| — — de 3 <sup>e</sup> —.....                     | 360    |          |         |          |        |          |               |          | 30      | 10.800   |                          |          |            |          | 30            | 10.800    |
| — Stagiaire.....                                 | 300    |          |         |          |        |          |               |          | 12      | 3.600    |                          |          |            |          | 12            | 3.600     |
| Mauritanie : Patron laptot.....                  | 840    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          | 1          | 840      |               |           |
| — Laptot de 1 <sup>re</sup> classe.....          | 720    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          | 2          | 1.440    |               |           |
| — — de 2 <sup>e</sup> —.....                     | 600    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          | 2          | 1.200    |               |           |
| — TOTAUX.....                                    |        |          | 34      | 25.500   | 72     | 34.680   | 42            | 33.220   | 45      | 15.720   |                          |          | 5          | 3.480    | 198           | 102.600   |
| <b>ARTICLE 4. — GARDES-FRONTIÈRES</b>            |        |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| Sergent....                                      | 900    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 2             | 1.800     |
| — Côte d'Ivoire.....                             | 900    |          | 2       | 1.800    |        |          | 1             | 900      |         |          |                          |          |            |          | 1             | 900       |
| — Dahomey.....                                   | 720    |          |         |          |        |          |               |          | 2       | 1.440    |                          |          |            |          | 2             | 1.440     |
| Caporal....                                      | 600    |          | 6       | 3.600    |        |          | 2             | 1.440    |         |          |                          |          |            |          | 6             | 3.600     |
| — Côte d'Ivoire.....                             | 720    |          |         |          |        |          |               |          | 3       | 1.800    |                          |          |            |          | 3             | 1.800     |
| — Dahomey.....                                   | 600    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| — Sénégal.....                                   | 740    |          | 10      | 7.400    | 40     | 19.200   | 3             | 1.800    |         |          |                          | 1        |            |          | 10            | 7.400     |
| — Côte d'Ivoire.....                             | 480    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 41            | 19.680    |
| — Dahomey.....                                   | 480    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 12            | 5.760     |
| — Sénégal.....                                   | 620    |          | 42      | 26.040   | 57     | 23.940   | 5             | 2.700    |         |          |                          |          |            |          | 42            | 26.040    |
| — Côte d'Ivoire.....                             | 420    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 59            | 24.780    |
| — Côte d'Ivoire.....                             | 540    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 5             | 2.700     |
| — Dahomey.....                                   | 420    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 20            | 8.400     |
| — Côte d'Ivoire.....                             | 480    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 9             | 4.320     |
| — TOTAUX.....                                    |        |          | 52      | 34.440   | 105    | 48.510   | 20            | 11.160   | 37      | 17.400   | 3                        | 1.320    |            |          | 214           | 111.860   |
| <b>ARTICLE 5. — PERSONNEL DIVERS</b>             |        |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| Garçon de bureau.....                            | 1.050  |          | 1       | 1.050    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 1.050     |
| — Planton.....                                   | 900    |          | 1       | 900      |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 1             | 900       |
| — —.....                                         | 639    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| — —.....                                         | 540    |          |         |          |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          |               |           |
| — TOTAUX.....                                    |        |          | 2       | 1.950    |        |          |               |          |         |          |                          |          |            |          | 2             | 1.950     |
| TOTAUX GÉNÉRAUX.....                             |        |          | 196     | 498.580  | 262    | 299.610  | 150           | 258.905  | 152     | 196.165  | 7                        | 11.980   | 7          | 12.280   | 774           | 1.177.470 |





## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                             | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Organisation du gouvernement général de l'Afrique<br>occidentale française.....                             | 5     |
| Pouvoirs du gouverneur général.....                                                                         | 10    |
| De la promulgation des textes de douanes en Afrique<br>occidentale .....                                    | 26    |
| Réglementation du service des douanes en Afrique<br>occidentale française.....                              | 54    |
| Haut-Sénégal et Niger.....                                                                                  | 59    |
| La Mauritanie.....                                                                                          | 65    |
| Guinée Française.....                                                                                       | 68    |
| Côte d'Ivoire.....                                                                                          | 71    |
| Le Dahomey.....                                                                                             | 77    |
| Pouvoirs des anciens gouverneurs.....                                                                       | 147   |
| Régime douanier colonial.....                                                                               | 191   |
| Étude sur le régime commercial actuellement en<br>vigueur à la Côte d'Ivoire .....                          | 217   |
| Personnel des douanes.....                                                                                  | 249   |
| Principaux textes cités dans le corps de l'ouvrage ou se<br>référant à d'autres dispositions déjà visées... | 260   |
| La réorganisation.....                                                                                      | 275   |





---

Imp. Jouvé et C<sup>te</sup>, 15, rue Racine, Paris.

---

